

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXXIX

1937-1938

N^{os} 4130-4169

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 4130. — Luxembourg et Pays-Bas :	
Convention d'établissement et de travail, signée à La Haye, le 1 ^{er} avril 1933, et échanges de notes y relatifs, La Haye, le 1 ^{er} avril 1933, et Luxembourg, le 15 avril 1936... ..	11
N^o 4131. — Belgique et Pays-Bas :	
Convention concernant l'assistance aux indigents et leur rapatriement. Signée à La Haye, le 15 mai 1936	41
N^o 4132. — Belgique et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord concernant la franchise des droits de douane ou autres sur les combustibles et lubrifiants employés dans le service aérien international. Bruxelles, le 26 mars 1937	51
N^o 4133. — Roumanie et Yougoslavie :	
Accord additionnel à la Convention signée à Belgrade le 30 janvier 1933 entre les deux pays, réglant la question de la nationalité et de l'indigénat des personnes qui, par suite de la délimitation, ont perdu leur nationalité originaire. Signé à Bucarest, le 13 mars 1935	57
N^o 4134. — Etats-Unis du Brésil et Portugal :	
Traité de commerce. Signé à Rio de Janeiro, le 26 août 1933	63
N^o 4135. — Hongrie et Tchécoslovaquie :	
Avenant à l'Accord de commerce du 14 juin 1935 entre les deux pays, et protocole final. Signés à Praha, le 15 juin 1936... ..	73
N^o 4136. — Autriche et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant la franchise des droits de douane ou autres sur les combustibles et lubrifiants employés dans le service aérien international. Vienne, le 2 avril 1937... ..	81

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXXIX**1937-1938****Nos. 4130-4169**

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4130. — Luxemburg and the Netherlands :	
Convention concerning Establishment and Labour, signed at The Hague, April 1st, 1933, and Exchanges of Notes relating thereto, The Hague, April 1st, 1933, and Luxemburg, April 15th, 1936	11
No. 4131. — Belgium and the Netherlands :	
Convention concerning Assistance to and Repatriation of Indigent Persons. Signed at The Hague, May 15th, 1936... ..	41
No. 4132. — Belgium and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Immunity from Customs and Other Duties on Fuel and Lubricants used in International Air Service. Brussels, March 26th, 1937	51
No. 4133. — Roumania and Yugoslavia :	
Additional Agreement to the Convention signed at Belgrade on January 30th, 1933, between the Two Countries regulating the Question of Nationality and that of the Citizenship of Persons who, in consequence of the Frontier Delimitation, have lost their Original Nationality. Signed at Bucharest, March 13th, 1935	57
No. 4134. — United States of Brazil and Portugal :	
Treaty of Commerce. Signed at Rio de Janeiro, August 26th, 1933	63
No. 4135. — Hungary and Czechoslovakia :	
Additional Agreement to the Commercial Agreement of June 14th, 1935, between the Two Countries, and Final Protocol. Signed at Prague, June 15th, 1936... ..	73
No. 4136. — Austria and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Immunity from Customs and Other Duties on Fuel and Lubricants used in International Air Service. Vienna, April 2nd, 1937	81

	Pages
N° 4137. — Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, etc. :	
Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité. Signée à La Haye, le 12 avril 1930	89
N° 4138. — Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, Australie, Union Sud-Africaine, etc. :	
Protocole relatif à un cas d'apatridie. Signé à La Haye, le 12 avril 1930	115
N° 4139. — Turquie et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Protocole prorogeant le Traité d'amitié et de neutralité du 17 décembre 1925 entre les deux pays et les Protocoles y relatifs des 17 décembre 1925, 17 décembre 1929 et 7 mars 1931. Signé à Ankara, le 7 novembre 1935	127
N° 4140. — France et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Arrangement concernant l'échange des colis postaux, et protocole final. Signés à Moscou, le 9 mars 1936	131
N° 4141. — Suède et Yougoslavie :	
Protocole relatif à la réglementation des échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Stockholm, le 14 mai 1937	147
N° 4142. — Estonie et Turquie :	
Accord commercial, avec annexes. Signé à Ankara, le 6 juin 1937	151
N° 4143. — Estonie et Turquie :	
Accord de clearing. Signé à Ankara, le 6 juin 1937	159
N° 4144. — République Argentine et Etats-Unis du Brésil :	
Convention concernant les échanges intellectuels. Signée à Rio de Janeiro, le 10 octobre 1933	165
N° 4145. — République Argentine et Etats-Unis du Brésil :	
Convention pour la revision des textes de l'enseignement historique et géographique. Signée à Rio de Janeiro, le 10 octobre 1933	175
N° 4146. — République Argentine et Etats-Unis du Brésil :	
Convention relative aux expositions d'échantillons et à la vente de produits nationaux. Signée à Rio de Janeiro, le 10 octobre 1933	185
N° 4147. — France et Turquie :	
Avenant à la Convention de commerce et de navigation du 29 août 1929 entre les deux pays, avec annexes. Signé à Ankara, le 15 juin 1937	195

	Page
No. 4137. — Germany, Austria, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Canada, etc. :	
Convention on Certain Questions relating to the Conflict of Nationality Laws. Signed at The Hague, April 12th, 1930	89
No. 4138. — Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, Union of South Africa, etc. :	
Protocol relating to a Certain Case of Statelessness. Signed at The Hague, April 12th, 1930	115
No. 4139. — Turkey and Union of Soviet Socialist Republics :	
Protocol concerning the Prolongation of the Treaty of Friendship and Neutrality of December 17th, 1925, between the Two Countries, and the Protocols relating thereto of December 17th, 1925, December 17th, 1929, and March 7th, 1931. Signed at Ankara, November 7th, 1935	127
No. 4140. — France and Union of Soviet Socialist Republics :	
Parcel Post Agreement, and Final Protocol. Signed at Moscow, March 9th, 1936	131
No. 4141. — Sweden and Yugoslavia :	
Protocol regulating Commercial Exchanges between the Two Countries. Signed at Stockholm, May 14th, 1937	147
No. 4142. — Estonia and Turkey :	
Commercial Agreement, with Annexes. Signed at Ankara, June 6th, 1937	151
No. 4143. — Estonia and Turkey :	
Clearing Agreement. Signed at Ankara, June 6th, 1937	159
No. 4144. — Argentine Republic and United State : of Brazil :	
Convention regarding Intellectual Exchanges. Signed at Rio de Janeiro, October 10th, 1933	165
No. 4145. — Argentine Republic and United States of Brazil :	
Convention for the Revision of History and Geography Text-books. Signed at Rio de Janeiro, October 10th, 1933	175
No. 4146. — Argentine Republic and United States of Brazil :	
Convention regarding the Exhibition of Samples and the Sale of National Products. Signed at Rio de Janeiro, October 10th, 1933	185
No. 4147. — France and Turkey :	
Additional Agreement to the Convention of Commerce and Navigation of August 29th, 1929, between the Two Countries, with Annexes. Signed at Ankara, June 15th, 1937	195

	Pages
N° 4148. — France et Suède :	
Déclaration concernant la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil. Signée à Paris, le 30 juin 1937	203
N° 4149. — Turquie et Yougoslavie :	
Convention concernant la protection judiciaire et le concours réciproque des autorités judiciaires des deux pays en matière civile et commerciale. Signée à Ankara, le 3 juillet 1934	207
N° 4150. — Etats-Unis d'Amérique et Salvador :	
Accord commercial, avec annexes. Signé à San-Salvador, le 19 février 1937	219
N° 4151. — Norvège et Suède :	
Accord relatif aux principes de la répartition du revenu de la Société anonyme Luossavaara-Kiirunavaara aux fins de l'imposition. Signé à Oslo, le 14 juin 1937	245
N° 4152. — Lithuanie et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance réciproque des certificats d'origine. Stockholm, le 1 ^{er} juillet 1937... ..	251
N° 4153. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Inde et Siam :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la nationalité des personnes affectées par la nouvelle délimitation de la frontière entre la Birmanie (Tenasserim) et le Siam. Bangkok, le 31 mars 1937	257
N° 4154. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Accord en vue de faciliter l'authentification, sans légalisation, de certains documents officiels, avec annexes. Signé à Paris, le 3 avril 1937	265
N° 4155. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Finlande :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'importation de farine de froment en Finlande. Londres, le 14 avril 1937	289
N° 4156. — Finlande et Tchécoslovaquie :	
Accord pour la répression de l'importation illicite de boissons alcooliques en Finlande. Signé à Praha, le 21 mars 1936... ..	295
N° 4157. — Finlande et Etats-Unis du Mexique :	
Traité d'amitié. Signé à Washington, le 2 octobre 1936	303
N° 4158. — Bulgarie et Finlande :	
Accord commercial, et protocole additionnel. Signés à Sofia, le 27 octobre 1936... ..	309

	Page
No. 4148. — France and Sweden :	
Declaration regarding the Reciprocal Issue Free of Charge of Copies of Civil Status Records. Signed at Paris, June 30th, 1937	203
No. 4149. — Turkey and Yugoslavia :	
Convention concerning Legal Protection and Collaboration of the Judicial Authorities of the Two Countries in Civil and Commercial Matters. Signed at Ankara, July 3rd, 1934	207
No. 4150. — United States of America and El Salvador :	
Commercial Agreement, with Annexes. Signed at San Salvador, February 19th, 1937...	219
No. 4151. — Norway and Sweden :	
Agreement concerning the Basis for the Division of the Revenues of the Luossavaara- Kiirunavaara Joint Stock Company for the Purposes of Taxation. Signed at Oslo, June 14th, 1937	245
No. 4152. — Lithuania and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Certificates of Origin. Stockholm, July 1st, 1937	251
No. 4153. — Great Britain and Northern Ireland, India and Siam :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Nationality of Persons affected by the Redelimitation of the Boundary between Burma (Tenasserim) and Siam. Bangkok, March 31st, 1937	257
No. 4154. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Agreement to facilitate the Proof without Legalisation of Certain Official Documents, with Annexes. Signed at Paris, April 3rd, 1937	265
No. 4155. — Great Britain and Northern Ireland and Finland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Importation of Wheaten Flour into Finland. London, April 14th, 1937	289
No. 4156. — Finland and Czechoslovakia :	
Agreement for the Suppression of the Illicit Importation of Alcoholic Liquors into Finland. Signed at Prague, March 21st, 1936	295
No. 4157. — Finland and United States of Mexico :	
Treaty of Friendship. Signed at Washington, October 2nd, 1936	303
No. 4158. — Bulgaria and Finland :	
Commercial Agreement, and Additional Protocol. Signed at Sofia, October 27th, 1936 ...	309

	Pages
N° 4159. — Finlande et Tchécoslovaquie :	
Troisième protocole additionnel à la Convention de commerce et de navigation du 2 mars 1927 entre les deux pays, et protocole final. Signés à Praha, le 17 avril 1937... ..	317
N° 4160. — Finlande et France :	
Arrangement dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans les deux pays. Signé à Paris, le 26 mai 1937	327
N° 4161. — Finlande et Lettonie :	
Convention concernant les relations postales entre les deux pays. Signée à Helsinki, le 12 mai 1937, et à Riga, le 28 mai 1937	333
N° 4162. — Autriche et Suisse :	
Accord concernant la circulation automobile, y compris le transport en commun des personnes par les services publics, et protocole final, signés à Vienne, le 21 novembre 1936 ; et échange de notes relatif à l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à cet accord, Vienne, le 1 ^{er} mars 1937	341
N° 4163. — Allemagne et Pays-Bas :	
Traité concernant le régime des paiements entre les deux pays, signé à La Haye, le 23 décembre 1936, et échange de notes de la même date relatif à l'application provisoire de ce traité	359
N° 4164. — Finlande et Roumanie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition des visas sur les passeports diplomatiques. Helsinki, le 16 novembre 1936	377
N° 4165. — République Argentine et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant les autorisations pour l'obtention de change officiel destiné au paiement de coupons de titres (d'actions et d'obligations) en possession néerlandaise et investis dans des entreprises non néerlandaises en Argentine. Buenos-Ayres, les 3 et 5 février 1937	383
N° 4166. — Etats-Unis du Brésil et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Rio de Janeiro, le 15 mars 1937	395
N° 4167. — Etats-Unis du Brésil et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord tendant à liquider les créances commerciales néerlandaises arriérées au Brésil. Rio de Janeiro, le 15 mars 1937	405
N° 4168. — Belgique et Siam :	
Convention d'extradition. Signée à Bangkok, le 14 janvier 1937	419
N° 4169. — Chili et Norvège :	
Traité de conciliation. Signé à Oslo, le 27 janvier 1936	433
CORRIGENDUM	442

	Page
No. 4159. — Finland and Czechoslovakia :	
Third Additional Protocol to the Convention of Commerce and Navigation of March 2nd, 1927, between the Two Countries, and Final Protocol. Signed at Prague, April 17th, 1937	317
No. 4160. — Finland and France :	
Agreement for facilitating the Admission of Student Employees in the Two Countries. Signed at Paris, May 26th, 1937	327
No. 4161. — Finland and Latvia :	
Convention concerning Postal Relations between the Two Countries. Signed at Helsinki, May 12th, 1937, and at Riga, May 28th, 1937	333
No. 4162. — Austria and Switzerland :	
Agreement regarding Motor Traffic, including the Conveyance of Passengers by Public Services, and Final Protocol, signed at Vienna, November 21st, 1936; and Exchange of Notes relating to the Accession of the Principality of Liechtenstein to this Agreement, Vienna, March 1st, 1937	341
No. 4163. — Germany and the Netherlands :	
Treaty concerning Clearing Transactions between the Two Countries, signed at The Hague, December 23rd, 1936, and Exchange of Notes of the same Date relating to the Provisional Application of this Treaty	359
No. 4164. — Finland and Roumania :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Visas on Diplomatic Passports. Helsinki, November 16th, 1936	377
No. 4165. — Argentine Republic and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Authorisations for obtaining Official Exchange for the Payment of Coupons on Securities (Shares and Debentures) in Netherlands Possession and invested in Non-Netherlands Undertakings in the Argentine. Buenos Aires, February 3rd and 5th, 1937	383
No. 4166. — United States of Brazil and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Rio de Janeiro, March 15th, 1937	395
No. 4167. — United States of Brazil and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Liquidation of Netherlands Commercial Credits in Arrear in Brazil. Rio de Janeiro, March 15th, 1937	405
No. 4168. — Belgium and Siam :	
Extradition Convention. Signed at Bangkok, January 14th, 1937	419
No. 4169. — Chile and Norway :	
Treaty of Conciliation. Signed at Oslo, January 27th, 1936	433
CORRIGENDUM	442

N° 4130.

LUXEMBOURG ET PAYS-BAS

Convention d'établissement et de travail, signée à La Haye, le 1^{er} avril 1933, et échanges de notes y relatifs, La Haye, le 1^{er} avril 1933, et Luxembourg, le 15 avril 1936.

LUXEMBURG AND THE NETHERLANDS

Convention concerning Establishment and Labour, signed at The Hague, April 1st, 1933, and Exchanges of Notes relating thereto, The Hague, April 1st, 1933, and Luxemburg, April 15th, 1936.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 4130. — VESTIGINGS- EN ARBEIDSVERDRAG ¹ TUSSCHEN HET GROOT-HERTOGDOM LUXEMBURG EN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN. GETEEKEND TE 'S-GRAVENHAGE, DEN 1STEN APRIL 1933.

French and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 23rd, 1937.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN
en

HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOT-HERTOGIN VAN LUXEMBURG,
bezield met den wensch de vestigings- en arbeidsvoorwaarden van Nederlandsche onderdanen in Luxemburg en van Luxemburgsche onderdanen in Nederland te regelen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben als Haar gevolmachtigden benoemd, te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN,

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOCKLAND, Hoogstderzelve Minister van Buitenlandsche Zaken,

HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOT-HERTOGIN VAN LUXEMBURG :

Den Heer Joseph BECH, Haar Minister van Staat, Voorzitter der Regeering,

die, na elkander mededeeling te hebben gedaan van hun volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, over de volgende artikelen tot overeenstemming zijn gekomen :

AFDEELING I.

VESTIGING.

Artikel I.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen de bevoegdheid hebben zich naar het grondgebied van de andere Partij te begeven, zich daar te vestigen, zich te verplaatsen, een verblijfplaats te kiezen en het land te verlaten, mits zij zich gedragen naar de daar te lande geldende wetten en verordeningen, in het bijzonder wat betreft het toezicht op vreemdelingen.

Het is wel te verstaan, dat ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich het recht voorbehoudt den toegang tot en het verblijf op Haar grondgebied te verbieden aan elken onderdaan van de andere Partij, die als ongewenscht zou moeten worden aangemerkt, zij het uit een oogpunt van handhaving der openbare orde en openbare zedelijkheid, gezondheid of veiligheid, of omdat hij geen middelen van bestaan bezit.

¹ Came into force June 11th, 1937.

N^o 4130. — CONVENTION ¹ D'ÉTABLISSEMENT ET DE TRAVAIL
ENTRE LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE ROYAUME
DES PAYS-BAS. SIGNÉE A LA HAYE, LE 1^{er} AVRIL 1933.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 juin 1937.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS
et

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG,

Animées du désir de régler les conditions d'établissement et de travail des ressortissants néerlandais en Luxembourg et des ressortissants luxembourgeois aux Pays-Bas, ont résolu de conclure, à cette fin, une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

Monsieur Joseph BECH, son ministre d'Etat, président du gouvernement ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

SECTION I

ETABLISSEMENT.

Article premier.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront la faculté de pénétrer sur le territoire de l'autre Partie, de s'y établir, d'y circuler, d'y choisir une résidence, et d'en sortir, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays, notamment en ce qui concerne la police des étrangers.

Il est entendu que chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de ne pas admettre l'entrée et le séjour sur son territoire de tout ressortissant de l'autre Partie qui devrait être considéré comme indésirable, soit au point de vue du maintien de l'ordre, de la moralité, de la santé ou de la sécurité publiques, soit parce qu'il ne possède pas de moyens d'existence.

¹ Entrée en vigueur le 11 juin 1937.

De bepaling, vervat in de eerste alinea van deze § — hoewel zij in het algemeen uitsluit de toepassing op de onderdanen der Hooge Verdragsluitende Partijen van wetten of verordeningen, die bepaaldelijk ten doel hebben het recht om het grondgebied vrijelijk te verlaten, te beperken of op te heffen — verzet zich anderzijds niet tegen de toepassing van de gewone en algemeene wetgeving, waaruit in afzonderlijke gevallen een beletsel voor het verlaten zou kunnen voortvloeien.

§ 2. Ingeval dat de binnenkomst, het verblijf, de werkzaamheid of de vestiging van een onderdaan van een der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Partij, volgens de bepalingen van de wetten en verordeningen ten aanzien van het toezicht op vreemdelingen, onderworpen mochten zijn aan zekere voorwaarden of beperkingen, zullen deze van zelf ophouden van toepassing te zijn op den belanghebbende, die zijn woonplaats op bedoeld grondgebied blijft houden, uiterlijk na vijf jaren ononderbroken verblijf.

§ 3. Het is wel te verstaan, dat, zelfs wanneer het betreft personen die voordeelen ontleenen aan de bepalingen van § 2 van dit artikel, ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich voorbehoudt ten opzichte van onderdanen van de andere Partij gebruik te maken van het recht van uitzetting en van het recht op deze onderdanen Haar politievoorschriften toe te passen, zooals die welke betrekking hebben op paspoorten, identiteitsbewijzen en alle verklaringen vereischt voor het toezicht op vreemdelingen.

§ 4. De rechten, invorderbaar ter gelegenheid van de toepassing der verschillende formaliteiten, bedoeld in § 3 van dit artikel, zullen niet meer kunnen bedragen dan die welke gelden voor onderdanen van de in deze meestbegunstigde natie.

Artikel 2.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij in rechte en in feite op voet van volkoomen gelijkheid met de onderdanen van de andere Partij worden behandeld voor wat betreft de uitoefening van elke werkzaamheid op het gebied van handel, nijverheid en geldwezen, en, in het algemeen, van elke werkzaamheid van economischen aard, zonder dat er in deze onderscheid zal worden gemaakt tusschen ondernemingen, die een zelfstandige werkzaamheid uitoefenen en die welke handelen als bijkantoren of agentschappen.

§ 2. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij alle ambachten en beroepen kunnen uitoefenen, die niet afzonderlijk in § 3 van dit artikel zijn genoemd, onder de voorwaarde, dat zij zich gedragen naar de daar te lande geldende wetten en verordeningen met inbegrip van die welke betrekking hebben op de bescherming van de nationale arbeidsmarkt.

Het is wel te verstaan, dat de toepassing van de wetten en verordeningen betreffende de bescherming van de nationale arbeidsmarkt, geen beletsel zal vormen voor de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, die gevestigd zijn op het grondgebied van de andere Partij, om naar hun keuze personen in dienst te nemen voor het vervullen van leidende functies.

§ 3. De bepalingen van de §§ 1 en 2 van dit artikel hebben geen betrekking op de uitoefening op het grondgebied van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen van de hierachter opgesomde beroepen, ambachten en takken van nijverheid en handel :

- a) de openbare ambten, beroepen en betrekkingen, met inbegrip van het beroep van notaris, procureur en deurwaarder ;
- b) de beroepen van advocaat en wisselagent ;
- c) de colportage en ambulante beroepen ;
- d) de vischvangst in de binnen- en territoriale wateren, de kustvaart, het loodswezen in het algemeen en de inwendige havendienst.

§ 4. De bepalingen van dit artikel brengen in geen enkel opzicht wijziging in de in Nederland geldende wettelijke bepalingen met betrekking tot de bemanning van zeeschepen of binnenvaartuigen, varende onder nationale vlag, en van in dat land ingeschreven luchtvaartuigen.

D'autre part, la stipulation du 1^{er} alinéa du présent paragraphe, bien qu'excluant l'application, aux ressortissants des Hautes Parties contractantes, de lois ou règlements ayant pour but ou de restreindre ou de supprimer le droit de libre sortie comme tel, ne s'oppose pas à l'application de la législation normale et générale dont pourrait résulter, dans des cas individuels, un empêchement à la sortie.

§ 2. Dans le cas où, conformément aux dispositions des lois et règlements concernant la police des étrangers, l'entrée, le séjour, l'activité ou l'établissement d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, auraient été subordonnés à certaines conditions ou restrictions, celles-ci cesseront automatiquement d'être applicables à l'intéressé continuant à résider sur ce territoire, au plus tard après cinq ans de résidence ininterrompue.

§ 3. Il est entendu que, même s'il s'agit de personnes bénéficiant des dispositions du paragraphe 2 du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve de faire usage, à l'égard des ressortissants de l'autre Partie, du droit d'expulsion et du droit de leur appliquer ses prescriptions de police, telles que celles afférentes aux passeports, à la carte d'identité et à toutes déclarations requises pour le contrôle des étrangers.

§ 4. Les taxes exigibles à l'occasion de l'application des diverses formalités visées au paragraphe 3 du présent article, ne pourront dépasser celles applicables aux étrangers ressortissants de la nation la plus favorisée en cette matière.

Article 2.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront placés, sur le territoire de l'autre Partie, sur un pied d'égalité complète de droit et de fait avec les nationaux en ce qui concerne l'exercice de toute activité commerciale, industrielle, financière et, en général, de toute activité de caractère économique, sans qu'il soit fait de distinction en ces matières entre les entreprises qui ont une activité autonome et celles qui agissent en tant que succursales ou agences.

§ 2. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront exercer tous métiers et professions, non spécialement prévus au paragraphe 3 du présent article, sur le territoire de l'autre Partie, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays, y compris ceux qui concernent la protection du marché national du travail.

Il est entendu que l'application des lois et règlements concernant la protection du marché national du travail, n'empêchera pas les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, établis sur le territoire de l'autre Partie, d'engager des personnes de leur choix pour des postes de direction.

§ 3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne visent pas l'exercice, sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, des professions, métiers, industries et commerces, ci-après énumérés :

- a) Les fonctions, charges ou emplois publics, y compris les charges de notaire, d'avoué et d'huissier ;
- b) Les fonctions d'avocat et la profession d'agent de change ;
- c) Le colportage et les métiers ambulants ;
- d) La pêche dans les eaux intérieures et territoriales, le cabotage, le pilotage en général et le service intérieur des ports.

§ 4. Les stipulations du présent article n'affectent en rien les dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas et relatives au personnel à bord des navires ou bateaux battant pavillon national et des aéronefs immatriculés dans le pays.

Artikel 3.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, die zich al of niet op het grondgebied van de andere Partij bevinden, zullen zich aldaar onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die Partij kunnen bezighouden met alle handelstransacties en ter zake elke publiciteit kunnen geven of reclame maken. Mits zij zich bij hun verrichtingen gedragen naar de daar te lande geldende wetten en verordeningen, zullen zij aldaar aan geen enkele andere of zwaardere voorwaarde, vergunning, verlof of eisch worden onderworpen dan aan die, waaraan de onderdanen van het land voor dezelfde verrichtingen zijn of kunnen worden onderworpen.

§ 2. De bepalingen van § 1 van dit artikel moeten worden verstaan te gelden onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden, die ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen mocht stellen bij de aanbestedingen, uitgeschreven door openbare diensten.

§ 3. Indien, krachtens de wetgeving van een der Hooge Verdragsluitende Partijen, het verleenen op Haar grondgebied van vergunning, machtiging of verlof, bestemd om het toezicht op den in- of uitvoer te verzekeren, in rechte of in feite afhankelijk is van vestigings-, verblijfs- of inschrijvingsvoorwaarden, van toepassing op de eigen onderdanen, zullen deze zelfde voorwaarden gelijkelijk van toepassing zijn op de onderdanen van de andere Partij.

Artikel 4.

Aan de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal niet worden belet op het grondgebied van de andere Partij, overeenkomstig de wetten en voorschriften van deze Partij, op te treden als exposanten, verkoopers of koopers, noch onder dezelfde voorwaarden als eigen onderdanen deel te nemen aan openbare markten en jaarbeurzen, die niet uitdrukkelijk slechts voor eigen onderdanen openstaan, of uit hoofde van den aard der tentoongestelde goederen slechts voor eigen onderdanen en die van bepaalde andere Staten openstaan.

Artikel 5.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij, behoudens de overlegging, zoo noodig, van een legitimatiebewijs, hetzij zelf of door tusschenkomst van handelsreizigers in hun dienst, bij de handelaren, in de verkooplokalen of bij de voortbrengers, die goederen kunnen kopen, waarin zij handel drijven. Zij zullen bestellingen kunnen opnemen bij de handelaren en voortbrengers, die handelen in of in hun bedrijf gebruik maken van goederen van denzelfden aard als die welke hun worden aangeboden. Voor geen van deze verrichtingen zullen zij een bijzondere machtiging behoeven of ter zake onderworpen zijn aan eenige bijzondere belasting of geldelijke verplichting, die niet van de nationale ondernemingen en van haar vertegenwoordigers zal kunnen worden geëischt, mits zij slechts monsters en geen artikelen bestemd voor den verkoop met zich medenemen.

§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen zich richten naar de bepalingen van artikel 10 van het verdrag¹ van Genève van 3 November 1923, betreffende de legitimatiebewijzen voor handelsreizigers en de regeling van de toelating van monsters.

§ 3. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de ambulante bedrijven, colportage of op het plaatsen van bestellingen of het doen van aankopen bij personen, die zich niet met handel of nijverheid bezighouden; te dezer zake behoudt ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich de volledige vrijheid van haar wetgeving voor.

¹ Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 325; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140; Vol. L, page 161; Vol. LIV, page 398; Vol. LIX, page 365; Vol. LXIX, page 79; Vol. LXXXIII, page 394; Vol. LXXXVIII, page 319; Vol. XCII, page 370; and Vol. CXI, page 404; Vol. CXXXIV, page 401; and Vol. CXLVII, page 322, of this Series.

Article 3.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, qu'ils se trouvent ou non sur le territoire de l'autre Partie, pourront y procéder à toutes transactions commerciales et faire toute publicité ou réclame à cet effet, dans les mêmes conditions que les nationaux. Pourvu qu'ils se conforment, pour leurs opérations, aux lois et règlements du pays, ils n'y seront soumis à aucune condition, licence, permission ou exigence autre ou plus onéreuse que celles auxquelles, pour les mêmes opérations, sont ou pourront être soumis les ressortissants du pays.

§ 2. Les dispositions du paragraphe premier du présent article s'entendent sous réserve des conditions particulières que chacune des Hautes Parties contractantes pourrait instituer pour les marchés par adjudication passés par des services publics.

§ 3. Si, par le jeu de la législation d'une des Hautes Parties contractantes, l'octroi sur le territoire de celle-ci, des licences, autorisations ou permis destinés à assurer le contrôle des importations ou exportations, est subordonné, en droit ou en fait, à des conditions d'établissement, de résidence ou d'inscription applicables aux nationaux, ces mêmes conditions seront également applicables aux ressortissants de l'autre Partie.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas empêchés de participer, sur le territoire de l'autre Partie, conformément aux lois et prescriptions de celle-ci, en qualité d'exposants, vendeurs ou acheteurs, et dans les mêmes conditions que les nationaux, aux marchés et foires publics qui ne seraient pas expressément réservés aux nationaux ou, à raison de la nature des marchandises exposées, aux nationaux et aux ressortissants de certains autres Etats.

Article 5.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, sur le territoire de l'autre Partie, et sous réserve, le cas échéant, de la présentation d'une carte de légitimation, faire, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce à leur service, l'achat chez les négociants ou dans les locaux de vente ainsi que chez les producteurs, de marchandises faisant l'objet de leur trafic. Ils pourront recueillir des commandes chez les négociants et producteurs qui font le commerce ou emploient, dans leurs établissements, des marchandises de même nature que celles qui leur sont offertes. Pour aucune de ces opérations, ils n'auront besoin d'une autorisation spéciale et ne seront soumis, de leur chef, à aucune taxe ou redevance spéciale qui ne serait pas exigible des entreprises nationales et de leurs représentants, à condition, toutefois, qu'ils n'emportent avec eux que des échantillons et non des marchandises destinées à la vente.

§ 2. Pour l'application des dispositions du présent article, les Hautes Parties contractantes se conformeront aux dispositions de l'article 10 de la Convention¹ de Genève, du 3 novembre 1923, relatives aux cartes de légitimation des voyageurs de commerce et au régime d'admission des échantillons.

§ 3. Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux industries ambulantes, ni au colportage, ni à la recherche des commandes ou aux achats chez des personnes n'exerçant ni commerce ou industrie, chacune des Hautes Parties contractantes réservant, à cet égard, l'entière liberté de sa législation.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; vol. CXI, page 404 ; vol. CXXXIV, page 401 ; et vol. CXLVII, page 322, de ce recueil.

Artikel 6.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij dezelfde behandeling als de eigen onderdanen genieten voor wat betreft rechten ten aanzien van erfgoed, het recht om roerende of onroerende goederen te verwerven, te bezitten of te huren, zoowel als om daarover te beschikken om niet of onder bezwarenden titel.

§ 2. Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen verleent den onderdanen van de andere Partij, onder dezelfde voorwaarden als aan haar eigen onderdanen, de vrijheid om de hun toebehoorende roerende goederen, alsmede de opbrengst van den verkoop van hun roerende of onroerende goederen uit te voeren. Het is wel te verstaan, dat ieder van de Hooge Verdragsluitende Partijen het recht heeft dezen uitvoer afhankelijk te stellen van een daaraan voorafgaande betaling van de heffingen of belastingen, waaraan de onderhavige goederen onderworpen zijn. Genoemde goederen of bedragen, afkomstig van den verkoop daarvan, zullen echter niet kunnen worden belast met eenige bijzondere belasting uit hoofde van dezen uitvoer.

§ 3. Het is wel te verstaan, dat in geval van verhuizing van den eigenaar of in geval van verkoop van roerende of onroerende goederen, afkomstig van een nalatenschap, een eventueele regeling van het geldverkeer geen beletsel zal kunnen vormen voor den vrijen uitvoer van de opbrengst van den verkoop van deze goederen.

§ 4. De bepalingen van dit artikel vormen geen beletsel voor de bevoegdheid, die ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich voorbehoudt, om, met het oog op de veiligheid van den Staat, in bepaalde streken het verkrijgen of het in bezit nemen van onroerende goederen door onderdanen van de andere Partij afhankelijk te stellen van een voorafgaande machtiging.

Hij, die door vererving onroerende goederen verkrijgt die in genoemde streken gelegen zijn, zal om dezelfde reden verplicht kunnen worden deze binnen redelijken tijd te verkoopen.

§ 5. In uitzonderingsgevallen — bijzonderlijk in geval van crisis van het muntwezen — waarin het verkrijgen van onroerende goederen of roerende zaken en waarden door vreemdelingen zou kunnen leiden tot bemachtiging van vitale hulpbronnen van het land of zou dreigen deze hulpbronnen in gevaar te brengen, zal ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen de bevoegdheid hebben deze verkrijging te verhinderen. Zij zal echter van deze bevoegdheid slechts gebruik kunnen maken, indien geen enkele maatregel, die het beginsel van gelijkheid tusschen de onderdanen van de twee landen eerbiedigt, haar belangen voldoende kan beschermen. Dit verbod zal slechts van kracht zijn zolang de oorzaken, die hiertoe hebben geleid, blijven bestaan.

§ 6. Het is wel te verstaan, dat, niettegenstaande de bepalingen van dit artikel, ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen het recht zal hebben alle beperkingen op te leggen, die zij noodzakelijk oordeelt ten aanzien van de verwerving van zeeschepen of binnenvaartuigen, varende onder nationale vlag, van luchtvaartuigen, in het eigen land ingeschreven, of van aandeelen in den eigendom van dergelijke schepen of luchtvaartuigen.

Artikel 7.

§ 1. Ten aanzien van de wettelijke en gerechtelijke bescherming van hun persoon, bezittingen, rechten en belangen zullen de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Partij zooals de eigen onderdanen worden behandeld.

§ 2. Bijgevolg hebben zij als eischer of gedaagde vrijen en gemakkelijken toegang tot de gerechten en kunnen zij onder dezelfde voorwaarden als eigen onderdanen in rechte optreden. Zij hebben eveneens het recht voor de bevoegde administratieve overheden te verschijnen en haar bemiddeling in te roepen voor de bescherming van hun rechten en belangen in ieder geval waarin de eigen onderdanen bevoegd zijn zulks te doen. Zij kunnen voor de verdediging van hun belangen voor alle gerechten, administratieve gerechtelijke instanties of overheden, de advocaten, procureurs, notarissen en andere personen kiezen, die volgens de nationale wetten van het land gerechtigd zijn op te treden.

Article 6.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement que les nationaux en ce qui concerne les droits patrimoniaux, le droit d'acquérir, de posséder ou d'affermier des biens meubles ou immeubles, ainsi que d'en disposer soit à titre gratuit, soit à titre onéreux.

§ 2. Chacune des Hautes Parties contractantes reconnaît aux ressortissants de l'autre Partie, dans les mêmes conditions qu'à ses nationaux, la liberté d'exporter les objets mobiliers leur appartenant, ainsi que le produit de la vente de leurs biens tant meubles qu'immeubles. Il est entendu que chacune des Hautes Parties contractantes a le droit de subordonner cette exportation au paiement préalable des impôts ou taxes auxquels les biens en question sont soumis. Toutefois, lesdits biens ou les sommes provenant de leur vente, ne pourront être frappés d'aucune taxe spéciale en raison de cette exportation.

§ 3. Dans le cas de déménagement du propriétaire, ou dans le cas de vente de biens meubles ou immeubles provenant d'héritage, il est entendu que la réglementation éventuelle relative aux devises, ne pourra faire obstacle à la libre exportation du produit de la vente de ces biens.

§ 4. Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à la faculté, que chacune des Hautes Parties contractantes se réserve, de subordonner, dans certaines régions, à une autorisation préalable, l'acquisition ou l'occupation, par des ressortissants de l'autre Partie, de biens immeubles, en se fondant sur la sécurité de l'Etat.

L'acquéreur par héritage, de biens immeubles situés dans lesdites régions, pourra, pour le même motif, être tenu de les mettre en vente dans un délai raisonnable.

§ 5. Dans les cas exceptionnels, tels notamment que les crises monétaires, où l'acquisition, par des étrangers, d'immeubles ou de valeurs mobilières, tend à l'accaparement des ressources vitales du pays ou risque de compromettre celles-ci, chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'interdire cette acquisition. Toutefois, elle ne pourra faire usage de cette faculté que si aucune mesure respectant le principe d'égalité entre les ressortissants des deux pays, ne peut sauvegarder efficacement ses intérêts. Cette interdiction ne restera en vigueur qu'autant que subsisteront les raisons qui l'ont motivée.

§ 6. Nonobstant les dispositions du présent article, il est entendu que chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'imposer toutes restrictions qu'elle jugera utiles en ce qui concerne l'acquisition de navires ou bateaux battant pavillon national, ou d'aéronefs immatriculés dans les pays, ou de parts de propriété de tels navires ou aéronefs.

Article 7.

§ 1. Pour la protection légale et judiciaire de leur personne, de leurs biens, de leurs droits et de leurs intérêts, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités, dans le territoire de l'autre Partie, à l'égal des nationaux.

§ 2. En conséquence, ils auront libre et facile accès aux tribunaux comme demandeurs ou défendeurs, et pourront ester en justice dans les mêmes conditions que les nationaux. Ils auront également le droit de comparaître devant les autorités administratives compétentes et de recourir à leur intervention pour la sauvegarde de leurs droits et de leurs intérêts, dans tous les cas où les nationaux en ont la faculté. Ils pourront choisir, pour la défense de leurs intérêts, devant tous les tribunaux et toutes les juridictions ou autorités administratives, les avocats, avoués, notaires et autres personnes autorisées par les lois nationales du pays.

§ 3. De onderwerpen van gerechtelijken aard, die geregeld zijn door bijzondere tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen geldende conventies of verdragen, met name door het Haagsche verdrag¹ van 17 Juli 1905, betreffende de burgerlijke rechtsvordering, blijven uitdrukkelijk onderworpen aan deze conventies of verdragen. Het is wel te verstaan, dat zelfs ingeval deze conventies of verdragen mochten worden opgezegd, het onderhavige verdrag niet op deze onderwerpen van toepassing zou zijn.

§ 4. Het aan de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen verleende recht om voor de bevoegde administratieve overheden van de andere Partij te verschijnen, ten einde op te komen voor hun rechten en belangen, overeenkomstig de op het betrokken grondgebied geldende wetten, houdt de bevoegdheid in voor de douane-autoriteiten te verschijnen en persoonlijk tot de inkleding van hun goederen over te gaan, onder dezelfde voorwaarden als eigen onderdanen, en zonder uit hoofde van hun vreemdelingschap onderworpen te zijn aan andere of bezwarender formaliteiten of voorschriften dan die welke ten aanzien van eigen onderdanen van toepassing zijn.

Artikel 8.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij vrijgesteld zijn van alle rechterlijke of administratieve functies.

§ 2. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen echter zijn onderworpen aan de lasten, die verbonden zijn aan den eigendom van den bodem en van roerende goederen, evenals aan verplichte inkwartiering en andere bijzondere verplichtingen of vorderingen, waaraan uit hoofde van wettelijke bepalingen de onderdanen van het eigen land in hun hoedanigheid van bezitters of eigenaren van gebouwde of ongebouwde onroerende goederen, dan wel roerende goederen, zijn onderworpen. In geen geval zal een der bovenbedoelde lasten door een der Hooge Verdragsluitende Partijen kunnen worden geëischt, wanneer deze niet eveneens van haar eigen onderdanen wordt gevorderd.

§ 3. De bezittingen van de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij niet kunnen worden onteigend en aan deze onderdanen kan het genot van hun bezittingen zelfs niet tijdelijk worden ontnomen, anders dan om redenen van openbaar belang en volgens de procedure voorzien in de ter plaatse voor eigen onderdanen geldende wetgeving.

§ 4. Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal aan de onderdanen van de andere Partij met betrekking tot de schadeloosstelling voor verplichtingen, vorderingen, onteigeningen of tijdelijke ontneming van genot, bedoeld in de vorenstaande §§ 2 en 3, een behandeling moeten toestaan die niet ongunstiger zal zijn dan die welke zij aan haar eigen onderdanen of aan onderdanen van de meestbegunstigde natie toestaat.

Artikel 9.

De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen ter zake van alle soorten belastingen en heffingen, evenals van alle andere lasten van fiscaal aard, ongeacht voor wiens rekening deze worden geheven, op het grondgebied van de andere Partij in alle opzichten dezelfde behandeling ondervinden en bij de fiscale overheden en gerechtelijke instanties dezelfde bescherming genieten als eigen onderdanen, die in gelijke gevallen verkeerden.

Artikel 10.

§ 1. De vennootschappen op aandelen, evenals de andere vennootschappen, hetzij burgerlijke vennootschappen dan wel vennootschappen op het gebied van handel, nijverheid of geldwezen, met inbegrip van verzekeringsmaatschappijen, scheepvaart- en andere transportmaatschappijen, alsmede die welke het verkeer onderhouden, opgericht overeenkomstig de wetgeving van een der Hooge Verdragsluitende Partijen en haar zetel hebbende op het grondgebied van deze Partij, zullen

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

§ 3. Les matières judiciaires réglées par des conventions ou traités spéciaux en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, notamment par la Convention¹ de La Haye, du 17 juillet 1905, sur la procédure civile, restent exclusivement soumises à ces conventions ou traités. Il est bien entendu que même dans le cas où ces conventions ou traités seraient dénoncés, la présente convention ne serait pas applicable en ces matières.

§ 4. Le droit reconnu aux ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes de comparaître devant les autorités administratives compétentes de l'autre Partie, afin d'y sauvegarder leurs droits ou intérêts, conformément aux lois en vigueur dans le territoire en question, comporte la faculté de comparaître devant les autorités douanières et de procéder personnellement au dédouanement de leurs marchandises, dans les mêmes conditions que les nationaux, et sans être soumis, en raison de leur qualité d'étrangers, à des formalités ou prescriptions autres ou plus onéreuses que les nationaux.

Article 8.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de toute fonction judiciaire ou administrative quelconque.

§ 2. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, toutefois, soumis aux charges afférentes à la propriété de biens fonciers et de biens mobiliers, ainsi qu'au cantonnement forcé et autres prestations ou réquisitions particulières, auxquelles peuvent être soumis, en vertu de dispositions légales, les ressortissants du pays, en qualité de possesseurs ou propriétaires d'immeubles, de biens fonciers ou de biens mobiliers. En aucun cas, l'une des charges ci-dessus visées ne pourra être exigée par l'une des Hautes Parties contractantes qui ne l'exigerait pas également de ses nationaux.

§ 3. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre Partie, être expropriés de leurs biens, ni privés, même temporairement, de la jouissance de leurs biens que pour cause d'utilité publique, et suivant la procédure prévue par la législation locale en vigueur en ce qui concerne les nationaux.

§ 4. Chacune des Hautes Parties contractantes devra accorder aux ressortissants de l'autre Partie, en ce qui concerne le dédommagement pour les prestations, réquisitions, expropriations ou privations temporaires, visées aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accordera à ses propres nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 9.

En matière d'impôts et de taxes de toute sorte, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les nationaux se trouvant dans des situations identiques.

Article 10.

§ 1. Les sociétés par actions ainsi que les autres sociétés civiles, commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies d'assurances, les compagnies de navigation et les autres compagnies de transport, ainsi que les compagnies assurant les communications, régulièrement constituées conformément à la législation d'une des Hautes Parties contractantes et ayant leur siège social sur le territoire de celle-ci, seront légalement reconnues comme telles sur le territoire

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

op het grondgebied van de andere Partij als wettig bestaande worden erkend en zullen daar te lande de bevoegdheid hebben in rechte op te treden, onder voorbehoud dat haar oprichting of doel op geenerlei wijze in strijd zij met de openbare orde in laatstbedoeld land.

§ 2. De wettigheid van de oprichting van de in § 1 van dit artikel bedoelde vennootschappen, evenals van haar bijkantoren en agentschappen, en haar bevoegdheid om in rechte op te treden, zullen worden bepaald naar de wet van het land, waar de vennootschappen zijn opgericht.

§ 3. De werkzaamheid van de vennootschappen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal voor zoover zij, op het grondgebied van de andere Partij, hetzij direct dan wel indirect door tusschenkomst van bijkantoren of agentschappen, plaats heeft, onderworpen zijn aan de wetten en verordeningen van deze laatste Partij.

§ 4. Indien een der Hooge Verdragsluitende Partijen de werkzaamheid op haar gebied van vreemde vennootschappen afhankelijk stelt van een voorafgaande machtiging, dan zal het verkrijgen van deze machtiging wat betreft de vennootschappen van de andere Partij niet onderworpen kunnen zijn aan andere voorwaarden dan die welke onder soortgelijke omstandigheden gesteld worden aan vennootschappen van de meestbegunstigde natie.

§ 5. De vennootschappen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij in aangelegenheden van gerechtelijken aard en in die betreffende het bezit, de verwerving, het in bezit nemen, huren en vervreemden van roerende of onroerende goederen de behandeling genieten, die voor natuurlijke personen is vastgelegd in de artikelen 6, 7 en 8 van dit verdrag. Deze vennootschappen zullen de voor haar werking benodigde gebouwde of ongebouwde onroerende goederen kunnen verwerven; de verwerving van zulke goederen zal echter niet het doel van haar bedrijf kunnen uitmaken.

§ 6. De vennootschappen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, die op het grondgebied van deze Partij haar fiscale woonplaats hebben, evenals haar bijkantoren en agentschappen, zullen op het grondgebied van de andere Partij, voor zoover het de directe belastingen betreft, niet onderworpen worden aan een hogere belasting dan die welke eventueel door de nationale vennootschappen, die in gelijke omstandigheden verkeerden, wordt gedragen.

§ 7. De vennootschappen van een der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij in alle aangelegenheden, die in dit artikel niet genoemd worden, dezelfde behandeling genieten als die welke aan vennootschappen van de meestbegunstigde natie wordt toegestaan.

AFDEELING II.

ARBEID.

Artikel II.

§ 1. De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich het vertrek harer wederzijdsche onderdanen, die zich van het eene naar het andere land wenschen te begeven om aldaar arbeid te verrichten, niet te zullen verhinderen; zij zullen te dien einde aan deze arbeiders en hun gezinnen alle noodige ambtelijke faciliteiten verleenen.

§ 2. Onder de voorwaarden, vermeld in de artikelen 1 en 2 van afdeeling I van dit verdrag, zal aan de arbeiders, die onderdanen zijn van een van beide landen, worden toegestaan arbeid te aanvaarden op het grondgebied van het andere land.

Artikel 12.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal de vereischte maatregelen kunnen treffen ten einde aan de geïmmigreerde arbeiders, bij gelijken arbeid, een loon te verzekeren, gelijk aan dat der eigen arbeiders van dezelfde categorie, die in dezelfde onderneming werkzaam zijn, of, bij ontstentenis van eigen arbeiders van dezelfde categorie werkzaam in dezelfde onderneming, het normale en gebruikelijke loon der arbeiders van dezelfde categorie in dezelfde streek.

de l'autre Partie, et y auront la capacité d'ester en justice, sous réserve que rien, dans leur constitution ou dans leur objet, ne soit contraire à l'ordre public dans ce dernier pays.

§ 2. La légalité de la constitution des sociétés visées au paragraphe premier du présent article, ainsi que de leurs succursales et agences, et leur capacité d'ester en justice, seront déterminées d'après la loi du pays où ces sociétés ont été constituées.

§ 3. L'activité des sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre Partie, soit directement, soit par l'intermédiaire de succursales ou agences, sera soumise aux lois et règlements de cette dernière.

§ 4. Si l'une des Hautes Parties contractantes soumettait à une autorisation préalable l'activité des sociétés étrangères sur son territoire, l'octroi de cette autorisation ne pourrait, en ce qui concerne les sociétés de l'autre Partie, être subordonnée à des modalités autres que celles imposées, dans des conditions analogues, aux sociétés de la nation étrangère la plus favorisée.

§ 5. Les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en matière judiciaire de même qu'en ce qui concerne la possession, l'acquisition, l'occupation, la location et l'aliénation des biens meubles ou immeubles, du traitement prévu, pour les personnes physiques, aux articles 6, 7 et 8 de la présente convention. Ces sociétés pourront acquérir les immeubles ou biens-fonds nécessaires à leur fonctionnement, l'acquisition d'immeubles ou de biens-fonds ne pouvant, toutefois, constituer l'objet même de leur activité.

§ 6. Les sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes qui ont, sur le territoire de celle-ci, leur domicile fiscal, ainsi que leurs succursales et agences, ne seront pas soumises sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les impôts directs, à une charge fiscale plus élevée que celle qui est supportée, suivant le cas, par les sociétés nationales dans des situations identiques.

§ 7. Les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, en toutes matières non visées dans le présent article, du traitement accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

SECTION II

TRAVAIL.

Article 11.

§ 1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas mettre obstacle à la sortie de leurs ressortissants respectifs, désireux de se rendre de l'un des deux pays dans l'autre, pour y travailler ; elles donneront, à cet effet, toutes facilités administratives à ces travailleurs et à leurs familles.

§ 2. Dans les conditions énoncées aux articles 1 et 2 de la section I de la présente convention, les travailleurs ressortissants de l'un des deux pays seront admis à prendre du travail sur le territoire de l'autre pays.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra prendre les mesures nécessaires pour assurer aux travailleurs immigrés, à travail égal, un salaire égal à celui des nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise, ou, à défaut d'ouvriers nationaux de la même catégorie employés dans la même entreprise, le salaire normal et courant des ouvriers de même catégorie dans la région.

Artikel 13.

§ 1. De arbeiders van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere Partij dezelfde bescherming genieten als die welke de wetgeving en de gebruiken van het land ten aanzien van arbeids- en bestaansvoorwaarden verleenen aan de eigen onderdanen.

§ 2. Alle klachten der arbeiders van een der Hooge Verdragsluitende Partijen met betrekking tot de hun door de werkgevers op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij toegekende arbeids- en bestaansvoorwaarden, alsmede moeilijkheden van welken aard ook, die de tusschenkomst van het openbaar gezag vereischen, zullen hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst der diplomatieke of consulaire ambtenaren, worden medegedeeld of overgebracht aan de overheden van laatstgenoemde Verdragsluitende Partij; de bevoegde overheid van deze laatste zal tot het vereischte onderzoek overgaan en bij uitsluiting bevoegd zijn tusschenbeide te komen.

Artikel 14.

§ 1. Ingeval de stand der arbeidsmarkt in zekere tijden, in zekere streken of voor zekere beroepen het den emigranten of arbeiders, die afzonderlijk en uit eigen beweging arbeid komen zoeken, niet mogelijk mocht maken werkgelegenheid te vinden, zal de betrokken Hooge Verdragsluitende Partij daarmede terstond langs diplomatieken weg de andere Verdragsluitende Partij in kennis stellen ten einde deze gelegenheid te geven het noodige te verrichten.

§ 2. Ingeval een der Hooge Verdragsluitende Partijen het noodig mocht achten op de betrokken arbeiders beperkende maatregelen toe te passen, verbindt zij zich deze maatregelen op de onderdanen der andere Verdragsluitende Partij niet toe te passen, dan na met deze laatste onderhandelingen te hebben geopend, ten doel hebbende om het nadeel, dat uit bedoelde maatregelen mocht kunnen voortvloeien, zooveel mogelijk te beperken.

Artikel 15.

Onder voorbehoud van het bepaalde in de §§ 4 en 5 van artikel 6 der eerste afdeeling van dit verdrag, zullen de arbeiders van een der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied der andere Partij dezelfde rechten en voorrechten genieten als de eigen onderdanen ten aanzien van de verwerving, het bezit, het pachten en de verpachting van onroerende goederen, in het bijzonder wat betreft het kleine landelijke of stedelijke bezit, alsmede de beschikking daarover om niet of tegen vergoeding. Zij zullen evenwel niet kunnen genieten van de premiën of voordeelen, die op dat grondgebied mochten worden toegekend aan de bouwers en koopers van goedkope woningen.

Artikel 16.

De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere de voordeelen genieten van subsidies aan onderlinge werkloozenkassen, van openbare werklozenondersteuning en van openbare werkverschaffing onder dezelfde voorwaarden als de eigen onderdanen.

Artikel 17.

De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere gelijke behandeling als de eigen onderdanen genieten voor alles wat betreft de toepassing der wetgeving regelende de arbeidsvoorwaarden, de hygiëne en de veiligheid der arbeiders.

Article 13.

§ 1. Les travailleurs de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et par les usages du pays, pour ce qui a trait aux conditions de travail et d'existence.

§ 2. Toutes les réclamations des travailleurs de l'une des Hautes Parties contractantes en ce qui concerne les conditions de travail et d'existence qui leur seraient faites par les employeurs sur le territoire de l'autre Partie, ou les difficultés de toute nature, lorsqu'elles comportent une intervention des pouvoirs publics, seront adressées ou transmises, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités diplomatiques ou consulaires, aux autorités compétentes de cette dernière Partie ; l'administration qualifiée de celle-ci procédera aux enquêtes nécessaires et aura seule qualité pour intervenir.

Article 14.

§ 1. Au cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas, dans certaines périodes, dans certaines régions, et pour certaines professions, de trouver un emploi aux émigrants et aux ouvriers venant individuellement et spontanément chercher du travail, la Haute Partie contractante intéressée en avvertirait immédiatement, par voie diplomatique, l'autre Partie, afin de mettre celle-ci à même de faire le nécessaire.

§ 2. Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes jugerait nécessaire d'appliquer des mesures restrictives aux travailleurs en cause, elle s'engage à n'appliquer ces mesures aux ressortissants de l'autre Partie, qu'après avoir ouvert avec cette dernière, des négociations tendant à limiter autant que possible le préjudice qui pourrait résulter desdites mesures.

Article 15.

Sous les réserves prévues aux paragraphes 4 et 5 de l'article 6 de la section I de la présente convention, les travailleurs de l'une des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, les mêmes droits et avantages que les nationaux, en ce qui concerne l'acquisition, la possession, l'affermage et la disposition, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens immeubles et notamment de la petite propriété rurale et urbaine. Toutefois, ils ne pourront bénéficier des primes ou avantages qui seraient accordés, sur ledit territoire, aux constructeurs et acheteurs d'habitations à bon marché.

Article 16.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, des subventions aux caisses mutuelles de secours contre le chômage, des secours publics de chômage et des institutions publiques d'assistance par le travail, dans les mêmes conditions que les nationaux.

Article 17.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays, en tout ce qui concerne l'application des lois réglementant les conditions du travail et assurant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Artikel 18.

De bevoegde administraties der beide landen zullen in gemeenschappelijk overleg de ondergeschikte administratieve maatregelen vaststellen, die noodig zijn voor de uitvoering der bepalingen van dit verdrag en die samenwerking van haar diensten vereischen. Zij zullen eveneens de gevallen vaststellen waarin en de voorwaarden waaronder deze diensten rechtstreeks met elkander briefwisseling zullen voeren.

AFDEELING III.

VERSCHILLENDE VOOR BEIDE VOORGAANDE AFDEELINGEN GELDENDE BEPALINGEN.

Artikel 19.

Het genot van de voordeelen, die een der Hooge Verdragsluitende Partijen op grond van een economische unie aan een derde land heeft verleend of mocht verleenen, zal door de andere Partij niet uit hoofde van dit verdrag kunnen worden gevorderd.

Artikel 20.

Voor wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal dit verdrag slechts van toepassing zij op het grondgebied in Europa.

Artikel 21.

Elk geschil betreffende de uitlegging, de toepassing of de uitvoering van dit verdrag, dat door de Hooge Verdragsluitende Partijen niet langs diplomatieken weg kon worden opgelost, zal aan het Permanente Hof van Internationale Justitie worden onderworpen.

Article 22.

Dit verdrag is opgesteld in de Nederlandsche en in de Fransche taal ; beide teksten zijn authentiek. Het zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk te 's-Gravenhage worden uitgewisseld.

Het zal in werking treden dertig dagen na de uitwisseling dier oorkonden.

Het zal, met inachtneming van een termijn van een jaar, op elk tijdstip kunnen worden opgezegd.

Ter oorkonde waarvan de bovengeboemde gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteeekend en er hun zegels aan hebben gehecht.

Gedaan te 's-Gravenhage, in twee exemplaren, den 1sten April 1933.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKMAND.

(L. S.) BECH.

Article 18.

Les administrations compétentes des deux pays arrêteront, d'un commun accord, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente convention, qui nécessitent la coopération de leurs services. Elles détermineront également les cas et les conditions dans lesquels les services correspondront directement entre eux.

SECTION III

DISPOSITIONS DIVERSES COMMUNES AUX DEUX PREMIÈRES SECTIONS.

Article 19.

Le bénéfice des faveurs que l'une des Hautes Parties contractantes aurait accordé ou accorderait à un pays tiers, en vertu d'une union économique, ne pourra être réclamé par l'autre Partie du chef de la présente convention.

Article 20.

Pour ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente convention ne s'appliquera qu'au territoire européen.

Article 21.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention, qui n'aura pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique, sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 22.

La présente convention est rédigée en langues néerlandaise et française, les deux textes faisant également foi. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à La Haye, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications.

Elle pourra être dénoncée à toute époque moyennant un préavis d'un an.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à La Haye, le 1^{er} avril 1933.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) BECH.

UITWISSELING

I.

'S-GRAVENHAGE, *den 1 April 1933.*

EXCELLENTIE,

Ik heb de eer ter kennis van Uwe Excellentie te brengen, dat de Nederlandsche Regeering erin toestemt, zoowel in tijd van vrede als in tijd van oorlog de Luxemburgsche onderdanen op het Nederlandsche grondgebied vrij te stellen van allen militairen dienstplicht bij de landmacht, de zeemacht of de luchtmacht, alsmede van alle verplichte diensten, die, direct of indirect, verband houden met de landsverdediging en van den persoon geëischt worden. Hetzelfde zal gelden voor de lasten in geld of natura, die zullen worden opgelegd in plaats van deze diensten.

Uwe Excellentie gelieve de hernieuwde verzekering van mijn bijzondere hoogachting te aanvaarden.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Aan Zijne Excellentie
den Heere Joseph Bech,
Minister van Staat,
Voorzitter der Regeering van Luxemburg.

II.

'S-GRAVENHAGE, *den 1 April 1933.*

EXCELLENTIE,

Ik heb de eer ter kennis van Uwe Excellentie te brengen, dat de militaire dienstplicht in het Groot-Hertogdom niet meer bestaat sedert de wet van 16 Februari 1881, die de uitvoering der wetten en reglementen op de milicie heeft opgeheven.

Ingeval de Luxemburgsche Regeering in buitengewone omstandigheden ertoe genoodzaakt zou zijn, politie maatregelen of dergelijke te treffen, dan zal zij den Nederlandschen

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LA HAYE, *le 1^{er} avril 1933.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement néerlandais est d'accord pour exempter les ressortissants luxembourgeois — en temps de paix comme en temps de guerre — sur le territoire néerlandais de tout service militaire obligatoire dans les armées de terre, la marine ou les forces aériennes, ainsi que de toutes prestations de service obligatoires se rapportant, soit directement, soit indirectement, à la défense nationale, et exigées à titre personnel. Il en sera de même pour les prestations en argent ou en nature qui seront imposées en remplacement de ces prestations.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

A Son Excellence
Monsieur Joseph Bech,
Ministre d'État,
Président du Gouvernement
grand-ducal.

II.

LA HAYE, *le 1^{er} avril 1933.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le service militaire obligatoire n'existe plus dans le Grand-Duché depuis que la loi du 16 février 1881 a suspendu l'exécution des lois et règlements sur la milice.

Dans le cas où le Gouvernement luxembourgeois serait amené à prendre dans des circonstances exceptionnelles des mesures de police ou autres, il fera bénéficier les sujets néerlandais

onderdanen dezelfde voordeelen toekennen die haar onderdanen in Nederland genieten.

Uwe Excellentie gelieve de hernieuwde verzekering van mijn bijzondere hoogachting te aanvaarden.

BECH.

Aan Zijne Excellentie
Jonkheer Frans Beelaerts van Blokland,
Minister van Buitenlandsche Zaken
te 's-Gravenhage.

des mêmes avantages dont ses nationaux jouiront aux Pays-Bas.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

BECH.

A Son Excellence
Jonkheer Frans Beelaerts van Blokland,
Ministre des Affaires étrangères
à La Haye.

III.

GOVERNEMENT. AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LUXEMBOURG, le 15 avril 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'effet de préciser la portée de l'article 2, paragraphe premier de la Convention d'établissement et de travail, signée à La Haye, le 1^{er} avril 1933, entre le Luxembourg et les Pays-Bas, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement grand-ducal est disposé à ne pas s'opposer à l'application aux ressortissants luxembourgeois établis aux Pays-Bas, des dispositions de la législation néerlandaise réglementant l'exercice indépendant de professions et d'industries par des étrangers.

En conséquence, les ressortissants luxembourgeois pourront être astreints comme tous autres étrangers à solliciter aux Pays-Bas une autorisation préalable pour l'exercice de professions ou d'industries indépendantes.

J'ajoute que le Gouvernement grand-ducal estime qu'à titre de réciprocité, les sujets néerlandais établis au Grand-Duché pourront être soumis, dans les mêmes conditions, aux dispositions qui seraient prises au Luxembourg en vue de soumettre à réglementation l'exercice indépendant dans le Grand-Duché d'une profession ou d'une industrie par des étrangers ressortissants de pays avec lesquels le Grand-Duché n'est pas lié par un traité d'union économique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

BECH.

Son Excellence
Jonkheer Tjarda van Starkenborgh Stachouwer,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
des Pays-Bas à Luxembourg.

IV.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

Légation des Pays-Bas.

N^o 1540.

LUXEMBOURG, le 15 avril 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour en vue de signaler que le Gouvernement grand-ducal ne s'opposerait pas à l'application aux ressortissants luxembourgeois établis aux Pays-Bas des dispositions de la législation néerlandaise réglementant l'exercice indépendant de professions et d'industries par des étrangers.

En conséquence, les ressortissants luxembourgeois pourront être astreints, comme tous autres

étrangers, à solliciter aux Pays-Bas une autorisation préalable pour l'exercice de professions ou d'industries indépendantes.

J'ajoute que mon gouvernement se rallie à l'avis du Gouvernement grand-ducal suivant lequel à titre de réciprocité les sujets néerlandais établis au Luxembourg pourraient être soumis dans les mêmes conditions aux dispositions qui seraient prises au Grand-Duché, en vue de soumettre à réglementation l'exercice indépendant dans le Grand-Duché d'une profession ou d'une industrie par des étrangers ressortissants de pays avec lesquels le Grand-Duché n'est pas lié par un traité d'union économique.

Je saisis cette occasion de vous réitérer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

A. W. L. Tjarda VAN STARKENBORGH.

Son Excellence,
Monsieur Joseph Bech, Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement grand-ducal
à Luxembourg.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4130. — CONVENTION BETWEEN THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS CONCERNING ESTABLISHMENT AND LABOUR. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 1ST, 1933.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS
and

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG,

Being desirous of regulating the conditions of establishment and labour for Netherlands nationals in Luxemburg and Luxemburg nationals in the Netherlands, have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

Monsieur Joseph BECH, Minister of State, Her President of the Government ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

SECTION I.

ESTABLISHMENT.

Article 1.

§ 1. Nationals of each of the High Contracting Parties shall have the right to enter the territory of the other Party, to establish themselves, move about, and select a place of residence therein, and to leave the territory, provided they observe the laws and regulations in force in the country, particularly as regards the police supervision of foreigners.

It is agreed that each of the High Contracting Parties reserves the right to withhold permission to enter or reside in its territory from any national of the other Party who may be deemed to be undesirable, either as regards the maintenance of order, public morals, public health or public security, or because he is without means of subsistence.

Furthermore, while sub-paragraph 1 of paragraph 1 exempts nationals of the High Contracting Parties from the provisions of the laws and regulations restricting or prohibiting the right of unhindered departure as such, it shall not stand in the way of the application of ordinary general legislation, the effect of which may be to prevent departure in special cases.

§ 2. If, in conformity with the provisions of the laws and regulations regarding police supervision of foreigners, certain conditions or restrictions are laid down for the entry, stay, activities or establishment of a national of one of the High Contracting Parties within the territory of the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

other, such restrictions or conditions shall automatically cease to apply should the person concerned continue to reside in this territory, and at latest after he has resided therein for five years without a break.

§ 3. It is agreed that even in the case of persons who benefit by the provisions of paragraph 2 of the present Article, each High Contracting Party shall be entitled to avail itself, in respect of the nationals of the other Party, of the right of expulsion and the right to subject the said nationals to its police regulations, such as those concerning passports, identity cards and declarations required for the purpose of supervising foreigners.

§ 4. The charges payable in connection with the various formalities referred to in paragraph 3 of the present Article shall not exceed the charges payable by foreigners who are nationals of the nation most favoured in this respect.

Article 2.

§ 1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be placed in the territory of the other Party on the same footing in every respect, both in law and in fact, as the nationals of that Party as regards the exercise of all commercial, industrial and financial activities and in general all activities of an economic nature, without any distinction in this respect between undertakings which are independent and undertakings which operate as branches or agencies.

§ 2. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be entitled to engage in every trade and occupation not especially mentioned in paragraph 3 of this Article, in the territory of the other Party, provided that they comply with the laws and regulations in force in that country, including those relating to the protection of the national labour market.

It is agreed that the application of the laws and regulations relating to the protection of the national labour market shall not prevent nationals of either of the High Contracting Parties established in the territory of the other Party from engaging such persons as they may choose for posts of management.

§ 3. The provisions of paragraph 1 and paragraph 2 of this Article shall not apply to engagement in the territory of either High Contracting Party in the following occupations, trades, industries and branches of commerce :

- (a) Public functions, offices or employments, including the offices of notary, solicitor and bailiff ;
- (b) The functions of an advocate and the business of a stockbroker ;
- (c) Hawking and itinerant trades ;
- (d) Fishing in inland and territorial waters, the coasting trade, pilotage in general, and interior service in ports.

§ 4. The provisions of this Article shall not affect the legislative provisions in force in the Netherlands respecting the crews of vessels or boats flying the national flag and of aircraft registered in that country.

Article 3.

§ 1. The nationals of each High Contracting Party, whether within the territory of the other Party or not, may undertake any commercial transactions therein and engage in any publicity or advertising to that end in the same conditions as nationals. They shall not be subject, provided such operations are conducted in conformity with the laws and regulations of the country, to any conditions, to the obtaining of a licence or of permission, or to any requirement other or more onerous than those to which nationals of the country are or may hereafter be subject in respect of the same operations.

§ 2. It is agreed that the provisions of paragraph 1 of the present Article shall be subject to any special conditions either High Contracting Party may lay down in respect of public contracts concluded by public services.

§ 3. Should the effect of the legislation of either High Contracting Party be such that the granting in its territory of licences, authorisations or permits to ensure the supervision of imports or exports is subject, in law or in fact, to conditions in respect of establishment, residence or registration applicable to nationals of the country, the same conditions shall also apply to the nationals of the other Party.

Article 4.

The nationals of each High Contracting Party shall not be prevented from participating within the territory of the other Party, and in conformity with the laws and regulations of that Party, as exhibitors, vendors or purchasers, under the same conditions as nationals of the country, in such markets and fairs as are not expressly reserved for nationals of the country or, on account of the nature of the goods exhibited, for nationals of the country or nationals of certain other States.

Article 5.

§ 1. The nationals of each High Contracting Party may, in the territory of the other Party and subject if necessary to the production of an identity card, purchase, either in person or through commercial travellers in their employ, such goods as they trade in from wholesalers, at business premises, or from producers. They may solicit orders from wholesalers and producers who are engaged in trade or who employ in their establishments goods of the same nature as those offered to them. They shall not require a special authorisation for any of these transactions, nor shall they be subject in connection therewith to any charge or special duty not payable by national undertakings and their representatives, provided always that they carry with them samples only and not goods intended for sale.

§ 2. The High Contracting Parties shall comply, as regards the application of the provisions of the present Article, with the provisions of Article 10 of the Geneva Convention of November 3rd, 1923, concerning identity cards for commercial travellers and the rules for the importation of samples.

§ 3. The provisions of the present Article shall not apply to itinerant trading, hawking, canvassing for orders, or purchases from persons not engaged in trade or industry, each High Contracting Party reserving to itself entire freedom to enact such legislation as it thinks fit in this respect.

Article 6.

§ 1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other Party, the same treatment as nationals in so far as concerns the right of succession, the right to acquire, possess or rent movable and immovable property and the right to dispose thereof, either by gift or for payment.

§ 2. Each of the High Contracting Parties shall permit the nationals of the other Party to export such movable objects as belong to them, together with the proceeds of the sale of their property, both movable and immovable, in the same conditions as nationals of the country. It is agreed that each of the High Contracting Parties shall have the right to make such export conditional upon the payment beforehand of the taxes or charges to which the property in question is subject. Nevertheless, no special tax may be levied on the said property or the proceeds of the sale thereof on account of its export.

§ 3. It is agreed that in the event of the departure of the owner or the sale of inherited movable or immovable property, no foreign exchange regulations subsequently laid down shall stand in the way of the free exportation of the proceeds of the sale of such property.

§ 4. Notwithstanding the provisions of the present Article, each High Contracting Party reserves the right, in the interests of the safety of the State, to require nationals of the other Party to obtain permission in advance to acquire or occupy immovable property in certain districts.

Persons inheriting immovable property situated in the said districts may be required, on the same ground, to sell it within a reasonable period.

§ 5. In exceptional cases, such in particular as monetary crises, when the acquisition by foreigners of immovable property or transferable securities would lead to the taking over or jeopardising of vital resources of the country, each High Contracting Party shall have the right to prohibit such acquisition. Nevertheless, it shall only avail itself of this right provided the interests of the country cannot be safeguarded effectively by measures placing the nationals of both countries on a footing of equality. This prohibition shall only remain in force for such time as the reasons for which it was imposed continue to exist.

§ 6. Notwithstanding the provisions of the present Article, it is agreed that each of the High Contracting Parties shall have the right to impose such restrictions as it may think fit in respect of the acquisition of ships or boats flying the national flag, or aeroplanes registered in the country, or shares in the ownership of such vessels or aeroplanes.

Article 7.

§ 1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be treated in the territory of the other Party on the same footing as nationals of the country in respect of the legal and judicial protection of their persons, property, rights and interests.

§ 2. Accordingly, they shall have free and unhindered access to the courts, both as plaintiffs and defendants, and shall have the right to go to law in the same conditions as nationals of the country. They shall also have the right to appear before the competent administrative authorities and to have recourse to the said authorities for the safeguarding of their rights and interests in all cases in which nationals of the country enjoy such a right. They may choose, for the defence of their interests before all courts and all judicial and administrative authorities, counsel, attorneys, notaries and other persons authorised by the national laws of the country.

§ 3. Judicial matters settled by special conventions or treaties in force between the High Contracting Parties, in particular by the Hague Convention of July 17th, 1905, on civil procedure, shall continue to be subject solely to these conventions or treaties. It is understood that, even in the event of the denunciation of the said conventions or treaties, the present Convention shall not be applicable in respect of such matters.

§ 4. The right of nationals of each of the High Contracting Parties to appear before the competent administrative authorities of the other Party for the safeguarding of their rights or interests, in conformity with the laws in force in the territory in question, covers the right to appear before the Customs authorities and to proceed in person to clear their goods through the Customs in the same conditions as nationals of the country. In this respect they shall not be subject, as foreigners, to any formalities or regulations other or more onerous than those to which nationals of the country are subject.

Article 8.

§ 1. Nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt, in the territory of the other Party, from all judicial or administrative functions of any kind.

§ 2. Nationals of each High Contracting Party shall, however, be liable to charges in respect of the ownership of landed and movable property, compulsory billeting, and other special military contributions or requisitions to which nationals of the country may be liable, in virtue of legal provisions, as possessors or owners of buildings and landed or movable property. In no case shall any such charges be imposed by either High Contracting Party that would not also be imposed on its nationals.

§ 3. The property of nationals of either High Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party, nor may they be deprived, even temporarily, of the use of their property except in the public interest and in accordance with the procedure laid down in the domestic legislation applicable to nationals of the country.

§ 4. The treatment accorded by either High Contracting Party to nationals of the other Party in the matter of compensation for such contributions, requisitions, expropriation and temporary

deprivation as are referred to in paragraph 2 and paragraph 3 above shall be not less favourable than that accorded to its own nationals or to nationals of the most-favoured nation.

Article 9.

In the matter of taxes and charges of all kinds, as well as of any other fiscal charges, regardless of the purpose for which they are levied, the nationals of each High Contracting Party shall in all respects enjoy the same treatment and protection at the hands of the fiscal and legal authorities, in the territory of the other Party, as is enjoyed by nationals of the country who are in an identical situation.

Article 10.

§ 1. Joint-stock companies and other non-trading, commercial, industrial or financial companies, including insurance companies, shipping and other transport companies and companies responsible for communications, which are regularly constituted in conformity with the legislation of either High Contracting Party and have their headquarters in the territory of that Party, shall be legally recognised as such in the territory of the other Party, and shall be entitled to appear before the courts of that country, provided that nothing in their constitution or aims is contrary to public order in the latter country.

§ 2. The question whether the companies referred to in paragraph 1 of the present Article, together with their branches and agencies, are legally constituted and are entitled to appear before the courts shall be decided in accordance with the law of the country in which these companies were formed.

§ 3. The activities engaged in by the companies of either High Contracting Party in the territory of the other Party, either direct or through branches or agencies, shall be subject to the laws and regulations in force in the latter country.

§ 4. Should either High Contracting Party require foreign companies to obtain an authorisation in advance to operate in its territory, the granting of such an authorisation to the companies of the other Party may not be subject to rules other than those imposed in similar circumstances on the companies of the most-favoured foreign nation.

§ 5. The companies of either High Contracting Party shall, as regards judicial matters and the possession, acquisition, occupation, renting and alienation of movable or immovable property, enjoy in the territory of the other Party the treatment laid down in Articles 6, 7 and 8 of the present Convention in respect of natural persons. The said companies may acquire such premises or landed property as they require for the purpose of carrying on their operations. Nevertheless, the acquisition of premises or landed property may not constitute the real object of their activities.

§ 6. The companies of either High Contracting Party domiciled for fiscal purposes in the territory of that Party, together with their branches and agencies, shall not be liable, in the territory of the other Party, to higher charges as regards direct taxation than the charges payable, according to cases, by national companies in an identical situation.

§ 7. The companies of each High Contracting Party shall enjoy the same treatment as companies of the most-favoured nation in the territory of the other Party in all matters not covered by the present Article.

SECTION II.

LABOUR.

Article 11.

§ 1. The High Contracting Parties agree not to place any obstacles in the way of the departure of their respective nationals desiring to travel from either of the two countries into the other in

order to take up employment there ; for this purpose they shall give all administrative facilities to such workers and their families.

§ 2. Subject to the conditions laid down in Articles 1 and 2 of Section I of this Convention, workers who are nationals of either of the two countries shall be allowed to take up employment in the territory of the other country.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties may take the measures necessary to ensure that immigrant workers shall receive for equal work remuneration equal to that received by its nationals of the same category employed in the same undertaking, or in default of national workers of the same category employed in the same undertaking, the standard wages currently paid to workers of the same category in the same region.

Article 13.

§ 1. The workers of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the same protection as is granted to its nationals by the laws and customs of the country in respect of conditions of employment and standards of living.

§ 2. All complaints made by the workers of either of the High Contracting Parties respecting the conditions of employment and the standard of living offered to them by employers in the territory of the other Party, or difficulties of any kind which necessitate the intervention of public authorities, shall be addressed or transmitted either direct or through the diplomatic or consular authorities to the competent authorities of the latter Party ; the competent administrative department of the said Party shall proceed to make the requisite enquiries and shall have the sole right to intervene.

Article 14.

§ 1. If the condition of the labour market at certain times, in certain regions and in certain occupations renders it impossible to find employment for emigrants and workers who come separately and on their own initiative to seek employment, the High Contracting Party concerned shall at once notify the other Party through the diplomatic channel in order to enable it to take the necessary steps.

§ 2. If either of the High Contracting Parties deems it necessary to adopt restrictive measures with respect to the workers concerned, it undertakes not to apply such measures to the nationals of the other Party until it has opened negotiations with that Party with a view to limiting as far as possible the prejudicial effects which such measures may entail.

Article 15.

Subject to the reservations laid down in paragraph 4 and paragraph 5 of Article 6 of Section I of the present Convention, the workers of each of the High Contracting Parties shall have in the territory of the other Party the same rights and advantages as nationals of that Party in matters relating to the acquisition, ownership, tenancy and conveyance either by gift or for payment of immovable property, and in particular of small urban and rural holdings. Nevertheless, they shall not be entitled to the bonuses or advantages which are granted in the said territory to builders and purchasers of cheap dwellings.

Article 16.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall have the benefit, in the territory of the other Party, of the grants payable to the mutual unemployment benefit societies, of public unemployment relief and of public labour relief organisations under the same conditions as the nationals of that Party.

Article 17.

Nationals of each of the High Contracting Parties, when in the territory of the other Party, shall enjoy equality of treatment with the nationals of that country in all matters relating to the administration of the laws regulating conditions of employment and ensuring the health and safety of workers.

Article 18.

The competent administrative departments of the two countries shall by agreement issue the detailed rules and regulations necessary for the execution of the provisions of this Convention which necessitate the co-operation of their administrative services. They shall likewise specify the cases and conditions in which the services shall communicate direct.

SECTION III.

MISCELLANEOUS PROVISIONS COMMON TO THE FIRST TWO SECTIONS.

Article 19.

The benefit of the advantages already granted or to be granted hereafter by either of the High Contracting Parties to a third country in virtue of an economic union may not be claimed by the other Party in virtue of the present Convention.

Article 20.

As far as the Kingdom of the Netherlands is concerned, the present Convention shall apply only to its European territory.

Article 21.

Any dispute with respect to the interpretation, application or execution of the present Convention which cannot be settled by the High Contracting Parties through the diplomatic channel shall be referred to the Permanent Court of International Justice.

Article 22.

The present Convention is done in the Dutch and French languages, both texts being equally authentic. It shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

It shall come into force thirty days after the exchange of the instrument of ratification. It may be denounced at any time subject to one year's notice.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague, this 1st day of April, 1933.

(*L. S.*) Beelaerts VAN BLOKLAND.

(*L. S.*) BECH.

EXCHANGE OF NOTES

I.

THE HAGUE, *April 1st*, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the Netherlands Government agree to exempt Luxemburg nationals in Netherlands territory, both in time of peace and in time of war, from compulsory military service in the Army, the Navy or the Air Force, as well as from compulsory personal services connected either directly or indirectly with national defence. The same shall apply to such contributions in money or in kind as may be substituted for these services.

I avail myself of this opportunity, etc.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

His Excellency Monsieur Joseph Bech,
Minister of State,
President of the Grand Ducal Government.

II.

THE HAGUE, *April 1st*, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that there has been no compulsory military service in the Grand Duchy since the Law of February 16th, 1881, suspended the execution of the laws and regulations concerning the militia.

Should the Luxemburg Government, in exceptional circumstances, have to resort to police or other measures, it will confer the same advantages on Netherlands subjects as are enjoyed by its nationals in the Netherlands.

I avail myself of this opportunity, etc.

BECH.

His Excellency
Jonkheer Frans Beelaerts van Blokland,
Minister for Foreign Affairs,
The Hague.

III.

GOVERNMENT DEPARTMENT
FOR FOREIGN AFFAIRS.

LUXEMBURG, *April 15th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In order to define the scope of Article 2, paragraph 1, of the Convention between Luxemburg and the Netherlands regarding establishment and labour signed at The Hague on April 1st, 1933, I have the honour to inform you that the Grand Ducal Government will raise no objection to the application to Luxemburg nationals established in the Netherlands of the provisions of the Netherlands legislation governing the exercise of professional and industrial occupations by foreigners on their own account.

Accordingly Luxemburg nationals, like all other foreigners, may be required to obtain previous authorisation in the Netherlands to engage in professional or industrial occupations on their own account.

I would add that the Grand Ducal Government considers that by way of reciprocity Netherlands nationals established in the Grand Duchy may be subjected in the same circumstances to any provisions which may be enacted by Luxemburg with a view to regulating the conditions in which foreigners who are nationals of countries with which the Grand Duchy is not bound by a treaty of economic union may engage in the Grand Duchy in a professional or industrial occupation on their own account.

I have the honour to be, etc.

BECH.

His Excellency
Jonkheer Tjarda van Starkenborgh Stachouwer,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the Netherlands, Luxemburg.

IV.

NETHERLANDS LEGATION.
No. 1540.

LUXEMBURG, *April 15th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of to-day's date in which you state that the Grand Ducal Government would raise no objection to the application to Luxemburg nationals established in the Netherlands of the provisions of the Netherlands legislation governing the exercise of professional and industrial occupations by foreigners on their own account.

Accordingly Luxemburg nationals, like all other foreigners, may be required to obtain a previous authorisation in the Netherlands to engage in professional or industrial occupations on their own account.

I would add that my Government concurs in the Grand Ducal Government's view that by way of reciprocity Netherlands nationals established in Luxemburg may be subjected in the same circumstances to any provisions which may be enacted by the Grand Duchy with a view to regulating the conditions in which foreigners who are nationals of countries with which the Grand Duchy is not bound by a treaty of economic union may engage in the Grand Duchy in a professional or industrial occupation on their own account.

I avail myself of this opportunity, etc.

A. W. L. Tjarda VAN STARKENBORGH.

His Excellency Monsieur Joseph Bech,
Minister of State,
President of the Grand Ducal Government,
Luxemburg.

N° 4131.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention concernant l'assistance
aux indigents et leur rapatriement.
Signée à La Haye, le 15 mai 1936.

**BELGIUM
AND THE NETHERLANDS**

Convention concerning Assistance to
and Repatriation of Indigent Per-
sons. Signed at The Hague, May
15th, 1936.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 4131. — VERDRAG¹ TUSSCHEN BELGIË EN NEDERLAND
BETREFFENDE DEN ONDERSTAND EN DE TERUGLEIDING
VAN BEHOEFTIGEN. GETEEKEND TE 'S-GRAVENHAGE, DEN
15 MEI 1936.

French and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 23rd, 1937.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER
BELGEN, de behandeling en de terugleiding Hunner behoeftige onderdanen willende regelen, hebben
besloten te dien einde een Verdrag te sluiten en hebben tot Hunne gevolmachtigden benoemd,
te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Jonkheer Andries Cornelis Dirk DE GRAEFF, Hoogstderzelver Minister van
Buitenlandsche Zaken ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

den Heer Charles MASKENS, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd
Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

Die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben
medegedeeld, nopens de navolgende bepalingen zijn overeengekomen :

Artikel 1.

Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen verplicht zich er voor te zorgen, dat binnen Haar
gebied in Europa aan de hulpbehoevende onderdanen van de mede-verdragsluitende Partij het
vereischte onderhoud, de genees-en verloskundige behandeling, alsmede de vereischte verpleging
verschafft wordt volgens de regelen, die, ter plaatse waar zij zich bevinden, ten aanzien der eigen
onderdanen gelden. Mits de gezondheidstoestand van belanghebbende zich daartegen niet verzet,
noch wat hem zelve aangaat, noch uit een oogpunt van eene gevaarlijke besmetting voor anderen,
zal de terugleiding te allen tijde kunnen plaats hebben, zonder voorafgaand verzoek aan den Staat
van oorsprong, behoudens in de gevallen, voorzien in de artikelen 2 en 3.

Artikel 2.

Hulpbehoevenden, die wegens dood of afwezigheid van den kostwinner, wegens ziekte,
lichaamsgebreken of hoogen ouderdom niet in hun onderhoud kunnen voorzien, alsmede weezen,
verlaten kinderen en krankzinnigen, die ten laste van de openbare armenverzorging zijn gekomen,

¹ The exchange of ratifications took place at Brussels, May 12th, 1937.

N^o 4131. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS
CONCERNANT L'ASSISTANCE AUX INDIGENTS ET LEUR RAPATRIEMENT. SIGNÉE A LA HAYE, LE 15 MAI 1936.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 juin 1937.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, voulant régler le traitement et le rapatriement de leurs sujets indigents, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné comme leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Andries Cornelis Dirk DE GRAEFF, son ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur Charles MASKENS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à veiller à ce que les ressortissants indigents de la Partie co-contractante reçoivent sur son territoire en Europe l'entretien, les soins médicaux et d'accouchement, ainsi que le traitement nécessaires, conformément aux règles qui sont applicables dans la localité où ils se trouvent à ses propres ressortissants. Pourvu que l'état de santé de l'intéressé ne s'y oppose pas, ni au point de vue personnel de celui-ci, ni au point de vue d'une contagion dangereuse pour autrui, le rapatriement pourra s'effectuer à tout moment sans demande préalable à l'Etat d'origine, sauf dans les cas prévus aux articles 2 et 3.

Article 2.

Les indigents qui par suite du décès ou de l'absence du soutien de famille, de maladie, d'infirmité ou de grand âge ne peuvent pourvoir à leur entretien ainsi que les orphelins, les enfants abandonnés et les aliénés, qui sont tombés à la charge de l'assistance publique, ne seront rapatriés, qu'après

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 12 mai 1937.

zullen slechts worden uitgeleid nadat de Partij, waartoe de hulpbehoevende behoort, de noodige maatregelen voor de in-ontvangst-neming van zijnen onderdaan heeft getroffen en in deszelfs overneming heeft toegestemd.

Deze toestemming zal worden gevraagd en het antwoord zal worden gegeven langs diplomatieken weg.

Het verzoek om overneming zal vergezeld gaan van alle inlichtingen, die de aanvragende Partij zal kunnen verschaffen nopens de identiteit van den hulpbehoevende en, zoo het een lichamelijk of geestelijk zieke betreft, van eene geneeskundige verklaring, welke nauwkeurige inlichtingen bevat nopens den lichamelijken of geestestoestand van den patiënt. Bij het verzoek om overneming zal tevens worden opgegeven of, en zoo ja, hoeveel verplegers er voor de overbrenging noodig zijn.

Binnen 45 dagen na de dagteekening van het verzoek om overneming, gericht tot den Staat van oorsprong door den diplomatieken vertegenwoordiger van den aanvragenden Staat, zal de aangezochte Partij aan de aanvragende Partij doen weten of zij in de overneming van den hulpbehoevende toestemt. Tenzij de vertraging te wijten is aan de ongenoegzaamheid of de onjuistheid der inlichtingen nopens de identiteit, verstrekt door de aanvragende Partij, zal deze van de aangezochte Partij, die den maatregel niet tijdig heeft toegestaan, kunnen vorderen de terugbetaling der kosten van het vereischte onderhoud, de genees- en verloskundige behandeling en de vereischte verpleging, welke de hulpbehoevende heeft veroorzaakt sedert het einde van den termijn van 45 dagen tot aan de dagteekening der mededeeling aan den diplomatieken vertegenwoordiger der aanvragende Partij der toestemming van de aangezochte Partij. Deze kosten zullen worden berekend volgens het voor de eigen onderdanen der aanvragende Partij toegestane tarief. Het voorgaande belet niet de terugleiding na een tijdvak van meer dan 45 dagen, indien de aanvragende Partij deze verkieselijk acht, op voorwaarde evenwel, dat de aangezochte Partij ten minste 3 weken te voren worde in kennis gesteld met de plaats en den datum der overgave van den hulpbehoevende.

Bij toestemming in de overneming zal tegelijk worden medegedeeld in welke grensplaats van den Staat, waartoe de hulpbehoevende behoort, deze zal worden overgenomen en welke autoriteit met de overneming is belast.

Artikel 3.

Het feit, dat de hulpbehoevende de nationaliteit van de tot overneming aangezochte Partij verloren heeft, zal geen reden tot weigering der overneming tegenover de aanvragende Partij mogen zijn, indien de hulpbehoevende niet intusschen de nationaliteit van die Partij of van een derden Staat verworven heeft.

De bepalingen der laatste drie alinea's van artikel 2 zullen eveneens van toepassing zijn in de gevallen voorzien in dit artikel.

Artikel 4.

De Partij, die de overneming aanvraagt, draagt alle daaruit tot op het tijdstip der overneming voortvloeiende kosten.

Artikel 5.

Onder voorbehoud van het bepaalde in de artikelen 2 en 3 van dit Verdrag, kunnen kosten van onderhoud, van genees- en verloskundige behandeling, verpleging, uitleiding of begraving van hulpbehoevenden, niet worden terugggevorderd van de Partij waartoe de hulpbehoevende behoort, noch van een der openbare armbesturen van die Partij.

Indien de hulpbehoevende zelf of anderen, op wien te zijnen aanzien privaatrechtelijk een onderhoudsplicht rust, tot teruggave dier kosten in staat zijn, blijft het recht om deze teruggave van hen te vorderen voorbehouden. Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen verplicht zich, voor zoover hare wetgeving het toelaat, de andere Partij behulpzaam te zijn ter zake van de voldoening van die kosten.

que la Partie à laquelle appartient l'indigent, ayant pris les mesures nécessaires pour recevoir son ressortissant, aura consenti à son rapatriement.

La demande de rapatriement et la réponse se feront par voie diplomatique.

La demande de rapatriement sera accompagnée de tous les renseignements que la Partie requérante pourra fournir concernant l'identité de l'indigent et s'il s'agit d'un malade de corps ou d'esprit, d'un certificat médical, contenant des indications précises concernant l'état physique ou mental du malade. La demande de rapatriement mentionnera le nombre d'infirmiers qui, le cas échéant, seront nécessaires pour assurer le transfert.

Dans les 45 jours de la date de la demande de rapatriement, adressée à l'Etat d'origine par le représentant diplomatique de l'Etat requérant, la Partie requise fera savoir à la Partie requérante si elle consent au rapatriement de l'indigent. A moins qu'il ne s'agisse d'un retard dû à l'insuffisance ou l'inexactitude des renseignements d'identité fournis par la Partie requérante, celle-ci pourra réclamer à la Partie requise, qui n'aurait pas autorisé la mesure en temps voulu le remboursement des frais d'entretien, de soins médicaux et d'accouchement, ainsi que de traitement nécessaires occasionnés par l'indigent depuis l'expiration du délai de 45 jours jusqu'à la date de la notification au représentant diplomatique de la Partie requérante du consentement de la Partie requise. Ces frais seront calculés au taux admis pour les propres ressortissants de la Partie requérante. Ce qui précède n'empêche pas le rapatriement après un délai de plus de 45 jours, si la Partie requérante le juge préférable, à condition toutefois que la Partie requise soit informée trois semaines au moins à l'avance du lieu et de la date de la remise de l'indigent.

En même temps qu'il sera consenti au rapatriement, il sera indiqué à quel point frontière de l'Etat, auquel appartient l'indigent, celui-ci sera reçu et quelle autorité est chargée de le recevoir.

Article 3.

La circonstance que l'indigent a perdu la nationalité de la Partie requise, ne pourra être invoquée pour rejeter la demande de rapatriement, pour autant que l'indigent n'ait acquis entre temps la nationalité de la Partie requérante ou d'un tiers Etat.

Les dispositions des trois derniers alinéas de l'article 2 s'appliqueront également dans les cas visés au présent article.

Article 4.

La Partie, qui aura demandé le rapatriement, en supportera tous les frais jusqu'au moment de la remise.

Article 5.

Sous réserve de ce qui est prévu aux articles 2 et 3 de la présente convention, le remboursement des frais d'entretien, de secours médical et d'accouchement, de traitement, de rapatriement ou d'inhumation ne pourra être réclaté de la Partie à laquelle appartient l'indigent, ni d'aucune administration d'assistance publique de cette Partie.

Si l'indigent lui-même ou d'autres personnes qui, en vertu des règles du droit civil, sont obligées de pourvoir à son entretien, sont en état de rembourser les frais susvisés, le droit de leur réclamer ce remboursement demeure réservé. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prêter à l'autre Partie ses bons offices dans les limites de sa législation propre, en vue du remboursement de ces frais.

Artikel 6.

Van de uitleiding der in de artikelen 1, 2 en 3 bedoelde hulpbehoevenden zal worden afgezien, indien de Verdragsluitende Partijen zijn overeengekomen, dat de ondersteuning van den hulpbehoevende gedurende korteren of langeren tijd zal worden voortgezet ter plaatse van zijn verblijf ten laste van de Partij, waartoe hij behoort.

Eene rechtstreeksche overeenstemming tusschen de bevoegde administraties der Verdragsluitende Partijen zal te dien einde voldoende zijn.

Artikel 7.

Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen behoudt zich het recht voor dit Verdrag op te zeggen, mits daarvan ten minste zes maanden te voren kennis worde gegeven aan de andere Partij.

Artikel 8.

Dit Verdrag is opgesteld in de Nederlandsche en in de Fransche taal; beide teksten zijn authentiek. Het zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk worden uitgewisseld te Brussel.

Het treedt in werking eene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit Verdrag hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan in tweevoud te 's-Gravenhage, den 15 Mei 1936.

(L. S.) DE GRAEFF.

(L. S.) Ch. MASKENS.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

Article 6.

Le rapatriement des indigents visés aux articles 1, 2 et 3 pourra ne pas avoir lieu si les Parties contractantes sont convenues que l'indigent continuera pendant un temps plus ou moins long à recevoir des secours au lieu de sa résidence, aux frais de la Partie à laquelle il appartient.

Une entente directe entre les administrations compétentes des Parties contractantes suffira à cet effet.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de dénoncer la présente convention moyennant avis préalable, donné à l'autre Partie au moins six mois d'avance.

Article 8.

La présente convention est rédigée en langues néerlandaise et française, les deux textes faisant également foi. Elle sera ratifiée et les actes de ratification seront échangés le plus tôt possible à Bruxelles.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des actes de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à La Haye, le 15 mai 1936.

(L. S.) DE GRAEFF.

(L. S.) Ch. MASKENS.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4131. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS CONCERNING ASSISTANCE TO AND REPATRIATION OF INDIGENT PERSONS. SIGNED AT THE HAGUE, MAY 15TH, 1936.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being desirous of laying down rules for the treatment and repatriation of their indigent nationals, have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Andries Cornelis Dirk DE GRAEFF, Her Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Charles MASKENS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes to ensure that indigent nationals of the other Contracting Party shall, in its territory in Europe, be maintained and receive necessary medical or obstetric aid and treatment, in accordance with the regulations applicable to its own nationals, in the district in which they are resident. Provided that the state of health of the person concerned does not preclude it, either in his own interest or on the ground of the danger of spreading contagion to others, repatriation may take place at any time without a preliminary application to the State of origin, except in the cases referred to in Articles 2 and 3.

Article 2.

Indigent persons who are unable to provide for their own maintenance owing to the death or absence of the family supporter, illness, infirmity or old age, and orphans, abandoned children and mentally diseased persons, who are in receipt of public relief, shall not be repatriated until the Party whose national the indigent person is has made the necessary provision for receiving its national and has agreed to his repatriation.

The application for repatriation and the reply thereto shall be transmitted through the diplomatic channel.

The application for repatriation shall be accompanied by all the information that the Party making the application is able to furnish regarding the identity of the indigent person and, in the case of a person suffering from physical or mental disease, by a medical certificate containing

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

detailed particulars regarding the physical or mental state of the patient. The application for repatriation shall, when necessary, specify the number of attendants required on the journey.

Within forty-five days of the date of the application for repatriation made to the State of origin by the diplomatic representative of the applicant State, the Party applied to shall inform the applicant Party whether it agrees to the repatriation of the indigent person. Except in the case of delay due to the insufficient or inaccurate nature of the information regarding identity furnished by the applicant Party, the latter may claim from the Party applied to, if it has not given its authorisation in due time, the reimbursement of the costs incurred in respect of the necessary maintenance, medical and obstetric aid, and treatment of the indigent person from the date of expiration of the period of forty-five days to the date on which the diplomatic representative of the Party making the application is notified of the agreement of the Party applied to. These costs shall be calculated at the rate applicable in respect of nationals of the Party making the application. The foregoing provisions shall not preclude repatriation after a period of more than forty-five days, should the Party making the application deem this preferable, provided, however, that the Party applied to is informed at least three weeks beforehand of the place and date at which the indigent person will be handed over.

At the same time as repatriation is agreed to, information shall be given as to the frontier point in the State to which the indigent person belongs at which he will be received and as to the authority responsible for receiving him.

Article 3.

The fact that the indigent person has lost the nationality of the Party applied to may not be adduced as a reason for refusing the application for repatriation unless the indigent person has in the meantime acquired the nationality of the Party making the application or of a third State.

The provisions of the last three paragraphs of Article 2 shall apply also in the cases referred to in the present Article.

Article 4.

The Party that has applied for repatriation shall bear all the costs thereof up to the time at which the person repatriated is handed over.

Article 5.

Save as provided in Articles 2 and 3 of the present Convention, the refund of the costs of maintenance, medical and obstetric aid, treatment, repatriation, or burial, may not be claimed from the Party of which the indigent person is a national, nor from any public assistance authority of that Party.

If the indigent person himself or any other persons who, in virtue of the rules of civil law, are obliged to provide for his maintenance, are in a position to refund the above-mentioned costs, the right of claiming such refund from them shall be reserved. Each of the High Contracting Parties undertakes to employ its good offices in favour of the other Party, within the limits of its own laws, with a view to the refunding of such costs.

Article 6.

The repatriation of the indigent persons referred to in Articles 1, 2 and 3 need not take place if the Contracting Parties are agreed that the indigent person concerned shall for some time continue to receive relief at his place of residence at the cost of the Party of which he is a national.

An agreement reached directly between the competent authorities of the Contracting Parties shall be sufficient for this purpose.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to denounce the present Convention, subject to at least six months' notice being given to the other Party.

Article 8.

The present Convention is drawn up in the Dutch and French languages, both texts being equally authentic. It shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

It shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague, this 15th day of May, 1936.

(L. S.) DE GRAEFF.

(L. S.) Ch. MASKENS.

N° 4132.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord concernant la franchise des droits de douane ou autres sur les combustibles et lubrifiants employés dans le service aérien international.
Bruxelles, le 26 mars 1937.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Immunity from Customs and Other Duties on Fuel and Lubricants used in International Air Service. Brussels, March 26th, 1937.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

Nº 4132. — UITWISSELING ¹ VAN NOTA'S TUSSCHEN DE BELGISCHE EN DE NEDERLANDSCHE REGEERING HOUDENDE EENE OVEREENKOMST IN ZAKE VRIJSTELLING VAN INVOERRECHTEN OP BRANDSTOF EN SMEERMIDDELEN IN HET INTERNATIONAAL LUCHTVERKEER. BRUSSEL, DEN 26 MAART 1937.

Texte officiel néerlandais communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 juin 1937.

Dutch official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 23rd, 1937.

I.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

Nº 1322.

BRUSSEL, 26 Maart 1937.

MIJNHEER DE MINISTER,

Ik heb de eer Uwer Excellentie mede te deelen, dat de Nederlandsche Regeering zich verbindt jegens de Belgische Regeering in acht te nemen de bepalingen van de onderstaande overeenkomst betreffende de douane-regeling, welke van toepassing is op brandstof en smeermiddelen, gebruikt bij het luchtverkeer tusschen Nederland en België.

1. Bij aankomst op het grondgebied van een van de twee landen, zullen de brandstof en smeermiddelen, welke zich bevinden in de gewone reservoirs van elk luchtvaartuig, hetwelk de nationaliteit bezit van het andere land, vrij van douane- of andere rechten worden toegelaten, met dien verstande, dat geen enkele hoeveelheid vrij van rechten zal kunnen worden gelost.

2. Bij het vertrek van een douane-luchtvaartterrein van een van de twee landen om zich rechtstreeks naar het buitenland te begeven, zal elk luchtvaartuig, hetwelk de nationaliteit van het andere land bezit, de brandstof, welke bestemd is voor de bijvulling van het toestel, vrij van douane- of andere rechten, kunnen innemen, met dien verstande, dat de voorwaarden zullen worden in acht genomen, welke elk van de twee landen aan het verleenen van deze vrijstelling zal meenen te moeten verbinden.

De vrijstelling zal kunnen worden verleend in den vorm van een rechtstreeksche vrijstelling, dan wel van een restitutie van de reeds betaalde rechten.

3. Elk van de twee Regeeringen zal voor haar grondgebied aanwijzen de luchtvaartterreinen, opengesteld voor het openbaar gebruik, welke zullen zijn ingericht als douaneluchtvaartterreinen voor het vrij van rechten innemen van de brandstof, bedoeld in paragraaf 2).

4. De twee Regeeringen zullen bij wijze van documentatie elkaar wederkeerig mededeelen de voorschriften, welke zij elk zullen hebben vastgesteld om de uitvoering van de vorenstaande bepalingen te verzekeren.

5. Elk van de twee Regeeringen zal deze overeenkomst kunnen beëindigen door kennisgeving, zestig dagen te voren, aan de andere Regeering.

¹ Entré en vigueur le 25 avril 1937.

¹ Came into force April 25th, 1937.

Deze overeenkomst zal dertig dagen na dagteekening in werking treden.

Uwe Excellentie gelieve de hernieuwde verzekering mijner zeer bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

J. PATIJN.

Zijner Excellentie den Heere P. H. Spaak,
Minister van Buitenlandsche Zaken en
Buitenlandschen Handel,
Brussel.

II.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE
ZAKEN EN BUITENLANDSCHEN
HANDEL.

BRUSSEL, den 26 Maart 1937.

MIJNHEER DE MINISTER,

Ik heb de eer Uwer Excellentie mede te deelen, dat de Belgische Regeering zich verbindt jegens de Nederlandsche Regeering in acht te nemen de bepalingen van de onderstaande overeenkomst betreffende de douane-regeling, welke van toepassing is op brandstof en smeermiddelen, gebruikt bij het luchtverkeer tusschen België en Nederland.

1. Bij aankomst op het grondgebied van een van de twee landen, zullen de brandstof en smeermiddelen, welke zich bevinden in de gewone reservoirs van elk luchtvaartuig, hetwelk de nationaliteit bezit van het andere land, vrij van douane- of andere rechten worden toegelaten, met dien verstande, dat geen enkele hoeveelheid vrij van rechten zal kunnen worden gelost.

2. Bij het vertrek van een douane-luchtvaartterrein van een van de twee landen om zich rechtstreeks naar het buitenland te begeven, zal elk luchtvaartuig, hetwelk de nationaliteit van het andere land bezit, de brandstof, welke bestemd is voor de bijvulling van het toestel, vrij van douane- of andere rechten, kunnen innemen, met dien verstande, dat de voorwaarden zullen worden in acht genomen, welke elk van de twee landen aan het verleen van deze vrijstelling zal meenen te moeten verbinden.

De vrijstelling zal kunnen worden verleend in den vorm van een rechtstreeksche vrijstelling, dan wel van een restitutie van de reeds betaalde rechten.

3. Elk van de twee Regeeringen zal voor haar grondgebied aanwijzen de luchtvaartterreinen, opengesteld voor het openbaar gebruik, welke zullen zijn ingericht als douaneluchtvaartterreinen voor het vrij van rechten innemen van de brandstof, bedoeld in paragraaf 2).

4. De twee Regeeringen zullen bij wijze van documentatie elkaar wederkeerig mededeelen de voorschriften, welke zij elk zullen hebben vastgesteld om de uitvoering van de vorenstaande bepalingen te verzekeren.

5. Elk van de twee Regeeringen zal deze overeenkomst kunnen beëindigen door kennisgeving, zestig dagen te voren, aan de andere Regeering.

Deze overeenkomst zal dertig dagen na dagteekening in werking treden.

Uwe Excellentie gelieve de hernieuwde verzekering mijner zeer bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

P. H. SPAAK.

Zijne Excellentie den Heer Patijn,
Minister der Nederlanden,
Brussel.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,

A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION.

N^o 4132. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA FRANCHISE DES DROITS DE DOUANE OU AUTRES SUR LES COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS EMPLOYÉS DANS LE SERVICE AÉRIEN INTERNATIONAL. BRUXELLES, LE 26 MARS 1937.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 1322.

BRUXELLES, *le 26 mars 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement néerlandais s'engage envers le Gouvernement belge à observer les dispositions de l'accord suivant relatif au régime douanier applicable aux combustibles et lubrifiants employés dans le trafic aérien entre les Pays-Bas et la Belgique.

1. A l'arrivée sur le territoire de l'un des deux pays, le combustible et les lubrifiants contenus dans les réservoirs normaux de tout aéronef possédant la nationalité de l'autre pays seront admis en franchise des droits de douane ou autres, étant entendu, toutefois, qu'aucune quantité ne pourra être débarquée en franchise.

2. Au départ d'un aéroport douanier de l'un des deux pays pour se rendre directement dans un autre pays, tout aéronef possédant la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4132. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING IMMUNITY FROM CUSTOMS AND OTHER DUTIES ON FUEL AND LUBRICANTS USED IN INTERNATIONAL AIR SERVICE. BRUSSELS, MARCH 26TH, 1937.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 1322.

BRUSSELS, *March 26th, 1937.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the Netherlands Government gives an undertaking to the Belgian Government to observe the provisions of the following Agreement regarding the Customs regime applicable to fuel and lubricants used in air traffic between the Netherlands and Belgium.

1. On arrival on the territory of one of the two countries, the fuel and lubricants contained in the ordinary tanks of any aircraft which is of the nationality of the other country shall be admitted free of Customs or other duties, it being understood, however, that no quantity whatever may be unloaded free of duty.

2. When leaving a Customs aerodrome of one of the two countries for the purpose of proceeding directly to another country, any

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

nationalité de l'autre pays pourra prendre à bord le combustible nécessaire au ravitaillement de l'appareil, en franchise des droits de douane ou autres, sous cette réserve que les conditions auxquelles chaque pays jugera nécessaire de subordonner cette franchise seront observées.

La franchise pourra être accordée sous forme de franchise directe ou de restitution de droits payés.

3. Chacun des deux gouvernements désignera, en ce qui concerne son propre territoire, les aérodromes ouverts à l'usage public qui seront organisés comme aérodromes douaniers et où l'on pourra prendre à bord, en franchise de droits, le combustible visé au paragraphe 2.

4. Les deux gouvernements se communiqueront réciproquement, à titre de renseignement, les règlements qu'ils auront adoptés pour assurer l'application des dispositions ci-dessus.

5. Il sera loisible à chacun des deux gouvernements de mettre un terme au présent accord moyennant un préavis de soixante jours adressé à l'autre gouvernement.

Le présent accord entrera en vigueur trente jours après la présente date.

Veuillez agréer, etc.

J. PATIJN.

Son Excellence
Monsieur P. H. Spaak,
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
Bruxelles.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU
COMMERCE EXTÉRIEUR.

BRUXELLES, le 26 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement belge s'engage envers le Gouvernement néerlandais à observer les dispositions de l'accord suivant relatif au régime douanier applicable aux combustibles et lubrifiants

aircraft which is of the nationality of the other country may take on board the fuel to be used for refuelling the machine free of Customs or other duties, on the understanding that the conditions that each country shall consider it necessary to attach to this exemption shall be respected.

The exemption may be accorded in the form of a direct exemption or in the form of a restitution of duties paid.

3. Each of the two Governments shall specify for its own territory the aerodromes made available for public use which are to be equipped as Customs aerodromes for taking on board the fuel designated in paragraph 2 free of duty.

4. The two Governments shall notify one another, for their information, of the regulations that each of them may adopt to ensure that the above provisions are carried out.

5. Either of the two Governments may terminate this Agreement by notifying the other Government sixty days in advance.

This Agreement shall come into force thirty days after this date.

I have honour to be, etc.

J. PATIJN.

His Excellency
Monsieur P. H. Spaak,
Minister for Foreign Affairs
and Foreign Commerce,
Brussels.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN COMMERCE.

BRUSSELS, March 26th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Belgian Government gives an undertaking to the Netherlands Government to observe the provisions of the following Agreement regarding the Customs regime applicable to fuel and

employés dans le trafic aérien entre la Belgique et les Pays-Bas.

1. A l'arrivée sur le territoire de l'un des deux pays, le combustible et le lubrifiant contenus dans les réservoirs normaux de tout aéronef possédant la nationalité de l'autre pays seront admis en franchise des droits de douane ou autres, étant entendu, toutefois, qu'aucune quantité ne pourra être débarquée en franchise.

2. Au départ d'un aéroport douanier de l'un des deux pays pour se rendre directement dans un autre pays, tout aéronef possédant la nationalité de l'autre pays pourra prendre à bord le combustible nécessaire au ravitaillement de l'appareil en franchise des droits de douane ou autres, sous cette réserve que les conditions auxquelles chaque pays jugera nécessaire de subordonner cette franchise seront observées.

La franchise pourra être accordée sous forme de franchise directe ou de restitution de droits payés.

3. Chacun des deux gouvernements désignera, en ce qui concerne son propre territoire, les aéroports ouverts à l'usage public qui seront organisés comme aéroports douaniers et où l'on pourra prendre à bord, en franchise de droits, le combustible visé au paragraphe 2.

4. Les deux gouvernements se communiqueront réciproquement, à titre de renseignement, les règlements qu'ils auront adoptés pour assurer l'application des dispositions ci-dessus.

5. Il sera loisible à chacun des deux gouvernements de mettre un terme au présent accord moyennant un préavis de soixante jours adressé à l'autre gouvernement.

Le présent accord entrera en vigueur trente jours après la présente date.

Veuillez agréer, etc.

P. H. SPAAK.

Son Excellence
Monsieur Patijn,
Ministre des Pays-Bas,
Bruxelles.

lubricants used in air traffic between Belgium and the Netherlands.

1. On arrival on the territory of one of the two countries, the fuel and lubricants contained in the ordinary tanks of any aircraft which is of the nationality of the other country shall be admitted free of Customs or other duties, it being understood, however, that no quantity whatsoever may be unloaded free of duty.

2. When leaving a Customs aerodrome of one of the two countries for the purpose of proceeding directly to another country, any aircraft which is of the nationality of the other country may take on board the fuel to be used for refuelling the machine free of Customs or other duties, on the understanding that the conditions that each country shall consider it necessary to attach to this exemption shall be respected.

The exemption may be accorded in the form of a direct exemption or in the form of a restitution of duties paid.

3. Each of the two Governments shall specify for its own territory the aerodromes made available for public use which are to be equipped as Customs aerodromes for taking on board the fuel designated in paragraph 2 free of duty.

4. The two Governments shall notify one another, for their information, of the regulations that each of them may adopt to ensure that the above provisions shall be carried out.

5. Either of the two Governments may terminate this Agreement by notifying the other Government sixty days in advance.

This Agreement shall come into force thirty days after this date.

I have the honour to be, etc.

P. H. SPAAK.

His Excellency
Monsieur Patijn,
Minister of the Netherlands,
Brussels.

N° 4133.

ROUMANIE ET YOUGOSLAVIE

Accord additionnel à la Convention signée à Belgrade le 30 janvier 1933 entre les deux pays, réglant la question de la nationalité et de l'indigénat des personnes qui, par suite de la délimitation, ont perdu leur nationalité originaire. Signé à Bucarest, le 13 mars 1935.

ROUMANIA AND YUGOSLAVIA

Additional Agreement to the Convention signed at Belgrade on January 30th, 1933, between the Two Countries regulating the Question of Nationality and that of the Citizenship of Persons who, in consequence of the Frontier Delimitation, have lost their Original Nationality. Signed at Bucharest, March 13th, 1935.

N^o 4133. — ACCORD¹ ADDITIONNEL A LA CONVENTION SIGNÉE A BELGRADE LE 30 JANVIER 1933 ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE, RÉGLANT LA QUESTION DE LA NATIONALITÉ ET DE L'INDIGÉNAT DES PERSONNES QUI, PAR SUITE DE LA DÉLIMITATION, ONT PERDU LEUR NATIONALITÉ ORIGINALE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 13 MARS 1935.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires p. i. de la légation royale de Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 24 juin 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE

et

AU NOM DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE

LE CONSEIL DE RÉGENCE,

Désirant d'un commun accord rectifier et compléter la Convention² du 30 janvier 1933 entre le Royaume de Roumanie et le Royaume de Yougoslavie réglant la question de nationalité et de l'indigénat des personnes qui par suite de la délimitation ont perdu leur nationalité originale,

Ont résolu de conclure un accord additionnel à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Monsieur Alexandre N. IACOVAKY, ministre plénipotentiaire, directeur au Ministère des Affaires étrangères à Bucarest ;

AU NOM DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE

LE CONSEIL DE RÉGENCE :

Monsieur Bocho I. Tcholak ANTITCH, docteur en droit, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les dispositions des articles premier et 3 de la Convention entre le Royaume de Roumanie et le Royaume de Yougoslavie réglant la question de nationalité et de l'indigénat des personnes qui

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 26 mai 1937.

² Vol. CXLVI, page 173, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4133. — ADDITIONAL AGREEMENT² TO THE CONVENTION SIGNED AT BELGRADE ON JANUARY 30TH, 1933, BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA REGULATING THE QUESTION OF NATIONALITY AND THAT OF THE CITIZENSHIP OF PERSONS WHO, IN CONSEQUENCE OF THE FRONTIER DELIMITATION, HAVE LOST THEIR ORIGINAL NATIONALITY. SIGNED AT BUCHAREST, MARCH 13TH, 1935.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires p.i. of the Royal Roumanian Legation to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 24th, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA
and

ON BEHALF OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA
THE REGENCY COUNCIL,

Being mutually desirous of rectifying and supplementing the Convention³ of January 30th, 1933, between the Kingdom of Roumania and the Kingdom of Yugoslavia regulating the question of nationality and that of the citizenship of persons who, in consequence of the frontier delimitation, have lost their original nationality,

Have resolved to conclude an Additional Agreement for that purpose, and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Monsieur Alexandre N. IACOVAKY, Minister Plenipotentiary, Director in the Ministry of Foreign Affairs, Bucharest ;

ON BEHALF OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA

THE REGENCY COUNCIL :

Monsieur Bocho I. Tcholak ANTITCH, Doctor of Law, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The provisions of Articles 1 and 3 of the Convention between the Kingdom of Roumania and the Kingdom of Yugoslavia regulating the question of nationality and that of the citizenship of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Belgrade, May 26th, 1937.

³ Vol. CXLVI, page 173, of this Series.

par suite de la délimitation ont perdu leur nationalité originaire, signée à Belgrade le 30 janvier 1933, seront appliquées également aux personnes qui avaient leur indigénat à Jasa Tomic (Modos) et à Surjan, en tant que ces dernières personnes remplissent les conditions prévues aux articles cités.

Pour ces personnes les délais prévus à la Convention du 30 janvier 1933 courent à partir du jour de la ratification du présent accord.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, en français, le 13 mars mil neuf cent trente-cinq.

(Signé) Alexandru N. IACOVAKY.

(Signé) Bochko I. Tcholak ANTITCH.

Pour copie conforme :

p. le Ministre,
Radulesco.

persons who, in consequence of the frontier delimitation, have lost their original nationality, signed on January 30th, 1933, at Belgrade, shall also apply to persons who had citizenship at Jasa Tomic (Modos) or at Surjan, in so far as such persons fulfil the conditions stipulated in the above-mentioned Articles.

For such persons, the periods provided for in the Convention of January 30th, 1933, shall begin on the date of ratification of the present Agreement.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, in French, this 13th day of March, one thousand nine hundred and thirty-five.

(Signed) Alexandru N. IACOVAKY.

(Signed) Bocho I. Tcholak ANTITCH.

N° 4134.

**ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL
ET PORTUGAL**

**Traité de commerce. Signé à Rio de
Janeiro, le 26 août 1933.**

**UNITED STATES OF BRAZIL
AND PORTUGAL**

**Treaty of Commerce. Signed at Rio
de Janeiro, August 26th, 1933.**

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4134. — TRATADO DE COMMERCIO ENTRE OS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL E PORTUGAL. ASSINADO NO RIO DE JANEIRO, EM 26 DE AGOSTO DE 1933.

Texte officiel portugais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis du Brésil à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 juin 1937.

Portuguese official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of Brazil at Berne. The registration of this Treaty took place June 26th, 1937.

OS GOVERNOS DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e da REPUBLICA PORTUGUEZA, desejando estreitar cada vez mais os laços da sua antiga e solida amizade, pelo desenvolvimento das suas relações de commercio e navegação, dentro do espirito mais amplo de cooperação e de igualdade e reciprocidade de interesses, resolveram concluir e firmar um Tratado de Commercio e, para esse fim, nomearam seus Plenipotenciarios, a saber :

SUA EXCELLENCIA O SENHOR CHEFE DO GOVERNO PROVISORIO DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

O Senhor Doutor Afranio de Mello FRANCO, Ministro de Estado des Relações Exteriores ; e

SUA EXCELLENCIA O SENHOR PRESIDENTE DA REPUBLICA PORTUGUEZA :

O Senhor Doutor Martinho Nobre de MELLO, Embaixador Extraordinario e Plenipotenciario no Brasil ;

Os quaes, depois de haverem trocado seus Plenos Poderos, achados em bôa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes :

Artigo 1º.

Haverá inteira liberdade de commercio e de navegação entre os nacionaes das duas Partes Contractantes, os quaes não serão sujeitos, em razão do seu commercio ou industria, nos portos, cidades ou quaesquer lugares dos respectivos Estados, quer ahi se estabeleçam quer ahi residam temporariamente, a outros ou maiores tributos, impostos ou contribuições de qualquer denominação, do que os conferidos aos nacionaes de qualquer outro paiz. Os privilegios, imunidades e outros quesquer favores de que gozarem, em materia de commercio e industria, numa das Partes Contractantes, os nacionaes de qualquer outro paiz, serão, immediatamente e sem compensação, concedidos aos nacionaes da outra Parte Contractante.

Artigo 2º.

As Partes Contractantes obrigam-se a não estabelecer, uma a respeito da outra, prohibição alguma de importação, de exportação ou de transito que, ao mesmo tempo, não seja extensiva ás outras nações.

Este principio não se applicará aos animaes e productos animaes de regiões onde haja epizootias, nem ás plantas e sementes procedentes de regiões infectas de filoxéra ou de qualquer epifitis.

Artigo 3º.

As Partes Contractantes concordam em conceder, reciprocamente, o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida em relação aos direitos alfandegarios e a todos os direitos accessorios, ao modo de percepção dos direitos, assim como em relação ás regras, formalidades e impostos a que poderia ser submettidas as operações do despacho alfandegario.

Consequentemente, os productos naturaes ou fabricados, originarios de cada Parte Contractante não serão, em caso algum, sujeitos, nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados, nem a regras e formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos da mesma natureza originarios de qualquer outro paiz.

§ 1º. — Da mesma forma, os productos naturaes ou fabricados exportados do territorio de cada Parte Contractante com destino ao territorio da outra Parte, não serão, em caso algum, sujeitos, nas mesmas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados nem a regras diferentes ou mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os mesmos productos destinados ao territorio de qualquer outro paiz.

Todas as vantagens, favores, privilegios e immunities já concedidos ou que venham a ser concedidos, de futuro, por uma das Partes Contractantes, ne supracitada materia, aos productos naturaes ou fabricados originarios de qualquer outro paiz ou destinados ao territorio de qualquer outro paiz, serão immediatamente e sem compensação, applicados aos productos da mesma natureza originarios da outra Parte Contractante ou destinados ao territorio dessa Parte.

§ 2º. — Exceptuam-se, comtudo, dos compromissos formulados no presente artigo, os favores actualmente concedidos ou que possam ser ulteriormente concedidos a outros Estados limitrophes com o fim de se facilitar o trafico de fronteiras, assim como os que resultem de uma uniao aduaneira á concluida ou que possa ser concluida, de futuro, por uma das Partes Contractantes.

Artigo 4º.

Cada Parte Contractante obriga-se a tomar todas as medidas necessarias para garantir, contra toda forma de concorrência desleal nas transacções commerciaes, os productos naturaes ou fabricados originarios da outra Parte Contractante e, bem assim, a reprimir e a prohibir, por meio de apprehensão e de todos ou outros modos appropriados, a importação, a armazenagem em rentrepoto, ou em armazens aduaneiros, e a exportação e ainda a fabricação e a venda no paiz, de todos os productos que contenham em si ou no seu acondicionamento immediato ou nos envoltorios exteriores, marcas, nomes, inscrições ou quaesquer signaes que directa ou indirectamente comportem falsas indicações sobre a origem e a especie, a natureza ou a qualidade especificada, pelos quaes se distinguem os productos ou mercadorias.

Artigo 5º.

O Governo portuguez obriga-se, particularmente, a proceder no seu territorio, conforme as prescrições da legislação interna em vigor, contra qualquer abuso das designações « café do Brazil », typo « Santos », typo « Sul de Minas » e typo « Rio », em relação aos cafés que não sejam originarios do Brazil e aos que não sejam inteiramente livres de mistura com cafés de outras procedencias ou com succedaneos de café e, bem assim, se compromette a não sujeitar os cafés brasileiros a impostos diferentes ou mais elevados do que aquelles aos quaes sejam sujeitos os succedaneos desse producto.

Artigo 6º.

O Governo brasileiro reconhece que as designações de « Porto », « Madeira », « Moscatel de Setubal », « Carcavellos » e « Extremadura » constituem marcas regionaes e pertencem exclusivamente a vinho produzido nas regiões portuguezas do Douro e da Ilha da Madeira, de Setubal, de Carcavellos e de Extremadura, e obriga-se a proceder, no seu territorio, conforme as prescrições da legislação interna em vigor, contra qualquer abuso das ditas designações em relação aos vinhos que não sejam originarios das respectivas regiões de Portugal e da Ilha da Madeira, ainda quando

a menção original seja acompanhada da indicação do nome do verdadeiro lugar de origem ou da expressão « typo », « qualidade » ou de qualquer outra expressão similar, susceptível de pôr em duvida a verdadeira origem da mercadoria no commercio.

O processo poderá ser movido por acção publica ou particular.

Artigo 7º.

Os industriaes, commerciantes e caixeiros viajantes, de nacionalidade de uma das Partes Contractantes que, no exercicio do seu commercio, tenham de percorrer o territorio da outra Parte, poderão ahi receber encomendas e fazer as compras necessarias á sua industria, sem ficar sujeitos a quaesquer impostos industriaes differentes ou mais elevados do que aquelles aos quaes sejam ou venham a ser sujeitos os industriaes, commerciantes e caixeiros viajantes de qualquer outro paiz.

Artigo 8º.

As Partes Contractantes compromettem-se a criar, em seus territorios, uma zona franca com franquias e regalias para os productos originarios do Brasil e de Portugal.

Artigo 9º.

Em tudo o que respeita á collocação dos navios, sua carga e descarga nos portos, ancoradouros e docas dos dois Estados, ao uso de armazens publicos, de guindastes e de outro qualquer material, e em geral ás facilidades e disposições relativas a arribadas, permanencia e sahida de navios, conceder-se-á, nos dois paizes, sem differença alguma, o tratamento conferido aos navios de qualquer outro paiz.

Artigo 10º.

Só poderão ser exigidos certificados de origem para as mercadorias originarias de cada Parte Contractante e carregadas em seus navios, quando estes façam escala, no seu commercio maritimo, por portos de terceira Potencia.

Artigo 11º.

Para os effeitos do presente Tratado, entender-se-á por commercio maritimo directo o embarque das mercadorias em portos duma das Partes Contractantes e o seu desembarque, durante a mesma viagem, em porto da outra Parte Contractante, embora o navio entre, por escala ou arribada em porto ou portos de outros paizes.

Artigo 12º.

O presente Tratado será ratificado e os respectivos instrumentos de ratificação serão trocados na cidade do Rio de Janeiro. Para os effeitos dos compromissos assumidos pelas duas Partes Contractantes, entrará, todavia, em vigor, a titulo provisório, vinte dias depois da data de sua assignatura e permanecerá vigente durante um anno a contar dessa data.

Se não fôr denunciado tras mezes antes de expirar esse prazo, será prorogado por via de tacita reconducção até que qualquer dos dois Governos o denuncie mediante notificação prévia de tres mezes.

Em testemunho do que, os Plenipotenciarios acima nomeados assignaram o presente Tratado, em dois exemplares, cada um dos quaes na lingua portugueza, e nelle appuzeram os seus sellos.

Feito no Rio de Janeiro, aos 26 de Agosto de 1933.

(a) A. DE MELLO FRANCO.

(a) Martinho Nobre DE MELLO.

Confere :

Ilka B. Lintz,

Chefe do Serviço de Dactylographia.

Conforme :

R. Mendes Gonçalves,

Chefe interino do Serviço dos Limites e Actos Internacionais.

¹ TRADUCTION.

N^o 4134. — TRAITÉ DE COMMERCE
ENTRE LES ÉTATS-UNIS DU
BRÉSIL ET LE PORTUGAL.
SIGNÉ A RIO DE JANEIRO,
LE 26 AOUT 1933.

LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE DES
ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL et DE LA RÉPUBLIQUE
PORTUGAISE, désireux de resserrer toujours
plus étroitement les liens d'une amitié ancienne
et solide, afin de faciliter le développement de
leurs relations de commerce et de navigation
dans l'esprit le plus large de coopération,
d'égalité et de réciprocité d'intérêts, ont résolu
de conclure et de signer un traité de commerce
et ont nommé à cet effet leurs plénipoten-
tiaires, à savoir :

SON EXCELLENCE LE CHEF DU GOUVERNEMENT
PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-
UNIS DU BRÉSIL :

Le D^r Afranio DE MELLO FRANCO, ministre
des Affaires étrangères ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPU-
BLIQUE PORTUGAISE :

Le D^r Martinho Nobre DE MELLO, ambassa-
deur extraordinaire et plénipotentiaire
au Brésil ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins
pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont
convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura entière liberté de commerce et de
navigation entre les ressortissants des deux
Parties contractantes, lesquels ne seront pas sou-
mis, en raison de leur commerce ou de leur
industrie, dans les ports, villes ou autres lieux
des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent,
soit qu'ils y résident temporairement, à des

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4134. — TREATY OF COM-
MERCE BETWEEN THE UNITED
STATES OF BRAZIL AND POR-
TUGAL. SIGNED AT RIO DE
JANEIRO, AUGUST 26TH, 1933.

THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES
OF BRAZIL and OF THE PORTUGUESE REPUBLIC,
desiring to strengthen still further the bonds of
their ancient and well-established friendship,
and to develop their relations in respect of
commerce and navigation in a spirit of wider
co-operation, equality and reciprocity of inte-
rests, have decided to conclude and sign a
Treaty of Commerce, and for that purpose
have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE HEAD OF THE PROVI-
SIONAL GOVERNMENT OF THE UNITED STATES
OF BRAZIL :

Dr. Afranio DE MELLO FRANCO, Minister
for Foreign Affairs ; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE POR-
TUGUESE REPUBLIC :

Dr. Martinho Nobre DE MELLO, Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary in
Brazil ;

Who, having communicated their full powers,
found in good and due form, have agreed on
the following Articles :

Article 1.

There shall be complete freedom of commerce
and navigation between the nationals of the
two Contracting Parties, who shall not be
subjected by reason of their commerce or
industry in the ports, cities or any other localities
of the two States, whether settled there or
residing there temporarily, to taxes, charges

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

taxes, impôts ou contributions de toute dénomination autres ou plus élevés que ceux auxquels seront soumis les ressortissants de tout autre pays. Les privilèges, immunités ou toutes autres faveurs dont jouiraient, en matière de commerce et d'industrie, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, les ressortissants de tout autre pays, seront, immédiatement et sans compensation, accordés aux ressortissants de l'autre Partie contractante.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à n'établir l'une envers l'autre aucune interdiction d'importation, d'exportation ou de transit qui ne s'étende en même temps aux autres pays.

Cette règle ne s'appliquera pas aux animaux et aux produits animaux en provenance de régions frappées d'épizootie, non plus qu'aux plantes et semences en provenance de régions infectées de phylloxéra ou de quelque autre épiphytie.

Article 3.

Les Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée relativement aux taxes douanières et à tous droits accessoires, au mode de perception de ces droits, ainsi qu'en ce qui concerne les règles, formalités et charges auxquels pourraient être soumises les opérations de dédouanement.

En conséquence, les produits naturels ou manufacturés originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas, sous les rapports susvisés, soumis à des droits, taxes ou impôts autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux auxquels sont déjà soumis ou pourraient être soumis les produits de même nature originaires de tout autre pays.

§ 1. De même, les produits naturels ou manufacturés exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas, sous les mêmes rapports, soumis à des droits taxes ou impôts autres ou plus élevés, ni à des règles autres ou plus onéreuses, que ceux auxquels sont soumis ou pourraient être soumis les mêmes produits destinés au territoire de tout autre pays.

Tous les avantages, faveurs, privilèges ou immunités déjà accordés ou qui pourraient être

or imposts of any kind other or higher than those levied on nationals of any other country. The privileges and immunities or any other advantages in respect of commerce and industry enjoyed in the territory of one of the Contracting Parties by the nationals of any other country shall immediately, and without compensation, be granted to the nationals of the other Contracting Party.

Article 2.

The Contracting Parties undertake not to apply to each other any prohibition on import, export or transit which shall not simultaneously apply to other countries.

This rule shall not apply to animals and animal products coming from districts where there are epizootic diseases, nor to plants and seeds coming from districts infected with phylloxera or any other epiphytic diseases.

Article 3.

The Contracting Parties agree to grant to each other, unconditionally and without any limitation, most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and all duties connected therewith, the methods of levying such duties and the rules, formalities and charges which may be attendant upon Customs clearance.

Accordingly, natural or manufactured products originating in the territory of either Contracting Party shall in no case be liable, in the above-mentioned respects, to any other or higher duties, dues or charges, or to any rules and formalities other or more burdensome, than those which are or may hereafter be applied to products of the same nature originating in any other country.

§ 1. Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either Contracting Party to the territory of the other Party shall in no case be liable in the same respects to other or higher duties, dues or charges or to other or more burdensome rules or formalities than those which are or may hereafter be applied to the same products destined for the territory of any other country.

All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be

accordés à l'avenir par l'une des Parties contractantes, au même sujet, aux produits naturels ou manufacturés originaires de tout autre pays ou destinés à tout autre pays seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de même nature originaires du territoire de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

§ 2. Toutefois, sont exceptés des engagements formulés au présent article les traitements de faveur déjà accordés ou qui pourraient être ultérieurement accordés à d'autres Etats limitrophes des Parties contractantes afin de faciliter le trafic frontalier, ainsi que ceux qui résulteraient d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Article 4.

Chaque Partie contractante s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir, contre toute forme de concurrence déloyale dans les transactions commerciales, les produits naturels ou manufacturés originaires de l'autre Partie contractante, ainsi qu'à réprimer et à interdire, au moyen de saisies et de toutes autres mesures appropriées, l'importation, l'emmagasinage dans un entrepôt privé ou dans les entrepôts de douane, et l'exportation, de même que la fabrication et la vente dans le pays, de tout produit portant sur lui-même, ou sur le conditionnement immédiat, ou sur les emballages extérieurs, des marques, noms, inscriptions ou autres signes quelconques qui, directement ou indirectement, tendraient à induire en erreur sur l'origine et l'espèce, la nature et la qualité caractéristique par lesquelles se distinguent ces produits ou marchandises.

Article 5.

Le Gouvernement portugais s'engage en particulier à poursuivre sur son territoire, conformément aux prescriptions de la législation interne en vigueur, tout abus des appellations « café du Brésil », genre « Santos », genre « Sud de Minas » et genre « Rio », appliquées aux cafés non originaires du Brésil et aux cafés qui ne sont pas purs de tout mélange avec des cafés d'autres provenances ou avec des succédanés du café, et il s'engage également à ne pas soumettre les cafés brésiliens à des taxes autres ou plus élevées que celles auxquelles sont soumis les succédanés de ce produit.

granted in the above respect by one of the two Contracting Parties to natural or manufactured products originating in any other country, or destined for the territory of any other country, shall be extended immediately and without compensation to products of the same nature originating in the territory of the other Contracting Party or destined for the territory of that Party.

§ 2. The undertakings given in the present Article shall not, however, apply to privileges already granted, or which may hereafter be granted, to adjacent States with the object of facilitating frontier traffic, or to privileges resulting from a Customs union already concluded, or which may hereafter be concluded, by one of the Contracting Parties.

Article 4.

Both Contracting Parties agree to take all necessary measures to protect against any form of unfair competition in commercial transactions natural or manufactured products originating in or coming from the other Contracting Party, and to prevent and prohibit, by means of seizure and other suitable measures, the import, storage in a private warehouse or in Customs warehouses, and the export, manufacture and sale in the country of any product which itself bears or which bears on the immediate make-up or the outer wrappings marks, names, inscriptions or any other signs which directly or indirectly tend to give an erroneous indication of the origin, kind, nature or characteristic qualities of the said products or goods.

Article 5.

The Portuguese Government undertakes in particular to prosecute in its territory, under the provisions of the domestic legislation in force, any abusive use of the designations "Brazilian coffee" or "Santos", "Sul de Minas" or "Rio" brands applied to coffees not coming from Brazil and to those which are not entirely free from admixture with coffees coming from elsewhere or with coffee substitutes. It further undertakes not to levy on Brazilian coffees taxes other or higher than those imposed on substitutes for that product.

Article 6.

Le Gouvernement brésilien reconnaît que les appellations de « Porto », « Madère », « Moscatel de Setubal », « Carcavellos », « Estremadura », constituent des marques d'origine et appartiennent exclusivement au vin produit dans les provinces portugaises du Douro et de l'île de Madère, de Setubal, de Carcavellos et d'Estramadure, et il s'engage à poursuivre, sur son territoire, conformément aux prescriptions de la législation interne en vigueur, tout abus des dites appellations appliquées à des vins qui ne seraient pas originaires de ces régions respectives du Portugal et de l'île de Madère, même lorsque la mention originale serait accompagnée de l'indication du nom du vrai lieu d'origine et de l'expression « genre », « qualité » ou de toute autre expression semblable, susceptible d'induire en erreur sur l'origine véritable de la marchandise mise dans le commerce.

Les poursuites pourront être engagées par voie d'action publique ou privée.

Article 7.

Les industriels, commerçants et voyageurs de commerce ressortissants de l'une des Parties contractantes qui, dans l'exercice de leur commerce, auraient à voyager sur le territoire de l'autre Partie, pourront y prendre des commandes ou y faire les achats nécessaires à leur industrie sans être soumis à aucune taxe industrielle autre ou plus élevée que celles auxquelles sont soumis ou pourraient être soumis les industriels, commerçants ou voyageurs de commerce de tout autre pays.

Article 8.

Les Parties contractantes s'engagent à créer sur leurs territoires respectifs une zone franche comportant des franchises ou privilèges pour les produits originaires du Brésil et du Portugal.

Article 9.

Pour tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades et docks des deux Etats, l'usage des entrepôts publics, des grues et de tout autre matériel et en général les facilités et aménagements pour l'arrivée, le séjour et la sortie des navires, on accordera dans les deux pays, sans

Article 6.

The Brazilian Government recognises that the appellations "Port", "Madeira", "Moscatel de Setubal", "Carcavellos" and "Estremadura" are regional appellations and apply exclusively to the wines produced in the Portuguese regions of the Douro, the Island of Madeira, Setubal, Carcavellos and Estremadura, and agrees to take steps in its territory, under the provisions of the domestic legislation in force, to prevent any improper use of the said appellations in connection with wines which do not come from the said regions of Portugal and the Island of Madeira, even if the original title be accompanied by the name of the real place of origin or the expression "type", "quality" or any other similar expression capable of misleading the purchaser as to the real origin of the goods.

Proceedings may be instituted by the public authorities or by private persons.

Article 7.

Persons engaged in industry, merchants, and commercial travellers who are nationals of one of the Contracting Parties and who, in the exercise of their trade, have to travel in the territory of the other Party, may take orders there, or make such purchases as may be necessary for their industry, without being subject to any industrial tax other or higher than that which is or may hereafter be levied on persons engaged in industry, merchants or commercial travellers of any other country.

Article 8.

The Contracting Parties undertake to establish in their territories a free zone with exemptions and privileges for products originating in Brazil or Portugal.

Article 9.

In all matters concerning the mooring of ships, their loading or unloading in ports, anchorages and docks of the two States, the use of public warehouses, cranes, or any other appliances and in general facilities and regulations concerning the arrival, stay and departure of ships, the Contracting Parties shall grant

différence aucune, le traitement accordé aux navires de tout autre pays.

Article 10.

Des certificats d'origine pourront être exigés pour les marchandises originaires de chacune des Parties contractantes et transportées sur ses navires lorsque ceux-ci, dans leur commerce maritime, font escale dans les ports d'une tierce Puissance.

Article 11.

Aux fins du présent traité, on entendra par commerce maritime direct l'embarquement des marchandises dans les ports d'une des Parties contractantes et le débarquement, au cours du même voyage, dans un port de l'autre Partie contractante, même si le navire entre dans un ou plusieurs ports d'autres pays pour y faire escale ou y terminer son voyage.

Article 12.

Le présent traité sera ratifié, et les instruments respectifs de ratification seront échangés à Rio de Janeiro. Toutefois, pour les effets des engagements assumés par les deux Parties contractantes, il entrera en vigueur à titre provisoire vingt jours après la date de la signature et demeurera en vigueur pendant un an à partir de cette date.

Au cas où il ne serait pas dénoncé trois mois avant l'expiration de ce délai, il sera prorogé par voie de tacite reconduction jusqu'à ce que l'un des gouvernements le dénonce moyennant un préavis de trois mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité en deux exemplaires, tous deux en langue portugaise, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rio de Janeiro, le 26 août 1933.

(*Signé*) A. DE MELLO FRANCO.

(*Signé*) Martinho Nobre DE MELLO.

each other, without any distinction, the treatment given to ships of any other country.

Article 10.

Certificates of origin may only be required for goods originating in the territory of either Contracting Party and carried in its ships when such ships have called at the ports of a third Power in the course of their maritime trade.

Article 11.

For the purposes of the present Treaty, direct maritime trade shall be held to mean loading of goods in the ports of one of the Contracting Parties and unloading during the same voyage in a port of the other Contracting Party, even if the ship calls or puts in at one or more ports of other countries.

Article 12.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rio de Janeiro. Nevertheless, so far as concerns the effect of the undertakings assumed by the two Contracting Parties, it shall come into force provisionally twenty days after the date of its signature, and shall remain in force for one year from that date.

If not denounced three months before the expiry of that period, it shall be extended by tacit consent until one of the two Governments denounces it, giving three months' previous notice.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate Portuguese texts, and have thereto affixed their seals.

Done at Rio de Janeiro, this 26th day of August, 1933.

(*Signed*) A. DE MELLO FRANCO.

(*Signed*) Martinho Nobre DE MELLO.

N° 4135.

**HONGRIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Avenant à l'Accord de commerce du
14 juin 1935 entre les deux pays,
et protocole final. Signés à Praha,
le 15 juin 1936.**

**HUNGARY
AND CZECHOSLOVAKIA**

**Additional Agreement to the Com-
mercial Agreement of June 14th,
1935, between the Two Countries,
and Final Protocol. Signed at
Prague, June 15th, 1936.**

N° 4135. — AVENANT ¹ A L'ACCORD DE COMMERCE DU 14 JUIN 1935
ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE
TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A PRAHA, LE 15 JUIN 1936.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente de la République tchécoslovaque près la Société des Nations et le chargé d'Affaires a. i. de la délégation hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 28 juin 1937.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir d'approfondir les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de compléter à cet effet l'Accord² de commerce du 14 juin 1935 entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie par l'avenant ci-dessous et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

S. E. Monsieur Kamil KROFTA, ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

S. E. Monsieur Jean WETTSTEIN DE WESTERSHEIMB, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Praha ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

1. La République tchécoslovaque appliquera aux articles suivants, originaires de Hongrie, les droits suivants :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 27 avril 1937.

Entré provisoirement en vigueur le 24 juin 1936.

² Vol. CLXXI, page 401, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4135. — ADDITIONAL AGREEMENT ² TO THE COMMERCIAL AGREEMENT OF JUNE 14TH, 1935, BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT PRAGUE, JUNE 15TH, 1936.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a.i. of the Permanent Delegation of the Czechoslovak Republic to the League of Nations and by the Chargé d'Affaires a.i. of the Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Additional Agreement took place June 28th, 1937.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, desirous of further developing the commercial relations between the two countries, have resolved to supplement for this purpose the Commercial Agreement ³ of June 14th, 1935, between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Hungary by the following Additional Agreement, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Kamil KROFTA, Minister for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Monsieur Jean WETTSTEIN DE WESTERSHEIMB, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Prague ;

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

1. The Czechoslovak Republic shall apply to the following articles of Hungarian origin the following duties :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, April 27th, 1937. Came into force provisionally June 24th, 1936.

³ Vol. CLXXI, page 401, of this Series.

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée en Kč
ex 37	Fruits non spécialement dénommés, frais : ex a) Fruits fins de table : Griottes du 1 ^{er} juin au 31 juillet	par 100 kg. 100,— poids brut.
ex 110	Vin mousseux : Vins mousseux d'origine et de provenance hongroises, fabriqués des vins des régions dénommées dans l'article VII de l'Accord de com- merce du 14 juin 1935, accompagnés d'un certificat d'origine délivré par l'autorité hongroise compétente	 1.100,—
ex 119	Fromages et caillebotte : ex a) Fromages : ex 2) Autres : Pusztá, Pálpusztai	 294,—
ex 132	Comestibles non spécialement dénommés : Oignons, aulx, pulvérisés	 420,—

2. Le Royaume de Hongrie appliquera aux articles suivants originaires de Tchécoslovaquie les droits suivants :

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée en couronnes-or
ex 195 ex 203/a/1 ex 458/d	Mâts télégraphiques et électriques (non imprégnés) Flaches dosses Sel naturel de « Sprudel » de Karlovy Vary, sel naturel d'eau mère de Sprudel de Karlovy Vary, sel naturel des sources de Mariánské Lázně, sel d'eau mère de Mariánské Lázně	par 100 kg. exempts exempts 15% ad valorem
ex 876	Châssis d'automobiles et leurs cadres, même démontés ainsi que les moteurs qui y sont ajustés pesant par pièce : e) 1. Moins de 800 kg., mais au moins 700 kg. 2. Moins de 700 kg.	 95,— 125,—
ex Remar- que ad 876	Dispositions relatives à la surtaxe de carrosserie : b) Automobiles découvertes pour personnes et leurs carrosseries, selon la cylindrée du moteur : De 2 à 4 places : Jusqu'à 1.600 centimètres cubes de cylindrée De 1.600 à 2.500 centimètres cubes de cylindrée Au-dessus de 2.500 centimètres cubes de cylindrée c) Automobiles pour personnes, fermées, limousines ou transformables ou leurs carrosseries, selon la cylindrée du moteur : De 2 à 4 places : Jusqu'à 1.600 centimètres cubes de cylindrée De 1.600 à 2.500 centimètres cubes de cylindrée Au-dessus de 2.500 centimètres cubes de cylindrée	par pièce 200,— 300,— 400,— par 100 kg. 450,—
ex 942	c) Boutons en verre	

Czecho- slovak Customs Tariff Number	Description of Articles	Import Duty Czech. Crowns
ex 37	Fruits not specially mentioned, fresh : ex (a) Fine dessert fruits : Morello cherries, from June 1st to July 31st	per 100 kg. 100.— gross weight
ex 110	Sparkling wine : Sparkling wines of Hungarian origin and provenance, made of wines of the districts specified in Article VII of the Commercial Agreement of June 14th, 1935, and accompanied by a certificate of origin issued by the competent Hungarian authority	 1,110.—
ex 119	Cheeses and curds : ex (a) Cheeses : ex (2) Other : Pusztai, Pálpusztai	 294.—
ex 132	Articles of food not specially mentioned : Onions, garlic, pulverized	 420.—

2. The Kingdom of Hungary shall apply to the following articles of Czechoslovak origin the following duties :

Hungarian Customs Tariff Number	Description of Articles	Import Duty Gold Crowns
ex 195 ex 203/a/1 ex 458/d	Telegraph and electricity poles (non-impregnated) Waney flitches Karlovy Vary " Sprudel " natural salt ; Karlovy Vary Sprudel natural mother-water salt ; natural salt of the Mariánské Lázně springs ; Ma- riánské Lázně mother-water salt	per 100 kg. exempt exempt 15 per cent <i>ad valorem</i>
ex 876	Automobile chassis and their frames, also dismantled, as well as the engines attached to them, weighing each : (e) 1. Less than 800 kg., but not less than 700 kg. 2. Less than 700 kg.	 95.— 125.—
ex observa- tion <i>ad</i> 876	Provisions concerning the surtax on coachwork : (b) Open passenger automobiles and their coachwork, according to the cylinder displacement of the engine : Seating 2 to 4 persons : Less than 1,600 cubic centimetres of cylinder displacement . . . 1,600 to 2,500 cubic centimetres of cylinder displacement . . . More than 2,500 cubic centimetres of cylinder displacement . . . (c) Passenger automobiles, closed, limousines, or convertible, and their coachwork, according to the cylinder displacement of the engine : Seating 2 to 4 persons : Less than 1,600 cubic centimetres of cylinder displacement . . . 1,600 to 2,500 cubic centimetres of cylinder displacement . . . More than 2,500 cubic centimetres of cylinder displacement . . .	 each 200.— 300.— 400.— 250.— 400.— 600.—
ex 942	(c) Glass knobs	per 100 kg. 450.—

3. Le présent avenant fait partie intégrante de l'Accord de commerce du 14 juin 1935. Il sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur 14 jours après l'échange des ratifications.

Toutefois les deux gouvernements pourront s'entendre pour sa mise en vigueur provisoire même avant la ratification.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent avenant.

Fait en double exemplaire à Praha, le 15 juin 1936.

D^r K. KROFTA, *m. p.*
WETTSTEIN, *m. p.*

Copie certifiée conforme :

Budapest, le 8 juin 1937.

Pour le Chef de la Section des traités,

Békássy,
Secrétaire ministériel.

PROTOCOLE FINAL

A L'AVENANT A L'ACCORD DE COMMERCE DU 14 JUIN 1935.

Au moment de la signature de l'avenant d'aujourd'hui, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de l'avenant même :

Au N° ex 110 du tarif douanier tchécoslovaque :

Les certificats d'origine concernant les envois de vins mousseux seront délivrés par les Chambres de commerce et d'industrie compétentes.

Au N° ex 119 du tarif douanier tchécoslovaque :

Fromages Puszta ou Pálpusztai sont des fromages mous, bien faits, couverts d'une couche rougeâtre, produits du lait plein-gras, contenant au moins 45 % de graisse dans la matière sèche, en formes cubiques, de petites briques ou similaires, pesant de 50 à 220 grammes, emballés en tain.

PRAHA, le 15 juin 1936.

D^r K. KROFTA, *m. p.*
WETTSTEIN, *m. p.*

Copie certifiée conforme :

Praha, le 28 mai 1937.

D^r Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

Copie certifiée conforme :

Budapest, le 8 juin 1937.

Pour le Chef de la Section des traités,

Békássy,
Secrétaire ministériel.

3. The present Agreement forms an integral part of the Commercial Agreement of June 14th, 1935. It shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

It shall come into force 14 days after the exchange of ratifications.

The two Governments may, however, agree to put it into force provisionally even before ratification.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Additional Agreement.

Done in duplicate at Prague, this 15th day of June, 1936.

Dr. K. KROFTA, *m. p.*
WETTSTEIN, *m. p.*

FINAL PROTOCOL

TO THE ADDITIONAL AGREEMENT TO THE COMMERCIAL AGREEMENT OF JUNE 14TH, 1935.

In proceeding to sign the Additional Agreement of to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the Additional Agreement :

Ad No. ex. 110 of the Czechoslovak Customs Tariff :

The certificates of origin concerning consignments of sparkling wines shall be issued by the competent Chambers of Commerce and Industry.

Ad No. ex. 119 of the Czechoslovak Customs Tariff :

Puszta or Pálpusztai cheeses shall be deemed to mean soft cheeses, well finished, covered with a reddish layer, made from whole milk and containing at least 45 per cent of fat in the dry matter, in the form of cubes or small bricks or the like, weighing between 50 and 220 grammes, and wrapped in tinfoil.

PRAGUE, June 15th, 1936.

Dr. K. KROFTA, *m. p.*
WETTSTEIN, *m. p.*

N° 4136.

AUTRICHE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un arrangement concernant la franchise des droits de douane ou autres sur les combustibles et lubrifiants employés dans le service aérien international. Vienne, le 2 avril 1937.

AUSTRIA AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Immunity from Customs and Other Duties on Fuel and Lubricants used in International Air Service. Vienna, April 2nd, 1937.

N^o 4136. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LA FRANCHISE DES DROITS DE DOUANE OU AUTRES SUR LES COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS EMPLOYÉS DANS LE SERVICE AÉRIEN INTERNATIONAL. VIENNE, LE 2 AVRIL 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1^{er} juillet 1937.

I.

N^o 484.

VIENNE, le 2 avril 1937.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement néerlandais, désirant conclure avec le Gouvernement autrichien un arrangement provisoire concernant l'admission, en franchise des droits de douane ou autres, des combustibles et des lubrifiants, contenus dans les réservoirs des aéronefs assurant un service de transport aérien international, propose que cet arrangement consiste en les dispositions suivantes :

I. Le Gouvernement néerlandais accordera sur son territoire métropolitain aux aéronefs ayant la nationalité autrichienne, les facilités suivantes :

I. A l'arrivée sur le territoire néerlandais métropolitain, les combustibles et les lubrifiants contenus dans les réservoirs fixes des aéronefs autrichiens susvisés, sont admis en franchise des droits de douane ou autres, étant entendu, toutefois, qu'aucune quantité ne pourra être débarquée en franchise.

II. Au départ des aéronefs autrichiens quittant un aéroport douanier néerlandais métropolitain pour se rendre à l'étranger, les combustibles et les lubrifiants nécessaires au ravitaillement des appareils, sont livrés en franchise de tous droits de douane ou autres, étant entendu, toutefois, qu'en cas d'escale sur un autre aéroport néerlandais, l'octroi de cette franchise pourra être subordonné à certaines conditions déterminées.

III. La franchise visée dans le sous-paragraphe II peut être accordée sous forme de restitution des droits payés.

IV. Il est entendu qu'un aéroport douanier est un aéroport ouvert à l'usage public où fonctionne un service de douane.

¹ Entré en vigueur le 2 avril 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4136. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE AUSTRIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING IMMUNITY FROM CUSTOMS AND OTHER DUTIES ON FUEL AND LUBRICANTS USED IN INTERNATIONAL AIR SERVICE. VIENNA, APRIL 2ND, 1937.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 1st, 1937.

I.

No. 484.

VIENNA, April 2nd, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the Netherlands Government, being desirous of concluding with the Austrian Government a provisional Agreement regarding the admission, free of Customs or other duties, of the fuel and lubricants contained in the tanks of aircraft operating an international air service, proposes that it shall consist of the following provisions :

I. The Netherlands Government shall grant on its territory in Europe the following facilities to aircraft of Austrian nationality :

I. On arrival on Netherlands territory in Europe, the fuel and the lubricants contained in the fixed tanks of the Austrian aircraft referred to above shall be admitted free of Customs or other duties, it being understood, however, that none may be unloaded free of duty.

II. On the departure of Austrian aircraft from a Netherlands Customs aerodrome in Europe for the purpose of proceeding to another country, the fuel and lubricants necessary for the supply of the aircraft shall be delivered free of all Customs or other duties, it being understood, however, that in the event of a landing being made at another Netherlands aerodrome, the granting of such exemption may be made subject to certain specified conditions.

III. The exemption referred to in sub-paragraph II may be granted in the form of a refund of the duties paid.

IV. It is understood that a Customs aerodrome is an aerodrome open for public use at which a Customs service is in operation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force April 2nd, 1937.

2. Le Gouvernement autrichien accordera réciproquement sur son territoire métropolitain les mêmes facilités auxdits aéronefs ayant la nationalité néerlandaise.

3. Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur trois mois après la date de la notification d'un des deux gouvernements tendant à faire cesser l'arrangement.

4. J'ai l'honneur de proposer que la présente note et votre réponse conçue dans des termes similaires seront considérées comme constituant un arrangement formel à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les assurances renouvelées de ma haute considération.

L. G. VAN HOORN.

Monsieur le Docteur Guido Schmidt,
Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères
à Vienne.

II.

Vienne, le 2 avril 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date de ce jour, N° 484, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement néerlandais, désirant conclure avec le Gouvernement autrichien un arrangement provisoire concernant l'admission, en franchise des droits de douane ou autres, des combustibles et des lubrifiants, contenus dans les réservoirs des aéronefs assurant un service de transport aérien international, propose que cet arrangement consiste en les dispositions suivantes :

I. Le Gouvernement néerlandais accordera sur son territoire métropolitain aux aéronefs ayant la nationalité autrichienne, les facilités suivantes :

I. A l'arrivée sur le territoire néerlandais métropolitain, les combustibles et les lubrifiants contenus dans les réservoirs fixes des aéronefs autrichiens susvisés, sont admis en franchise des droits de douane ou autres, étant entendu, toutefois, qu'aucune quantité ne pourra être débarquée en franchise.

II. Au départ des aéronefs autrichiens quittant un aéroport douanier néerlandais métropolitain pour se rendre à l'étranger, les combustibles et les lubrifiants nécessaires au ravitaillement des appareils, sont livrés en franchise de tous droits de douane ou autres, étant entendu, toutefois, qu'en cas d'escale sur un autre aéroport néerlandais, l'octroi de cette franchise pourra être subordonné à certaines conditions déterminées.

III. La franchise visée dans le sous-paragraphe II peut être accordée sous forme de restitution des droits payés.

IV. Il est entendu qu'un aéroport douanier est un aéroport ouvert à l'usage public où fonctionne un service de douane.

2. Le Gouvernement autrichien accordera réciproquement sur son territoire métropolitain les mêmes facilités auxdits aéronefs ayant la nationalité néerlandaise.

3. Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur trois mois après la date de la notification d'un des deux gouvernements tendant à faire cesser l'arrangement.

2. The Austrian Government shall reciprocally grant the same facilities on its own national territory to the said aircraft of Netherlands nationality.

3. The present Agreement shall come into force immediately and shall remain in force until three months after the date on which either Government shall have given notice of the termination of the Agreement.

4. I have the honour to propose that the present note and Your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting a formal Agreement on this matter between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

L. G. VAN HOORN.

Dr. Guido Schmidt,
Secretary of State for Foreign Affairs,
Vienna.

II.

VIENNA, *April 2nd*, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 484, of to-day's date, in which you were good enough to inform me that the Netherlands Government, being desirous of concluding with the Austrian Government a provisional Agreement regarding the admission, free of Customs or other duties, of the fuel and lubricants contained in the tanks of aircraft operating an international air service, proposes that it shall consist of the following provisions :

I. The Netherlands Government shall grant on its territory in Europe the following facilities to aircraft of Austrian nationality :

I. On arrival on Netherlands territory in Europe, the fuel and the lubricants contained in the fixed tanks of the Austrian aircraft referred to above shall be admitted free of Customs or other duties, it being understood, however, that none may be unloaded free of duty.

II. On the departure of Austrian aircraft from a Netherlands Customs aerodrome in Europe for the purpose of proceeding to another country, the fuel and lubricants necessary for the supply of the aircraft shall be delivered free of all Customs or other duties, it being understood, however, that in the event of a landing being made at another Netherlands aerodrome, the granting of such exemption may be made subject to certain specified conditions.

III. The exemption referred to in sub-paragraph II may be granted in the form of a refund of the duties paid.

IV. It is understood that a Customs aerodrome is an aerodrome open for public use at which a Customs service is in operation.

2. The Austrian Government shall reciprocally grant the same facilities on its own national territory to the said aircraft of Netherlands nationality.

3. The present Agreement shall come into force immediately and shall remain in force until three months after the date on which either Government shall have given notice of the termination of the Agreement.

4. Je suis autorisé à déclarer que le Gouvernement fédéral autrichien accepte les dispositions susmentionnées et se rallie à la proposition du Gouvernement néerlandais que la présente note et la note de Votre Excellence en date de ce jour seront considérées comme constituant un arrangement formel à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma haute considération.

D^r Guido SCHMIDT.

Son Excellence Monsieur Lucien G. van Hoorn,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
des Pays Bas, à Vienne.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays Bas,

A. M. Snouck Hurgronje.

4. I am authorised to state that the Austrian Federal Government accepts the above-mentioned provisions and agrees with the proposal of the Netherlands Government that the present note and your note of this day's date shall be regarded as constituting a formal Agreement on this matter between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

Dr. Guido SCHMIDT.

His Excellency
Monsieur Lucien G. van Hoorn,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the Netherlands,
Vienna.

N° 4137.

ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
CANADA, etc.

Convention concernant certaines
questions relatives aux conflits de
lois sur la nationalité. Signée à
La Haye, le 12 avril 1930.

GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
CANADA, etc.

Convention on Certain Questions
relating to the Conflict of Nationality
Laws. Signed at The Hague,
April 12th, 1930.

N° 4137. — CONVENTION¹ CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS
RELATIVES AUX CONFLITS DE LOIS SUR LA NATIONALITÉ.
SIGNÉE A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1930.

Textes officiels français et anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 30, le 1^{er} juillet 1937, date de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI ; LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, POUR L'ISLANDE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY ; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

Considérant qu'il importerait de régler par voie d'accord international les questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité ;

¹ Ratifications :

SUÈDE	6 juillet 1933.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	6 avril 1934.
CANADA	6 avril 1934.
POLOGNE	15 juin 1934.
CHINE	14 février 1935.
INDE	7 octobre 1935.
PAYS-BAS (y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao)	2 avril 1937.
AUSTRALIE (y compris les territoires de Papoua et de l'île de Norfolk)	10 novembre 1937.

Adhésions :

NORVÈGE	16 mars 1931.
MONACO	27 avril 1931.
BRÉSIL	19 septembre 1931.

Avec réserves en ce qui concerne les articles 5, 6, 7, 16 et 17, que le Brésil n'adoptera pas parce qu'il se heurte à des principes de base de sa législation interne.

No. 4137. — CONVENTION ¹ ON CERTAIN QUESTIONS RELATING TO THE CONFLICT OF NATIONALITY LAWS. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1930.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 30, on July 1st, 1937, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE ; THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG ; HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT ; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN ; THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, FOR ICELAND ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF SALVADOR ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY ; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

Considering that it is of importance to settle by international agreement questions relating to the conflict of nationality laws ;

¹ *Ratifications :*

SWEDEN	July 6th, 1933.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	April 6th, 1934.
CANADA	April 6th, 1934.
POLAND	June 15th, 1934.
CHINA	February 14th, 1935.
INDIA	October 7th, 1935.
THE NETHERLANDS (including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)	April 2nd, 1937.
AUSTRALIA (including the Territories of Papua and Norfolk Island)	November 10th, 1937.

Accessions :

NORWAY	March 16th, 1931.
MONACO	April 27th, 1931.
BRAZIL	September 19th, 1931.

With reservations as regards Articles 5, 6, 7, 16 and 17, which Brazil will not adopt owing to difficulties with which it has to contend in connection with principles forming the basis of its internal legislation.

Convaincus qu'il est de l'intérêt général de la communauté internationale de faire admettre par tous ses membres que tout individu devrait avoir une nationalité et n'en posséder qu'une seule ;

Reconnaissant par suite que l'idéal vers lequel l'humanité doit s'orienter dans ce domaine consiste à supprimer tout ensemble les cas d'apatridie et ceux de double nationalité ;

Estimant que, dans les conditions économiques et sociales existant actuellement dans les divers pays, il n'est pas possible de procéder dès maintenant à un règlement uniforme de tous les problèmes susindiqués ;

Désireux néanmoins de commencer cette grande œuvre par un premier essai de codification progressive, en réglant celles des questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité sur lesquelles une entente internationale est présentement possible,

Ont résolu de conclure une convention et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. GÖPPERT, ministre plénipotentiaire ;

M. H. HERING, conseiller intime, chef de Département au Ministère de l'Intérieur du Reich.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le docteur Marc LEITMAIER, conseiller juridique de la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. J. DE RUELLE, juriconsulte du Ministère des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, AINSI QUE TOUTES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

Sir Maurice GWYER, K.C.B., procureur général de Sa Majesté et « Solicitor » pour les Affaires de Sa Trésorerie ;

Mr. O. F. DOWSON, O.B.E., conseiller juridique adjoint au « Home Office ».

POUR LE DOMINION DU CANADA :

L'honorable Philippe ROY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française.

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

Sir Maurice GWYER, K.C.B., procureur général de Sa Majesté et « Solicitor » pour les Affaires de Sa Trésorerie ;

Mr. O. F. DOWSON, O.B.E., conseiller juridique adjoint au « Home Office ».

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE :

Mr. C. W. H. LANSDOWN, K.C., B.A., LL.B., conseiller juridique du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, ancien procureur général de la Province du Cap de Bonne-Espérance.

POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :

Mr. John J. HEARNE, conseiller juridique au Département des Affaires extérieures.

POUR L'INDE :

Sir Basanta KUMAR MULLICK, I.C.S., Membre du Conseil de l'Inde, ancien juge à la Haute Cour de Patna.

Being convinced that it is in the general interest of the international community to secure that all its members should recognise that every person should have a nationality and should have one nationality only ;

Recognising accordingly that the ideal towards which the efforts of humanity should be directed in this domain is the abolition of all cases both of statelessness and of double nationality ;

Being of opinion that, under the economic and social conditions which at present exist in the various countries, it is not possible to reach immediately a uniform solution of all the above-mentioned problems ;

Being desirous, nevertheless, as a first step toward this great achievement, of settling in a first attempt at progressive codification, those questions relating to the conflict of nationality laws on which it is possible at the present time to reach international agreement,

Have decided to conclude a Convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. GÖPPERT, Minister Plenipotentiary ;

M. H. HERING, Privy Councillor, Head of Department at the Ministry of the Interior of the Reich.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Marc LEITMAIER, Legal Adviser of the Federal Chancellery, Department for Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. J. DE RUELLE, Legal Adviser of the Ministry for Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS :

Sir Maurice GWYER, K.C.B., His Majesty's Procurator-General and Solicitor for the Affairs of His Majesty's Treasury ;

Mr. O. F. DOWSON, O.B.E., Assistant Legal Adviser to the Home Office.

FOR THE DOMINION OF CANADA :

The Honourable Philippe Roy, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic.

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

Sir Maurice GWYER, K.C.B., His Majesty's Procurator-General and Solicitor for the Affairs of His Majesty's Treasury ;

Mr. O. F. DOWSON, O.B.E., Assistant Legal Adviser to the Home Office.

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

Mr. C. W. H. LANSDOWN, K.C., B.A., LL.B, Senior Law Adviser to the Government of the Union of South Africa, ex-Attorney-General of the Province of the Cape of Good Hope.

FOR THE IRISH FREE STATE :

Mr. John J. HEARNE, Legal Adviser to the Department of External Affairs.

FOR INDIA :

Sir Basanta KUMAR MULLICK, I.C.S., Member of the Council of India, former Judge of the High Court at Patna.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

- M. Miguel CRUCHAGA-TOCORNAL, ancien président du Conseil, ancien ambassadeur près le Président des Etats-Unis d'Amérique, ancien professeur de droit international, président des Commissions mixtes de réclamations entre le Mexique et l'Allemagne et le Mexique et l'Espagne ;
- M. Alejandro ÁLVAREZ, membre de l'Institut de France, membre et ancien vice-président de l'Institut de droit international, conseiller juridique des Légations du Chili en Europe ;
- Vice-Amiral Hipólito MARCHANT, délégué naval permanent auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

- Le docteur WOO KAISENG, ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la délégation chinoise auprès de la Société des Nations, chargé d'Affaires à Berne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

- M. Antonio José RESTREPO, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des représentants ;
- M. Francisco José URRUTIA, ancien ministre des Affaires étrangères, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

- Le docteur A. DIAZ DE VILLAR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;
- Le docteur C. DE ARMENTEROS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

- M. F. C. MARTENSEN-LARSEN, directeur au Ministère de l'Intérieur ;
- M. V. L. LORCK, directeur de la Navigation, capitaine de vaisseau.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

- M. Stefan SIECZKOWSKI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice de Pologne.

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

- Abd el Hamid BADAoui pacha, président du Comité du contentieux ;
- Mourad Sid AHMED bey, conseiller royal.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

- M. Antonio GOICOECHEA, ancien ministre de l'Intérieur, membre de la Cour permanente d'arbitrage, Membre de l'Académie royale des sciences navales et politiques, Membre de la Commission générale de codification d'Espagne, professeur de droit international à l'Institut diplomatique de Madrid.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

- M. Ants PIIP, professeur de droit international à l'Université de Tartu, ancien chef de l'Etat, ancien ministre des Affaires étrangères ;
- M. Alexandre VARMA, Mag. jur., directeur des Affaires administratives au Ministère des Affaires étrangères.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

- M. Miguel CRUCHAGA-TOCORNAL, former Prime Minister, former Ambassador to the President of the United States of America, former Professor of International Law, President of the Mixed Claims Commissions between Mexico and Germany and Mexico and Spain ;
- M. Alejandro ALVAREZ, Member of the Institute of France, Member and former Vice-President of the Institute of International Law, Legal Adviser of the Chilean Legations in Europe ;
- Vice-Admiral Hipólito MARCHANT, Permanent Naval Delegate to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

- Dr. WOO KAISENG, Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation accredited to the League of Nations, Chargé d'Affaires at Berne.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

- M. Antonio José RESTREPO, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Member of the Chamber of Representatives ;
- M. Francisco José URRUTIA, former Minister for Foreign Affairs, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

- Dr. A. DIAZ DE VILLAR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;
- Dr. C. DE ARMENTEROS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

- M. F. C. MARTENSEN-LARSEN, Director at the Ministry of the Interior ;
- M. V. L. LORCK, Director of Navigation, Captain.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

- M. Stefan SIECKOWSKI, Under-Secretary of State at the Polish Ministry of Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

- Abd el Hamid BADAOUI Pasha, President of the Litigation Committee ;
- Mourad Sid AHMED Bey, Royal Counsellor.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

- M. Antonio GOICOECHEA, former Minister of the Interior, Member of the Permanent Court of Arbitration, Member of the Royal Academy of Naval and Political Sciences, Member of the General Codification Commission of Spain, Professor of International Law at the Diplomatic Institute of Madrid.

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

- M. Ants PIIP, Professor of International Law at the University of Tartu, former Chief of State, former Minister for Foreign Affairs ;
- M. Alexandre VARMA, Mag. Jur., Director of Administrative Questions at the Ministry for Foreign Affairs.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. P. MATTER, membre de l'Institut, procureur général à la Cour de cassation ;
M. A. KAMMERER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. N. POLITIS, ancien ministre des Affaires étrangères, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française ;
M. Megalos A. CALOYANNI, ancien conseiller à la Haute Cour d'appel d'Égypte, ancien juge *ad hoc* à la Cour permanente de Justice internationale ;
M. J. SPIROPOULOS, professeur de droit international à l'Université de Salonique.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Jean PELÉNYI, ministre résident, chef de la délégation de Hongrie auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, POUR L'ISLANDE :

M. Sveinn BJØRNSSON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant de l'Islande au Danemark.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le professeur Amedeo GIANNINI, ministre plénipotentiaire, conseiller d'Etat.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Le vicomte Kintomo MUSHAKOJI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Suède.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Ch. DUZMANS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Yougoslavie, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;
M. R. AKMENTIN, jurisconsulte au Ministère des Affaires étrangères, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Riga.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

Le docteur Conrad STUMPER, conseiller de Gouvernement.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Eduardo SUAREZ, chef du Département juridique au Ministère des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. W. J. M. VAN EYSINGA, professeur de droit à l'Université de Leyde, membre de la Cour permanente d'arbitrage ;
Le docteur J. KOSTERS, conseiller à la Haute-Cour.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

M. Mariano H. CORNEJO, représentant au Conseil de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Stefan SIECZKOWSKI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice ;
Le docteur S. RUNDSTEIN, conseiller juridique au Ministère des Affaires étrangères ;
Le professeur J. MAKOWSKI, chef de la Section des traités au Ministère des Affaires étrangères.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

- M. P. MATTER, Member of the Institute, Procurator-General at the " Cour de Cassation " ;
M. A. KAMMERER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

- M. N. POLITIS, former Minister for Foreign Affairs, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ;
M. Megalos A. CALOYANNI, former Counsellor at the High Court of Appeal of Egypt, former Judge *ad hoc* of the Permanent Court of International Justice ;
M. J. SPIROPOULOS, Professor of International Law at the University of Salonika.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

- M. Jean PELÉNYI, Resident Minister, Head of the Permanent Hungarian Delegation accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, FOR ICELAND :

- M. Sveinn BJØRNSSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Representative of Iceland in Denmark.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

- Professor Amedeo GIANNINI, Minister Plenipotentiary, Councillor of State.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

- Viscount Kintomo MUSHAKOJI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of Sweden.

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

- M. Ch. DUZMANS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Yugoslavia, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;
M. R. AKMENTIN, Legal Adviser at the Ministry for Foreign Affairs, Professor in the Faculty of Law at the University of Riga.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG :

- Dr. Conrad STUMPER, Counsellor of Government.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

- M. Eduardo SUAREZ, Head of the Legal Department at the Ministry for Foreign Affairs.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

- M. W. J. M. VAN EYSINGA, Professor of Law at the University of Leyden, Member of the Permanent Court of Arbitration ;
Dr. J. KOSTERS, Counsellor at the Supreme Court.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU :

- M. Mariano H. CORNEJO, Representative on the Council of the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

- M. Stefan SIECZKOWSKI, Under-Secretary of State at the Ministry of Justice ;
Dr. S. RUNDSTEIN, Legal Adviser at the Ministry for Foreign Affairs ;
Professor J. MAKOWSKI, Chief of the Treaty Section in the Ministry for Foreign Affairs.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

- Le docteur José CAEIRO DA MATTA, recteur de l'Université de Lisbonne, professeur aux Facultés de droit de Coembri et de Lisbonne, vice-président du Conseil supérieur d'Instruction publique ;
- Le docteur José Maria VILHENA BARBOSA DE MAGALHAES, professeur de droit à l'Université de Lisbonne, membre du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international de la Société des Nations, ancien ministre des Affaires étrangères, de la Justice et de l'Instruction publique ;
- Le docteur José LOBO D'AVILA LIMA, professeur de droit aux Universités de Lisbonne et de Coembri, conseiller juridique au Ministère des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR :

- Le docteur J. Gustavo GUERRERO, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

- M. Karl Ivan WESTMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

- M. Victor MERZ, juge fédéral ;
- M. Paul DINICHERT, ministre plénipotentiaire, chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

- M. Miroslav PLEŠINGER BOŽINOV, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;
- Le docteur Václav JOACHIM, chef de Section au Ministère de l'Intérieur, privat-docent du droit public, directeur adjoint de l'Ecole libre des sciences politiques à Prague.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

- Le docteur Enrique BUERO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges et près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

- M. Ilia CHOUMENKOVITCH, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Article premier.

Il appartient à chaque Etat de déterminer par sa législation quels sont ses nationaux. Cette législation doit être admise par les autres Etats, pourvu qu'elle soit en accord avec les conventions internationales, la coutume internationale et les principes de droit généralement reconnus en matière de nationalité.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

- Dr. José CAEIRO DA MATTA, Rector of the University of Lisbon, Professor at the Coimbra and Lisbon Faculties of Law, Vice-President of the Higher Council of Public Education ;
- Dr. José Maria VILHENA BARBOSA DE MAGALHAES, Professor of Law at the University of Lisbon, Member of the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law of the League of Nations, former Minister for Foreign Affairs, of Justice and of Public Education ;
- Dr. José LOBO D'AVILA LIMA, Professor of Law at the Universities of Lisbon and Coimbra, Legal Adviser at the Ministry for Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF SALVADOR :

- Dr. J. Gustavo GUERRERO, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

- M. Karl Ivan WESTMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

- M. Victor MERZ, Federal Judge ;
- M. Paul DINICHERT, Minister Plenipotentiary, Chief of the Division for Foreign Affairs in the Federal Political Department.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

- M. Miroslav PLEŠINGER BOŽINOV, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;
- Dr. Václav JOACHIM, Chief of Section in the Ministry of the Interior, *Privatdozent* of Public Law, Assistant Director of the Free School of Political Sciences at Prague.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

- Dr. Enrique BUERO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians and to Her Majesty the Queen of the Netherlands.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

- M. Ilia CHOUMENKOVITCH, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

Who, having deposited their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I.

GENERAL PRINCIPLES.

Article I.

It is for each State to determine under its own law who are its nationals. This law shall be recognised by other States in so far as it is consistent with international conventions, international custom, and the principles of law generally recognised with regard to nationality.

Article 2.

Toute question relative au point de savoir si un individu possède la nationalité d'un Etat doit être résolue conformément à la législation de cet Etat.

Article 3.

Sous réserve des dispositions de la présente convention, un individu possédant deux ou plusieurs nationalités pourra être considéré, par chacun des Etats dont il a la nationalité, comme son ressortissant.

Article 4.

Un Etat ne peut exercer sa protection diplomatique au profit d'un de ses nationaux à l'encontre d'un Etat dont celui-ci est aussi le national.

Article 5.

Dans un Etat tiers, l'individu possédant plusieurs nationalités devra être traité comme s'il n'en avait qu'une. Sans préjudice des règles de droit appliquées dans l'Etat tiers en matière de statut personnel et sous réserve des conventions en vigueur, cet Etat pourra, sur son territoire, reconnaître exclusivement, parmi les nationalités que possède un tel individu, soit la nationalité du pays dans lequel il a sa résidence habituelle et principale, soit la nationalité de celui auquel, d'après les circonstances, il apparaît comme se rattachant le plus en fait.

Article 6.

Sous réserve du droit pour un Etat d'accorder une plus large faculté de répudier sa nationalité, tout individu possédant deux nationalités acquises sans manifestation de volonté de sa part pourra renoncer à l'une d'elles, avec l'autorisation de l'Etat à la nationalité duquel il entend renoncer.

Cette autorisation ne sera pas refusée à l'individu qui a sa résidence habituelle et principale à l'étranger, pourvu que soient remplies les conditions requises par la loi de l'Etat à la nationalité duquel il entend renoncer.

CHAPITRE II

DU PERMIS D'EXPATRIATION.

Article 7.

Le permis d'expatriation, en tant qu'il est prévu par une législation, n'entraîne la perte de la nationalité de l'Etat qui l'a délivré que si le titulaire du permis possède déjà une seconde nationalité, ou, sinon, qu'à partir du moment où il en acquiert une nouvelle.

Le permis d'expatriation devient caduc si le titulaire n'acquiert pas une nationalité nouvelle dans le délai fixé par l'Etat qui l'a délivré. Cette disposition ne s'applique pas dans le cas d'un individu qui, au moment où il reçoit le permis d'expatriation, possède déjà une autre nationalité que celle de l'Etat qui le lui délivre.

L'Etat dont la nationalité est acquise par un individu titulaire d'un permis d'expatriation notifiera cette acquisition à l'Etat qui a délivré le permis.

CHAPITRE III

DE LA NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE.

Article 8.

Si la loi nationale de la femme lui fait perdre sa nationalité par suite de mariage avec un étranger, cet effet sera subordonné à l'acquisition par elle de la nationalité de son mari.

Article 2.

Any question as to whether a person possesses the nationality of a particular State shall be determined in accordance with the law of that State.

Article 3.

Subject to the provisions of the present Convention, a person having two or more nationalities may be regarded as its national by each of the States whose nationality he possesses.

Article 4.

A State may not afford diplomatic protection to one of its nationals against a State whose nationality such person also possesses.

Article 5.

Within a third State, a person having more than one nationality shall be treated as if he had only one. Without prejudice to the application of its law in matters of personal status and of any conventions in force, a third State shall, of the nationalities which any such person possesses, recognise exclusively in its territory either the nationality of the country in which he is habitually and principally resident, or the nationality of the country with which in the circumstances he appears to be in fact most closely connected.

Article 6.

Without prejudice to the liberty of a State to accord wider rights to renounce its nationality, a person possessing two nationalities acquired without any voluntary act on his part may renounce one of them with the authorisation of the State whose nationality he desires to surrender.

This authorisation may not be refused in the case of a person who has his habitual and principal residence abroad, if the conditions laid down in the law of the State whose nationality he desires to surrender are satisfied.

CHAPTER II.

EXPATRIATION PERMITS.

Article 7.

In so far as the law of a State provides for the issue of an expatriation permit, such a permit shall not entail the loss of the nationality of the State which issues it, unless the person to whom it is issued possesses another nationality or unless and until he acquires another nationality.

An expatriation permit shall lapse if the holder does not acquire a new nationality within the period fixed by the State which has issued the permit. This provision shall not apply in the case of an individual who, at the time when he receives the expatriation permit, already possesses a nationality other than that of the State by which the permit is issued to him.

The State whose nationality is acquired by a person to whom an expatriation permit has been issued, shall notify such acquisition to the State which has issued the permit.

CHAPTER III.

NATIONALITY OF MARRIED WOMEN.

Article 8.

If the national law of the wife causes her to lose her nationality on marriage with a foreigner, this consequence shall be conditional on her acquiring the nationality of the husband.

Article 9.

Si la loi nationale de la femme lui fait perdre sa nationalité par suite du changement de nationalité de son mari au cours du mariage, cet effet sera subordonné à l'acquisition par elle de la nationalité nouvelle de son mari.

Article 10.

La naturalisation du mari au cours du mariage n'entraîne le changement de nationalité de sa femme que du consentement de celle-ci.

Article 11.

La femme qui, d'après la loi de son pays, a perdu sa nationalité par suite de son mariage, ne la recouvre après la dissolution de celui-ci que si elle en fait la demande et conformément à la loi de ce pays. Dans ce cas elle perd la nationalité qu'elle avait acquise par suite de son mariage.

CHAPITRE IV

DE LA NATIONALITÉ DES ENFANTS.

Article 12.

Les dispositions légales relatives à l'attribution de la nationalité d'un Etat en raison de la naissance sur son territoire ne s'appliquent pas de plein droit aux enfants dont les parents jouissent des immunités diplomatiques dans le pays de la naissance.

La loi de chaque Etat doit permettre que, dans le cas où des enfants de consuls de carrière ou de fonctionnaires d'Etats étrangers chargés de missions officielles par leurs gouvernements possèdent deux nationalités par suite de leur naissance, ils puissent être dégagés, par voie de répudiation ou autrement, de la nationalité du pays où ils sont nés, à condition toutefois qu'ils conservent la nationalité de leurs parents.

Article 13.

La naturalisation des parents fait acquérir à ceux de leurs enfants qui sont mineurs d'après la loi de l'Etat qui accorde la naturalisation, la nationalité de cet Etat. La loi dudit Etat peut déterminer les conditions auxquelles est subordonnée dans ce cas l'acquisition de sa nationalité. Dans les cas où la loi d'un Etat n'étend pas les effets de la naturalisation des parents à leurs enfants mineurs, ceux-ci conservent leur nationalité.

Article 14.

L'enfant dont aucun des parents n'est connu, a la nationalité du pays où il est né. Si la filiation de l'enfant vient à être établie, la nationalité de celui-ci sera déterminée d'après les règles applicables dans le cas où la filiation est connue.

L'enfant trouvé est, jusqu'à preuve du contraire, présumé né sur le territoire de l'Etat où il a été trouvé.

Article 15.

Lorsque la nationalité d'un Etat n'est pas acquise de plein droit par suite de la naissance sur le territoire de cet Etat, l'enfant qui y est né de parents sans nationalité ou de nationalité inconnue peut obtenir la nationalité dudit Etat. La loi de celui-ci déterminera les conditions auxquelles sera subordonnée dans ces cas l'acquisition de sa nationalité.

Article 9.

If the national law of the wife causes her to lose her nationality upon a change in the nationality of her husband occurring during marriage, this consequence shall be conditional on her acquiring her husband's new nationality.

Article 10.

Naturalisation of the husband during marriage shall not involve a change in the nationality of the wife except with her consent.

Article 11.

The wife who, under the law of her country, lost her nationality on marriage shall not recover it after the dissolution of the marriage except on her own application and in accordance with the law of that country. If she does recover it, she shall lose the nationality which she acquired by reason of the marriage.

CHAPTER IV.

NATIONALITY OF CHILDREN.

Article 12.

Rules of law which confer nationality by reason of birth on the territory of a State shall not apply automatically to children born to persons enjoying diplomatic immunities in the country where the birth occurs.

The law of each State shall permit children of consuls *de carrière*, or of officials of foreign States charged with official missions by their Governments, to become divested, by repudiation or otherwise, of the nationality of the State in which they were born, in any case in which on birth they acquired dual nationality, provided that they retain the nationality of their parents.

Article 13.

Naturalisation of the parents shall confer on such of their children as, according to its law, are minors the nationality of the State by which the naturalisation is granted. In such case the law of that State may specify the conditions governing the acquisition of its nationality by the minor children as a result of the naturalisation of the parents. In cases where minor children do not acquire the nationality of their parents as the result of the naturalisation of the latter, they shall retain their existing nationality.

Article 14.

A child whose parents are both unknown shall have the nationality of the country of birth. If the child's parentage is established, its nationality shall be determined by the rules applicable in cases where the parentage is known.

A foundling is, until the contrary is proved, presumed to have been born on the territory of the State in which it was found.

Article 15.

Where the nationality of a State is not acquired automatically by reason of birth on its territory, a child born on the territory of that State of parents having no nationality, or of unknown nationality, may obtain the nationality of the said State. The law of that State shall determine the conditions governing the acquisition of its nationality in such cases.

Article 16.

Si la loi d'un Etat admet qu'un enfant naturel possédant la nationalité de cet Etat, peut la perdre par suite d'un changement d'état civil (légitimation, reconnaissance), cette perte sera toutefois subordonnée à l'acquisition de la nationalité d'un autre Etat, d'après la loi de ce dernier relative aux effets du changement d'état civil sur la nationalité.

CHAPITRE V

DE L'ADOPTION.

Article 17.

Si la loi d'un Etat admet la perte de la nationalité par suite d'adoption, cette perte sera toutefois subordonnée à l'acquisition par l'adopté de la nationalité de l'adoptant, conformément à la loi de l'Etat dont celui-ci est ressortissant et relative aux effets de l'adoption sur la nationalité.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'appliquer, dans leurs relations mutuelles, à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les principes et règles insérés aux articles ci-dessus.

L'insertion de ces principes et règles ne préjuge en rien la question de savoir si lesdits principes et règles font ou non partie actuellement du droit international.

Il est en outre entendu qu'en ce qui concerne tout point qui ne fait pas l'objet d'une des dispositions ci-dessus, les principes et règles du droit international demeurent en vigueur.

Article 19.

Rien dans la présente convention ne portera atteinte aux dispositions des traités, conventions ou accords en vigueur entre les Hautes Parties contractantes relatifs à la nationalité ou à des questions s'y rattachant.

Article 20.

En signant ou ratifiant la présente convention ou en y adhérant, chacune des Hautes Parties contractantes pourra exclure de son acceptation telle ou telle des dispositions des articles 1 à 17 et 21 au moyen de réserves expresses.

Les dispositions ainsi exclues ne pourront être opposées à la Partie contractante ayant formulé de telles réserves ni invoquées par elle contre une autre Partie contractante.

Article 21.

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions, en vigueur entre les Parties, concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire, en se conformant aux lois constitutionnelles de chacune d'elles. A défaut d'accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes Parties au Proto-

Article 16.

If the law of the State, whose nationality an illegitimate child possesses, recognises that such nationality may be lost as a consequence of a change in the civil status of the child (legitimation, recognition), such loss shall be conditional on the acquisition by the child of the nationality of another State under the law of such State relating to the effect upon nationality of changes in civil status.

CHAPTER V.

ADOPTION.

Article 17.

If the law of a State recognises that its nationality may be lost as the result of adoption, this loss shall be conditional upon the acquisition by the person adopted of the nationality of the person by whom he is adopted, under the law of the State of which the latter is a national relating to the effect of adoption upon nationality.

CHAPTER VI.

GENERAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 18.

The High Contracting Parties agree to apply the principles and rules contained in the preceding articles in their relations with each other, as from the date of the entry into force of the present Convention.

The inclusion of the above-mentioned principles and rules in the Convention shall in no way be deemed to prejudice the question whether they do or do not already form part of international law.

It is understood that, in so far as any point is not covered by any of the provisions of the preceding articles, the existing principles and rules of international law shall remain in force.

Article 19.

Nothing in the present Convention shall affect the provisions of any treaty, convention or agreement in force between any of the High Contracting Parties relating to nationality or matters connected therewith.

Article 20.

Any High Contracting Party may, when signing or ratifying the present Convention or acceding thereto, append an express reservation excluding any one or more of the provisions of Articles 1 to 17 and 21.

The provisions thus excluded cannot be applied against the Contracting Party who has made the reservation nor relied on by that Party against any other Contracting Party.

Article 21.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement, in accordance with the constitutional procedure of each of the parties to the dispute. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the parties to the

cole¹ du 16 décembre 1920, relatif à ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907, relative au règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 22.

La présente convention pourra être signée, jusqu'au 31 décembre 1930, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non Membre, invité à la première Conférence de codification ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de ladite convention.

Article 23.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront déposées au Secrétariat de la Société des Nations.

Le Secrétaire général donnera connaissance de chaque dépôt aux Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 22, en indiquant la date à laquelle ce dépôt a été effectué.

Article 24.

A partir du 1^{er} janvier 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre visé à l'article 22, au nom duquel la convention n'a pas été signée à cette date, sera admis à y adhérer.

Son adhésion fera l'objet d'un acte déposé au Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général notifiera chaque adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non Membres visés à l'article 22, en indiquant la date à laquelle l'acte d'adhésion a été déposé.

Article 25.

Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que des ratifications ou des adhésions auront été déposées au nom de dix Membres de la Société des Nations ou Etats non Membres.

Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non Membre visés à l'article 22, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 26.

La présente convention entrera en vigueur le 90^e jour après la date du procès-verbal visé à l'article 25 à l'égard des Membres de la Société des Nations et des Etats non Membres au nom desquels des ratifications ou adhésions auront été déposées à la suite de ce procès-verbal.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non Membres au nom desquels des ratifications ou des adhésions seront ultérieurement déposées, la convention entrera en vigueur le 90^e jour après la date du dépôt de sa ratification ou de son adhésion.

Article 27.

A partir du 1^{er} janvier 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre à l'égard duquel la présente convention est à ce moment en vigueur pourra adresser au Secrétaire

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; et vol. CLXXVII, page 382, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

dispute are parties to the Protocol¹ of the 16th December, 1920, relating to the Statute of that Court, and if any of the parties to the dispute is not a party to the Protocol of the 16th December, 1920, the dispute shall be referred to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention² of the 18th October, 1907, for the Pacific Settlement of International Conflicts.

Article 22.

The present Convention shall remain open until the 31st December, 1930, for signature on behalf of any Member of the League of Nations or of any non-Member State invited to the First Codification Conference or to which the Council of the League of Nations has communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 23.

The present Convention is subject to ratification. Ratifications shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations.

The Secretary-General shall give notice of the deposit of each ratification to the Members of the League of Nations and to the non-Member States mentioned in Article 22, indicating the date of its deposit.

Article 24.

As from January 1st, 1931, any Member of the League of Nations and any non-Member State mentioned in Article 22 on whose behalf the Convention has not been signed before that date, may accede thereto.

Accession shall be effected by an instrument deposited with the Secretariat of the League of Nations. The Secretary-General of the League of Nations shall give notice of each accession to the Members of the League of Nations and to the non-Member States mentioned in Article 22, indicating the date of the deposit of the instrument.

Article 25.

A procès-verbal shall be drawn up by the Secretary-General of the League of Nations as soon as ratifications or accessions on behalf of ten Members of the League of Nations or non-Member States have been deposited.

A certified copy of this procès-verbal shall be sent by the Secretary-General of the League of Nations to each Member of the League of Nations and to each non-Member State mentioned in Article 22.

Article 26.

The present Convention shall enter into force on the 90th day after the date of the procès-verbal mentioned in Article 25 as regards all Members of the League of Nations or non-Member States on whose behalf ratifications or accessions have been deposited on the date of the procès-verbal.

As regards any Member of the League or non-Member State on whose behalf a ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall enter into force on the 90th day after the date of the deposit of a ratification or accession on its behalf.

Article 27.

As from January 1st, 1936, any Member of the League of Nations or any non-Member State in regard to which the present Convention is then in force, may address to the Secretary-General

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; Vol. CLXIV, page 352; Vol. CLXVIII, page 228; Vol. CLXXII, page 388; and Vol. CLXXVII, page 382, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

général de la Société des Nations une demande tendant à la revision de certaines ou de toutes les dispositions de cette convention. Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non Membres à l'égard desquels la convention est à ce moment en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an par au moins neuf d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera, après consultation des Membres et des Etats non Membres visés à l'article 22, s'il y a lieu de convoquer une conférence spéciale à cet effet, ou de mettre cette revision à l'ordre du jour d'une prochaine conférence pour la codification du droit international.

Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en cas de revision de la présente convention, la convention nouvelle pourra prévoir que son entrée en vigueur entraînera l'abrogation à l'égard de toutes les Parties à la présente convention de toutes les dispositions de celle-ci ou de certaines d'entre elles.

Article 28.

La présente convention peut être dénoncée.

Cette dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en donnera connaissance à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 22.

Cette dénonciation ne produira effet qu'à l'égard du Membre ou de l'Etat non Membre qui l'aura notifiée et un an après la date à laquelle cette notification aura été reçue par le Secrétaire général.

Article 29.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation de la présente convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ou de leurs populations ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera aux territoires ou aux populations visés dans la notification six mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Chacune des Hautes Parties contractantes peut faire des réserves conformément à l'article 20 de la présente convention en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou en ce qui concerne certaines de leurs populations, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou au moment de la notification prévue au paragraphe 2 du présent article.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres, visés à l'article 22, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Article 30.

La présente convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations, dès sa mise en vigueur.

Article 31.

Les textes français et anglais de la présente convention font également foi.

of the League of Nations a request for the revision of any or all of the provisions of this Convention. If such a request, after being communicated to the other Members of the League and non-Member States in regard to which the Convention is then in force, is supported within one year by at least nine of them, the Council of the League of Nations shall decide, after consultation with the Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 22, whether a conference should be specially convoked for that purpose or whether such revision should be considered at the next conference for the codification of international law.

The High Contracting Parties agree that, if the present Convention is revised, the revised Convention may provide that upon its entry into force some or all of the provisions of the present Convention shall be abrogated in respect of all of the Parties to the present Convention.

Article 28.

The present Convention may be denounced.

Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 22.

Each denunciation shall take effect one year after the receipt by the Secretary-General of the notification but only as regards the Member of the League or non-Member State on whose behalf it has been notified.

Article 29.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of the said territories; and the present Convention shall not apply to any territories or to the parts of their population named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories or to the parts of their population which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories or the parts of their population named in such notice six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of the said territories, and the Convention shall cease to apply to the territories or to the parts of their population named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

4. Any High Contracting Party may make the reservations provided for in Article 20 in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of these territories, at the time of signature, ratification or accession to the Convention or at the time of making a notification under the second paragraph of this article.

5. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 22 all declarations and notices received in virtue of this article.

Article 30.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it has entered into force.

Article 31.

The French and English texts of the present Convention shall both be authoritative.

En foi de quoi, les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé la présente convention.

Fait à La Haye, le douze avril mil neuf cent trente, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations. Une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Secrétaire général à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres invités à la première Conférence pour la codification du droit international.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at The Hague on the twelfth day of April, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which certified true copies shall be transmitted by the Secretary-General to all the Members of the League of Nations and all the non-Member States invited to the First Conference for the Codification of International Law.

Allemagne :

GÖPPERT
HERING

Germany :

Autriche :

LEITMAIER

Austria :

Belgique :

J. DE RUELLE

Belgium :

Sous réserve d'adhésion ultérieure pour la Colonie du Congo et les Territoires sous mandat ¹.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord

Great Britain and Northern Ireland

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non Membres séparés de la Société des Nations :

and all Parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations :

Maurice GWYER
Oscar F. DOWSON

Canada :

Philippe ROY

Canada :

Australie :

Maurice GWYER
Oscar F. DOWSON

Australia :

Union Sud-Africaine :

Charles W. H. LANSDOWN

Union of South Africa :

Etat libre d'Irlande :

John J. HEARNE

Irish Free State :

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to accession later for the colony of the Congo and the mandated territories.

Inde :

In accordance with the provisions of Article 29 of this Convention I declare that His Britannic Majesty does not assume any obligation in respect of the territories in India of any Prince or Chief under His Suzerainty or the population of the said territories ¹.

BASANTA KUMAR MULICK

*India :**Chili :*

Miguel CRUCHAGA
Alejandro ALVAREZ
H. MARCHANT

*Chile :**Chine :*

Sous réserve de l'article 4 ².
WOO KAISENG

*China :**Colombie :*

A. J. RESTREPO
Francisco José URRUTIA
Sous réserve de l'article 10 ³.

*Colombia :**Cuba :*

Ad referendum.
Sous réserve des articles 9, 10, 11 ⁴.
DIAZ DE VILLAR
Carlos DE ARMENTEROS

*Cuba :**Danemark :*

Sous réserve des articles 5 et 11 ⁵.
MARTENSEN-LARSEN
V. LORCK

*Denmark :**Ville libre de Dantzig :*

Stefan SIECZKOWSKI.

*Free City of Danzig :**Egypte :*

A. BADAoui.
M. SID AHMED

*Egypt :**Espagne :*

A. GOICOECHEA

*Spain :**Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :*

¹ Conformément aux dispositions de l'article 29 de cette convention, je déclare que Sa Majesté britannique n'assume aucune obligation en ce qui concerne les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous sa suzeraineté, ou en ce qui concerne la population desdits territoires.

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

² Subject to reservation as regards Article 4.

³ Subject to reservation as regards Article 10.

⁴ *Ad referendum* subject to reservation as regards Articles 9, 10 and 11.

⁵ Subject to reservation as regards Articles 5 and 11.

<i>Estonie :</i>	A. PIIP AL. WARMA.	<i>Estonia :</i>
<i>France :</i>	Paul MATTER A. KAMMERER	<i>France :</i>
<i>Grèce :</i>	<i>Ad referendum.</i> N. POLITIS Megalos A. CALOYANNI Jean SPIROPOULOS	<i>Greece :</i>
<i>Hongrie :</i>	PELÉNYI	<i>Hungary :</i>
<i>Islande :</i>	<i>Ad referendum.</i> Sveinn BJØRNSSON	<i>Iceland :</i>
<i>Italie :</i>	Amedeo GIANNINI	<i>Italy :</i>
<i>Japon :</i>		<i>Japan :</i>
Sous réserve des articles 4, 10 et des mots « d'après la loi de l'Etat qui accorde la naturalisation » de l'article 13 ¹ .		
	MUSHAKOJI	
<i>Lettonie :</i>	Charles DUZMANS Robert AKMENTIN	<i>Latvia :</i>
<i>Luxembourg :</i>	Conrad STUMPER	<i>Luxemburg :</i>
<i>Mexique :</i>	Sous réserve de l'alinéa 2 de l'article 1 ² . Eduardo SUAREZ	<i>Mexico :</i>
<i>Pays-Bas :</i>		<i>Netherlands :</i>
Les Pays-Bas :		
1 ^o Excluent de leur acceptation les articles 8, 9 et 10 ;		
2 ^o N'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao ³ .		
	V. EYSINGA. J. KOSTERS.	

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to reservation as regards Articles 4 and 10 and as regards the words " according to its law " in Article 13.

² Subject to reservation as regards paragraph 2 of Article 1.

³ The Netherlands :

(1) Exclude from acceptance Articles 8, 9 and 10.

(2) Do not intend to assume any obligation as regards the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

*Pérou :*Sous réserve de l'article 4 ¹.

M. H. CORNEJO.

*Peru :**Pologne :*

Stefan SIECZKOWSKI.

S. RUNDSTEIN

J. MAKOWSKI

*Poland :**Portugal :*

José CAEIRO DA MATTA

José Maria VILHENA BARBOSA DE MAGALHAES

Prof. Doutor J. LOBO D'ÁVILA LIMA

*Portugal :**Salvador :*

J. Gustavo GUERRERO

*Salvador :**Suède :**Sweden :*

Le Gouvernement suédois déclare exclure de son acceptation la disposition de la deuxième phrase de l'article 11 dans le cas où la femme visée par cet article, ayant recouvré la nationalité de son pays d'origine, n'établit pas sa résidence habituelle dans ce pays.

Sous réserve de ratification de S. M. le Roi
de Suède avec l'approbation du Riksdag ².

K. I. WESTMAN

*Suisse :*Sous réserve de l'article 10 ³.

V. MERZ

Paul DINICHERT

*Switzerland :**Tchécoslovaquie :*

Miroslav PLEŠINGER-BOŽINOV

Dr. Václav JOACHIM

*Czechoslovakia :**Uruguay :*

E. E. BUERO

*Uruguay :**Yougoslavie :*

J. CHOUMENKOVITCH

Yugoslavia :

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to reservation as regards Article 4.

² The Swedish Government declares that it does not accept the provisions of the second sentence of Article 11, as binding upon it in the case where the wife, as referred to in the article, after recovering the nationality of her country of origin, fails to establish her ordinary residence in that country.

Subject to ratification by His Majesty the King of Sweden, with the approval of the Riksdag.

³ Subject to reservation as regards Article 10.

N° 4138.

**BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
CANADA, AUSTRALIE,
UNION SUD-AFRICAINE, etc.**

Protocole relatif à un cas d'apatridie.

Signé à La Haye, le 12 avril 1930.

**BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
CANADA, AUSTRALIA,
UNION OF SOUTH AFRICA, etc.**

**Protocol relating to a Certain Case
of Statelessness. Signed at The
Hague, April 12th, 1930.**

N^o 4138. — PROTOCOLE ¹ RELATIF A UN CAS D'APATRIDIE. SIGNÉ
A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1930.

Textes officiels français et anglais. Ce protocole a été enregistré par le Secrétariat, conformément à son article 14, le 1^{er} juillet 1937, date de son entrée en vigueur.

Les plénipotentiaires soussignés, au nom de leurs gouvernements respectifs,
Dans le but d'empêcher l'apatridie dans un cas particulier,
Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans un Etat où la nationalité n'est pas attribuée du seul fait de la naissance sur le territoire, l'individu qui y est né d'une mère ayant la nationalité de cet Etat et d'un père sans nationalité ou de nationalité inconnue, a la nationalité dudit pays.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'appliquer, dans leurs relations mutuelles, à partir de la mise en vigueur du présent protocole, les principes et règles insérés à l'article ci-dessus.

L'insertion de ces principes et règles ne préjuge en rien la question de savoir si lesdits principes et règles font ou non partie actuellement du droit international.

¹ *Ratifications :*

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	14 janvier 1932.
INDE	28 septembre 1932.
POLOGNE	15 juin 1934.
CHINE	14 février 1935.
CHILI	20 mars 1935.
AUSTRALIE (y compris les territoires de Papoua et de l'île de Norfolk et les territoires sous man- dat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru)	8 juillet 1935.
UNION SUD-AFRICAINE.	9 avril 1936.
PAYS-BAS (y compris les Indes néerlandaises, Suri- nam et Curaçao)	2 avril 1937.

Adhésions :

BRÉSIL	19 septembre 1931.
SALVADOR	14 octobre 1935.

No. 4138. — PROTOCOL¹ RELATING TO A CERTAIN CASE OF STATELESSNESS. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1930.

Official texts in French and in English. This Protocol was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 14, on July 1st, 1937, the date of its entry into force.

The undersigned Plenipotentiaries, on behalf of their respective Governments,
With a view to preventing statelessness arising in certain circumstances,
Have agreed as follows :

Article 1.

In a State whose nationality is not conferred by the mere fact of birth in its territory, a person born in its territory of a mother possessing the nationality of that State and of a father without nationality or of unknown nationality shall have the nationality of the said State.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to apply the principles and rules contained in the preceding article in their relations with each other, as from the date of the entry into force of the present Protocol.

The inclusion of the above-mentioned principles and rules in the said article shall in no way be deemed to prejudice the question whether they do or do not already form part of international law.

¹ *Ratifications :*

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND . . .	January 14th, 1932.
INDIA	September 28th, 1932.
POLAND	June 15th, 1934.
CHINA	February 14th, 1935.
CHILE	March 20th, 1935.
AUSTRALIA (including the territories of Papua and Norfolk Island and the mandated terri- tories of New Guinea and Nauru)	July 8th, 1935.
UNION OF SOUTH AFRICA	April 9th, 1936.
THE NETHERLANDS (including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)	April 2nd, 1937.

Accessions :

BRAZIL	September 19th, 1931.
SALVADOR	October 14th, 1935.

Il est en outre entendu qu'en ce qui concerne tout point qui ne fait pas l'objet d'une des dispositions de l'article ci-dessus, les principes et règles du droit international demeurent en vigueur.

Article 3.

Rien dans le présent protocole ne portera atteinte aux dispositions des traités, conventions ou accords en vigueur entre les Hautes Parties contractantes relatifs à la nationalité ou à des questions s'y rattachant.

Article 4.

En signant ou ratifiant le présent protocole ou en y adhérant, chacune des Hautes Parties contractantes pourra exclure de son acceptation telle ou telle des dispositions des articles 1 et 5 au moyen de réserves expresses.

Les dispositions ainsi exclues ne pourront être opposées à la Partie contractante ayant formulé de telles réserves ni invoquées par elle contre une autre Partie contractante.

Article 5.

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application du présent protocole, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions, en vigueur entre les parties, concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire, en se conformant aux lois constitutionnelles de chacune d'elles. À défaut d'accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes Parties au Protocole¹ du 16 décembre 1920, relatif à ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907, relative au règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 6.

Le présent protocole pourra être signé, jusqu'au 31 décembre 1930, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non Membre, invité à la première Conférence de codification ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire dudit protocole.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; vol. CXI, page 402; vol. CXVII, page 46; vol. CXXVI, page 430; vol. CXXX, page 440; vol. CXXXIV, page 392; vol. CXLVII, page 318; vol. CLII, page 282; vol. CLVI, page 176; vol. CLX, page 325; vol. CLXIV, page 352; vol. CLXVIII, page 228; vol. CLXXII, page 388; et vol. CLXXVII, page 382, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

It is understood that, in so far as any point is not covered by any of the provisions of the preceding article, the existing principles and rules of international law shall remain in force.

Article 3.

Nothing in the present Protocol shall affect the provisions of any treaty, convention or agreement in force between any of the High Contracting Parties relating to nationality or matters connected therewith.

Article 4.

Any High Contracting Party may, when signing or ratifying the present Protocol or acceding thereto, append an express reservation excluding any one or more of the provisions of Articles 1 and 5.

The provisions thus excluded cannot be applied against the High Contracting Party who has made the reservation nor relied on by that Party against any other High Contracting Party.

Article 5.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Protocol and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement, in accordance with the constitutional procedure of each of the Parties to the dispute. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol¹ of the 16th December, 1920, relating to the Statute of that Court, and if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of the 16th December, 1920, the dispute shall be referred to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention² of the 18th October, 1907, for the Pacific Settlement of International Conflicts.

Article 6.

The present Protocol shall remain open until the 31st December, 1930, for signature on behalf of any Member of the League of Nations or of any non-Member State invited to the First Codification Conference or to which the Council of the League of Nations has communicated a copy of the Protocol for this purpose.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; Vol. CLXIV, page 352; Vol. CLXVIII, page 228; Vol. CLXXII, page 388; and Vol. CLXXVII, page 382, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 7.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront déposées au Secrétariat de la Société des Nations.

Le Secrétaire général donnera connaissance de chaque dépôt aux Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 6, en indiquant la date à laquelle ce dépôt a été effectué.

Article 8.

A partir du 1^{er} janvier 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre visé à l'article 6, au nom duquel le protocole n'a pas été signé à cette date, sera admis à y adhérer.

Son adhésion fera l'objet d'un acte déposé au Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général notifiera chaque adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non Membres visés à l'article 6, en indiquant la date à laquelle l'acte d'adhésion a été déposé.

Article 9.

Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que des ratifications ou des adhésions auront été déposées au nom de dix Membres de la Société des Nations ou Etats non Membres.

Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non Membre visés à l'article 6, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 10.

Le présent protocole entrera en vigueur le 90^e jour après la date du procès-verbal visé à l'article 9 à l'égard des Membres de la Société des Nations et des Etats non Membres au nom desquels des ratifications ou adhésions auront été déposées à la suite de ce procès-verbal.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non Membres au nom desquels des ratifications ou des adhésions seront ultérieurement déposées, le protocole entrera en vigueur le 90^e jour après la date du dépôt de sa ratification ou de son adhésion.

Article 11.

A partir du 1^{er} janvier 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre à l'égard duquel le présent Protocole est à ce moment en vigueur pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations une demande tendant à la revision de certaines ou de toutes les dispositions de ce protocole. Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non Membres à l'égard desquels le protocole est à ce moment en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an par au moins neuf d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera, après consultation des Membres et des Etats non Membres visés à l'article 6, s'il y a lieu de convoquer une conférence spéciale à cet effet, ou de mettre cette revision à l'ordre du jour d'une prochaine conférence pour la codification du droit international.

Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en cas de revision du présent protocole, l'accord nouveau pourra prévoir que son entrée en vigueur entraînera l'abrogation à l'égard de toutes les Parties au présent protocole de toutes les dispositions de celui-ci ou de certaines d'entre elles.

Article 7.

The present Protocol is subject to ratification. Ratifications shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations.

The Secretary-General shall give notice of the deposit of each ratification to the Members of the League of Nations and to the non-Member States mentioned in Article 6, indicating the date of its deposit.

Article 8.

As from January 1st, 1931, any Member of the League of Nations and any non-Member State mentioned in Article 6 on whose behalf the Protocol has not been signed before that date, may accede thereto.

Accession shall be effected by an instrument deposited with the Secretariat of the League of Nations. The Secretary-General of the League of Nations shall give notice of each accession to the Members of the League of Nations and to the non-Member States mentioned in Article 6, indicating the date of the deposit of the instrument.

Article 9.

A procès-verbal shall be drawn up by the Secretary-General of the League of Nations as soon as ratifications or accessions on behalf of ten Members of the League of Nations or non-Member States have been deposited.

A certified copy of this procès-verbal shall be sent by the Secretary-General to each Member of the League of Nations and to each non-Member State mentioned in Article 6.

Article 10.

The present Protocol shall enter into force on the 90th day after the date of the procès-verbal mentioned in Article 9 as regards all Members of the League of Nations or non-Member States on whose behalf ratifications or accessions have been deposited on the date of the procès-verbal.

As regards any Member of the League or non-Member State on whose behalf a ratification or accession is subsequently deposited, the Protocol shall enter into force on the 90th day after the date of the deposit of a ratification or accession on its behalf.

Article 11.

As from January 1st, 1936, any Member of the League of Nations or any non-Member State in regard to which the present Protocol is then in force, may address to the Secretary-General of the League of Nations a request for the revision of any or all of the provisions of this Protocol. If such a request, after being communicated to the other Members of the League and non-Member States in regard to which the Protocol is then in force, is supported within one year by at least nine of them, the Council of the League of Nations shall decide, after consultation with the Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 6, whether a conference should be specially convoked for that purpose or whether such revision should be considered at the next conference for the codification of international law.

The High Contracting Parties agree that, if the present Protocol is revised, the new Agreement may provide that upon its entry into force some or all of the provisions of the present Protocol shall be abrogated in respect of all of the Parties to the present Protocol.

Article 12.

Le présent protocole peut être dénoncé.

Cette dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en donnera connaissance à tous les Membres et aux Etats non Membres visés à l'article 6.

Cette dénonciation ne produira effet qu'à l'égard du Membre ou de l'Etat non Membre qui l'aura notifiée et un an après la date à laquelle cette notification aura été reçue par le Secrétaire général.

Article 13.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation du présent protocole, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, le présent protocole ne sera pas applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre le présent protocole applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ou de leurs populations ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, le protocole s'appliquera aux territoires ou aux populations visés dans la notification six mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application du présent protocole à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, le protocole cessera d'être applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Chacune des Hautes Parties contractantes peut faire des réserves conformément à l'article 4 du présent protocole en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou en ce qui concerne certaines de leurs populations, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion ou au moment de la notification prévue au paragraphe 2 du présent article.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 6 les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Article 14.

Le présent protocole sera enregistré par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations, dès sa mise en vigueur.

Article 15.

Les textes français et anglais du présent protocole font également foi.

Article 12.

The present Protocol may be denounced.

Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 6.

Each denunciation shall take effect one year after the receipt by the Secretary-General of the notification but only as regards the Member of the League or non-Member State on whose behalf it has been notified.

Article 13.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Protocol, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of the said territories ; and the present Protocol shall not apply to any territories or to the parts of their population named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Protocol shall apply to all or any of his territories or to the parts of their population which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Protocol shall apply to all the territories or the parts of their population named in such notice six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time, declare that he desires that the present Protocol shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of the said territories, and the Protocol shall cease to apply to the territories or to the parts of their population named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

4. Any High Contracting Party may make the reservations provided for in Article 4 in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of these territories, at the time of signature, ratification or accession to the Protocol or at the time of making a notification under the second paragraph of this article.

5. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 6 all declarations and notices received in virtue of this article.

Article 14.

The present Protocol shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it has entered into force.

Article 15.

The French and English texts of the present Protocol shall both be authoritative.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à La Haye, le douze avril mil neuf cent trente, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations. Une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Secrétaire général à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non Membres invités à la première Conférence pour la codification du droit international.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at The Hague on the twelfth day of April, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which certified true copies shall be transmitted by the Secretary-General to all the Members of the League of Nations and all the non-Member States invited to the First Conference for the Codification of International Law.

Belgique :

J. DE RUELLE

Sous réserve d'adhésion ultérieure pour la Colonie du Congo et les Territoires sous mandat ¹.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord

Great Britain and Northern Ireland

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non Membres séparés de la Société des Nations :

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations :

Maurice GWYER
Oscar F. DOWSON

Canada :

Philippe ROY

Canada :

Australie :

Maurice GWYER
Oscar F. DOWSON

Australia :

Union Sud-Africaine :

Charles W. H. LANSDOWN

Union of South Africa :

Etat libre d'Irlande :

John J. HEARNE

Irish Free State :

Inde :

India :

In accordance with the provisions of Article 13 of this Protocol I declare that His Britannic Majesty does not assume any obligation in respect of the territories in India of any Prince or Chief under His suzerainty or the population of the said territories.²

BASANTA KUMAR MULICK

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to accession later for the colony of the Congo and the mandated territories.

^{1472X}

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

² Conformément aux dispositions de l'article 13 de ce protocole, je déclare que Sa Majesté britannique n'assume aucune obligation en ce qui concerne les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous sa suzeraineté, ou en ce qui concerne la population desdits territoires.

Chili :

Miguel CRUCHAGA
Alejandro ALVAREZ
H. MARCHANT

*Chile :**Chine :*

WOO KAISENG

*China :**Colombie :*

A. J. RESTREPO
Francisco José URRUTIA

*Colombia :**Cuba :*

Ad referendum.
DIAZ DE VILLAR
Carlos DE ARMENTEROS

*Cuba :**Danemark :*

Ad referendum.
F. MARTENSEN-LARSEN
V. LORCK.

*Denmark :**Ville libre de Dantzig :*

Stefan SIECZKOWSKI.

*Free City of Danzig :**Egypte :*

A. BADAOUI.
M. SID AHMED

*Egypt :**Espagne :*

A. GOICOECHEA

*Spain :**Estonie :*

A. PIIP
Al. WARMA.

*Estonia :**France :*

Paul MATTER
A. KAMMERER

*France :**Grèce :*

Ad referendum.
N. POLITIS
Megalos CALOYANNI
Jean SPIROPOULOS

Greece :

<i>Japon :</i>	MUSHAKOJI	<i>Japan :</i>
<i>Lettonie :</i>	Charles DUZMANS Robert AKMENTIN	<i>Latvia :</i>
<i>Luxembourg :</i>	Conrad STUMPER	<i>Luxemburg :</i>
<i>Mexique :</i>	Eduardo SUAREZ	<i>Mexico :</i>
<i>Pays-Bas :</i>		<i>The Netherlands :</i>
Les Pays-Bas n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao ¹ .		
	v. EYSINGA. J. KOSTERS.	
<i>Pérou :</i>	M. H. CORNEJO.	<i>Peru :</i>
<i>Pologne :</i>	Stefan SIECZKOWSKI. S. RUNDSTEIN J. MAKOWSKI	<i>Poland :</i>
<i>Portugal :</i>	José CAEIRO DA MATTA José Maria VILHENA BARBOSA DE MAGALHAES. Prof. Doutor LOBO D'AVILA LIMA	<i>Portugal :</i>
<i>Tchécoslovaquie :</i>	Miroslav PLEŠINGER-BOŽINOV Dr Václav JOACHIM	<i>Czechoslovakia :</i>
<i>Uruguay :</i>	E. E. BUERO	<i>Uruguay :</i>

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ The Netherlands do not intend to assume any obligation as regards the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

**TURQUIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Protocole prorogeant le Traité d'amitié et de neutralité du 17 décembre 1925 entre les deux pays et les Protocoles y relatifs des 17 décembre 1925, 17 décembre 1929 et 7 mars 1931. Signé à Ankara, le 7 novembre 1935.

**TURKEY
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Protocol concerning the Prolongation of the Treaty of Friendship and Neutrality of December 17th, 1925, between the Two Countries, and the Protocols relating thereto of December 17th, 1925, December 17th, 1929, and March 7th, 1931. Signed at Ankara, November 7th, 1935.

N° 4139. — PROTOCOLE ¹ PROROGÉANT LE TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE NEUTRALITÉ DU 17 DÉCEMBRE 1925 ENTRE LA TURQUIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES ET LES PROTOCOLES Y RELATIFS DES 17 DÉCEMBRE 1925, 17 DÉCEMBRE 1929 ET 7 MARS 1931. SIGNÉ A ANKARA, LE 7 NOVEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 12 juillet 1937.

S'inspirant des sentiments de grande amitié et de confiance qui ont si heureusement réglé jusqu'ici les relations des deux pays et désireux de consolider les actes principaux qui en ont contribué au maintien et à la progression dans les voies pacifiques constituant la base de leur politique internationale, LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ont nommé :

d'une part,

Léon KARAKHAN, ambassadeur de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Turquie ;

et d'autre part,

Le docteur Tevfik RÜŞTÜ ARAS, ministre des Affaires étrangères de la République turque ;

A l'effet de proroger pour dix ans, à partir de la date d'aujourd'hui jusqu'au 7 novembre 1945 le Traité ² d'amitié et de neutralité et du Protocole ³ de prorogation respectivement signés le 17 décembre 1925 et le 17 décembre 1929 et remis en vigueur l'un et l'autre par le Protocole ⁴ du 30 octobre 1931 ainsi que le Protocole ⁵ naval signé le 7 mars 1931.

Le présent protocole sera ratifié et entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification.

Il sera prorogé par tacite reconduction par périodes de deux ans, sauf dans le cas où il serait dénoncé par l'une des deux Parties contractantes moyennant un préavis de six mois avant l'expiration de ce protocole ou de chaque période suivante.

Fait à Ankara, en deux exemplaires, le sept novembre 1935.

(Signé) L. KARAKHAN.

(Signé) D^r T. R. ARAS.

Copie certifiée conforme à l'original :

Le Directeur du Département juridique
au Commissariat du Peuple des Affaires étrangères de l'Union des R. S. S.
A. Sabanine.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 16 mars 1936.

² Vol. CLVII, page 353, de ce recueil.

³ Vol. CLVII, page 360, de ce recueil.

⁴ Vol. CLVII, page 366, de ce recueil.

⁵ Vol. CLVII, page 364, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4139. — PROTOCOL ² CONCERNING THE PROLONGATION OF THE TREATY OF FRIENDSHIP AND NEUTRALITY OF DECEMBER 17TH, 1925, BETWEEN TURKEY AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, AND THE PROTOCOLS RELATING THERETO OF DECEMBER 17TH, 1925, DECEMBER 17TH, 1929, AND MARCH 7TH, 1931. SIGNED AT ANKARA, NOVEMBER 7TH, 1935.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Protocol took place July 12th, 1937.

Inspired by the feelings of great friendship and mutual confidence that have hitherto so successfully governed relations between the two countries, and desirous of consolidating the principal acts that have contributed towards these peaceful relations, THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have appointed the following :

of the one part,

Léon KARAKHAN, Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics in Turkey ;

and of the other part,

Dr. Tefvik RÜSTÜ ARAS, Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic ;

For the purpose of prolonging for ten years, from to-day's date until November 7th, 1945, the Treaty ³ of Friendship and Neutrality and the Protocol ⁴ of Prolongation, signed on December 17th, 1925, and December 17th, 1929, respectively, both renewed by the Protocol ⁵ of October 30th, 1931, as well as the Naval Protocol ⁶ signed on March 7th, 1931.

The present Protocol shall be ratified and shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged.

It shall be prolonged by tacit consent for periods of two years, unless it is denounced by one of the two Contracting Parties six months before the expiry of this Protocol, or of each subsequent period.

Done in duplicate at Ankara, this 7th day of November, 1935.

(Signed) L. KARAKHAN.

(Signed) Dr. T. R. ARAS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, March 16th, 1936.

³ Vol. CLVII, page 353, of this Series.

⁴ Vol. CLVII, page 360, of this Series.

⁵ Vol. CLVII, page 366, of this Series.

⁶ Vol. CLVII, page 364, of this Series.

N° 4140.

**FRANCE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Arrangement concernant l'échange
des colis postaux, et protocole
final. Signés à Moscou, le 9 mars
1936.

**FRANCE
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Parcel Post Agreement, and Final
Protocol. Signed at Moscow,
March 9th, 1936.

N° 4140. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES
CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A
MOSCOU, LE 9 MARS 1936.

*Texte officiel français communiqué par le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de
l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu
le 12 juillet 1937.*

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,
d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, d'autre part,

Désireux de consolider et de développer les relations économiques entre l'Union des Républiques
soviétiques socialistes et la France ont décidé de conclure un arrangement concernant les colis
postaux échangés entre les deux pays ou transitant par leurs territoires;

Ils ont désigné, à cet effet, comme plénipotentiaires :

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. M. LITVINOFF, membre du Comité central exécutif, commissaire du Peuple aux Affaires
étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Charles ALPHAND, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République
française.

Lesdits plénipotentiaires ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme
sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes, d'une part, et la France continentale,
la Corse et l'Algérie, d'autre part, est établi un échange régulier de colis postaux (ordinaires et avec
valeur déclarée).

2. Cet échange sera effectué :

a) Directement par la voie maritime au moyen de paquebots affectés à ce service
et circulant entre les ports soviétiques et ceux de la France ;

b) Par voie terrestre, c'est-à-dire en transit par les pays intermédiaires.

Les voies à emprunter pour l'acheminement des colis postaux et les bureaux d'échange des
colis sont désignés par les Administrations postales des Parties contractantes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 30 juillet 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NO. 4140. — PARCEL POST AGREEMENT² BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, MARCH 9TH, 1936.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Agreement took place July 12th, 1937.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, of the other part ;

Desirous of consolidating and developing economic relations between the Union of Soviet Socialist Republics and France, have decided to conclude an Agreement regarding postal parcels exchanged between the two countries or sent in transit through their territories ;

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. M. LITVINOFF, Member of the Central Executive Committee, People's Commissary for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Charles ALPHAND, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic.

The said Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

1. A regular exchange of postal parcels (ordinary and insured) shall be established between the Union of Soviet Socialist Republics, of the one part, and continental France, Corsica and Algeria, of the other part.

2. This exchange shall be effected :

(a) Direct by sea, by means of mail packets serving that route and plying between Soviet ports and French ports ;

(b) By land, *i.e.*, in transit through the intermediate countries.

The routes to be employed for the transmission of postal parcels and the parcels exchange offices shall be designated by the Postal Administrations of the Contracting Parties.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, July 30th, 1936.

Article 2.

Chacune des Parties contractantes garantit à l'autre la liberté du transit territorial et maritime des colis postaux. Toutefois l'Union des Républiques soviétiques socialistes n'accorde la liberté de transit par son territoire qu'aux colis postaux en provenance et à destination des pays avec les gouvernements desquels elle a conclu un arrangement concernant l'échange des colis postaux. La République française assure à l'Union des Républiques soviétiques socialistes le transit par son territoire des colis provenant et à destination des pays avec lesquels elle entretient l'échange des colis postaux.

Article 3.

Chacune des Parties contractantes a la faculté d'apporter conformément à sa législation intérieure des restrictions touchant l'insertion des marchandises dans les colis postaux. Ces restrictions seront communiquées en temps opportun par chacune des Parties contractantes à l'autre Partie.

Article 4.

1. Les colis échangés entre les Parties contractantes ne peuvent excéder le poids de 10 kg. ni comporter une déclaration de valeur supérieure à 1.000 francs.

Les colis transitant par le territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ne peuvent excéder le poids de 5 kg.

Toutefois, si des colis d'un poids supérieur à 5 kg. venaient à être admis dans les relations entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et l'un quelconque des pays avec lesquels l'Union des Républiques soviétiques socialistes entretient un échange de colis postaux, la France serait automatiquement autorisée à expédier, dans la même limite de poids, des colis en transit par l'Union des Républiques soviétiques socialistes à destination de ces pays.

Les taxes de transit desdits colis seraient fixées, le cas échéant, d'accord entre les Administrations postales des Parties contractantes.

2. Les dimensions des colis admis dans l'échange réciproque ne peuvent dépasser 150 cm. dans un sens, étant donné que la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, ne sera pas supérieure à 300 cm.

3. La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et doit être exprimée en monnaie du pays d'origine. Le montant de la valeur déclarée doit être, de plus, converti en francs par le bureau de dépôt ou l'expéditeur d'après le taux de conversion effectif.

4. Les Administrations postales des Parties contractantes ont la faculté de modifier, d'un commun accord, les limites de poids, de dimensions et de valeur déclarée des colis, désignées aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

5. En ce qui concerne le dépôt et la livraison des colis postaux, ainsi que le traitement des objets dont l'entrée est interdite ou soumise à certaines conditions d'admission, les dispositions et les règlements intérieurs en vigueur dans les pays contractants sont appliqués en tant qu'ils ne sont pas en opposition avec le présent arrangement.

6. Ne sont pas admis à l'échange entre les Parties contractantes :

- a) Les colis dont les dimensions dépassent les limites prévues au paragraphe 2 du présent article ;
- b) Les colis ayant un emballage insuffisant ;
- c) Les colis urgents ;
- d) Les colis contre remboursement.

Article 5.

Chacune des Parties contractantes n'est tenue d'accepter en transit par son territoire, conformément à l'article 2, que les colis postaux satisfaisant aux conditions prévues à l'article précédent,

Article 2.

Each of the Contracting Parties shall guarantee to the other freedom of transit by land and sea for postal parcels. Nevertheless, the Union of Soviet Socialist Republics shall grant freedom of transit through its territory only for postal parcels despatched from or addressed to countries with the Governments of which it has concluded an agreement for the exchange of postal parcels. The French Republic shall grant the Union of Soviet Socialist Republics transit through its territory for parcels despatched from or addressed to countries with which it has instituted an exchange of postal parcels.

Article 3.

Each of the Contracting Parties shall be authorised, in accordance with its internal legislation, to impose restrictions regarding the goods which may be enclosed in postal parcels. Such restrictions shall be duly communicated by each of the Contracting Parties to the other Party.

Article 4.

1. Parcels exchanged between the Contracting Parties may not exceed 10 kg. in weight, nor be insured for more than 1,000 francs.

Parcels sent in transit through the territory of the Union of Soviet Socialist Republics may not exceed 5 kg. in weight.

In the event, however, of parcels weighing more than 5 kg. being admitted in the service between the Union of Soviet Socialist Republics and any of the countries with which the Union of Soviet Socialist Republics has instituted an exchange of postal parcels, France shall *ipso facto* be authorised to despatch, up to the same weight limit, parcels in transit through the Union of Soviet Socialist Republics addressed to those countries.

In such a case, the transit charges for such parcels shall be fixed by agreement between the Postal Administrations of the Contracting Parties.

2. The dimensions of parcels accepted for exchange between the two countries may not exceed 150 cm. in one direction, it being understood that the sum of the length and of the greatest circumference measured in a direction other than that of the length shall not exceed 300 cm.

3. The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and must be expressed in the currency of the country of origin. The amount of the insured value must furthermore be converted into francs at the proper rate by the office of posting or by the sender.

4. The Postal Administrations of the Contracting Parties shall be authorised to modify by joint agreement the maximum weight and dimensions and the maximum amount for which parcels may be insured, as laid down in paragraphs 1 and 2 of the present Article.

5. As regards the handing-in and delivery of postal parcels and the treatment of articles the importation of which is prohibited or subject to certain conditions of admission, the internal provisions and regulations in force in the contracting countries shall be applied in so far as they are not incompatible with the present Agreement.

6. The following shall not be accepted for despatch from one of the contracting countries to the other :

- (a) Parcels which exceed the dimensions laid down in paragraph 2 of the present Article ;
- (b) Parcels insufficiently packed ;
- (c) Urgent parcels ;
- (d) Cash-on-delivery parcels.

Article 5.

Each of the Contracting Parties is bound to accept for transit through its territory, in accordance with Article 2, only postal parcels which satisfy the conditions laid down in the preceding Article,

en tant que les tiers pays respectifs n'appliquent pas aux colis postaux échangés avec les Parties contractantes des restrictions plus étendues.

Toutefois les Parties contractantes acceptent en transit par leur territoire les colis contre remboursement pour les tiers pays qui les acceptent eux-mêmes.

Article 6.

Les Parties contractantes se réservent le droit de suspendre temporairement, en cas de circonstances extraordinaires, d'une manière générale ou en partie l'échange des colis postaux dans l'une ou l'autre direction. L'administration postale effectuant cette mesure est tenue d'en donner immédiatement avis à l'autre. Dans le cas où cette mesure est prise d'urgence, l'administration postale intéressée en est immédiatement informée par télégraphe.

Article 7.

1. Les colis postaux doivent être complètement affranchis par l'expéditeur lors du dépôt. La taxe se compose des droits revenant à chaque administration postale participant au transport territorial ou maritime.

2. Les parts terminales de taxes revenant aux Administrations postales des Parties contractantes sont indiquées ci-après :

a) Parts terminales revenant à la France :

Colis de 0 à 1 kg.	0 fr. 45
» » 1 à 5 kg.	0 fr. 75
» » 5 à 10 kg.	1 fr. 20

b) Parts terminales revenant à l'U.R.S.S. :

	Jusqu'à 5 kg.	De 5 à 10 kg.
Pour les colis postaux expédiés de l'U.R.S.S. en France et <i>vice versa</i> et transportés par la partie européenne de l'U.R.S.S. . . .	2 fr.	4 fr.
Pour les colis postaux expédiés de l'U.R.S.S. en France et <i>vice versa</i> et transportés par les deux parties de l'U.R.S.S. (européenne et asiatique)	4 fr.	8 fr.

3. Outre les droits prévus au paragraphe précédent, l'Administration postale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes est autorisée à percevoir à son profit une taxe de transport maritime qui ne peut excéder 50 centimes par colis expédié par voie maritime. L'Administration postale française perçoit des droits maritimes en conformité des articles 4 et 6 de l'Arrangement international concernant les colis postaux.

4. Le droit d'assurance pour les colis postaux avec valeur déclarée échangés entre les Parties contractantes ne peut excéder 50 centimes par 300 fr. de valeur déclarée ; 5 centimes en sont bonifiés en faveur du pays destinataire.

5. L'administration du pays de dépôt est autorisée à percevoir en sa faveur sur les expéditeurs des colis avec valeur déclarée un droit d'expédition qui ne peut dépasser 50 centimes par colis.

6. L'administration du pays destinataire est autorisée à percevoir sur les destinataires, pour le dédouanement des colis, un droit s'élevant à 50 centimes au maximum par colis. Elle peut percevoir, pour la remise des colis à domicile, un droit égal à celui qui est fixé dans son service intérieur avec un maximum de 50 centimes par colis. La taxe de livraison est due pour chaque présentation à domicile.

provided that the other countries concerned do not apply more severe restrictions to postal parcels exchanged with the Contracting Parties.

Nevertheless, the Contracting Parties shall accept for transit through their territory cash-on-delivery parcels addressed to third countries which themselves accept such parcels.

Article 6.

The Contracting Parties reserve the right to suspend temporarily, in exceptional circumstances and as a general or partial measure, the exchange of postal parcels in either direction. The Postal Administration taking such a step shall be bound to give the other immediate advice thereof. Should the measure be adopted at short notice, the Postal Administration concerned shall be informed immediately by telegram.

Article 7.

1. Postal parcels must be fully prepaid by the sender when they are handed in. The postage is made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.

2. The terminal shares of the rates accruing to the Postal Administrations of the Contracting Parties are given below :

(a) Terminal Share accruing to France :		Fr.
Parcels from 0-1 kg.		0.45
„ „ 1-5 kg.		0.75
„ „ 5-10 kg.		1.20

(b) Terminal Share accruing to the U.S.S.R.		
Postal parcels despatched from the U.S.S.R. to France and <i>vice-versa</i> and conveyed through the European part of the U.S.S.R.	Up to 5 kg. Fr.	From 5 to 10 kg Fr.
	2	4
Postal parcels despatched from the U.S.S.R. to France and <i>vice-versa</i> and conveyed through both parts of the U.S.S.R. (European and Asiatic)	4	8

3. In addition to the sums referred to in the previous paragraph, the Postal Administration of the Union of Soviet Socialist Republics shall be authorised to collect a sea rate not exceeding 50 centimes for each parcel sent by sea. The French Postal Administration shall collect sea rates in accordance with Articles 4 and 6 of the International Parcel Post Agreement.

4. The insurance fee for insured postal parcels exchanged between the Contracting Parties may not exceed 50 centimes on each 300 francs of the insured value, 5 centimes being credited to the country of destination.

5. The Administration of the country of posting shall be authorised to collect from the senders of insured parcels a despatch fee not exceeding 50 centimes per parcel.

6. The Administration of the country of destination shall be authorised to collect from the addressees, for the Customs clearance of the parcels, a fee not exceeding 50 centimes per parcel. It may collect, in respect of delivery of parcels at the addressee's residence, a fee equal to that fixed in its internal service, with a maximum of 50 centimes per parcel. The delivery fee shall be payable for each presentation at the addressee's residence.

Les Administrations postales des Parties contractantes ont la faculté de modifier d'un commun accord le montant des droits prévus au présent paragraphe.

Article 8.

Les expéditeurs sont tenus d'indiquer, au verso du bulletin d'expédition, la manière dont il doit être disposé de leur envoi en cas de non-livraison.

Les demandes suivantes sont seules admises :

- a) Renvoi immédiat du colis au pays d'origine ;
- b) Réexpédition du colis au même destinataire à une nouvelle adresse ;
- c) Remise du colis à un autre destinataire ;
- d) Abandon du colis.

Article 9.

Les Administrations postales des Parties contractantes ont la faculté de ne pas admettre des communications écrites sur les coupons des bulletins d'expédition.

Article 10.

Les colis postaux qui, pour une raison quelconque, n'ont pu être livrés ou réexpédiés et dont le renvoi immédiat n'a pas été demandé par les expéditeurs lors du dépôt (voir article 8 du présent arrangement) sont conservés en instance pendant le délai de garde fixé par les règlements intérieurs du pays destinataire.

Le délai expiré, les colis sont retournés à l'origine sans qu'un avis de non-remise soit envoyé préalablement.

Le renvoi des colis donne lieu à la perception sur l'expéditeur des droits de réexpédition (taxe de transport) et, le cas échéant, des droits de magasinage, de dédouanement et autres dont les colis peuvent être grevés.

Article 11.

Les Administrations postales des Parties contractantes s'engagent à intervenir auprès des administrations des douanes respectives en vue de l'annulation des droits de douane ayant grevé les colis renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés sur d'autres pays.

Article 12.

Le droit de port pour la transmission des colis postaux en transit par les territoires des Parties contractantes est fixé comme suit :

1. En faveur de l'Administration postale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, pour chaque colis, jusqu'à concurrence de 5 kg. :

- a) 3 fr. pour le transport vers l'Iran ;
- b) 5 fr. pour le transport vers l'Extrême-Orient.

2. En faveur de l'Administration postale française :

- o fr. 30 par colis d'un poids égal ou inférieur à 1 kg.
- o fr. 50 par colis d'un poids de 1 à 5 kg.
- 1 fr. par colis d'un poids de 5 à 10 kg.

Le droit de port pour le transit maritime des colis est fixé dans les limites des taux prévus par l'Arrangement international concernant l'échange des colis postaux.

The Postal Administrations of the Contracting Parties shall be entitled to modify by joint agreement the amount of the fees specified in the present paragraph.

Article 8.

Senders must state on the back of the despatch note how their parcels are to be disposed of in the event of non-delivery.

The following requests only are admitted :

- (a) That the parcel be returned immediately to the country of origin ;
- (b) That the parcel be redirected to the same addressee at a different address ;
- (c) That the parcel be delivered to another addressee ;
- (d) That the parcel be abandoned.

Article 9.

The Postal Administrations of the Contracting Parties may refuse to allow communications to be written on the counterfoils of despatch notes.

Article 10.

If, for any reason, postal parcels cannot be delivered or redirected, and if the senders did not at the time of posting (see Article 8 of the present Agreement) ask for their immediate return, they shall be kept by the post office for the period of retention prescribed in the internal regulations of the country of destination.

After the expiration of this period, the parcels shall be returned to the place of origin without previous advice of non-delivery.

When parcels are returned, a redirection charge (transport charge) shall be collected from the sender, and also any warehousing, Customs clearance and other charges payable on the parcels.

Article 11.

The Postal Administrations of the Contracting Parties agree to urge their respective Customs Administrations to have Customs charges cancelled on parcels which are returned to the country of origin or redirected to other countries.

Article 12.

The postage for the transmission of postal parcels sent in transit through the territories of the Contracting Parties shall be fixed as follows :

1. For the share of the Postal Administration of the Union of Soviet Socialist Republics, for each parcel weighing not more than 5 kg. :

- (a) 3 francs for transport to Iran ;
- (b) 5 francs for transport to the Far East.

2. For the share of the French Postal Administration :

- 0.30 franc per parcel weighing 1 kg. or less ;
- 0.50 franc per parcel weighing from 1 to 5 kg. ;
- 1 franc per parcel weighing from 5 to 10 kg.

The postage for conveyance of the parcels by sea shall be fixed within the limits of the rates prescribed in the International Parcel Post Agreement.

Article 13.

Le droit d'assurance pour les colis avec valeur déclarée transitant par les territoires des pays contractants est acquis au pays destinataire au montant de 5 centimes par 300 francs de la valeur déclarée lors du transit territorial et de 10 centimes lors du transit maritime.

Article 14.

Pour les colis expédiés par l'une des deux Parties contractantes en transit par l'autre pays, les taxes à porter au crédit de ce dernier sont celles qui figurent dans les tableaux dressés à cet effet par chacune des deux administrations postales et qu'elles se communiquent mutuellement. Cette disposition est notamment applicable aux colis postaux expédiés par l'Union des Républiques soviétiques socialistes à destination de la Corse et de l'Algérie.

Article 15.

Si l'état de détérioration d'un colis postal en transit rend impossible son expédition ultérieure sans remballage, l'administration postale intermédiaire est autorisée, lorsque la détérioration n'est pas imputable au service postal, à mettre à la charge de l'administration postale suivante les frais du remballage s'élevant au maximum à 50 centimes payables par le destinataire. Si le colis est renvoyé au pays d'origine, le paiement de ces frais incombe à l'expéditeur.

Article 16.

1. La transmission par la voie maritime des colis et des documents y relatifs s'effectue en dépêches closes. En cas d'expédition des colis par mer, un exemplaire des déclarations en douane doit être envoyé à découvert.

2. Les Administrations postales des Parties contractantes se réservent le droit de modifier d'un commun accord le mode d'expédition tant des colis postaux que des documents y relatifs.

Article 17.

Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane libellés en langue française. Un exemplaire de la déclaration reste à la disposition de l'administration postale du pays transitaire. Le nombre des déclarations est fixé d'un commun accord par les Administrations postales des Parties contractantes.

Article 18.

Les colis postaux renfermant des objets interdits à l'importation ou au transit ne peuvent être confisqués si leur insertion est régulièrement indiquée dans les déclarations en douane, mais sont à renvoyer au pays d'origine.

Article 19.

1. En cas de perte, d'avarie ou de spoliation complète ou partielle des colis, l'expéditeur a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de l'avarie ou de la spoliation, si toutefois le dommage n'a pas été causé par la faute ou par la négligence de l'expéditeur ou ne provient pas de la nature du contenu.

L'indemnité est versée au destinataire lorsque celui-ci la réclame soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié, soit s'il établit que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

Pour les colis ordinaires, l'indemnité est payée dans les limites fixées par l'Arrangement international concernant les colis postaux ; il en est de même pour les colis avec valeur déclarée, étant entendu que l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

Article 13.

For insured parcels passing through the territories of the contracting countries, the insurance fee accruing to the country of destination shall be 5 centimes per 300 francs of the insured value for land transit and 10 centimes for sea transit.

Article 14.

For parcels despatched by either of the Contracting Parties in transit through the other country, the charges to be credited to the latter shall be those specified in the tables drawn up for this purpose by each of the two Postal Administrations, which they shall communicate to each other. This provision shall apply in particular to postal parcels despatched by the Union of Soviet Socialist Republics to Corsica and Algeria.

Article 15.

If the damaged condition of a postal parcel sent in transit makes it impossible to forward it further without repacking, the intermediate Postal Administration shall be authorised, when the damage is not attributable to the postal service, to debit the next Postal Administration with the cost of repacking, which shall not exceed 50 centimes, payable by the addressee. If the parcel is returned to the country of origin, this charge shall be defrayed by the sender.

Article 16.

1. The conveyance by sea of parcels and the documents relating thereto shall be effected in closed bags. When parcels are sent by sea, one copy of the Customs declarations must be sent *à découvert*.

2. The Postal Administrations of the Contracting Parties reserve the right to modify by joint agreement the method of forwarding either postal parcels or the documents relating thereto.

Article 17.

Each parcel must be accompanied by a despatch note and Customs declarations made out in French. One copy of the declaration shall be kept by the Postal Administration of the country of transit. The number of such declarations shall be agreed upon by the Postal Administrations of the Contracting Parties.

Article 18.

Postal parcels containing articles the importation or transit of which is forbidden may not be confiscated if the Customs declarations give a correct description of their contents, but shall be returned to the country of origin.

Article 19.

1. If parcels have been lost or damaged or the contents completely or partially abstracted, the sender shall be entitled to compensation corresponding to the actual amount of the loss, damage or abstraction, unless the damage was due to the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the article.

Compensation shall be paid to the addressee when it is claimed by the latter either after making reservations in taking delivery of a parcel, the contents of which have been abstracted or damaged, or if he proves that the sender has waived his rights in his (the addressee's) favour.

For ordinary parcels, compensation shall be paid at the rates laid down in the International Parcel Post Agreement; this shall also apply to insured parcels on the understanding that compensation may not exceed the amount of the insured value.

2. L'indemnité est payée dans le pays de dépôt en monnaie de ce dernier, d'après les équivalents prévus au paragraphe 3 de l'article 4 du présent arrangement.

3. Lorsque l'indemnité est payée par l'administration postale d'un pays pour le compte de l'autre, cette dernière est tenue de lui rembourser au plus tard dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification du paiement le montant payé.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, sauf l'exception prévue au paragraphe 5 du présent article. Toutefois, les droits d'assurance restent acquis aux Administrations postales des Parties contractantes.

5. Les Administrations postales des Parties contractantes n'assument pas de responsabilité pour la perte, la spoliation ou l'avarie des colis résultant d'un cas de force majeure.

Article 20.

1. Les comptes de bonification sont établis mensuellement conformément aux dispositions du règlement d'exécution de l'Arrangement international concernant les colis postaux. Les comptes sont envoyés à l'Administration postale de l'autre Partie contractante, si possible dans le courant du mois qui suit la période à laquelle ils se rapportent et, au plus tard, six semaines après la fin de cette période. Ces comptes doivent être vérifiés et renvoyés dans le délai d'un mois à compter du jour de leur réception.

2. Les totaux des comptes mensuels arrêtés et approuvés par les Administrations postales des Parties contractantes sont récapitulés par l'administration postale créditrice dans un compte général dressé par trimestre. L'établissement, l'envoi et le paiement du solde de ce compte général doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans le délai de quatre mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte.

Si le paiement du solde n'a pas eu lieu dans le délai susindiqué, les sommes dues sont productives d'intérêt à raison de 5% l'an, à compter du jour d'expiration desdits délais.

3. Le solde résultant de la balance des comptes susmentionnés est payé à l'administration postale créditrice par l'intermédiaire de banques se trouvant dans la capitale du pays créateur, dans la monnaie de ce dernier ou, après entente mutuelle, dans la monnaie d'un autre pays.

4. Les frais de paiement éventuels sont supportés par l'administration postale débitrice.

Article 21.

Le franc pris comme unité monétaire dans le présent arrangement est le franc-or, tel qu'il est défini par la Convention postale universelle en vigueur.

Article 22.

L'échange des colis postaux tant ordinaires qu'avec valeur déclarée entre les Parties contractantes et en transit par leur territoire est effectué en tout ce qui n'est pas prévu dans le présent arrangement ni en contradiction avec ses clauses, sur la base des dispositions de l'arrangement international en vigueur concernant l'échange des colis postaux, ainsi que du protocole final et du règlement d'exécution dudit arrangement.

Article 23.

Le présent arrangement sera ratifié moyennant l'échange des instruments de ratification.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Paris dans le plus bref délai possible.

Les dispositions du présent arrangement seront mises à exécution quinze jours après l'échange des instruments de ratification.

2. Compensation shall be paid in the country of posting in that country's currency at the rates laid down in paragraph 3 of Article 4 of the present Agreement.

3. When compensation is paid by the Postal Administration of one country on behalf of the other, the latter shall be required to refund the amount paid not later than two months from the date on which it was notified of the payment.

4. Where compensation is due for the loss or destruction of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is also entitled to the return of the charges and fees which have been paid, except as provided in paragraph 5 of the present Article. The insurance fees shall, however, be retained by the Postal Administrations of the Contracting Parties.

5. The Postal Administrations of the Contracting Parties shall not be responsible for the loss, theft or damage of parcels if due to circumstances beyond their control (*force majeure*).

Article 20.

1. Credit accounts shall be prepared monthly in accordance with the provisions of the Detailed Regulations of the International Parcel Post Agreement. The accounts shall be sent to the Postal Administration of the other Contracting Party, if possible in the course of the month following the period to which they relate, and at the latest six weeks after the end of that period. These accounts must be checked and returned within one month from the date of their receipt.

2. The totals of the monthly accounts drawn up and approved by the Postal Administrations of the Contracting Parties shall be summarised by the creditor Postal Administration in a general quarterly account. The preparation, transmission and payment of the balance of this general account must be effected as early as possible, and at the latest within four months from the end of the period to which the account relates.

If not paid within the period above indicated, the sums due shall bear interest at the rate of 5% per annum as from the expiry of that period.

3. The payment resulting from the balance of the above-mentioned accounts shall be made to the creditor Postal Administration through banks situated in the capital of the creditor country and in the currency of the latter, or in the currency of another country, if so agreed by both Parties.

4. Any expenses in connection with payments shall be defrayed by the debtor Postal Administration.

Article 21.

The franc taken as the monetary unit in the present Agreement is the gold franc, as defined by the Universal Postal Convention now in force.

Article 22.

The exchange of postal parcels, whether ordinary or insured, between the Contracting Parties, and of those sent in transit through their territory, shall be carried out, as regards anything not provided for in the present Agreement and not inconsistent with its clauses, in accordance with the provisions of the International Parcel Post Agreement now in force and of the Final Protocol and Detailed Regulations of the said Agreement.

Article 23.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged.

The exchange of the instruments of ratification shall take place as soon as possible at Paris.

The provisions of the present Agreement shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification.

Article 24.

Le présent arrangement est conclu pour une période expirant le 31 décembre 1940. Toutefois chacune des Parties contractantes se réserve la faculté de le dénoncer à partir du 31 décembre 1938, cette dénonciation ne devant produire effet qu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour de sa notification. Au cas où il n'aurait pas été fait usage de cette faculté avant le 30 juin 1940, l'arrangement sera renouvelé à partir du 31 décembre 1940 par tacite reconduction par périodes indivisibles de trois ans si, trois mois avant l'expiration de chacune de ces périodes, aucune Partie contractante n'avise l'autre Partie de son désir de résilier l'arrangement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, en double exemplaire, le 9 mars 1936.

(L. S.) (Signé) M. LITVINOFF.

(L. S.) (Signé) Ch. ALPHAND.

PROTOCOLE FINAL

Conformément aux stipulations de l'alinéa premier de l'article 3 de l'Accord signé entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République française à Paris le 4 février 1936 « au sujet de la taxe à l'importation des produits de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en France et du transit par l'Union des Républiques soviétiques socialistes des marchandises françaises », ainsi qu'aux stipulations de l'article 2 du présent arrangement, les Parties contractantes sont convenues d'étendre pendant la durée du présent arrangement le droit de libre transit par colis postaux des marchandises à travers l'Union des Républiques soviétiques socialistes à destination de l'Iran à toutes les marchandises d'origine et de provenance françaises, à l'exception des ampoules électriques, des tissus de coton et des fils de coton, ainsi que des marchandises, dont l'entrée est prohibée dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes et qui sont énumérées aux articles 117 à 122 inclus du tarif douanier de l'Union, le transit de ces marchandises n'étant point admis.

Fait à Moscou, en double exemplaire, le 9 mars 1936.

(Signé) M. LITVINOFF.

(Signé) Ch. ALPHAND.

Copie certifiée conforme à l'original :

*Le Directeur du Département juridique
au Commissariat du Peuple des Affaires étrangères
de l'Union des R. S. S.,
A. Sabanine.*

Article 24.

The present Agreement is concluded for a period expiring on December 31st, 1940. Nevertheless, each of the Contracting Parties reserves the right to denounce it on or after December 31st, 1938, this denunciation not to take effect until the expiration of a period of six months as from the date of its notification. Should neither Party avail itself of this right before June 30th, 1940, the Agreement shall be renewed as from December 31st, 1940, by tacit consent for indivisible periods of three years unless, three months before the expiration of each of those periods, one of the Contracting Parties notifies the other Party of its desire to cancel the Agreement.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, in duplicate, this 9th day of March, 1936.

(L. S.) (Signed) M. LITVINOFF.

(L. S.) (Signed) Ch. ALPHAND.

FINAL PROTOCOL.

In accordance with the provisions of paragraph 1 of Article 3 of the Agreement between the Union of Soviet Socialist Republics and the French Republic, signed at Paris on February 4th, 1936, "concerning the duty on products of the Union of Soviet Socialist Republics imported into France and on French goods sent in transit through the Union of Soviet Socialist Republics", and with the stipulations of Article 2 of the present Agreement, the Contracting Parties have agreed to extend to all goods of French origin and provenance for the duration of the present Agreement the right of free transit through the Union of Soviet Socialist Republics to Iran in postal parcels, with the exception of electric light bulbs, cotton fabrics and cotton yarn and the goods enumerated in Articles 117 to 122 inclusive of the Customs tariff of the Union, the import of which into the Union of Soviet Socialist Republics is prohibited, these goods not being allowed in transit.

Done at Moscow, in duplicate, this 9th day of March, 1936.

(Signed) M. LITVINOFF.

(Signed) Ch. ALPHAND.

N° 4141.

SUÈDE ET YOUGOSLAVIE

**Protocole relatif à la réglementation
des échanges commerciaux entre
les deux pays. Signé à Stockholm,
le 14 mai 1937.**

SWEDEN AND YUGOSLAVIA

**Protocol regulating Commercial
Exchanges between the Two
Countries. Signed at Stockholm,
May 14th, 1937.**

N^o 4141. — PROTOCOLE RELATIF A LA RÉGLEMENTATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA SUÈDE ET LA YUGOSLAVIE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 14 MAI 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 12 juillet 1937.

LES GOUVERNEMENTS DE SUÈDE et DE YUGOSLAVIE, désireux de favoriser le développement de leurs échanges commerciaux,

Et en considération du libre accès au marché suédois des produits yougoslaves, d'une part, et de l'existence d'un contrôle de l'importation de certains produits en Yougoslavie, d'autre part,

Sont convenus de faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays de la façon suivante :

1^o Les paiements commerciaux entre la Suède et la Yougoslavie se feront en devises libres, dont l'acquisition, conformément aux prescriptions en vigueur, sera assurée sans délai ni restriction pendant toute la durée de validité du présent protocole.

2^o Le contrôle des importations, actuellement en vigueur en Yougoslavie, ne sera pas appliqué aux marchandises suédoises, à leur importation en Yougoslavie, tant que les échanges commerciaux entre la Suède et la Yougoslavie resteront dans une relation satisfaisante.

3^o La relation susmentionnée sera établie au cours de chaque trimestre pour le trimestre suivant, sur la base des échanges commerciaux effectués entre les deux pays dans la période de six mois antérieure au trimestre dans lequel on établit la relation. Toutefois il est entendu que, pour le premier trimestre consécutif à l'entrée en vigueur du présent protocole, il ne sera tenu compte que des échanges de l'avant-dernier trimestre.

Le présent protocole entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1937 et pourra être dénoncé avec un préavis de trois mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Stockholm en double expédition le 14 mai 1937.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 9 juillet 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Rickard SANDLER.
Milorad STRAŽNICKI.
M. PILJA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4141. — PROTOCOL REGULATING COMMERCIAL EXCHANGES
BETWEEN SWEDEN AND YUGOSLAVIA. SIGNED AT STOCKHOLM,
MAY 14TH, 1937.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place July 12th, 1937.

THE GOVERNMENTS OF SWEDEN and OF YUGOSLAVIA, being desirous of further developing trade between their respective countries,

And having regard, on the one hand, to the free admission of Yugoslav products to the Swedish market and, on the other, to the existence in Yugoslavia of an import control in respect of certain products,

Have agreed to facilitate trade between the two countries in the following manner :

1. Commercial payments between Sweden and Yugoslavia shall be made in uncontrolled currency and the acquisition of such currency, in conformity with the regulations in force, shall be effected without delay or restriction during the period of validity of the present Protocol.

2. The import control at present in force in Yugoslavia shall not apply to Swedish goods on their importation to Yugoslavia, so long as the trade balance between Sweden and Yugoslavia remains satisfactory.

3. The above-mentioned ratio shall be established each quarter, for the following quarter, on the basis of the trade between the two countries during the six months prior to the quarter in which the ratio is established. It is understood, however, that, for the first quarter subsequent to the coming into force of the present Protocol, only the trade during the last quarter but one shall be taken into account.

The present Protocol shall come into force on July 1st, 1937, and may be denounced at three months' notice.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Stockholm in duplicate, this 14th day of May, 1937.

Rickard SANDLER.
Milorad STRAŽNICKI.
M. PILJA.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4142.

ESTONIE ET TURQUIE

Accord commercial, avec annexes.

Signé à Ankara, le 6 juin 1937.

ESTONIA AND TURKEY

Commercial Agreement, with
Annexes. Signed at Ankara,
June 6th, 1937.

N° 4142. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE L'ESTONIE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 6 JUIN 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 12 juillet 1937.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, désireux de faciliter et de développer les échanges commerciaux entre les deux pays, ont convenu ce qui suit :

Article premier.

Les marchandises d'origine turque énumérées dans la liste I ci-annexée, seront importées en Estonie dans les limites des contingents qui y sont assignés à chaque article.

Il est bien entendu que la Turquie bénéficiera en plus du régime général d'importation en vigueur en Estonie au moment de l'importation.

Article 2.

Les marchandises d'origine estonienne mentionnées dans la liste II ci-jointe seront importées en Turquie dans les limites des contingents qui y sont assignés à chaque article.

Il reste entendu que l'Estonie bénéficiera en plus du décret turc du régime général d'importation en vigueur au moment de l'importation.

Article 3.

Les marchandises originaires des deux pays qui seront exportées de part et d'autre, devront être accompagnées d'un certificat d'origine, émis en double exemplaire, selon le modèle ci-annexé, par les autorités compétentes des deux pays. Les duplicata B de ces certificats seront estampillés par le bureau de douane d'entrée et remis par ses soins à l'établissement où l'importateur aura à effectuer le versement.

Article 4.

Les paiements des échanges commerciaux, intervenus conformément au présent accord, seront effectués suivant les dispositions de l'Accord¹ de clearing signé en date d'aujourd'hui.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 28 juin 1937 et sera valable pour une période d'une année. Il sera renouvelé pour des périodes annuelles par tacite reconduction, s'il n'est pas dénoncé avec un préavis de trois mois.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 6 juin 1937.

E. VIRGO.

S. SARACOLU.

¹ Voir page 159 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4142. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN ESTONIA AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JUNE 6TH, 1937.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 12th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC, desirous of facilitating and developing trade between the two countries, have agreed as follows :

Article 1.

Goods of Turkish origin of the kinds enumerated in List I hereto annexed shall be imported into Estonia within the limits of the quotas accorded in the case of each article by Estonia.

It is agreed that Turkey shall in addition enjoy the benefits of the general import system in force in Estonia at the time of importation.

Article 2.

Goods of Estonian origin of the kinds enumerated in List II hereto annexed shall be imported into Turkey within the limits of the quotas accorded in the case of each article by Turkey.

It is agreed that Estonia shall in addition enjoy the benefits of the Turkish decree concerning the general import system in force at the time of importation.

Article 3.

Goods having their origin in either country which are exported from the one to the other must be accompanied by a certificate of origin, issued in duplicate according to the model hereto annexed by the competent authorities of the two countries. The duplicates (B) of the certificates shall be stamped by the Customs office at the place of import and forwarded by the same to the establishment where the importer is required to make payment.

Article 4.

Payments in respect of commercial exchanges under the present Agreement shall be made in accordance with the Clearing Agreement² signed this day.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on June 28th, 1937, and shall remain in force for a period of one year. It shall be renewed for periods of one year by tacit assent failing denunciation at three months' notice.

Done at Ankara in duplicate, this sixth day of June, 1937.

E. VIRGO.

S. SARACOGLU.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² See page 159 of this Volume.

LISTE I

Position du tarif estonien	Désignation des marchandises	Contingents annuels
6 ; 2 a), 4	Raisins frais, oranges	50 tonnes
7	Fruits secs	200 »
8	Olives	5 »
11	Noix, noisettes, amandes et pistaches	30 »
21 ; 1, 2, 3	Tabac	250 »
27 ; 1 a), 2 a)	Liqueurs et autres spiritueux	10 »
28	Vins	
33 ; 1	Sels	3.000 »
62 ; 4 b) α	Sésame	5 »
117 ; 1, 2, 4	Huiles d'olive, de sésame, d'amande, de noix, etc.	10 »
124 ; 1, 2	Vallonnée	185 »
124 ; 3	Valex	15 »
179 ; 1	Coton	1.000 »
181 ; 1	Laine	50 »

(E. V.)

(S. S.)

LISTE II

Position du tarif ture	Désignation des marchandises	Contingents annuels
281	Galalithe	25 tonnes
286	Parquets et bois contre-plaqués	50 »
324 c)	Papier d'emballage	30 »
328 a)	Seulement ceux qui contiennent 50 % au moins de pâte de bois mécanique	80 »
328 b)	Seulement ceux qui contiennent 50% au moins pâtée de chiffons	40 »
331	Excepté le papier buvard	5 »
341	Carton	40 »
370	Fils de coton	250 »
418 a)	Toile à voile, toile à tente (mélangées ou non avec d'autres matières) non blanchies	1,2 »
451	Bâches pour confectionner des tentes ou pour couvrir des mar- chandises (y compris celles confectionnées)	15 »
618	Appareils de téléphonie à fils, centrales téléphoniques et leurs accessoires	25 »
666	Avec l'autorisation préalable du Ministère de l'Economie.	6.000 »
695 d)		

(E. V.)

(S. S.)

LIST I.

Item of the Estonian tariff	Goods	Annual quotas
6 ; 2 (a) 4	Grapes, oranges	50 tons
7	Dried fruit	200 "
8	Olives	5 "
11	Walnuts, hazel nuts, almonds and pistachios	30 "
21 ; 1, 2, 3	Tobacco	250 "
27 ; 1(a) 2(a)	Liqueurs and other spirits	10 "
28	Wines	3,000 "
33 ; 1	Salts	5 "
64 ; 4 (b) α	Sesame	10 "
117 ; 1, 2, 4	Olive, sesame, almond, walnut, etc., oils	185 "
124 ; 1, 2	Vallonia	15 "
124 ; 3	Valex	1,000 "
179 ; 1	Cotton	50 "
181 ; 1	Wool	

(E. V.)

(S. S.)

LIST II.

Item of the Turkish tariff	Goods	Annual quotas
281	Galalith	25 tons
286	Wooden flooring and plywood	50 "
324 (c)	Packing paper	30 "
328 (a)	Only those containing at least 50 % of mechanical wood pulp . .	80 "
328 (b)	Only those containing at least 50 % of rag pulp	40 "
331	Except blotting paper	5 "
341	Cardboard	40 "
370	Cotton yarn	250 "
418 (a)	Sail canvas, tent canvas (whether mixed with other materials or not), not bleached	1.2 "
451	Tarpaulins for making tents or covering goods (including those ready-made)	15 "
618	Wire telephone apparatus, telephone stations and accessories .	25 "
666	After authorisation by the Ministry of National Economy.	
695 (d)		6,000 "

(E. V.)

(S. S.)

CERTIFICAT D'ORIGINE

Expéditeur :

Destinataire :

Nom :
 Domicile :
 Rue :
 Nature de la marchandise :
 Mode d'emballage :
 Nombre de colis :
 Marque N° :
 Poids { Brut kg.
 Net kg.
 Valeur f.o.b. :
 Voie d'expédition :

Nom :
 Domicile :
 Rue :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et de provenance.....
 et que ce certificat d'origine est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial turco-
 estonien du 6. VI. 1937.

(E. V.)

(S. S.)

(Cet exemplaire portera le même numéro que l'exemplaire original, sera estampillé par les douanes
 et remis directement à la Banque centrale de la République de Turquie).

CERTIFICAT D'ORIGINE

(Duplicata).

Expéditeur :

Destinataire :

Nom :
 Domicile :
 Rue :
 Nature de la marchandise :
 Mode d'emballage :
 Nombre de colis :
 Marque N° :
 Poids { Brut kg.
 Net kg.
 Valeur f.o.b. :
 Voie d'expédition :

Nom :
 Domicile :
 Rue :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et de provenance.....
 et que ce certificat d'origine est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial turco-
 estonien du 6. VI. 1937.

(E. V.)

(S. S.)

CERTIFICATE OF ORIGIN.

Consignor :

Name :
 Domicile :
 Street :
 Nature of the goods :
 Method of packing :
 Number of parcels :
 Mark No. :
 Weight { Gross kg.
 { Net kg.
 Value f.o.b. :
 Route :

Consignee :

Name :
 Domicile :
 Street :

It is hereby certified that the above-mentioned goods are of..... origin and provenance, and that the present certificate of origin is issued in accordance with the provisions of the Turco-Estonian Commercial Agreement of June 6th, 1937.

(E. V.)

(S. S.)

(This copy shall bear the same number as the original, it shall be stamped by the Customs and forwarded directly to the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası.)

CERTIFICATE OF ORIGIN.

(Duplicate).

Consignor :

Name :
 Domicile :
 Street :
 Nature of the goods :
 Method of packing :
 Number of parcels :
 Mark No. :
 Weight { Gross kg.
 { Net kg.
 Value f.o.b. :
 Route :

Consignee :

Name :
 Domicile :
 Street :

It is hereby certified that the above-mentioned goods are of origin and provenance, and that the present certificate of origin is issued in accordance with the provisions of the Turco-Estonian Commercial Agreement of June 6th, 1937.

(E. V.)

(S. S.)

N° 4143.

ESTONIE ET TURQUIE

Accord de clearing. Signé à Ankara,
le 6 juin 1937.

ESTONIA AND TURKEY

Clearing Agreement. Signed at An-
kara, June 6th, 1937.

N° 4143. — ACCORD¹ DE CLEARING ENTRE L'ESTONIE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 6 JUIN 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 12 juillet 1937.

Afin de faciliter le règlement des créances résultant des échanges commerciaux entre les deux pays, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises d'origine et de provenance estoniennes importées en Turquie devra être réglée par le versement de la somme due à la Banque centrale de la République de Turquie.

La Banque centrale de la République de Turquie portera les sommes ainsi encaissées, après les avoir converties en livres sterling, au crédit d'un compte « Livres sterling » non productif d'intérêts, qu'elle ouvrira au nom de l'Eesti Pank.

Article 2.

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises d'origine et de provenance turques importées en Estonie, devra être réglée par le versement de la somme due à l'Eesti Pank.

L'Eesti Pank portera les sommes ainsi encaissées, après les avoir converties en livres sterling, au crédit d'un compte « Livres sterling », non productif d'intérêts, qu'elle ouvrira au nom de la Banque centrale de la République de Turquie.

Article 3.

La conversion des couronnes estoniennes en livres sterling et des livres sterling en couronnes estoniennes sera effectuée sur base de la cotation de la livre sterling à la Bourse de Tallinn, et la conversion des livres turques en livres sterling et des livres sterling en livres turques, sur base des cours officiels de la Banque centrale de la République de Turquie.

Dans le cas où les factures seraient libellées en d'autres monnaies que la couronne estonienne, la livre turque ou la livre sterling, leur conversion en livre sterling sera effectuée d'après les derniers cours connus de Londres, le jour du versement à l'Institut d'émission intéressé.

Article 4.

Les deux banques se transmettront, au jour le jour, les avis de crédit des versements effectués chez elles, conformément aux articles 1 et 2, ainsi que le duplicata B, estampillé, des certificats d'origine, délivrés suivant l'article 3 de l'Accord commercial.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4143. — CLEARING AGREEMENT² BETWEEN ESTONIA AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JUNE 6TH, 1937.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 12th, 1937.

With a view to the settlement of claims arising out of commercial exchanges between the two countries, THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have agreed as follows :

Article 1.

Commercial claims arising out of purchases of goods of Estonian origin and provenance imported into Turkey shall be settled by payment of the sums due to the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası (Central Bank of the Turkish Republic).

The Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası shall credit the sums so received, converted into pounds sterling, to a non-interest-bearing "sterling" account, to be opened in its books in favour of the Eesti Pank (Bank of Estonia).

Article 2.

Commercial claims arising out of purchases of goods of Turkish origin and provenance imported into Estonia shall be settled by payment of the sums due to the Eesti Pank.

The Eesti Pank shall credit the sums so received, converted into pounds sterling, to a non-interest-bearing "sterling" account, to be opened in its books in favour of the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası.

Article 3.

The conversion of Estonian crowns into pounds sterling and of pounds sterling into Estonian crowns shall be effected at the sterling rate on the Tallinn Stock Exchange, and the conversion of Turkish pounds into pounds sterling and of pounds sterling into Turkish pounds shall be effected at the official rates of the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası.

Where the invoices are made out in currencies other than the Estonian crown, the Turkish pound or the pound sterling, conversion into pounds sterling shall be effected at the latest available London rates on the date of payment to the bank of issue concerned.

Article 4.

The two Banks shall advise one another from day to day of all payments received under Articles 1 and 2, and shall forward to one another the stamped duplicates (B) of the certificates of origin issued under Article 3 of the Commercial Agreement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 1st, 1937.

Ces certificats porteront la valeur f.o.b. des marchandises et les prix ainsi marqués sur ces certificats seront acceptés comme base pour les versements qui seront effectués conformément aux articles 1 et 2.

Tout avis de crédit indiquera le montant en livres sterling porté au crédit du compte livres sterling, celui de la devise en laquelle la créance a été libellée, ainsi que toutes les mentions de date et d'origine nécessaires pour permettre le paiement au vendeur intéressé.

Article 5.

A la réception de l'avis de crédit de l'Eesti Pank, la Banque centrale de la République de Turquie opérera le paiement à l'ayant droit, dans la limite des disponibilités du compte commun en livres sterling, en suivant l'ordre chronologique des versements.

A la réception de l'avis de crédit de la Banque centrale de la République de Turquie, l'Eesti Pank opérera le paiement à l'ayant droit dans la limite des disponibilités du compte commun en livres sterling, en suivant l'ordre chronologique des versements.

Article 6.

La contre-valeur des produits originaires de l'un des pays contractants, exposés et vendus aux foires et expositions ouvertes dans le territoire de l'autre sera réglée par voie de clearing, sans être assujettie à l'ordre chronologique des versements, en tant que l'entrée et la vente de ces articles soient autorisées par les dispositions légales du pays où les foires et expositions en question seront tenues.

Article 7.

Chaque gouvernement prendra en ce qui le concerne les mesures nécessaires pour obliger ses importateurs à employer le système de clearing tel qu'il a été exposé dans le présent accord.

Article 8.

Les comptes de clearing tenus en francs français conformément aux stipulations de l'Accord¹ de clearing du 13 mars 1935, seront arrêtés à l'entrée en vigueur du présent accord et le solde créditeur accusé en faveur de l'une des deux banques sera converti en livres sterling d'après le cours du franc français par rapport à la livre sterling coté à Londres le jour de l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 9.

En cas de résiliation du présent accord, les deux Parties contractantes continueront à recevoir des versements en liquidation de dettes contractées jusqu'au moment où l'accord cesse d'opérer.

En ce qui concerne les versements résultant d'importations nouvelles de marchandises, seule, la partie créditrice en compte de clearing pourra recevoir ces versements jusqu'à liquidation complète de son solde créditeur.

Article 10.

Le présent accord de clearing fait partie intégrante de l'Accord² commercial signé en date d'aujourd'hui entre l'Estonie et la Turquie.

Il entrera en vigueur simultanément avec celui-ci et aura la même durée.

Fait en double exemplaire à Ankara le 6 juin 1937.

E. VIRGO.

S. SARACOGLU.

¹ Vol. CLIX, page 87, de ce recueil.

² Voir page 151 de ce volume.

The said certificates shall state the f.o.b. value of the goods ; and the prices so stated on the certificates shall be taken as the basis of the payments to be effected under Articles 1 and 2.

Each advice of payments received shall show the amount in pounds sterling credited to the sterling account, and the amount in the currency in which the claim was made out, together with the requisite particulars of date and origin to enable payment to be made to the creditors.

Article 5.

Upon receipt of the advice of payments received by the Eesti Pank, the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankasi shall make payment to the person or persons entitled thereto, in the chronological order of the payments received, as and when the necessary funds are available in the pooled sterling account.

Upon receipt of the advice of payments received by the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankasi, the Eesti Pank shall make payment to the person or persons entitled thereto, in the chronological order of the payments received, as and when the necessary funds are available in the pooled sterling account.

Article 6.

Payment for goods having their origin in one of the contracting countries, which are put up for sale and sold at fairs or exhibitions held in the territory of the other, shall be made through the clearing without regard to the chronological order of the payments received, where the introduction and sale of such goods is permitted under the law of the country in which the fair or exhibition is held.

Article 7.

Both Governments undertake to take the necessary steps to compel their respective importers to make use of the clearing system for which the present Agreement provides.

Article 8.

The clearing accounts kept in French francs under the provisions of the Clearing Agreement¹ of March 13th, 1935, shall be closed as from the entry into force of the present Agreement ; and any balance standing to the credit of one or other of the two Banks shall be converted into sterling at the sterling rate in London for French francs on the date of the entry into force of the present Agreement.

Article 9.

In the event of denunciation of the present Agreement, the two Contracting Parties shall continue to receive payments in liquidation of outstanding debts until such time as the Agreement ceases to operate.

Payments in respect of new imports of goods may be made through the clearing only to that Party which has a clearing balance, until the whole of such balance is liquidated.

Article 10.

The present Clearing Agreement shall be deemed to be part of the Commercial Agreement² concluded this day between Estonia and Turkey.

It shall come into force simultaneously with the latter and shall remain in force for the same period.

Done at Ankara in duplicate, this sixth day of June, 1937.

E. VIRGO.

S. SARACOGLU.

¹ Vol. CLIX, page 87, of this Series.

² See page 151 of this Volume.

N° 4144.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL**

**Convention concernant les échanges
intellectuels. Signée à Rio de
Janeiro, le 10 octobre 1933.**

**ARGENTINE REPUBLIC AND
UNITED STATES OF BRAZIL**

**Convention regarding Intellectual
Exchanges. Signed at Rio de
Janeiro, October 10th, 1933.**

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4144. — CONVENIO¹ DE INTERCAMBIO INTELECTUAL ENTRE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL. FIRMADO EN RIO DE JÁNEIRO, EL 10 DE OCTUBRE DE 1933.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis du Brésil à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 juillet 1937.

LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL y LA REPÚBLICA ARGENTINA, deseosas de que sus respectivos pueblos puedan beneficiarse de los adelantos logrados por argentinos y brasileños en el campo de la ciencia, convencidas por eso de las ventajas que reportará a los intelectuales y estudiosos de cada uno de sus países el frecuentar los centros que se dediquen a materias de su especialización, aprovechando la feliz oportunidad que les ofrece la presencia en el Brasil del Excelentísimo Señor General Agustín P. Justo, Presidente de la Nación Argentina, resolvieron celebrar un Convenio de intercambio intelectual y, para ese fin, nombraron sus Plenipotenciarios :

EL JEFE DEL GOBIERNO PROVISORIO DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRAZIL :

Al Señor Doctor Afranio DE MELLO FRANCO, Ministro de Estado de Relaciones Exteriores
y

EL PRESIDENTE DE LA NACIÓN ARGENTINA :

Al Señor Doctor Carlos SAAVEDRA LAMAS, Ministro de Relaciones Exteriores y Culto ;

Los cuales, después de comunicarse los respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, convinieron en lo siguiente :

Artículo I.

Las instituciones o asociaciones científicas, culturales, literarias y artísticas del Brasil y de la Argentina procurarán fomentar por todos los medios el intercambio intelectual entre brasileños y argentinos, propiciando los viajes de sus miembros y profesores de los Universidades y establecimientos de enseñanza superior de un país al otro, a fin de dictar cursos de sus especialidades o dar conferencias respecto de cosas brasileñas y argentinas.

Artículo II.

Aquellas instituciones procurarán igualmente fomentar viajes de estudiosos que deseen perfeccionarse en materia de sus especialidades.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Buenos-Ayres, le 21 mai 1934.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4144. — CONVENIO ¹ DE INTERCAMBIO INTELECTUAL ENTRE
A REPÚBLICA ARGENTINA E OS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL.
ASSINADO NO RIO DE JANEIRO EM 10 DE OUTUBRO DE 1933.

Spanish and Portuguese official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of Brazil at Berne. The registration of this Convention took place July 19th, 1937.

A REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e A REPÚBLICA ARGENTINA, desejosas de que seus respectivos povos possam beneficiar dos adiantamentos logrados por brasileiros e argentinos no campo da ciência, por isso convencidos das vantagens que advirão para os intelectuais e estudiosos de cada um de seus países em frequentarem os centros que se dediquem a matérias de sua especialização, aproveitando o feliz ensêjo que lhes oferece a presença no Brasil do Excelentíssimo Senhor General Agustin P. Justo, Presidente da Nação Argentina, resolveram celebrar um Convênio de intercambio intelectual e, para êsse fim, nomearam seus Plenipotenciários :

O CHEFE DO GOVÊRNO PROVISÓRIO DA REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

Ao Senhor Doutor Afranio DE MELLO FRANCO, Ministro de Estado das Relações Exteriores, e

O PRESIDENTE DA NAÇÃO ARGENTINA :

Ao Senhor Doutor Carlos SAAVEDRA LAMAS, Ministro das Relações Exteriores e Culto ;

Os quais, depois de se comunicarem os respectivos Plenos Poderes, que foram achados em boa e devida forma, convieram no seguinte :

Artigo I.

As instituições ou associações científicas, culturais, literárias e artísticas do Brasil e da Argentina procurarão fomentar por todos os meios o intercâmbio intelectual entre brasileiros e argentinos, propiciando as viagens de seus membros e de professores das Universidades e estabelecimentos de ensino superior de um país ao outro, a fim de professarem cursos de suas especialidades ou dizerem conferências a respeito de coisas brasileiras e argentinas.

Artigo II.

Aquelas instituições procurarão igualmente fomentar viagens de estudiosos que desejem aperfeiçoar-se em terreno de sua especialidade.

¹ The exchange of ratifications took place at Buenos Aires, May 21st, 1934.

Artículo III.

Anualmente, una caravana de veinte estudiantes, en que estén representadas todas las regiones del Brasil o de la Argentina, visitará Buenos Aires o Rio de Janeiro. Esa caravana será acompañada por un profesor de Universidad o escuela de enseñanza superior.

Artículo IV.

Los gastos que demandaren esos viajes serán costeados por sus organizadores.

Artículo V.

El presente Convenio será ratificado dentro del más breve plazo posible y sus ratificaciones se cambiarán en Buenos Aires, continuando él en vigor indefinidamente hasta ser denunciado por una de las Partes contratantes, con seis meses de anticipación.

Artículo VI.

Cualquier Estado americano que deseara, podrá adherir a este Convenio, anunciando ese propósito al Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de los Estados Unidos del Brasil. Cada adhesión solo se hará efectiva después de que con ella se muestren de acuerdo los Gobiernos de la República Argentina y de los otros Estados que, en el momento, sean parte en este Convenio.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios arriba referidos firmaron el presente Convenio, en dos ejemplares, en las lenguas portuguesa y española, y le pusieron sus respectivos sellos, en Rio de Janeiro, a los diez días del mes de octubre del año de mil novecientos treinta y tres.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Confere :

Ilka B. Lintz,

Chefe do Serviço de Dactylographia.

Conforme :

R. Mendes Gonçalves,

*Chefe Interino do Serviço dos Limites
e Actos Internacionaes.*

Artigo III.

Anualmente, uma caravana de vinte estudantes, em que estejam representadas as regiões do Brasil ou da Argentina, visitará Buenos Aires ou o Rio de Janeiro DF. Essa caravana será acompanhada por um professor de Universidade ou escola de ensino superior.

Artigo IV.

Os gastos que demandarem essas viagens serão suportados pelos seus organizadores.

Artigo V.

O presente Convênio será ratificado dentro do mais breve prazo possível e suas ratificações se trocarão em Buenos Aires, continuando ele em vigor indefinidamente até ser denunciado por uma das Partes contratantes, com seis meses de antecipação.

Artigo VI.

Qualquer Estado americano que o desejar, poderá aderir a este Convênio, anunciando esse seu propósito ao Ministério das Relações Exteriores da República dos Estados Unidos do Brasil. Cada adesão só se fará efetiva depois de com ela se nostrarem de acôrdo os Governos da República Argentina e dos outros Estados que, na ocasião, sejam partes neste Convênio.

Em fé do que, os Plenipotenciários acima referidos assinaram o presente Convênio, em dois exemplares, nas línguas portuguesa e espanhola, e lhes apuseram os respectivos selos, no Rio de Janeiro DF., aos dez dias do mês de outubro do ano de mil novecentos e trinta e três.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Confere :

Ilka B. Lintz,

Chefe do Serviço de Dactylographia.

Conforme :

R. Mendes Gonçalves,

*Chefe Interino do Serviço dos Limites
e Actos Internacionaes.*

¹ TRADUCTION.

N^o 4144. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET
LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL CONCERNANT LES ÉCHANGES
INTELLECTUELS. SIGNÉE A RIO DE JANEIRO, LE 10 OCTOBRE
1933.

LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL et LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, désireuses de faire bénéficier leurs peuples respectifs des progrès accomplis par les savants argentins et brésiliens, convaincues des avantages que comportera pour les intellectuels et les savants de chacun des deux pays la fréquentation des centres consacrés aux matières de leur spécialité, et profitant de l'heureuse occasion que leur fournit la présence au Brésil de Son Excellence le général Agustin P. Justo, président de la Nation Argentine, ont décidé de conclure une convention concernant les échanges intellectuels et, à cette fin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE CHEF DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

Le D^r Afranio DE MELLO FRANCO, ministre d'Etat des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE :

Le D^r Carlos SAAVEDRA LAMAS, ministre des Affaires étrangères et du Culte ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les institutions ou associations scientifiques, culturelles, littéraires et artistiques du Brésil et de l'Argentine s'efforceront de développer par tous les moyens les échanges intellectuels entre Brésiliens et Argentins, en encourageant les voyages des membres et professeurs de leurs universités et établissements d'enseignement supérieur d'un pays à l'autre, pour qu'ils puissent y faire des cours sur les matières de leur spécialité ou donner des conférences sur des questions concernant le Brésil ou l'Argentine.

Article II.

Ces institutions s'efforceront également d'encourager les voyages de savants désireux de se perfectionner dans les matières de leur spécialité.

Article III.

Tous les ans, une caravane de vingt étudiants, dans laquelle seront représentées toutes les régions du Brésil ou de l'Argentine, fera un séjour à Buenos-Ayres ou à Rio de Janeiro. Cette caravane sera accompagnée par un professeur d'université ou d'une école d'enseignement supérieur.

Article IV.

Les frais occasionnés par ces voyages seront à la charge de leurs organisateurs.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4144. — CONVENTION BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE UNITED STATES OF BRAZIL REGARDING INTELLECTUAL EXCHANGES. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, OCTOBER 10TH, 1933.

THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL and THE ARGENTINE REPUBLIC, desirous that their respective nations should benefit from the progress made by Argentine and Brazilian scientists, convinced of the advantages which the intellectuals and scholars of each of the two countries would derive from frequenting centres for the study of their special subjects, and taking advantage of the opportunity afforded by the presence in Brazil of His Excellency General Agustin P. Justo, President of the Argentine Nation, have resolved to conclude a Convention regarding intellectual exchanges, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. Afranio DE MELLO FRANCO, Minister of State for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION :

Dr. Carlos SAAVEDRA LAMAS, Minister for Foreign and Ecclesiastical Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The scientific, cultural, literary and artistic institutions or associations of Brazil and the Argentine shall do all in their power to promote intellectual exchanges between Brazilians and Argentines, by encouraging the interchange of visits of their members, of university professors and of teachers at higher educational establishments, for the purpose of holding courses in their special subjects or giving lectures on questions concerning Brazil or the Argentine.

Article II.

The above-mentioned institutions shall likewise endeavour to encourage the visits of scholars who wish to extend their knowledge of their special subjects.

Article III.

A group of twenty students representing every region of Brazil and the Argentine shall visit Buenos Aires and Rio de Janeiro respectively each year. This group shall be accompanied by a university professor or a teacher at a higher educational establishment.

Article IV.

The cost of such journeys shall be defrayed by their organisers.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article V.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, et ses ratifications seront échangées à Buenos-Ayres. Elle restera en vigueur indéfiniment, sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes moyennant préavis de six mois.

Article VI.

Tout Etat américain qui en exprimera le désir pourra adhérer à la présente convention en faisant part de son intention au Ministère des Affaires étrangères de la République des Etats-Unis du Brésil. Chaque adhésion ne deviendra effective qu'avec l'assentiment des Gouvernements de la République Argentine et des autres Etats qui, à ce moment, seront Parties à la convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention, établie en deux exemplaires, en langues portugaise et espagnole, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rio de Janeiro, le dix octobre mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Article V.

The present Agreement shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be exchanged at Buenos Aires. It shall remain in force for an indefinite period until it is denounced by one of the Contracting Parties on giving six months' notice.

Article VI.

Any American State which desires to do so may accede to the present Convention by giving notice to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of the United States of Brazil. Each accession shall take effect only after it has been agreed to by the Governments of the Argentine Republic and such other States as may be Parties to the Convention at the time.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention, in duplicate Portuguese and Spanish texts, and have thereto affixed their seals.

Done at Rio de Janeiro, the tenth day of October, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

N° 4145.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL**

Convention pour la revision des
textes de l'enseignement historique
et géographique. Signée à Rio de
Janeiro, le 10 octobre 1933.

**ARGENTINE REPUBLIC AND
UNITED STATES OF BRAZIL**

Convention for the Revision of His-
tory and Geography Text-books.
Signed at Rio de Janeiro, October
10th, 1933.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4145. — CONVENIO¹ ENTRE LA REPUBLICA ARGENTINA Y LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL PARA LA REVISION DE LOS TEXTOS DE ENSEÑANZA DE LA HISTORIA Y GEOGRAFIA. FIRMADO EN RIO DE JANEIRO, EL 10 DE OCTUBRE DE 1933.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis du Brésil à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 juillet 1937.

LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL y LA REPÚBLICA ARGENTINA, animadas por el deseo de estrechar aún más las relaciones amistosas que las unen, convencidas de que esa amistad se consolidará más por el perfecto conocimiento que tengan las nuevas generaciones, tanta de la geografía como de la historia de sus respectivas patrias, depurando los textos de enseñanza de aquellos tópicos que recuerden pasiones de épocas pretéritas, cuando aún no se habían perfectamente consolidado los cimientos de sus nacionalidades, fieles al voto emitido por el I Congreso de Historia Nacional, reunido en Montevideo en el año 1928, aprovechando la feliz ocasión que les ofrece la presencia en el Brasil del Excelentísimo Señor General Agustin P. Justo, Presidente de la Nación Argentina, resolvieron celebrar un Convenio para la revisión de los textos de enseñanza de historia y geografía y, con ese fin, nombraron sus Plenipotenciarios :

EL JEFE DEL GOBIERNO PROVISORIO DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL :
al Señor Doctor Afranio DE MELLO FRANCO, Ministro de Estado de Relaciones Exteriores, y

EL PRESIDENTE DE LA NACIÓN ARGENTINA :
al Señor Doctor Carlos SAAVEDRA LAMAS, Ministro de Relaciones Exteriores y Culto ;

Los cuales, después de comunicarse los respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, convinieron en lo siguiente :

Artículo I.

El Gobierno de la República de los Estados Unidos del Brasil y el Gobierno de la República Argentina harán que se proceda a una revisión de los textos adoptados para la enseñanza de la historia nacional en sus respectivos países, depurándolos de aquellos tópicos que sirvan para excitar en el ánimo desprevenido de la juventud la aversión a cualquier pueblo americano.

Artículo II.

El Gobierno de la República de los Estados Unidos del Brasil y el Gobierno de la República Argentina harán rever, periódicamente, los textos adoptados para la enseñanza de la geografía,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Buenos-Ayres, le 21 mai 1934.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4145. — CONVENIO¹ ENTRE A REPUBLICA ARGENTINA E OS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL PARA A REVISÃO DOS TEXTOS DE ENSINO DE HISTORIA E GEOGRAPHIA. ASSINADO NO RIO DE JANEIRO EM 10 OUTUBRO 1933.

Spanish and Portuguese official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of Brazil at Berne. The registration of this Convention took place July 19th, 1937.

A REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e A REPÚBLICA ARGENTINA, animadas do desejo de ainda mais estreitar as relações de amizade que as unem, convencidas de que essa amizade mais se consolidará pelo perfeito conhecimento que tenham as novas gerações, tanto da geographia como da historia de suas respectivas pátrias, expurgados os textos de ensino daqueles tópicos que recordem paixões de épocas pretéritas, quando ainda não se haviam perfeitamente consolidado os alicerces de suas nacionalidades, fieis ao voto emitido pelo I Congresso de História Nacional, reunido em Montevideo no ano de 1928, aproveitando o feliz ensêjo que lhes oferece a presença no Brasil do Excelentíssimo Senhor General Agustin P. Justo, Presidente da Nação Argentina resolveram celebrar um Convênio para a revisão dos textos de ensino de história e geographia e, para êsse fim, nomearam seus Plenipotenciarios :

O CHEFE DO GOVERNO PROVISÓRIO DA REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL

Ao Senhor Doutor Afranio DE MELLO FRANCO, Ministro de Estado das Relações Exteriores, e

O PRESIDENTE DA NAÇÃO ARGENTINA :

Ao Senhor Doutor Carlos SAAVEDRA LAMAS, Ministro das Relações Exteriores e Culto ;

Os quais, depois de se comunicarem os respectivos Plenos Poderes, que forem achados em boa e devida forma, convieram no seguinte :

Artigo I.

O Governo da República dos Estados Unidos do Brasil e o Governo da República Argentina farão proceder a uma revisão dos textos adotados para o ensino da história nacional em seus respectivos países, expurgando-os daqueles tópicos que sirvam para excitar no ânimo desprevenido da juventude a adversão a qualquer povo americano.

Artigo II.

O Governo da República dos Estados Unidos do Brasil e o Governo da República Argentina farão rever periódicamente os textos adotados para o ensino da geografia, pondo-os de acôrdo

¹ The exchange of ratifications took place at Buenos Aires, May 21st, 1934.

poniéndolos de acuerdo con las más modernas estadísticas y procurando establecer en ellos una noción aproximada de la riqueza y de la capacidad de producción de los Estados americanos.

Artículo III.

El presente Convenio será ratificado dentro del más breve plazo posible y sus ratificaciones se cambiarán en Buenos Aires, continuando él vigor indefinidamente hasta ser denunciado por una de las Partes contratantes, con seis meses de anticipación.

Artículo IV.

Cualquier Estado americano que lo deseara, podrá adherir a este Convenio, anunciando su propósito al Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de los Estados Unidos del Brasil. Cada adhesión solo se hará efectiva después de que con ella se muestren de acuerdo los Gobiernos de la República Argentina y de los otros Estados que, en el momento, sean parte en este Convenio.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios arriba referidos firmaron el presente Convenio, en dos ejemplares, en las lenguas portuguesa y española y le pusieron sus respectivos sellos, en Rio de Janeiro, a los diez dias del mes de octubre del año de mil novecientos treinta y tres.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Confere :

Ilka B. Lintz,

Chefe do Serviço de Dactylographia.

Conforme :

R. Mendes Gonçalves,

*Chefe interino do Serviço dos Limites
e Actos Internacionaes.*

com as mais modernas estatísticas e procurando estabelecer nêles uma noção aproximada da riqueza e da capacidade de produção dos Estados americanos.

Artigo III.

O presente Convênio será ratificado dentro do mais breve prazo possível e suas ratificações se trocarão em Buenos Aires, continuando êle em vigor indefinidamente até ser denunciado por uma das Partes contratantes, com seis mezes de antecipação.

Artigo IV.

Qualquer Estado americano que o desejar, poderá aderir a êste Convênio, anunciando êsse seu propósito ao Ministerio das Relações Exteriores da República dos Estados Unidos do Brasil. Cada adesão só se fará efetiva depois de com ela se mostrarem de acôrdo os Governos da República Argentina e dos outros Estados que, na ocasião, sejam parte neste Convênio.

Em fé do que, os Plenipotenciarios acima referidos assinaram o presente Convênio, em dois exemplares, nas linguas portugueza e espanhola, e lhes apuzeram os respectivos selos, no Rio de Janeiro DF., aos dez dias do mês de Outubro do ano de mil novecentos e trinta e três.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Confere :

Ilka B. Lintz.

Chefe do Serviço de Dactylographia.

Conforme :

R. Mendes Gonçalves.

*Chefe interino do Serviço dos Limites
e Actos Internacionaes.*

¹ TRADUCTION.

N^o 4145. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL POUR LA RÉVISION DES TEXTES DE L'ENSEIGNEMENT HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE. SIGNÉE A RIO DE JANEIRO, LE 10 OCTOBRE 1933.

LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL et LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, animées du désir de resserrer davantage les relations amicales qui les unissent, convaincues que cette amitié sera renforcée si les nouvelles générations ont une connaissance parfaite tant de la géographie que de l'histoire de leurs patries respectives, obtenue en supprimant des textes d'enseignement les sujets qui rappellent les passions d'époques révolues où les fondations de leur nationalité n'étaient pas encore parfaitement consolidées, fidèles au vœu émis par le premier Congrès d'histoire nationale réuni en 1928 à Montevideo, et profitant de l'heureuse occasion que leur fournit la présence au Brésil de Son Excellence le général Agustin P. Justo, président de la Nation Argentine, ont décidé de conclure une convention pour la revision des textes d'enseignement de l'histoire et de la géographie et, à cette fin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE CHEF DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

Le D^r Afranio DE MELLO FRANCO, ministre d'Etat des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE :

Le D^r Carlos SAAVEDRA LAMAS, ministre des Affaires étrangères et du Culte ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil et le Gouvernement de la République Argentine feront procéder à une revision des textes adoptés pour l'enseignement de l'histoire nationale dans leurs pays respectifs, en supprimant de ces textes tout sujet de nature à faire naître dans l'esprit non prévenu de la jeunesse l'aversion contre un peuple américain quelconque.

Article II.

Le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil et le Gouvernement de la République Argentine feront procéder à la revision périodique des textes adoptés pour l'enseignement de la géographie, qui seront mis à jour conformément aux données les plus récentes de la statistique et de façon à donner une idée approximative de la richesse et de la capacité de production des Etats américains.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, et ses ratifications seront échangées à Buenos-Ayres. Elle restera en vigueur indéfiniment, sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes moyennant préavis de six mois.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4145. — CONVENTION BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE UNITED STATES OF BRAZIL FOR THE REVISION OF HISTORY AND GEOGRAPHY TEXT-BOOKS. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, OCTOBER 10TH, 1933.

THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL and THE ARGENTINE REPUBLIC, desirous of strengthening still further the friendly relations existing between them, convinced that this friendship will become even closer if the coming generations acquire an accurate knowledge of the geography and the history of their respective countries from text-books freed from controversial matter inherited from the times when the foundations of their nationality had not yet been firmly established, acting on the recommendation adopted by the first National History Congress which met at Montevideo in 1928, and taking advantage of the opportunity afforded by the presence in Brazil of His Excellency General Agustin P. Justo, President of the Argentine Nation, have resolved to conclude a Convention for the Revision of History and Geography Text-books, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. Afranio DE MELLO FRANCO, Minister of State for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION :

Dr. Carlos SAAVEDRA LAMAS, Minister for Foreign and Ecclesiastical Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The Government of the Republic of the United States of Brazil and the Government of the Argentine Republic shall arrange for the text-books used for the teaching of national history in their respective countries to be revised, and for all passages likely to arouse hostility in youthful minds against any American nation to be deleted.

Article II.

The Government of the Republic of the United States of Brazil and the Government of the Argentine Republic shall arrange for geography text-books to be periodically revised, so as to bring them into line with the most recent statistics and to give an approximate idea of the wealth and productive capacity of the American States.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be exchanged at Buenos Aires. It shall remain in force for an indefinite period until it is denounced by one of the Contracting Parties on giving six months' notice.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

Tout Etat américain qui en exprimera le désir pourra adhérer à la présente convention en faisant part de son intention au Ministère des Affaires étrangères de la République des Etats-Unis du Brésil. Chaque adhésion ne deviendra effective qu'avec l'assentiment des Gouvernements de la République Argentine et des autres Etats qui, à ce moment, seront Parties à la convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention, établie en deux exemplaires, en langues portugaise et espagnole, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rio de Janeiro, le dix octobre mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Article IV.

Any American State which desires to do so may accede to the present Convention on giving notice to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of the United States of Brazil. Each accession shall take effect only after it has been agreed to by the Governments of the Argentine Republic and of such other States as may be Parties to the Agreement at the time.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention, in duplicate Portuguese and Spanish texts, and have thereto affixed their seals.

Done at Rio de Janeiro, the tenth day of October, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

N° 4146.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL**

Convention relative aux expositions
d'échantillons et à la vente de
produits nationaux. Signée à Rio
de Janeiro, le 10 octobre 1933.

**ARGENTINE REPUBLIC AND
UNITED STATES OF BRAZIL**

Convention regarding the Exhibition
of Samples and the Sale of Na-
tional Products. Signed at Rio de
Janeiro, October 10th, 1933.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4146. — CONVENIO¹ ENTRE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL SOBRE EXPOSICIONES DE MUESTRAS Y VENTA DE PRODUCTOS NACIONALES. FIRMADO EN RIO DE JANEIRO, EL 10 DE OCTUBRE DE 1933.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis du Brésil à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 juillet 1937.

LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL y LA REPÚBLICA ARGENTINA, en el deseo de promover la aproximación comercial siempre mayor entre los dos países, convencidas de la necesidad de robustecer y afianzar esa orientación por actos concretos y aprovechando la feliz oportunidad que les ofrece la presencia en el Brasil del Excelentísimo Señor General Agustín P. Justo, Presidente de la Nación Argentina, han resuelto celebrar un Convenio relativo a exposiciones de muestras y venta de productos nacionales y, con ese fin, nombraron sus Plenipotenciarios :

EL JEFE DEL GOBIERNO PROVISORIO DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRAZIL :
al Señor Doctor Afranio DE MELLO FRANCO, Ministro de Estado de Relaciones Exteriores, y

EL PRESIDENTE DE LA NACIÓN ARGENTINA :
al Señor Doctor Carlos SAAVEDRA LAMAS, Ministro de Relaciones Exteriores y Culto ;

Los cuales, después de haberse comunicado sus respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo I.

El Gobierno de la República de los Estados Unidos del Brasil instalará en la ciudad de Buenos Aires un Salón de Exposición de muestras y venta permanente de sus productos nacionales ; y la misma instalación y con el mismo fin, el Gobierno de la República Argentina establecerá en la ciudad de Rio de Janeiro.

Artículo II.

Los productos destinados a esas exposiciones, no pagarán derechos de aduana, ni otro impuesto o recargo fiscal, entrando al país como muestras sin valor, a menos que lleguen a ser vendidos, caso en que serán recaudados los derechos de importación y de consumo, en la forma que se combine entre las autoridades fiscales de ambos países.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Buenos-Ayres, le 21 mai 1934.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4146. — CONVENIO¹ ENTRE A REPÚBLICA ARGENTINA E OS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL SOBRE EXPOSIÇÕES DE AMOSTRAS E VENDA DE PRODUCTOS NACIONAIS. ASSINADO NO RIO DE JANEIRO, EM 10 OUTUBRO 1937.

Spanish and Portuguese official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of Brazil at Berne. The registration of this Convention took place July 19th, 1937.

A REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e A REPÚBLICA ARGENTINA, desejando promover a aproximação comercial cada vez maior entre os dois países, convencidas da necessidade de robustecer e assegurar essa orientação por atos concretos e aproveitando o feliz ensêjo que lhes oferece a presença no Brasil do Excelentíssimo Senhor General Agustín P. Justo, Presidente da Nação Argentina — resolveram celebrar um Convênio relativo a exposições de amostras e venda de produtos nacionais e, com êsse fim, nomearam seus Plenipotenciários :

O CHEFE DO GOVÊRNO PROVISÓRIO DA REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

ao Senhor Doutor Afranio DE MELLO FRANCO, Ministro de Estrado das Relações Exteriores, e

O PRESIDENTE DA NAÇÃO ARGENTINA :

Ao Senhor Doutor Carlos SAAVEDRA LAMAS, Ministro das Relações Exteriores e Culto ;

Os quais, depois de se comunicarem os respectivos Plenos Poderes, que forma achados em boa e devida forma, convieram no seguinte :

Artigo I.

O Govêrno da República dos Estados Unidos do Brasil instalará na cidade de Buenos Aires um Salão de exposição de amostras e venda permanente de seus produtos nacionais ; e a mesma instalação e com idêntico fim, o Govêrno da República Argentina fará no Rio de Janeiro DF.

Artigo II.

Os produtos destinados a essas exposições não pagarão direitos aduaneiros, nem outro qualquer imposto ou onus fiscal, entrando no país como amostras sem valor ; todavia, no caso de venda, ficarão sujeitos ao pagamento dos direitos de importação et de consumo, pela forma a ser combinada entre as autoridades fiscais dos dos dois países.

¹ The exchange of ratifications took place at Buenos Aires, May 21st, 1934.

Artículo III.

La venta de los productos unicamente podrá realizarse al por menor, solamente como una demostración práctica de las calidades y del costo del artículo.

Las condiciones de venta de tales productos serán objeto de reglamento especial y concordante de los dos Gobiernos.

Artículo IV.

Se cobrará a los expositores una moderada comisión de venta, destinada a costear los gastos de mantenimiento de los Salones.

Artículo V.

Los Salones de exposición y venta quedarán bajo la inmediata dirección, fiscalización y responsabilidad de los Consulados generales del Brasil en Buenos Aires y de la República Argentina en Rio de Janeiro y bajo la superintendencia de las respectivas Embajadas en esas capitales.

Artículo VI.

Los Gobiernos del Brasil y de la República Argentina arbitrarán los recursos necesarios para instalar los Salones de exposición y venta, y reglamentarán debidamente su funcionamiento, de modo que puedan suministrar los informes que se soliciten sobre los productos nacionales, con las garantías de la información oficial y la competencia técnica.

Artículo VII.

El presente Convenio entrará en vigor treinta días después de canjeados los respectivos instrumentos de ratificación en la ciudad de Buenos Aires. Vigorará por un año, considerandose prorrogado por tácita reconducción hasta que sea denunciado por cualquiera de las Partes contratantes, por medio de notificación previa de tres meses.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios arriba mencionados firmaron el presente Convenio, en dos ejemplares, en las lenguas portuguesa y española, y les pusieron los respectivos sellos, en Rio de Janeiro, a los diez días del mes de octubre del año de mil novecientos treinta y tres.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Confere :

Ilka B. Lintz,

Chefe do Serviço de Dactylographia.

Conforme :

R. Mendes Gonçalves,

Chefe interino de Serviço dos Limites e Actos Internacionaes.

Artigo III.

A venda dos productos não se poderá realizar senão a retalho, tão sómente como uma demonstração prática das qualidades e do custo do artigo.

As condições de venda de tais productos serão objeto de regulamentação especial e concordante dos dois Governos.

Artigo IV.

Aos expositores será cobrada uma pequena comissão de venda, destinada a custear os gastos com a manutenção dos Salões.

Artigo V.

Os Salões de exposição e venda ficarão sob a immediata direção, fiscalização e responsabilidade dos Consulados Gerais do Brasil em Buenos Aires e da República Argentina no Rio de Janeiro DF. e sob a superintendência das respectivas Embaixadas nessas capitais.

Artigo VI.

Os Governos do Brasil e da República Argentina fixarão os recursos necessários á instalação dos Salões de exposição e venda, e regulamentarão devidamente o seu funcionamento, de modo a poderem os mesmos fornecer quaisquer informações sôbre os productos nacionais, com a garantia do testemunho official e da competência técnica.

Artigo VII.

O presente Convênio entrará em vigor trinta dias depois de trocados os respectivos instrumentos de ratificação na cidade de Buenos Aires. Vigorará por um ano, considerando-se prorrogado por tácita recondução até que seja denunciado por qualquer das Partes contratantes, mediante notificação prévia de três meses.

Em fé do que, os Plenipotenciários acima nomeados firmaram o presente Convênio, em dois exemplares, nas línguas portuguesa e espanhola, e lhes apuseram os respectivos selos, no Rio de Janeiro DF., aos dez dias do mês de Outubro do ano de mil novecentos e trinta e três.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Confere :

Ilka B. Lintz,

Chefe do Serviço de Dactylographia.

Conforme :

R. Mendes Gonçalves,

*Chefe interino de Serviço dos Limites
e Actos Internacionaes.*

¹ TRADUCTION.

N^o 4146. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL RELATIVE AUX EXPOSITIONS D'ÉCHANTILLONS ET A LA VENTE DE PRODUITS NATIONAUX. SIGNÉE A RIO DE JANEIRO, LE 10 OCTOBRE 1933.

LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL et LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, désireuses de développer toujours plus le rapprochement commercial entre les deux pays, convaincues de la nécessité de renforcer et d'assurer cette orientation par des actes concrets et profitant de l'heureuse occasion que leur fournit la présence au Brésil de Son Excellence le général Agustin P. Justo, Président de la Nation Argentine, ont décidé de conclure une convention relative aux expositions d'échantillons et à la vente de produits nationaux et ont, à cette fin, nommé leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE CHEF DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

Le D^r Afranio DE MELLO FRANCO, ministre d'Etat des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE :

Le D^r Carlos SAAVEDRA LAMAS, ministre des Affaires étrangères et du Culte ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil installera dans la ville de Buenos-Ayres une salle d'exposition d'échantillons et de vente permanente de ses produits nationaux ; pour les mêmes fins, le Gouvernement de la République Argentine procédera à la même installation dans la ville de Rio de Janeiro.

Article II.

Les produits destinés à ces expositions seront exempts de droits de douane ainsi que de tout autre impôt ou charge fiscale et entreront dans le pays comme échantillons sans valeur ; toutefois, au cas où ces produits seraient vendus, les droits d'importation et de consommation seront perçus de la façon qui sera fixée d'un commun accord par les autorités fiscales des deux pays.

Article III.

La vente des produits ne pourra se faire qu'au détail et uniquement à titre de démonstration pratique des qualités et du coût de chaque article.

Les conditions de vente de ces produits feront l'objet d'un règlement spécial et identique établi par les deux gouvernements.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4146. — CONVENTION BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE UNITED STATES OF BRAZIL REGARDING THE EXHIBITION OF SAMPLES AND THE SALE OF NATIONAL PRODUCTS. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, OCTOBER 10TH, 1935.

THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL and THE ARGENTINE REPUBLIC, desirous of developing the increasingly close commercial relations between the two countries and being convinced of the need of strengthening and fortifying this tendency by concrete acts, and taking advantage of the opportunity afforded by the presence in Brazil of His Excellency General Agustin P. Justo, President of the Argentine Nation, have resolved to conclude a Convention concerning exhibitions of samples and the sale of national products, and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. Afranio DE MELLO FRANCO, Minister of State for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION :

Dr. Carlos SAAVEDRA LAMAS, Minister for Foreign and Ecclesiastical Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The Government of the Republic of the United States of Brazil shall establish at Buenos Aires a hall for the exhibition of samples and the permanent sale of its national products ; the Government of the Argentine Republic shall establish a similar hall at Rio de Janeiro for the same purpose.

Article II.

The products intended for these exhibitions shall be exempted from Customs duties and from all other fiscal taxes or charges, and shall be admitted to the country as samples without value, unless such products should be sold, in which case the import and consumption taxes shall be recovered in a manner to be fixed by joint agreement between the fiscal authorities of the two countries.

Article III.

Such products may only be sold retail, and then solely as a practical demonstration of the qualities and cost of each article.

The conditions of sale for such products shall be determined by special and identical regulations laid down by the two Governments.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

Les exposants devront acquitter une modique commission de vente destinée à couvrir les frais d'entretien des salles d'exposition et de vente.

Article V.

Les salles d'exposition et de vente seront placées directement sous la direction, le contrôle et la responsabilité du Consulat général du Brésil à Buenos-Ayres et du Consulat général de la République Argentine à Rio de Janeiro, ainsi que sous la haute surveillance des ambassades respectives dans ces capitales.

Article VI.

Le Gouvernement du Brésil et le Gouvernement de la République Argentine fixeront les crédits nécessaires à l'installation des salles d'exposition et de vente et en régleront le fonctionnement de telle façon que celles-ci puissent fournir les renseignements qui leur seront demandés sur les produits nationaux, avec les garanties que présentent des renseignements officiels et la compétence technique.

Article VII.

La présente convention entrera en vigueur trente jours après la date de l'échange des instruments de ratification respectifs, qui aura lieu à Buenos-Ayres. Elle restera en vigueur pendant un an et sera considérée comme prorogée par tacite reconduction jusqu'au moment où elle aura été dénoncée par l'une quelconque des Parties contractantes moyennant préavis de trois mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention, établie en deux exemplaires, en langues portugaise et espagnole, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rio de Janeiro, le dix octobre mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Article IV.

The exhibitors shall pay a moderate commission on sales for the purpose of defraying the costs of upkeep of the exhibition premises.

Article V.

The halls of exhibition and sale shall be placed under the immediate management, control and responsibility of the General Consulates of Brazil at Buenos Aires and of the Argentine Republic at Rio de Janeiro, and under the superintendence of the Embassies of the two Powers in those capitals.

Article VI.

The Governments of Brazil and of the Argentine Republic shall determine the credits necessary for fitting up the halls for exhibition and sale, and shall organise them in such a way that they may be able to supply official information on national products in an authoritative and technically competent manner.

Article VII.

The present Convention shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification at Buenos Aires. It shall remain in force for one year and shall be regarded as prolonged by tacit consent until denounced by one of the Contracting Parties on giving three months' notice.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention, in duplicate Portuguese and Spanish texts, and have thereto affixed their seals.

Done at Rio de Janeiro, the tenth day of October, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) A. DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

N° 4147.

FRANCE ET TURQUIE

Avenant à la Convention de commerce et de navigation du 29 août 1929 entre les deux pays, avec annexes. Signé à Ankara, le 15 juin 1937.

FRANCE AND TURKEY

Additional Agreement to the Convention of Commerce and Navigation of August 29th, 1929, between the Two Countries, with Annexes. Signed at Ankara, June 15th, 1937.

N° 4147. — AVENANT A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 29 AOÛT 1929 ENTRE LA FRANCE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 15 JUIN 1937.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 21 juillet 1937.*

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS et LE GOUVERNEMENT TURC, désireux de faciliter les relations commerciales entre les deux pays, conviennent de remettre en vigueur, pendant la durée du présent avenant, les stipulations de la Convention¹ du 29 août 1929, à l'exception des dispositions des articles premier, 2, 3, 5 et 6, ainsi que celles du paragraphe C de l'article 26 et les articles correspondants du protocole annexé à ladite convention ; toutefois, le premier paragraphe de l'*ad* article premier, ainsi que les déclarations contenues dans l'*ad* articles premier et 2 de ce protocole demeurent en vigueur.

Article premier.

A l'exception des produits inscrits sur la liste 1 ci-annexée, les produits d'origine turque seront admis, en matière de tarif, à leur importation en France, au bénéfice des droits du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire des taux les plus réduits que la France accorde ou pourrait accorder à toute Puissance tierce en vertu de mesures tarifaires, de conventions commerciales ou de modifications à la nomenclature douanière et aux méthodes de tarification, tant en ce qui concerne les droits à l'importation, que toute surtaxe, coefficient ou majoration dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

A l'exception des produits inclus à la liste 2 ci-annexée, les produits d'origine française seront admis, en matière de tarif, à leur importation en Turquie, au bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire des taux les plus réduits que la Turquie accorde ou pourrait accorder à toute Puissance tierce, en vertu de mesures tarifaires, de conventions commerciales ou de modifications à la nomenclature douanière et aux méthodes de tarification, tant en ce qui concerne les droits à l'importation que toute surtaxe, coefficient ou majoration dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

Article 2.

Le présent avenant, qui se substitue au *Modus Vivendi* du 6 août 1935, entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1937, pour une durée d'un an.

Il sera renouvelé par tacite reconduction pour des périodes de même durée, si l'une des deux Parties ne l'a pas dénoncé deux mois avant la date de son expiration.

Fait à Ankara, le 15 juin 1937.

(Signé) Jean LESCUYER.

(Signé) Faik KURDOGLU.

¹ Vol. CXXIII, page 193, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4147. — ADDITIONAL AGREEMENT TO THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION OF AUGUST 29TH, 1929, BETWEEN FRANCE AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JUNE 15TH, 1937.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Additional Agreement took place July 21st, 1937.

THE FRENCH GOVERNMENT and THE TURKISH GOVERNMENT, being desirous of promoting commercial relations between the two countries, agree to put once more into force, for the duration of this Additional Agreement, the stipulations of the Convention² of August 29th, 1929, with the exception of the provisions of Articles 1, 2, 3, 5 and 6, and also of those of paragraph C of Article 26 and the corresponding Articles in the Protocol annexed to the said Convention; nevertheless, the first paragraph of *Ad Article 1*, as well as the statements contained in *Ad Articles 1 and 2* of this Protocol, shall remain in force.

Article 1.

With the exception of the products in List 1 annexed hereto, products originating in Turkey shall, in the matter of tariffs, be accorded the rates of the minimum tariff and most-favoured-nation treatment on importation into France, that is to say, the lowest rates that France grants or may hereafter grant to any third Power in virtue of tariff measures, commercial conventions or modifications in the Customs nomenclature and in the methods of levying tariffs, both as regards import duties and as regards any surtax, coefficient or increase to which these duties are or may be subject.

With the exception of the products in List 2 annexed hereto, products originating in France shall, in the matter of tariffs, be accorded most-favoured-nation treatment, on importation into Turkey, that is to say, the lowest rates that Turkey grants or may hereafter grant to any third Power in virtue of tariff measures, commercial conventions or modifications in the Customs nomenclature and in the methods of levying tariffs, both as regards import duties and as regards any surtax, coefficient or increase to which these duties are or may be subject.

Article 2.

The present Additional Agreement, which shall replace the *Modus Vivendi* of August 6th, 1935, shall come into force on July 1st, 1937, for a period of one year.

It shall be renewed by tacit consent for periods of the same duration, provided one of the two Parties has not denounced it two months before the date of its expiry.

Done at Ankara, June 15th, 1937.

(Signed) Jean LESCUYER.

(Signed) Faik KURDOGLU.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. CXXIII, page 193, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LISTE I

PRODUITS POUR LESQUELS LA TURQUIE NE BÉNÉFICIERA PAS DE LA CLAUSE DE LA NATION
LA PLUS FAVORISÉE A L'ENTRÉE EN FRANCE.

Numéro du tarif douanier français	Désignation des marchandises
52	Blanc de baleine et de cachalot.
54	Fanons de baleine, bruts.
62	Dents d'éléphants.
75 <i>bis</i>	Pain de régime, de gluten.
102	Cannelle.
106	Girofle.
107	Vanille.
108	Thé.
118	Camphre.
119	Caoutchouc, balata, gutta-percha, etc.
144	Phormium tenax, abaca, etc.
205 <i>bis</i>	Ferro-alliages, etc.
211	Fer-blanc.
07, 07 <i>bis</i> , 08, 09	Acide nitrique.
010	Acide sulfonitrique.
013 <i>bis</i>	Eaux ammoniacales provenant de l'épuration du gaz.
015	Ammoniaque commercialement pure, etc.
016	Ammoniaque liquide anhydre.
035	Oxychlorure de carbone.
054	Hydrogène comprimé.
059	Oxygène comprimé et liquéfié.
059 <i>bis</i>	Azote comprimé.
059 <i>ter</i>	Acétylène, etc.
0137 <i>bis</i>	Lessives résiduelles de carnallite.
0318	Quinaldine, quinoléine.
0319	Méthylquinoléine, etc.
0321 <i>bis</i>	Paracrésidine.
0331	Nitroso-analgésine.
0334	Benzylidène, amino-analgésine.
0336 <i>bis</i>	Diamidodiphénylurée, etc.
0356	Glycyrrhizine ou glycyrrhizate d'ammoniaque.
213	Rails en acier.
288	Pâte de pastel grossière.
289	Cachou en masse.
340	Appareils sanitaires en grès.
351	Verre à vitre.
351 <i>bis</i>	Vitraux.
497 à 509 <i>bis</i>	Horlogerie.
512 B	Locomotives.
515 à 519 <i>bis</i>	Machines et mécaniques.
Ex 521 <i>quater</i>	Linotypes.
524 <i>bis</i> G	Appareils de T. S. F.
527	Appareils frigorifiques.
544	Aiguilles à coudre.
560 et 561	Câbles en acier.
631	Fanons de baleine.
634-635	Instruments de précision.
620-635	Instruments d'optique.
635 <i>bis</i>	Stéréoscopes.
648	Allumettes chimiques.

LIST I.

PRODUCTS FOR WHICH TURKEY SHALL NOT ENJOY THE BENEFIT OF THE MOST-FAVoured-NATION
CLAUSE ON THEIR ENTRY INTO FRANCE.

Number in French Customs Tariff	Designation of Goods
52	Spermaceti.
54	Whalebone, rough.
62	Elephants' tusks and teeth.
75 <i>bis</i>	Dietetic and gluten bread.
102	Cinnamon.
106	Cloves.
107	Vanilla.
108	Tea.
118	Camphor.
119	Rubber, balata, gutta-percha, etc.
144	Phormium tenax, abaca, etc.
205 <i>bis</i>	Ferro-alloys, etc.
211	Tinplate.
07, 07 <i>bis</i> , 08, 09	Nitric acid.
010	Sulphonitric acid.
013 <i>bis</i>	Ammoniacal waters resulting from purification of gas.
015	Ammonia commercially pure, etc.
016	Ammonia, liquid, anhydrous.
035	Oxichloride of carbon.
054	Compressed hydrogen.
059	Compressed and liquefied oxygen.
059 <i>bis</i>	Compressed nitrogen.
059 <i>ter</i>	Acetylene, etc.
0137 <i>bis</i>	Residual lyes of carnallite.
0318	Quinaldine, quinoleine.
0319	Methylquinoleine, etc.
0321 <i>bis</i>	Paracresidine.
0331	Nitroso-analgésie.
0334	Benzylidene, amino-analgésie.
0336 <i>bis</i>	Diamidodiphenylurea, etc.
0356	Glycyrrhizine or Glycyrrhizate of ammonia.
213	Steel rails.
288	Paste for pastels, coarse.
289	Catechu, in the mass.
340	Sanitary apparatus in stoneware.
351	Window glass.
351 <i>bis</i>	Church windows.
497-509 <i>bis</i>	Clocks and watches.
512 B	Locomotives.
515-519 <i>bis</i>	Machines and machinery.
Ex 521 <i>quater</i>	Linotypes.
524 <i>bis</i> G	Wireless apparatus.
527	Freezing apparatus.
544	Sewing needles.
560 and 561	Steel cables.
631	Whale fins.
634-635	Instruments of precision.
620-635	Optical instruments.
635 <i>bis</i>	Stereoscopes.
648	Chemical matches.

LISTE 2

PRODUITS POUR LESQUELS LA FRANCE NE BÉNÉFICIERA PAS DE LA CLAUSE DE LA NATION
LA PLUS FAVORISÉE A L'ENTRÉE EN TURQUIE.

Numéro du tarif douanier turc	Désignation des marchandises
2	Mulets.
3	Anes.
34	Œufs.
57	Eponge de mer et de rivière.
Ex 114	Tapis et kilims turcs et persans.
Ex 152	Seigle, maïs, maïs dent-de-cheval.
Ex 174	Raisins secs.
198	Pommes de terre fraîches.
Ex 206	Rahatlokoum.
Ex 207	Halva de toutes sortes.
Ex 280	Poix de stéarine.
Ex 283	Charbon de bois.
288	Copeaux, fils, paille, laine et sciure de bois.
300	Sabots de bois, même avec addition de cuir.
Ex 409	Lin et chanvre peignés et étoupes de lin et de chanvre.
Ex 674	Traîneaux.
Ex 694	Lignite, ouvrages en tourbe.

Pour copie certifiée conforme :

M. Lozé.

LIST 2.

PRODUCTS FOR WHICH FRANCE SHALL NOT ENJOY THE BENEFIT OF THE MOST-FAVOURED-NATION
CLAUSE ON THEIR ENTRY INTO TURKEY.

Number in Turkish Customs Tariff	Designation of Goods
2	Mules.
3	Asses.
34	Eggs.
57	Sea and river sponges.
Ex 114	Turkish and Persian carpets and kelims.
Ex 152	Rye, maize, dent corn.
Ex 174	Dried grapes (raisins)
198	Fresh potatoes.
Ex 206	Rahat lakoum.
Ex 207	Halva of any kind.
Ex 280	Stearin pitch.
Ex 283	Charcoal.
288	Wood shavings, splints, straw, wool and sawdust.
300	Wooden clogs, even with leather additions.
Ex 409	Hackled flax and hemp and flax and hemp tow.
Ex 674	Sledges.
Ex 694	Lignite, manufactures of peat.

N° 4148.

FRANCE ET SUÈDE

**Déclaration concernant la délivrance
gratuite réciproque des expédi-
tions d'actes de l'état civil. Signée
à Paris, le 30 juin 1937.**

FRANCE AND SWEDEN

**Declaration regarding the Reciprocal
Issue Free of Charge of Copies
of Civil Status Records. Signed
at Paris, June 30th, 1937.**

N° 4148. — DÉCLARATION ENTRE LA FRANCE ET LA SUÈDE
CONCERNANT LA DÉLIVRANCE GRATUITE RÉCIPROQUE DES
EXPÉDITIONS D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. SIGNÉE À PARIS,
LE 30 JUIN 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 22 juillet 1937.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désirant assurer la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil réclamées dans un intérêt administratif ou au profit de personnes indigentes, sont convenus de ce qui suit :

« Le Gouvernement suédois, pour les sujets français nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, séparés légalement, divorcés ou décédés en Suède et le Gouvernement français pour les Suédois, nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, séparés légalement, divorcés ou décédés en France, s'engagent à délivrer, sans frais, à l'autre Partie contractante des expéditions littérales des actes de l'état civil dressés sur leur territoire respectif lorsque la demande en sera faite dans un intérêt administratif.

» Les Gouvernements suédois et français s'engagent aussi à délivrer, sans frais, pour le même objet, les expéditions des actes de l'état civil concernant les étrangers de nationalités autres que la nationalité suédoise ou française.

» Les Gouvernements suédois et français se délivreront gratuitement les expéditions d'actes de l'état civil demandés pour leurs ressortissants respectifs indigents.

» La demande sera faite à l'autorité locale de chaque pays par la mission diplomatique ou par les consuls de l'autre pays ; cette demande spécifiera sommairement le motif, par exemple : « intérêt administratif » ou « indigence du Suédois (ou du Français) requérant ».

» Le fait de la délivrance d'une expédition d'un acte de l'état civil ne préjugera en rien de la question de la nationalité de l'intéressé au regard des deux gouvernements. »

La présente déclaration entrera en vigueur le premier juillet 1937 et remplacera la précédente Déclaration¹ franco-suédoise, signée à Paris le 9 novembre 1904, qui était relative à la communication réciproque des actes de l'état civil. Ce dernier arrangement a été dénoncé et cessera d'être en vigueur le 30 juin 1937.

En foi de quoi les soussignés M. Einar HENNINGS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suède près le Président de la République française et M. Yvon DELBOS, ministre des Affaires étrangères de la République française, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le 30 juin 1937.

(L. S.) (Signé) E. HENNINGS.

(L. S.) (Signé) Yvon DELBOS.

Certifiée pour copie conforme :

Copie certifiée conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 15 juillet 1937.

Le Chef du Service du Protocole,
M. Lozé.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 584.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4148. — DECLARATION BETWEEN FRANCE AND SWEDEN
REGARDING THE RECIPROCAL ISSUE FREE OF CHARGE OF
COPIES OF CIVIL STATUS RECORDS. SIGNED AT PARIS,
JUNE 30TH, 1937.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Declaration took place July 22nd, 1937.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of providing for the reciprocal issue, free of charge, of copies of civil status records required for administrative purposes or for indigent persons, have agreed as follows :

“ The Swedish Government undertakes in respect of French nationals born, recognised, legitimated, adopted, married, legally separated, divorced or deceased in Sweden, and the French Government in respect of Swedish nationals born, recognised, legitimated, adopted, married, legally separated, divorced or deceased in France, to issue, free of charge, to the other Contracting Party literal copies of civil status records drawn up in their respective territories, whenever such copies are requested for administrative purposes.

“ The Swedish and French Governments also undertake to issue, free of charge, for the same purpose, copies of civil status records concerning foreigners of nationalities other than Swedish or French.

“ The Swedish and French Governments shall communicate to each other free of charge copies of civil status records requested for their respective indigent nationals.

“ The requests shall be made to the local authority of each country by the diplomatic representatives or consuls of the other country ; such requests shall specify briefly the grounds on which they are made, for instance : ‘ administrative purposes ’ or ‘ indigence of the Swedish (or French) applicant ’.

“ The issue of a copy of a civil status record shall in no way affect the question of the nationality of the person concerned with regard to the two Governments. ”

The present Declaration shall come into force on July 1st, 1937, and shall replace the previous Franco-Swedish Declaration² signed in Paris on November 9th, 1904, relating to the reciprocal communication of civil status records. That agreement has been denounced and will cease to apply on June 30th, 1937.

In faith whereof the undersigned, M. Einar HENNINGS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Sweden to the President of the French Republic, and M. Yvon DELBOS, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, being duly authorised by their respective Governments, have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done at Paris in duplicate, this 30th day of June, 1937.

(L. S.) (Signed) E. HENNINGS.

(L. S.) (Signed) Yvon DELBOS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 97, page 972.

N° 4149.

TURQUIE ET YOUGOSLAVIE

Convention concernant la protection judiciaire et le concours réciproque des autorités judiciaires des deux pays en matière civile et commerciale. Signée à Ankara, le 3 juillet 1934.

TURKEY AND YUGOSLAVIA

Convention concerning Legal Protection and Collaboration of the Judicial Authorities of the Two Countries in Civil and Commercial Matters. Signed at Ankara, July 3rd, 1934.

N° 4149. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE CONCERNANT LA PROTECTION JUDICIAIRE ET LE CONCOURS RÉCIPROQUE DES AUTORITÉS JUDICIAIRES DES DEUX PAYS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A ANKARA, LE 3 JUILLET 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 juillet 1937.

LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE

et

LA RÉPUBLIQUE TURQUE

Animés du désir de régler, en matière civile et commerciale, la protection judiciaire des ressortissants yougoslaves en Turquie et des ressortissants turcs en Yougoslavie, ainsi que le concours réciproque que doivent se prêter les autorités judiciaires des deux pays, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

Son Excellence Monsieur le Dr MIROSLAV YANCOVITCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Royaume de Yougoslavie en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence MENEMENLI NUMAN Bey, ambassadeur, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

PROTECTION JUDICIAIRE.

Article premier.

1. Les ressortissants de chacun des Etats contractants jouiront, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux, en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 27 avril 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4149. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF TURKEY AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA CONCERNING LEGAL PROTECTION AND COLLABORATION OF THE JUDICIAL AUTHORITIES OF THE TWO COUNTRIES IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT ANKARA, JULY 3RD, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 27th, 1937.

THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA
and

THE REPUBLIC OF TURKEY,

Animated by the desire to regulate the judicial protection of Yugoslav nationals in Turkey and Turkish nationals in Yugoslavia in civil and commercial matters, as also the reciprocal support to be lent by the judicial authorities of the two countries to one another, have resolved to conclude a Convention to this effect and have appointed as their Plenipotentiaries, namely :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

His Excellency Dr. Miroslav YANCOVITCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Kingdom of Yugoslavia in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency Menemenli NUMAN Bey, Ambassador, Secretary-General of the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPTER I.

JUDICIAL PROTECTION.

Article I.

1. Nationals of either contracting State shall enjoy the same treatment in the territory of the other contracting State as the nationals of the latter in respect of the legal and judicial protection of their persons and property.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Belgrade, April 27th, 1937.

2. Ils auront à cet effet libre accès aux tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions et avec les mêmes formalités que les nationaux.

Article 2.

1. Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposée à raison, soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux de l'un des Etats contractants, ayant leur domicile dans un de ces Etats qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre Etat.

2. La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 3.

1. Les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées dans le territoire de l'un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du versement en vertu, soit de l'article 2, soit des lois du pays où l'action est intentée, seront rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente de l'autre Etat.

2. La demande devra être faite par voie diplomatique.

3. La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

Article 4.

1. Les décisions relatives aux frais et dépens visés à l'article 3 seront déclarées exécutoires, sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

2. L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner :

a) Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, la décision est passée en force de chose jugée ;

b) Si le dispositif de la décision est accompagné d'une traduction qui sera faite dans la langue de l'Etat requis ou en français et certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou requis.

3. Pour satisfaire à la condition prescrite à l'alinéa 2 a), il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée.

La compétence de cette autorité sera certifiée par le plus haut fonctionnaire de l'administration de la justice dudit Etat. La déclaration et le certificat dont il vient d'être parlé doivent être traduits conformément à la règle contenue à l'alinéa 2 b).

4. L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur évaluera, pourvu que la partie le demande en même temps, le montant des frais d'attestation, de traduction et de légalisation visées à l'alinéa 2 b). Ces frais seront considérés comme des frais et dépens du procès.

Article 5.

Les ressortissants de l'un des Etats contractants seront admis, sur le territoire de l'autre Etat, au bénéfice de l'assistance judiciaire dans les mêmes conditions que les nationaux.

2. To this end, they shall have free access to the courts and may sue or be sued on the same terms and in the same manner as nationals of the country.

Article 2.

1. Nationals of one contracting State, domiciled in one contracting State, who come as plaintiffs or interveners before the courts of the other State may not be required on the ground of being aliens, or of not being domiciled or resident in the country, to give sureties or deposits of any description.

2. The same rule shall apply to payments required of plaintiffs or interveners as a guarantee of judicial costs.

Article 3.

1. Orders to pay judicial costs and charges made in the territory of one of the contracting States against a plaintiff or intervener who is exempted from sureties, deposits and payments under Article 2, or under the laws of the country in which the case is brought, shall be made enforceable free of charge by the competent authority of the other State.

2. Application must be made through the diplomatic channel.

3. The same rule shall apply to judicial decisions under which the amount of the costs is left to be fixed at a later date.

Article 4.

1. Decisions with regard to the costs and charges mentioned in Article 3 shall be declared enforceable without the parties to the case being heard, subject to subsequent appeal by the party mulcted in the costs, in conformity with the law of the country in which the order of the court is enforceable.

2. The authority vested with the power of decision as to an application for enforcement shall consider solely :

(a) Whether the order has become legally binding under the law of the country in which it is made ;

(b) Whether the material part of the order is accompanied by a translation in the language of the State applied to or in French certified correct by a diplomatic or consular agent of the State applying or by a sworn translator of the State applying or of the State applied to.

3. A declaration by the competent authority of the State applying to the effect that the order has become legally binding shall constitute compliance with the condition laid down in paragraph 2 (a).

The competence of such authority shall be certified by the highest official of the administration of justice of the said State. The declaration and certificate in such case must be translated in conformity with the stipulations contained in paragraph 2 (b).

4. The authority vested with the power of decision as to an application for enforcement shall determine, if the party so requests at the time, the amount of the costs of attestation, translation and legalisation referred to in paragraph 2 (b). Such costs shall be regarded as part of the judicial costs and charges of the case.

Article 5.

Nationals of one contracting State shall be entitled in the territory of the other contracting State to judicial assistance under the same conditions as nationals of the country.

Article 6.

1. Le certificat d'indigence doit être délivré par les autorités de la résidence habituelle du requérant ou, à défaut d'une telle résidence, par les autorités de sa résidence actuelle.

2. Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande d'assistance judiciaire gratuite est formée, le certificat d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

3. Si le requérant ne réside pas dans le territoire de l'un des Etats contractants, il suffira d'un certificat délivré par l'agent diplomatique ou consulaire compétent de l'Etat auquel il appartient.

Article 7.

1. Si le requérant réside dans le pays où la demande d'assistance judiciaire gratuite est formée, l'autorité compétente pour délivrer le certificat d'indigence pourra prendre les informations nécessaires sur sa situation pécuniaire auprès des autorités du pays auquel il appartient.

2. L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats et renseignements qui lui sont fournis et de se faire donner, pour s'éclairer suffisamment, des informations complémentaires.

Article 8.

La partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire par l'autorité compétente de l'un des Etats contractants jouira également de ce bénéfice pour tous les actes de procédure se référant à la même cause, qui sont effectués devant les autorités judiciaires de l'autre Etat conformément aux dispositions de cette convention.

CHAPITRE II

ASSISTANCE RÉCIPROQUE DES AUTORITÉS JUDICIAIRES.

Article 9.

1. En matière civile ou commerciale, les significations d'actes émanant des autorités de l'un des Etats contractants et destinés à des personnes qui résident dans le territoire de l'autre, se feront par la voie diplomatique. La demande contenant l'indication de l'autorité dont émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit devra être rédigée dans la langue de l'Etat requis ou en français.

2. L'autorité à laquelle la demande est adressée enverra par la même voie la pièce prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée. En cas d'incompétence *ratione loci*, elle transmettra d'office la demande à l'autorité compétente.

Article 10.

1. La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. Sauf les cas prévus à l'alinéa 2, cette autorité pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire, s'il se déclare prêt à l'accepter.

Article 6.

1. The certificate of indigence shall be issued by the authorities of the habitual place of residence of the applicant or, in default of an habitual place of residence, by the authorities of his place of residence at the time of applying.

2. If the applicant does not reside in the country in which the application for free judicial assistance is made, the certificate of indigence shall be legalised free of charge by a diplomatic or consular agent of the State in which the document has to be produced.

3. If the applicant does not reside in the territory of either contracting State, a certificate issued by the competent diplomatic or consular agent of the State to which he belongs shall suffice.

Article 7.

1. If the applicant resides in the country in which the application for free judicial assistance is made, the competent authority for the issue of the certificate of indigence may procure the necessary information as to his financial position from the authorities of the country to which the applicant belongs.

2. The authority vested with the power of decision as to an application for free judicial assistance shall be entitled, within the limits of his powers, to verify the certificates and particulars supplied to him and to request such further particulars as he may need for his information.

Article 8.

A party granted judicial assistance by the competent authority of one contracting State shall enjoy the same privilege for all proceedings in connection with the case conducted before the judicial authorities of the other State in conformity with the provisions of this Convention.

CHAPTER II.

CO-OPERATION OF JUDICIAL AUTHORITIES.

Article 9.

1. In civil and commercial matters, the service of documents issued by the authorities of one contracting State and addressed to persons residing in the territory of the other contracting State shall be effected through the diplomatic channel. The request, which shall give the designation of the authority by which the document transmitted is issued, together with the names and descriptions of the parties, the address of the person to whom the document is to be delivered and the nature of the document, shall be drawn up in the language of the State applied to or in French.

2. The authority to whom the request is addressed shall forward through the same channel the papers proving service or indicating the circumstances preventing service. If he is not himself the authority locally competent to deal with the request, he shall transmit it of his own motion to the proper authority.

Article 10.

1. Service shall be effected by the competent authority of the State applied to. Save in the cases for which provision is made in paragraph 2, it shall be sufficient for the competent authority to serve the document by delivery to the recipient, provided the latter declares his willingness to receive it.

2. Sur la demande de l'autorité requérante, la signification sera effectuée par l'autorité requise dans les formes prescrites par sa législation intérieure pour les significations analogues ou dans une forme spéciale, en tant que celle-ci n'est pas contraire à sa législation.

Article 11.

La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Article 12.

1. En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire de l'un des Etats contractants pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente de l'autre Etat pour lui demander de faire dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

2. La commission rogatoire sera transmise par la voie diplomatique. Elle devra être accompagnée d'une traduction qui sera faite dans la langue de l'Etat requis ou en français et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou requis. En cas d'incompétence *ratione loci*, l'autorité à laquelle la commission rogatoire est adressée, la transmettra d'office à l'autorité compétente et en informera l'autorité de laquelle la commission rogatoire est émanée.

Article 13.

1. L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes sanctions que pour l'exécution d'une commission des autorités de son pays. L'application de ces sanctions n'est pas obligatoire s'il s'agit de la comparution personnelle des parties en litige.

2. En ce qui concerne le procédé à suivre, l'autorité requise, en effectuant la commission rogatoire, appliquera les lois de son pays ; toutefois, il sera déféré à la demande de l'Etat requérant, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

3. L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire afin que la partie intéressée soit à même d'y assister.

Article 14.

L'exécution ou d'une signification ou d'une commission rogatoire peut être refusée, si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, ou à l'ordre public. L'exécution d'une commission rogatoire peut être refusée, en outre, si l'authenticité du document n'est pas établie ou si, dans le territoire de l'Etat requis, cette exécution ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

Article 15.

1. L'exécution des significations et des commissions rogatoires ne pourra donner lieu à aucun paiement de frais ou de taxes de quelque nature que ce soit.

2. Toutefois, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins et aux experts, ainsi que les frais occasionnés par l'intervention

2. If the authority applying so requests, service shall be effected by the authority applied to in the manner laid down for such service by the municipal law of the State applied to or in any special manner not incompatible with such law.

Article 11.

Proof of service shall be furnished either by a dated and legalised receipt from the recipient, or by an attestation of the authority of the State applied to, stating the fact, manner and date of the service.

Article 12.

1. In civil and commercial matters, the judicial authority of one contracting State may apply, in conformity with the law of his own State, by letters of request to the competent authority of the other State for the institution by the latter within his own jurisdiction of preliminary or other judicial proceedings.

2. The letters of request shall be transmitted through the diplomatic channel. They must be accompanied by a translation in the language of the State applied to or in French certified correct by a diplomatic or consular agent of the State applying or by a sworn translator of the State applying or of the State applied to. If the authority to whom the letters of request are addressed is not the authority locally competent to deal with the matter, he shall of his own motion transmit it to the proper authority and shall inform the authority by whom the letters of request were issued of the action taken.

Article 13.

1. The judicial authority to whom the letters of request are addressed shall be under obligation to comply therewith and to resort to the same measures of compulsion as would be employed in the execution of letters of request issued by the authorities of his own country. Such resort to compulsion shall not be obligatory where the appearance in person of the parties to the dispute is concerned.

2. In the matter of procedure, the authority applied to shall follow the law of his own country in executing the letters of request, but shall comply with a request for special procedure from the State applying, provided such procedure is not incompatible with the law of the State applied to.

3. The authority applying shall be informed, if he so request, as to the date and place of execution of the letters of request, in order that the party concerned may be able to be present at the proceedings.

Article 14.

The service of a document or execution of letters of request may be refused if the State in whose territory it is to take place considers that it might compromise its sovereignty or security or public order. The execution of letters of request may also be refused if the authenticity of the document is not established or if the execution does not come within the powers of the judiciary in the territory of the State applied to.

Article 15.

1. No costs or fees of any description may be exacted in respect of the service of documents or execution of letters of request.

2. Nevertheless, the State applied to shall have the right to require the State applying to refund allowances paid to witnesses or experts, or costs occasioned by the employment of a legal

d'un officier ministériel rendue nécessaire par le fait que les témoins n'ont pas comparu volontairement, ou des frais résultant de l'application éventuelle d'une forme spéciale d'exécution des significations ou des commissions rogatoires.

Article 16.

1. Chacun des Etats contractants a le droit de faire effectuer des significations par ses agents diplomatiques ou consulaires, directement et sans contrainte, à ses ressortissants qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat.

2. Il en est de même en ce qui concerne l'exécution de commissions rogatoires.

3. En cas de difficultés dans l'application de cet article, il sera procédé selon les dispositions des articles 9 et 12 de la présente convention.

Article 17.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Belgrade aussitôt que faire se pourra.

Article 18.

La présente convention sera exécutoire trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant six ans à partir de ce jour.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration des six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Ankara, en double original, le 3 juillet 1934.

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre,

*Le Chef de la I^{re} Section
du Département politique,*

Ivan Kovatchevitch.

(L. S.) M. YANCOVITCH, *m. p.*

(L. S.) M. NUMAN, *m. p.*

officer to secure the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, or costs arising out of the recourse to special procedure for the service of documents or the execution of letters of request.

Article 16.

1. Either contracting State shall be entitled to have documents served by its diplomatic or consular agents on its nationals within the territory of the other State directly and without resort to compulsion.

2. The same shall apply to the execution of letters of request.

3. In the event of difficulties arising in the application of this Article, recourse shall be had to the procedure laid down in Articles 9 and 12 of the present Convention.

Article 17.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Belgrade as soon as possible.

Article 18.

The present Convention shall come into force three months after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of six years as from that date.

Should neither Contracting Party have given notice, six months before the end of the above-named period, of its intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of a period of six months as from the date of its denunciation by either Contracting Party.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Ankara, this 3rd day of July, 1934.

(L. S.) M. YANCOVITCH, *m. p.*

(L. S.) M. NUMAN, *m. p.*

N° 4150.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SALVADOR**

Accord commercial, avec annexes.
Signé à San-Salvador, le 19 février
1937.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND EL SALVADOR**

Commercial Agreement, with
Annexes. Signed at San Salvador,
February 19th, 1937.

No. 4150. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND EL SALVADOR. SIGNED AT SAN SALVADOR, FEBRUARY 19TH, 1937.

English and Spanish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a.i. of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place July 27th, 1937.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF EL SALVADOR, desiring to strengthen the traditional bonds of friendship between the two countries by maintaining the principle of equality of treatment as the basis of commercial relations and by granting mutual and reciprocal advantages for the promotion of trade, have decided to conclude a trade Agreement and for that purpose have appointed their Plenipotentiaries as follows:

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Dr. Frank P. CORRIGAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Republic of El Salvador ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF EL SALVADOR :

Dr. Miguel Angel ARAUJO, Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, after having exchanged their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the Republic of El Salvador, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the Republic of El Salvador in force on the day of the signature of this Agreement.

Article II.

Articles the growth, produce or manufacture of the Republic of El Salvador, enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the United States of America, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties,

¹ Came into force May 31st, 1937.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4150. — CONVENIO ¹ COMERCIAL ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y EL SALVADOR. FIRMADO EN SAN SALVADOR, EL 19 DE FEBRERO DE 1937.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 juillet 1937.

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE EL SALVADOR, deseosos de estrechar los vínculos de amistad entre ambos países por medio del mantenimiento del principio de igualdad de trato como base de relaciones comerciales y por la concesión de ventajas mutuas y recíprocas para la promoción del comercio, han decidido concluir un Convenio Comercial y para ese fin han designado sus Plenipotenciarios, así :

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Al Señor Doctor Don Frank Patrick CORRIGAN, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario cerca de la República de El Salvador ;

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE EL SALVADOR :

Al Señor Doctor Don Miguel Angel ARAUJO, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores ;

Quienes, después de haber canjeado sus plenos poderes, y de encontrarlos en buena y debida forma, han convenido en los siguientes artículos :

Artículo I.

Los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América, enumerados y descritos en la Lista I, anexa a este Convenio, y del cual es parte integrante, serán eximidos, a su importación en la República de El Salvador, de los derechos aduaneros ordinarios que excedan a los especificados en dicha Lista. También a dichos artículos se les concederá exención de cualesquiera otros derechos, impuestos, contribuciones, cargas o exacciones sobre o relacionados con las importaciones, que sean en exceso de los que rigen en el día de la firma de este Convenio o de los que han de regir en lo sucesivo conforme a las leyes de la República de El Salvador vigentes en el día de la firma de este Convenio.

Artículo II.

Los artículos cosechados, producidos o fabricados en la República de El Salvador, enumerados y descritos en la Lista II, anexa a este Convenio, y del cual es parte integrante, serán eximidos a su importación en los Estados Unidos de América, de los derechos aduaneros ordinarios que excedan a los especificados en dicha Lista. También a dichos artículos se les concederá exención

¹ Entré en vigueur le 31 mai 1937.

taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under the laws of the United States of America in force on the day of the signature of this Agreement.

As long as there remain operative the quota provisions of the Act entitled " An Act to include sugar beets and sugarcane as basic agricultural commodities under the Agricultural Adjustment Act, and for other purposes ", approved by the President of the United States of America on May 9th, 1934, as modified and extended by Public Resolution No. 109, approved June 19th, 1936, or the quota provisions of any similar Act which also provides for not charging to the quota of any country sugar with respect to which a drawback of duty is allowed for such country, any sugar imported into the United States of America from the Republic of El Salvador with respect to which a drawback of duty is allowed, under the provisions of Section 313 of the Tariff Act of 1930, shall not be charged against the quota established by the Secretary of Agriculture of the United States of America for the Republic of El Salvador.

Article III.

The United States of America and the Republic of El Salvador agree that the notes included in Schedule I and II are hereby given force and effect as integral parts of this Agreement.

Article IV.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of El Salvador, shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin.

Article V.

In respect of articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of El Salvador, enumerated and described in Schedules I and II, respectively, imported into the other country, on which *ad valorem* rates of duty, or duties based upon or regulated in any manner by value, are or may be assessed, it is understood and agreed that the bases and methods of determining dutiable value and of converting currencies shall be no less favorable to importers than the bases and methods prescribed under laws and regulations of the Republic of El Salvador and the United States of America, respectively, in force on the day of the signature of this Agreement.

Article VI.

1. The United States of America will not impose any prohibition, import or Customs quotas, import licenses or any other form of quantitative regulation, whether or not operated in connection with any agency of centralized control, on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the Republic of El Salvador, enumerated and described in Schedule II ; nor will the Republic of El Salvador impose any prohibition, import or Customs quotas, import licenses or any other form of quantitative regulation, whether or not operated in connection with any agency of centralized control, on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Schedule I.

2. The foregoing provision shall not apply to :

- (a) Prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds ;
- (2) designed to protect human, animal or plant life ; (3) relating to prison-made goods ;
- or (4) relating to the enforcement of police or revenue laws ; or to

de cualesquiera otros derechos, impuestos, contribuciones, cargas o exacciones, sobre o relacionados con las importaciones, que sean en exceso de los que rigen en el día de la firma de este Convenio o de los que han de regir en lo sucesivo conforme a las leyes de los Estados Unidos de América, vigentes en el día de la firma de este Convenio.

Mientras estén vigentes las disposiciones sobre cuotas de la llamada «Ley para incluir remolachas y caña de azúcar como artículos agrícolas básicos, conforme la Ley sobre Arreglo Agrónomo, y para otros propósitos», aprobada por el Presidente de los Estados Unidos el 9 de mayo de 1934, modificada y prorrogada por la Resolución Pública No. 109, aprobada el 19 de junio de 1936, o las disposiciones sobre cuotas de cualquiera ley parecida que también establezcan que no se cargue a la cuota de cualquier país el azúcar que tenga descuento o devolución (drawback) en los derechos de dicho país, cualquier azúcar importado a los Estados Unidos de América de la República de El Salvador, con respecto al cual esté permitido un descuento o devolución (drawback) de derechos de aduana, bajo las disposiciones de la Sección 313 del Tariff Act of 1930, no será cargado en la cuota establecida por el Secretario de Agricultura de los Estados Unidos de América para la República de El Salvador.

Artículo III.

Los Estados Unidos de América y la República de El Salvador convienen en dar a las notas incluidas en las Listas I y II, fuerza y efecto como partes integrantes de este Convenio.

Artículo IV.

Los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América o en la República de El Salvador estarán exentos, después de su importación en el otro país, de impuestos, contribuciones, cargas o exacciones internas, distintos o mayores que los pagaderos sobre análogos artículos de origen nacional o de cualquier otro origen extranjero.

Artículo V.

Con respecto a los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América o en la República de El Salvador enumerados y descritos en las Listas I y II, respectivamente, que se importen en el otro país, sobre los cuales se imponen o se impusieren derechos *ad valorem*, o derechos basados sobre el valor o determinados de cualquier manera por él, se entiende y se conviene que las bases y los métodos para determinar el monto imponible y para hacer la conversión de la moneda, no serán, de ninguna manera, menos favorables a los importadores que las bases y los métodos prescritos por las leyes y reglamentos de la República de El Salvador y de los Estados Unidos de América, respectivamente, vigentes en el día de la firma de este Convenio.

Artículo VI.

1. Los Estados Unidos de América no impondrá prohibición alguna, ni cuotas de importación o aduaneras, permisos de importación o cualquiera otra forma de régimen cuantitativo, sea que éste opere o no en conexión con agencias de control centralizado, sobre la importación o venta de ningún artículo cosechado, producido o fabricado en la República de El Salvador, enumerado y descrito en la Lista II; ni la República de El Salvador impondrá clase alguna de prohibiciones, cuotas de importación o aduaneras, permisos de importación o cualquiera otra forma de régimen cuantitativo, sea que éste opere o no en conexión con agencias de control centralizado, sobre la importación o venta de ningún artículo cosechado, producido o fabricado en los Estados Unidos de América, enumerado y descrito en la Lista I.

2. La disposición precedente no se aplicará a :

- a) Las prohibiciones o restricciones : 1) con finalidades morales o humanitarias ;
 - 2) destinadas a la protección de la vida humana, animal o vegetal ; 3) relativas a efectos fabricados en prisiones ; 4) relativas al cumplimiento de leyes policíacas o fiscales ;
- ni a

(b) Quantitative restrictions in whatever form, imposed by the United States of America or the Republic of El Salvador on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country, in conjunction with governmental measures operating to regulate or control the production, market supply or prices of like domestic articles, or tending to increase the labor costs of production of such articles. Whenever the Government of either country proposes to establish or change any restriction authorized by this sub-paragraph, it shall give notice thereof in writing to the other Government and shall afford such other Government an opportunity within thirty days after receipt of such notice to consult with it in respect of the proposed action; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposes to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

3. It is understood that the provisions of this Article do not affect the application of measures directed against misbranding, adulteration and other fraudulent practices, such as are provided for in the pure food and drug laws of the United States of America, or the application of measures directed against unfair practices in import trade, such as are provided for in Section 337 of the United States Tariff Act of 1930.

Article VII.

1. If the Government of the United States of America or the Republic of El Salvador establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower import duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, the Government taking such action will:

(a) Give public notice of the total quantity, or any change therein, of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, during a specified period;

(b) Allot to the other country for such specified period a share of such total quantity as originally established or subsequently changed in any manner equivalent to the proportion of the total importation of such article which such other country supplied during a previous representative period, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment; and

(c) Give public notice of the allotments of such quantity among the several exporting countries, and at all times upon request advise the Government of the other country of the quantity of any such article the growth, produce or manufacture of each exporting country which has been imported or sold or for which licenses or permits for importation or sale have been granted.

2. Neither the United States of America nor the Republic of El Salvador shall regulate the total quantity of importations into its territory or sales therein of any article in which the other country has an interest, by import licenses or permits issued to individuals or organizations, unless the total quantity of such article permitted to be imported or sold, during a quota period of not less than three months, shall have been established, and unless the regulations covering the issuance of such licenses or permits shall have been made public before such regulations are put into force.

Article VIII.

In the event that the Government of the United States of America or the Government of the Republic of El Salvador establishes or maintains a monopoly for the importation, production

b) Las restricciones cuantitativas en cualquier forma impuestas por los Estados Unidos de América o por la República de El Salvador sobre importación o venta de cualquier artículo cosechado, producido o fabricado en el otro país, en conexión con medidas gubernativas destinadas a regularizar o controlar la producción, el abastecimiento del mercado, o los precios de artículos nacionales análogos, o tendientes a aumentar el costo del trabajo de producción de dichos artículos. En caso de que el Gobierno de uno u otro de los dos países se proponga establecer o modificar cualquiera restricción autorizada por este inciso, dará aviso de ello al otro Gobierno, por escrito, y comunicará también, a éste, la oportunidad, dentro de treinta días después del recibo de dicho aviso, para consultar con él respecto a la acción propuesta ; y si no se llega a un acuerdo con respecto a esa acción dentro de treinta días después del recibo del aviso mencionado, el Gobierno que se proponga iniciar tal acción, tendrá la libertad de realizarla en cualquier momento, y el otro Gobierno podrá, dentro de los quince días de consumada la acción, quedar también en libertad de dar por terminado este Convenio, por completo, previo aviso, por escrito, con treinta días de anticipación.

3. Queda convenido que las disposiciones de este Artículo no afectan la aplicación de medidas dirigidas contra la falsificación de marcas, adulteración y otras prácticas fraudulentas, tales como las que se prescriben en las leyes de alimentos y drogas de los Estados Unidos de América, ni la aplicación de medidas dirigidas contra prácticas injustas en el comercio de importación, como las prescritas en la Sección 337 de la Ley Arancelaria de 1930 de los Estados Unidos de América.

Artículo VII.

1. Si el Gobierno de los Estados Unidos de América o el de la República de El Salvador establece o mantiene cualquiera clase de restricción cuantitativa o de control sobre la importación o venta de cualquier artículo en el cual el otro país este interesado, o impone una tasa o contribución más baja sobre la importación o venta de una cantidad determinada de ese artículo que la tarifa o contribución que esté establecida sobre importaciones que sean en exceso de tal cantidad, el Gobierno que así actúe deberá :

a) Dar aviso público de la cantidad total o de cualquier cambio en ella en cuanto a cualquiera de dichos artículos cuya venta o importación sea permitida o los cuales puedan ser importados o vendidos con tal rebaja de tarifa durante un determinado período ;

b) Asignar al otro país durante ese determinado período una porción de aquella cantidad total, tal como ésta hubiera sido originalmente establecida o como se hubiera modificado posteriormente en algún modo, equivalente a la proporción de la importación total de ese artículo que ese otro país haya estado proveyendo durante un período representativo anterior, a menos que se convenga mutuamente dispensar tal asignación ; y

c) Dar aviso público de la asignación hecha entre los diversos países exportadores, y en todo momento, informar al Gobierno del otro país, al requerirlo, acerca de la cantidad de cualquier artículo de los cosechados, producidos o fabricados que haya sido importada o vendida, correspondiente a cada país exportador, o por la cual se hubiera otorgado a éstos autorización o permiso de importar o vender.

2. Ni los Estados Unidos de América ni la República de El Salvador regulará la cantidad total de importaciones a su territorio o de ventas en el mismo por medio de autorizaciones o permisos de importación emitidos a favor de individuos u organizaciones, de ningún artículo en que el otro país esté interesado, a menos que la cantidad total de dicho artículo cuya importación o venta se permita durante un período de cuota no menor de tres meses, haya sido establecida y a menos que los reglamentos a que esté sujeta la emisión de tales autorizaciones o permisos hayan sido hechos públicos antes de entrar en vigencia.

Artículo VIII.

En caso que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el Gobierno de la República de El Salvador establezca o mantenga monopolio oficial para la importación, producción o venta

or sale of a particular commodity or grants exclusive privileges, formally or in effect, to one or more agencies to import, produce or sell a particular commodity, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, agrees that in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency the commerce of the other country shall receive fair and equitable treatment. To this end it is agreed that in making its foreign purchases of any product such monopoly or agency will be influenced solely by those considerations, such as price, quality, marketability, and terms of sale, which would ordinarily be taken into account by a private commercial enterprise interested solely in purchasing such product on the most favorable terms.

Article IX.

The tariff advantages and other benefits provided for in this Agreement are granted by the United States of America and the Republic of El Salvador to each other subject to the condition that if the Government of either country shall establish or maintain, directly or indirectly, any form of control of foreign exchange, it shall administer such control so as to insure that the nationals and commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

With respect to the exchange made available for commercial transactions, it is agreed that the Government of each country shall be guided in the administration of any form of control of foreign exchange by the principle that, as nearly as may be determined, the share of the total available exchange which is allotted to the other country shall not be less than the share employed in a previous representative period prior to the establishment of any exchange control for the settlement of commercial obligations to the nationals of such other country.

The Government of each country shall give sympathetic consideration to any representations which the other Government may make in respect of the application of the provisions of this Article, and if, within thirty days after the receipt of such representations, a satisfactory adjustment has not been made or an agreement has not been reached with respect to such representations, the Government making them may, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, terminate this Article or this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article X.

With respect to Customs duties or charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation, and with respect to the method of levying such duties or charges, and with respect to all rules and formalities in connection with importation or exportation, and with respect to all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country, any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or by the Republic of El Salvador to any article originating in or destined for any third country, shall be accorded immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the Republic of El Salvador or the United States of America, respectively.

Article XI.

Laws, regulations of administrative authorities and decisions of administrative or judicial authorities of the United States of America or the Republic of El Salvador, respectively, pertaining to the classification of articles for Customs purposes or to rates of duty shall be published promptly in such a manner as to enable traders to become acquainted with them. Such laws, regulations and decisions shall be applied uniformly at all ports of the respective country, except as otherwise specifically provided in statutes of the United States of America relating to articles imported into Puerto Rico.

No administrative ruling by the United States of America or the Republic of El Salvador effecting advances in rates of duties or in charges applicable under an established and uniform practice to imports originating in the territory of the other country, or imposing any new requirement with respect to such importations, shall be effective retroactively or with respect to articles either

de determinado artículo u otorgue derechos exclusivos, de hecho o de derecho, a una o más agencias para la importación, producción y venta de determinado artículo, el Gobierno del país que establezca o mantenga dicho monopolio o que otorgue tales privilegios de monopolio, se compromete, con respecto a las compras extranjeras de tal monopolio o agencias, a tratar al comercio del otro país imparcial y equitativamente. A este fin se conviene en que, al efectuar en el extranjero sus compras de cualquier producto, tal monopolio o agencias se regirán solamente por tales consideraciones de precio, calidad, posibilidades y condiciones de venta, que tomaría en cuenta ordinariamente una empresa privada comercial interesada solamente en comprar tal producto bajo las condiciones más favorables.

Artículo IX.

Los Estados Unidos de América y la República de El Salvador se conceden mutuamente las ventajas aduaneras y demás beneficios estipulados en este Convenio, sujetos a la condición de que si el Gobierno de uno u otro país estableciere o mantuviere directa o indirectamente cualquiera forma de control sobre el cambio extranjero, administrará tal control de manera que los nacionales y el comercio del otro país tengan la seguridad de que les corresponda una porción justa y equitativa en la asignación del cambio.

Respecto al cambio aprovechable para las transacciones comerciales, se acuerda que el Gobierno de uno u otro país se regirá en la administración de cualquier forma de control sobre el cambio por el principio de que, lo más aproximadamente posible, la porción del total de cambio disponible que se asigne al otro país no será menor que la porción empleada en un período representativo anterior al establecimiento de cualquier control de cambio, para la liquidación de obligaciones comerciales a favor de nacionales de tal otro país.

El Gobierno de cada país prestará consideración amistosa a cualesquiera representaciones que pueda hacer el otro Gobierno respecto a la aplicación de las disposiciones de este artículo; y si, dentro de treinta días a partir del recibo de tales representaciones, no se hubiere llegado a una solución satisfactoria ni a un acuerdo con respecto a ellas, el Gobierno que haya iniciado las mismas, puede, dentro de los quince días siguientes a la expiración del citado período de treinta días, poner fin a este Artículo o a este Convenio en su totalidad previo aviso por escrito con treinta días de anticipación.

Artículo X.

En lo concerniente a derechos aduaneros o gravámenes de cualquier clase, impuestos sobre o en relación con importaciones o exportaciones, y con respecto al método de aplicación de tales derechos o gravámenes, lo mismo que en lo referente a todos los reglamentos y formalidades relacionados con la importación o exportación, y con respecto a todas las leyes o reglamentos que afecten la venta o uso dentro del país, de las mercaderías importadas, cualquier ventaja, favor, privilegio o inmunidad que haya sido o que en lo adelante pueda ser concedido por los Estados Unidos de América o por la República de El Salvador a cualquier artículo originario de, o destinado a un tercer país, deberá ser acordado inmediata e incondicionalmente al artículo análogo originario de o destinado a la República de El Salvador o a los Estados Unidos de América, respectivamente.

Artículo XI.

Las leyes, los reglamentos de las autoridades administrativas y las decisiones de las autoridades administrativas o judiciales de los Estados Unidos de América o de la República de El Salvador, respectivamente, relativos a la clasificación de artículos para fines aduaneros o tasa de derechos, se publicarán en forma tal que los comerciantes puedan oportunamente enterarse de ellos. Tales leyes, reglamentos y decisiones de aplicarán con uniformidad en todos los puertos del país respectivo, excepto las disposiciones específicas contenidas en estatutos de los Estados Unidos de América en cuanto se refieren a artículos importados a Puerto Rico.

Ningún decreto administrativo promulgado por los Estados Unidos de América o por la República de El Salvador que aumente la tasa de derechos o las cargas aplicables en conformidad con una práctica uniforme establecida sobre importaciones originarias del territorio del otro país, o que exija algún nuevo requisito para tales importaciones, tendrá efecto retroactivo; asimismo

entered for or withdrawn for consumption prior to the expiration of thirty days after the date of publication of notice of such ruling in the usual official manner. The provisions of this paragraph do not apply to administrative orders imposing anti-dumping duties, or relating to regulations for the protection of human, animal, or plant life, or relating to public safety, or giving effect to judicial decisions.

Article XII.

In the event that a wide variation occurs in the rate of exchange between the currencies of the United States of America and the Republic of El Salvador, the Government of either country, if it considers the variation so substantial as to prejudice the industries or commerce of the country, shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement or to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article XIII.

Greater than nominal penalties will not be imposed in the United States of America or in the Republic of El Salvador upon importations of articles the growth, produce or manufacture of the other country because of errors in documentation obviously clerical in origin.

The Government of each country will accord sympathetic consideration to, and when requested will afford adequate opportunity for consultation regarding, such representations as the other Government may make with respect to the operation of Customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of Customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life.

Article XIV.

Except as otherwise provided in the second paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the United States of America or by the Republic of El Salvador, respectively, to the commerce of the other country, shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, or to the Panama Canal Zone.

Subject to the reservations set forth in the third, fourth, and fifth paragraphs of this Article, the provisions of Article X shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty or authority of the United States of America or of the Republic of El Salvador, imported from or exported to any territory under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panama Canal Zone.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or by the Republic of El Salvador to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, and advantages resulting from a Customs union to which either the United States of America or the Republic of El Salvador may become a party, shall be excepted from the operation of this Agreement.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to the Philippine Islands irrespective of any change in the political status of the Philippine Islands.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the Republic of El Salvador to the commerce of Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua or Panama, so long as any special treatment accorded to the commerce of those countries or any of them by the Republic of El Salvador is not accorded to any other country, shall be excepted from the operation of this Agreement.

no deberá aplicarse tal disposición a artículos introducidos al país o retirados de la Aduana para el consumo con anterioridad a la expiración de un plazo de treinta días a contar de la fecha de publicación del aviso de tal decreto en la forma oficial acostumbrada. Las disposiciones de este párrafo no son aplicables a órdenes administrativas que establezcan derechos contra el « dumping », ni a las que se refieran a disposiciones para la protección de la vida humana, animal o vegetal, a la seguridad pública, o que den efecto a sentencias judiciales.

Artículo XII.

En caso de gran fluctuación en el tipo de cambio entre la moneda de los Estados Unidos de América y la de la República de El Salvador, el Gobierno de cualquiera de las Partes contratantes, si estimare dicha fluctuación de tal grado que perjudicare las industrias o el comercio de su país, estará en libertad para iniciar gestiones tendientes a modificar este Convenio, o para poner fin al mismo en su totalidad, previo aviso por escrito con treinta días de anticipación.

Artículo XIII.

No se impondrán en los Estados Unidos de América ni en la República de El Salvador, sobre la importación de artículos cosechados, producidos, manufacturados o fabricados en el otro país, más que multas nominales con motivo de errores de documentación que patentemente se deban a la simple escritura, o sean *lapsus plumae* o *lapsus machinae*.

El Gobierno de cada una de las Partes contratantes prestará oportuna consideración amistosa a las representaciones que el otro Gobierno pueda hacerle respecto al funcionamiento de las disposiciones aduaneras, restricciones cuantitativas o la administración de las mismas, cumplimiento de formalidades aduaneras y aplicación de leyes sanitarias y reglamentaciones para la protección de la vida humana, animal o vegetal.

Artículo XIV.

Con excepción de lo estipulado en contrario en el segundo párrafo de este artículo, las disposiciones del presente Convenio referentes al tratamiento otorgado por los Estados Unidos de América o por la República de El Salvador, respectivamente, al comercio del otro país, no serán aplicables a las Islas Filipinas, las Islas Vírgenes, la Samoa americana, la Isla Guam ni a la Zona del Canal de Panamá.

Con sujeción a las reservas expresadas en los párrafos tercero, cuarto y quinto de este Artículo, las estipulaciones del Artículo X serán aplicables a artículos cosechados, producidos o fabricados en cualquier territorio bajo la soberanía o jurisdicción de los Estados Unidos de América o de la República de El Salvador, importados de o exportados a cualquier territorio bajo la soberanía o jurisdicción del otro país. Es entendido, sin embargo, que las disposiciones de este párrafo no son aplicables a la Zona del Canal de Panamá.

Las ventajas que se extienden o que puedan ser extendidas por los Estados Unidos de América o por la República de El Salvador a países contiguos para facilitar el tráfico fronterizo, y las ventajas obtenidas de una unión aduanera de la cual los Estados Unidos de América o la República de El Salvador puedan formar partes, serán exceptuadas de este Convenio.

Las ventajas ahora extendidas o que puedan extenderse en la sucesivo por los Estados Unidos de América, sus territorios y posesiones o la Zona del Canal de Panamá entre sí, o a la República de Cuba, se exceptuarán de este Convenio. Las disposiciones de este párrafo continuarán en vigor con respecto a cualquier ventaja extendida o que pueda extenderse en lo sucesivo por los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones o la Zona del Canal de Panamá, a las Islas Filipinas, prescindiendo de cualquier cambio en el status político de las Islas Filipinas.

Se exceptuarán de los efectos de este Convenio las ventajas acordadas o que después acuerde la República de El Salvador al comercio de Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua y Panamá mientras tales ventajas no se concedan a cualquier otro país.

Unless otherwise specifically provided in this Agreement, the provisions thereof shall not be construed to apply to police or sanitary regulations ; and nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, munitions, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

Article XV.

In the event that the Government of the United States of America or the Government of El Salvador adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government which has adopted any such measure shall consider such representations and proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

Article XVI.

Nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights and obligations arising out of the Treaty¹ of Friendship, Commerce and Consular Rights signed at San Salvador on February 22nd, 1926.

Article XVII.

The present Agreement shall come into full force on the thirtieth day following proclamation thereof by the President of the United States of America and the President of the Republic of El Salvador, or should the proclamations be issued on different days, on the thirtieth day following the date of the later in time of such proclamations, and shall remain in force for the term of three years thereafter, unless terminated pursuant to the provisions of Article VI, Article IX, or Article XII. The Government of each country shall notify the Government of the other country of the date of its proclamation.

Unless at least six months before the expiration of the aforesaid term of three years the Government of either country shall have given to the other Government notice of intention to terminate this Agreement upon the expiration of the aforesaid term, the Agreement shall remain in force thereafter, subject to termination under the provisions of Article VI, Article IX, or Article XII, until six months from such time as the Government of either country shall have given notice to the other Government.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in quadruplicate : two copies in English and two in Spanish, all four authentic, at the City of San Salvador this nineteenth day of February, nineteen hundred and thirty-seven.

For the President of the United States of America :

(Seal) Frank P. CORRIGAN.

For the President of the Republic of El Salvador :

(Seal) Miguel Angel ARAUJO.

¹ Vol. CXXXIV, page 207, of this Series.

Salvo específicas disposiciones en contrario de este Convenio, las estipulaciones del mismo no se interpretarán como aplicables a los reglamentos sanitarios y policíacos y nada de este Convenio se interpretará como contrario a la adopción de medidas que prohíban o restrinjan la exportación de oro o plata, o a la adopción de las medidas que cualquiera de los Gobiernos contratantes crea necesarias para controlar la exportación o venta de armas, municiones o implementos de guerra, y, en circunstancias excepcionales, de todo otro material necesario para la guerra.

Artículo XV.

En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el Gobierno de la República de El Salvador adopte medida alguna que, aun cuando no esté en conflicto con los términos de este Convenio, según la opinión del Gobierno del otro país, tenga el efecto de invalidar o perjudicar cualquiera finalidad de este Convenio, el Gobierno que haya adoptado tal medida considerará las representaciones y proposiciones que el otro Gobierno pueda hacer con el objeto de efectuar un arreglo mutuamente satisfactorio de ese asunto.

Artículo XVI.

Nada de lo expresado en este Convenio se interpretará de tal manera que afecte los derechos y las obligaciones provenientes del Tratado¹ de Amistad, Comercio y Prerrogativas Consulares entre los Estados Unidos de América y la República de El Salvador firmado en la ciudad de San Salvador a los veintidós días del mes de febrero de mil novecientos veintiséis.

Artículo XVII.

El presente Convenio entrará en pleno vigor el trigésimo día después de la proclamación del mismo por el Presidente de los Estados Unidos de América y por el Presidente de la República de El Salvador o en el caso de que las proclamaciones fueran promulgadas en diferentes fechas, el trigésimo día después de la fecha de la última proclamación; y quedará en vigor durante los tres años subsiguientes, a menos que sea terminado antes de acuerdo con las disposiciones de los Artículos VI, IX o XII. El Gobierno de cada una de las Partes contratantes notificará al Gobierno de la otra Parte la fecha de su proclamación.

A no ser que por lo menos seis meses antes de la terminación del precitado plazo de tres años el Gobierno de uno u otro de los dos países le haya notificado al otro su intención de terminar el Convenio al cumplirse el antedicho plazo, el Convenio quedará en vigor después de tal fecha, sujeto a ser terminado de acuerdo con las disposiciones de los Artículos VI, IX o XII hasta seis meses a partir de la fecha en que el Gobierno de uno u otro país haya notificado esa determinación al otro Gobierno.

En testimonio de lo cual los respectivos Plenipotenciarios firman y sellan este Convenio.

Hecho en cuadruplicado : dos ejemplares en español y dos en inglés, los cuatro auténticos, en la ciudad de San Salvador, a los diez y nueve días del mes de febrero de mil novecientos treinta y siete.

Por el Presidente de la República de los Estados Unidos de América :

(Sello) Frank P. CORRIGAN.

Por el Presidente de la República de El Salvador :

(Sello) Miguel Angel ARAUJO.

¹ Vol. CXXXIV, page 207, de ce recueil.

SCHEDULE I.

Salvadoran Tariff Item Number	Description of Articles	Maximum Rates of Duty in U.S. Dollars
<i>Note :</i> The provisions of this Schedule will be interpreted as though they had been included in the current Salvadoran Tariff Law by an amendment to that law. Abbreviations : G. K. = Gross Kilo M Bd. Ft. = 1,000 Board Feet.		
211-1-03-003	Ham, except canned ham	100 G. K. 12.00
Ex 211-1-04-002	Pork, preserved or prepared in any form, with or without vegetables, in hermetically sealed containers	100 G. K. 29.29
Ex 211-4-03-001	Canned mackerel	100 G. K. 5.00
211-4-03-004	Canned salmon	100 G. K. 5.00
212-1-07-001	Wheat, in its natural state : Until and including December 31st, 1937	100 G. K. 5.00
	After December 31st, 1937	100 G. K. 5.20
Ex 212-3-01-001	Oatmeal, rolled oats and other oat food preparations	100 G. K. 4.40
Ex 212-5-01-001	Fresh fruits : apples, pears and grapes	100 G. K. 2.50
Ex 212-5-02-001	Dried and evaporated fruits : prunes and raisins	100 G. K. 5.00
Ex 214-1-04-001	Canned vegetables : asparagus, peas, corn, tomatoes and tomato juice	100 G. K. 6.00
Ex 214-1-10-001	Canned fruit : peaches, pears, and salad or mixed fruits, in water or juice, with or without sugar, cooked or not	100 G. K. 7.50
Ex 214-1-03-001		
Ex 214-1-09-001		
214-2-03-001	Soda and other similar crackers, of wheat or not	100 G. K. 8.80
331-1-02-001	Sawed wood in pieces, including boards, planks and beams, planed or not, for any purpose	M Bd. Ft. 6.00
331-1-03-001	Leather not specified, tanned by any process, dyed, dressed or polished, including calf skin	100 G. K. 35.00
441-1-01-001	Patent leather	100 G. K. 35.00
441-1-02-001	Chamois, leather prepared like chamois, deer or elk skin	100 G. K. 35.00
441-1-03-001	Tanned goatskin, morocco, and kid leather	100 G. K. 35.00
441-1-04-001	Rubber tires, not specified	100 G. K. 10.40
471-1-03-002	Rubber tires for automobiles (including passenger cars, trucks and busses) and airplanes	100 G. K. 10.40
471-1-03-003	Rubber tires for motorcycles and bicycles	100 G. K. 10.40
471-1-03-004	Inner tubes of any kind and for any purpose	100 G. K. 10.40
471-1-04-001	Rubber hose and heavy rubber tubing, plain, reinforced with canvas or metal, with or without metallic accessories	100 G. K. 10.40
494-1-04-004	Phonograph records	100 G. K. 18.60

Note : Pharmaceutical specialties or patent medicines produced in the United States of America shall be accompanied, on their importation into the Republic of El Salvador, by a sanitary certificate, duly authenticated by a Salvadoran Consul, issued by a Chamber of Commerce or some similar agency, or by a Board of Health or some similar organization, of the state or city in the United States of America in which the manufacturer maintains his commercial domicile.

LISTA I.

Nº de la partida de la Tarifa de Aforos de la República de El Salvador	Description de Artículos	Tarifa Máxima en dólares americanos
211-1-03-003	Jamón, con excepción de jamón en latas	100 K. B. 12.00
Ex 211-1-04-002	Carne de puerco preservada o preparada en cualquier forma, con o sin legumbres, en latas herméticamente cerradas	100 K. B. 29.29
Ex 211-4-03-001	Macarela en latas	100 K. B. 5.00
211-4-03-004	Salmón en latas	100 K. B. 5.00
212-1-07-001	Trigo en su estado natural : Hasta e incluyendo el 31 de diciembre de 1937	100 K. B. 5.00
Ex 212-3-01-001	Después del 31 de diciembre de 1937	100 K. B. 5.20
Ex 212-5-01-001	Avena triturada, perlada o machacada y en sus otras distintas preparaciones alimenticias	100 K. B. 4.40
Ex 212-5-02-001	Frutas frescas : manzanas, peras y uvas	100 K. B. 2.50
Ex 214-1-04-001	Frutas secas y evaporadas : ciruelas y pasas	100 K. B. 5.00
Ex 214-1-10-001	Legumbres en latas : espárragos, guisantes, maíz, tomates y jugo de tomates	100 K. B. 6.00
Ex 214-1-03-001	Frutas conservadas : duraznos, peras y frutas para ensaladas o frutas mezcladas, en agua o en su jugo, con o sin azúcar, cocidas o no	100 K. B. 7.50
214-2-03-001	Galletas de soda u otras semejantes, sean de trigo o no	100 K. B. 8.80
331-1-02-001	Madera aserrada, en piezas, inclusive tablas, tablones, tablitas y vigas, acepilladas o no, propias para cualquier uso	Mil Pies B. M. 6.00
331-1-03-001	Cueros no especificados, curtidos por cualquier procedimiento, teñidos, adobados o pulidos, inclusive becerro	100 K. B. 35.00
441-1-01-001	Charol	100 K. B. 35.00
441-1-02-001	Cueros agamuzados, gamuza, venado y ante	100 K. B. 35.00
441-1-03-001	Piel de cabra curtida, tafíete y cabritilla	100 K. B. 35.00
471-1-03-002	Llantas de caucho, no especificadas	100 K. B. 10.40
471-1-03-003	Llantas de caucho para automoviles (inclusive carros de pasajeros, camiones y ómnibuses) y aeroplanos	100 K. B. 10.40
471-1-03-004	Llantas de caucho para motocicletas y bicicletas	100 K. B. 10.40
471-1-03-005	Neumáticos interiores (cámaras de aire) de cualquier clase y para todo uso	100 K. B. 10.40
471-1-04-001	Mangueras y tubos gruesos de caucho, sencillos, reforzados con lona o metal, con o sin accesorios metálicos	100 K. B. 10.40
494-1-04-004	Discos de fonógrafo	100 K. B. 18.60

Nota : Las especialidades farmacéuticas o medicinas de patente producidas en los Estados Unidos de América deberán venir, para su importación en la República de El Salvador, amparadas con un certificado de sanidad, debidamente autenticado por un Cónsul de El Salvador, expedido por una Cámara de Comercio u otra entidad semejante o por una Oficina como el « Board of Health » u otra similar del Estado o ciudad donde el fabricante tenga en aquella nación su domicilio comercial.

SCHEDULE II.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Maximum rates of duty Specific rate in United States dollars
10	Balsam, Peru, natural and uncompounded, and not containing alcohol	5% <i>ad valorem</i>
716	Honey	0.02 per pound
752	Guavas prepared or preserved, and not specially provided for.	17½% <i>ad valorem</i>
752	Mango pastes and pulps, and guava pastes and pulps . . .	28% <i>ad valorem</i>
1653	Cocoa or cacao beans, and shells thereof	Free
1654	Coffee, except coffee imported into Puerto Rico and upon which a duty is imposed under the authority of Section 319	Free
1738	Tortoise shell, not sawed, cut, flaked, polished, or otherwise manufactured, or advanced in value from the natural state	Free
1765	Deerskins, raw	Free
1765	Reptile skins, raw	Free

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement, including two Schedules annexed thereto, in all the languages in which it was signed.

For the Secretary
of State of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

LISTA II.

Párrafos de la Ley de Arancel de 1930 de los Estados Unidos de América	Description de Artículos	Tarifa Máxima en derechos. Derecho específico en dollars de los Estados Unidos de América
10	Bálsamo, Perú, natural y no preparado y que no contiene alcohol	5% <i>ad valorem</i>
716	Miel de abeja.	0.02 por libra
752	Guayabas preparadas o conservadas, y no especialmente estipuladas	17 ½% <i>ad valorem</i>
752	Pastas y pulpas de mango, y pastas y pulpas de guayaba	28% <i>ad valorem</i>
1653	Granos de cocoa o cacao, y las cáscaras de éstos	Libre
1654	Café, salvo café importado a Puerto Rico y sobre el cual está impuesto un derecho bajo la autoridad de Sección 319	Libre
1738	Carey, sin aserrar, cortar, escamar, pulimentar, ni manufacturar de cualquier otra manera, y sin más valor que el de su estado natural	Libre
1765	Pieles de venado, sin curtir	Libre
1765	Pieles de reptiles, sin curtir	Libre

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement, including two Schedules annexed thereto, in all the languages in which it was signed.

For the Secretary
of State of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4150. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE SALVADOR. SIGNÉ A SAN-SALVADOR, LE 19 FÉVRIER 1937.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SALVADOR, désireux de resserrer les liens traditionnels d'amitié qui unissent les deux pays en maintenant le principe de l'égalité de traitement comme base de leurs relations commerciales et en s'accordant des avantages mutuels et réciproques pour le développement du commerce entre les deux pays, sont convenus de conclure un accord commercial et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Le D^r Frank P. CORRIGAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la République du Salvador ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SALVADOR :

Le D^r Miguel Angel ARAUJO, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont énumérés et désignés dans la liste I annexée au présent accord et en faisant partie intégrante, seront exemptés à leur importation dans la République de Salvador des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Lesdits articles seront aussi exemptés de tous autres droits, impôts, taxes, charges ou redevances, perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, supérieurs à ceux qui sont perçus à la date de la signature du présent accord ou qui pourront l'être par la suite en vertu de lois de la République de Salvador en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article II.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés dans la République de Salvador énumérés et désignés dans la liste II annexée audit accord et en faisant partie intégrante seront, à l'importation dans les Etats-Unis d'Amérique, exemptés des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont prévus dans ladite liste. Lesdits articles seront aussi exemptés de tous autres droits, impôts, taxes, charges ou redevances, perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, supérieurs à ceux qui sont perçus à la date de la signature du présent accord ou qui pourront l'être par la suite en vertu de lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Tant que resteront en vigueur les dispositions de contingentement de la loi dénommée « Loi ayant pour principal objet de comprendre les betteraves sucrières et la canne à sucre parmi les produits agricoles de base visés par la loi de réglementation agricole », approuvée par le Président

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

des Etats-Unis d'Amérique le 9 mai 1934, modifiée et prorogée par la résolution publique N° 109, approuvée le 19 juin 1936, ou les dispositions de contingentement de toute loi similaire établissant que l'on n'imputera pas sur le contingent d'un pays le sucre pour lequel une ristourne des droits de douane (*drawback*) est permise en ce qui concerne ce pays, tout sucre, importé par la République de Salvador dans les Etats-Unis d'Amérique, pour lequel une ristourne des droits est permise en vertu des dispositions de l'article 313 de la loi douanière de 1930 ne sera pas imputé sur le contingent fixé par le secrétaire de l'Agriculture des Etats-Unis d'Amérique pour la République de Salvador.

Article III.

Les Etats-Unis d'Amérique et la République de Salvador décident que les notes comprises dans les listes I et II ont force et effet comme formant partie intégrante du présent accord.

Article IV.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République de Salvador seront, à l'importation dans l'autre pays, exemptés de tous impôts, taxes, charges et redevances intérieurs, autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus sur des articles semblables d'origine nationale ou de quelque autre origine étrangère.

Article V.

En ce qui concerne les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République de Salvador, énumérés et désignés dans les listes I et II respectivement, importés dans l'autre pays, sur lesquels des droits *ad valorem* ou des droits établis ou déterminés d'une façon quelconque d'après la valeur, sont ou pourront être perçus, il est entendu et convenu que les bases et les méthodes d'après lesquelles sera déterminé le montant imposable ou d'après lesquelles sera opérée la conversion des monnaies ne seront pas moins favorables aux importateurs que les bases et les méthodes prescrites par les lois et règlements de la République de Salvador et des Etats-Unis d'Amérique, respectivement, en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article VI.

1. Les Etats-Unis d'Amérique n'imposeront aucune prohibition, aucun contingentement d'importation ou de douane, aucune licence d'importation ou toute autre forme de limitation quantitative, opérée ou non par l'intermédiaire d'un organe de contrôle central, sur l'importation ou la vente d'un article récolté, produit ou manufacturé dans la République de Salvador, énuméré et désigné dans la liste II ; et la République de Salvador n'imposera aucune prohibition, aucun contingentement d'importation ou de douane, aucune licence d'importation ou toute autre forme de limitation quantitative, opérée ou non par l'intermédiaire d'un organe de contrôle central, sur l'importation ou la vente d'un article récolté, produit ou manufacturé aux Etats-Unis d'Amérique énuméré et désigné dans la liste I.

2. La stipulation précédente ne s'appliquera pas aux :

a) Prohibitions ou restrictions 1° imposées pour des raisons morales ou humanitaires ; 2° ayant pour objet de protéger la vie des hommes, des animaux ou des végétaux ; 3° relatives aux produits fabriqués dans les prisons ; ou 4° ayant trait à l'application des lois fiscales ou de police ; ni aux

b) Restrictions quantitatives, sous quelque forme que ce soit, imposées par les Etats-Unis d'Amérique ou la République de Salvador sur l'importation ou la vente d'un article récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays, et faisant partie d'un système de mesures gouvernementales ayant pour effet de régler ou de contrôler la production,

l'approvisionnement du marché ou les prix d'articles domestiques du même genre, ou tendant à augmenter les frais de main-d'œuvre dans le coût de la production de ces articles. Chaque fois que le gouvernement de l'un ou de l'autre pays se proposera d'établir ou de modifier une restriction autorisée par le présent alinéa, il en avisera par écrit l'autre gouvernement et donnera à celui-ci, dans les trente jours qui suivront la réception de cet avis, l'occasion de se consulter avec lui sur la mesure qu'il envisage ; et si l'on n'aboutit pas à un accord à ce sujet dans les trente jours qui suivront la réception de l'avis en question, le gouvernement qui envisage ladite mesure sera libre de la prendre quand il le voudra et l'autre gouvernement aura la faculté, dans les quinze jours qui suivront l'adoption de cette mesure, de mettre fin au présent accord en sa totalité moyennant préavis écrit de trente jours.

3. Il est entendu que les dispositions du présent article ne concernent pas l'application des mesures prises contre la falsification des marques et des produits et autres pratiques frauduleuses prévues dans les lois des Etats-Unis d'Amérique relatives à la pureté des denrées alimentaires et des médicaments, ou l'application des mesures dirigées contre la concurrence déloyale dans le commerce d'importation et prévues à l'article 337 de la loi douanière des Etats-Unis d'Amérique de 1930.

Article VII.

1. Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou de la République de Salvador établirait ou maintiendrait une forme quelconque de restriction ou de contrôle quantitatifs concernant l'importation ou la vente d'un article intéressant l'autre pays, ou dans le cas où il assujettirait l'importation ou la vente d'une quantité déterminée d'un tel article à un droit d'importation ou à une taxe inférieure au droit ou à la taxe qui frappent les importations excédant cette quantité, il est convenu que le gouvernement qui prendra cette mesure :

a) Portera à la connaissance du public la quantité totale de cet article — ainsi que toute modification de cette quantité — dont l'importation ou la vente sont autorisées, ou dont l'importation ou la vente sont autorisées à ce droit réduit ou à cette taxe réduite pendant une période déterminée ;

b) Attribuera à l'autre pays, durant ladite période, une fraction de cette quantité totale, telle qu'elle a été fixée à l'origine ou modifiée ultérieurement dans un sens ou dans l'autre, égale à la fraction que représentaient les importations en provenance dudit pays par rapport aux importations totales de l'article en question pendant une période caractéristique antérieure, à moins qu'il n'ait été convenu d'un commun accord de renoncer à cette attribution ; et

c) Portera à la connaissance du public les fractions attribuées aux divers pays exportateurs et informera en tout temps, sur sa demande, le gouvernement de l'autre pays de la quantité de tout article de ce genre, récolté, produit ou manufacturé dans chacun des pays exportateurs, qui aura été importée ou vendue, ou pour laquelle des licences ou des permis d'importation ou de vente auront été accordés.

2. Ni les Etats-Unis d'Amérique ni la République de Salvador ne réglementeront, par des licences ou des permis d'importation délivrés à des particuliers ou à des organisations, la quantité totale des importations ou des ventes dans leur territoire de tout article intéressant l'autre pays, à moins que la quantité totale des importations ou des ventes autorisées dudit article pendant une période de contingentement qui ne sera pas inférieure à trois mois n'ait été préalablement établie et que les règlements concernant la délivrance de ces licences ou permis n'aient été rendus publics avant leur mise en vigueur.

Article VIII.

Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement de la République de Salvador établirait ou maintiendrait un monopole pour l'importation, la production ou la vente d'une marchandise déterminée, ou accorderait, en droit ou en fait, à un ou plusieurs

organismes des privilèges exclusifs pour l'importation, la production ou la vente d'une marchandise déterminée, il est convenu que le gouvernement du pays qui établira ou maintiendra un tel monopole, ou qui accordera de tels privilèges, assurera au commerce de l'autre pays un traitement juste et équitable en ce qui concerne les achats effectués à l'étranger par un tel monopole ou organisme. A cet effet, il est convenu que, dans les achats de marchandises qu'il effectuera à l'étranger, ce monopole ou cet organisme se laissera guider uniquement par les considérations de prix, de qualité, de facilités d'écoulement et de conditions de vente que ferait normalement entrer en ligne de compte une entreprise commerciale privée animée du seul souci d'acheter les produits en question aux conditions les plus favorables.

Article IX.

Les Etats-Unis d'Amérique et la République de Salvador s'accordent réciproquement les avantages douaniers et autres prévus par le présent accord, à condition que, dans le cas où l'un ou l'autre gouvernement établirait ou maintiendrait, directement ou indirectement, un système de contrôle des changes, le gouvernement qui prendra une telle mesure pratiquera ce contrôle de manière à assurer aux ressortissants et au commerce de l'autre pays une part juste et équitable dans la répartition des devises.

En ce qui concerne les devises mises à la disposition du commerce, il est convenu que le gouvernement de chaque pays s'inspirera, dans la pratique de tout système de contrôle des changes, du principe suivant : Dans toute la mesure possible, la fraction du montant total des devises attribuée à l'autre pays ne devra pas être inférieure à celle qui aura été utilisée, durant une période caractéristique antérieure à l'établissement du système de contrôle des changes, pour le règlement des dettes commerciales envers les ressortissants de cet autre pays.

Le gouvernement de chaque pays examinera avec bienveillance toutes observations que l'autre pays pourrait lui soumettre au sujet de l'application des dispositions du présent article, et si, dans un délai de trente jours à dater de la réception de ces observations, un règlement satisfaisant n'a pas été réalisé, ou si un accord n'est pas intervenu au sujet de ces observations, le gouvernement qui les a soumises pourra, dans les quinze jours qui suivront l'expiration du délai susmentionné, dénoncer le présent article ou la totalité du présent accord, moyennant préavis de trente jours donné par écrit.

Article X.

En ce qui concerne les droits de douane ou les redevances de toute espèce frappant l'importation ou l'exportation, ou perçus à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, le mode de perception de ces droits ou redevances, les règlements et formalités applicables à l'importation ou à l'exportation, ainsi que les lois ou règlements concernant la vente ou l'emploi des marchandises importées à l'intérieur du pays, tout avantage, faveur, privilège ou immunité, qui a été ou pourra être accordé par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République de Salvador à un produit originaire d'un tiers pays ou expédié à destination du territoire d'un tiers pays, sera accordé immédiatement et sans condition au produit similaire, originaire ou expédié à destination du territoire de la République de Salvador ou des Etats-Unis d'Amérique respectivement.

Article XI.

Les lois, les règlements d'autorités administratives et les décisions d'autorités administratives ou judiciaires des Etats-Unis d'Amérique ou de la République de Salvador, respectivement, concernant la classification douanière ou le taux des droits de douane seront publiés sans retard afin que les commerçants puissent en avoir connaissance. Ces lois, règlements et décisions seront appliqués uniformément dans tous les ports de chacun des deux pays, sauf dans les cas expressément déterminés par des actes législatifs des Etats-Unis d'Amérique concernant les articles importés à Porto-Rico.

Aucun règlement administratif des Etats-Unis d'Amérique ou de la République de Salvador augmentant les taux des droits ou les redevances applicables d'après une pratique établie et uniforme

aux importations en provenance du territoire de l'autre pays, ou instituant des exigences nouvelles relativement à ces importations, n'aura effet rétroactif ou ne s'appliquera aux articles déclarés en douane ou retirés de la douane en vue de la consommation avant l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date à laquelle l'avis relatif à ce règlement a été publié officiellement de la manière habituelle. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux arrêtés administratifs établissant des droits anti-dumping, ou se rapportant à des règlements concernant la protection de la vie des hommes, des animaux ou des végétaux, ni à ceux qui ont pour objet d'assurer la sécurité publique ou de donner effet à des décisions judiciaires.

Article XII.

Dans le cas où le taux du change entre les devises nationales respectives des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Salvador subirait une fluctuation importante, si le gouvernement de l'un ou de l'autre pays estime que cette fluctuation est assez sensible pour porter préjudice aux industries ou au commerce du pays, il lui sera loisible de proposer d'ouvrir des négociations en vue de modifier le présent accord, ou d'y mettre fin en totalité moyennant préavis de trente jours donné par écrit.

Article XIII.

Aussi bien aux Etats-Unis d'Amérique que dans la République de Salvador les importations d'articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays ne seront frappées que de sanctions nominales lorsque les erreurs constatées dans les pièces qui accompagnent les envois proviennent manifestement de simples fautes de copie.

Le gouvernement de chaque pays examinera avec bienveillance et fournira, sur sa demande, à l'autre gouvernement toutes facilités pour procéder avec lui à un échange de vues concernant les observations que ce gouvernement pourrait avoir à formuler au sujet de l'application des règlements douaniers, des restrictions quantitatives et de l'application de celles-ci, de l'observation des formalités douanières, ou de l'application des lois et règlements sanitaires concernant la protection de la vie des hommes, des animaux ou des végétaux.

Article XIV.

Sauf dispositions contraires du deuxième alinéa du présent article, les stipulations du présent accord concernant le traitement qui doit être accordé, par les Etats-Unis d'Amérique et la République de Salvador, respectivement, au commerce de l'autre pays ne s'appliquent pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam ni à la zone du canal de Panama.

Sous réserve des dispositions des troisième, quatrième et cinquième alinéas du présent article, les stipulations de l'article X s'appliqueront aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité des Etats-Unis d'Amérique ou de la République de Salvador, et importés en provenance ou exportés à destination de tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité de l'autre pays. Il est entendu, toutefois, que les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas à la zone du canal de Panama.

Les avantages qui sont ou qui pourront plus tard être accordés par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République de Salvador à des pays limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontalier, ainsi que les avantages résultant d'une union douanière, à laquelle les Etats-Unis d'Amérique ou la République de Salvador pourront devenir partie, seront exclus de l'application du présent accord.

Les avantages que les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, ou la zone du canal de Panama, se sont accordés ou pourront s'accorder réciproquement, ou ont accordé ou pourront accorder à la République de Cuba, seront exclus de l'application du présent accord. Les dispositions du présent alinéa continueront à s'appliquer à tout avantage qui a été ou qui pourra être accordé aux îles Philippines par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, ou la zone du canal de Panama, même en cas de modification du statut politique des îles Philippines.

Les avantages qui ont été ou qui pourront être accordés par la République de Salvador au commerce de Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua ou de Panama, pour autant que le traitement spécial consenti par la République de Salvador au commerce de ces pays ou de l'un d'entre eux ne sera accordé à aucun autre pays, seront exclus de l'application du présent accord.

Sauf dispositions contraires du présent accord, les stipulations de ce dernier ne s'appliqueront ni aux règlements de police ni aux règlements sanitaires. Aucune disposition du présent accord n'empêchera l'adoption de mesures tendant à prohiber ou à restreindre les importations d'or et d'argent, ni l'adoption de toute mesure que les Etats-Unis d'Amérique ou la République de Salvador pourraient juger utile de prendre en vue d'assurer le contrôle des exportations ou de la vente aux fins d'exportation des armes, munitions ou matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures de guerre.

Article XV.

Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou celui de la République de Salvador adopterait une mesure qui, bien que compatible avec les dispositions du présent accord, serait considérée par l'autre gouvernement comme ayant pour effet d'annuler ou de diminuer la portée de l'une quelconque des dispositions du présent accord, le gouvernement du pays qui aura adopté une telle mesure examinera les observations et les propositions que le gouvernement de l'autre pays pourrait formuler en vue de régler la question à la satisfaction réciproque des Parties.

Article XVI.

Rien dans le présent accord ne sera considéré comme affectant les droits et obligations découlant du Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires signé à San-Salvador le 22 février 1926.

Article XVII.

Le présent accord entrera en vigueur le trentième jour après sa proclamation par le président des Etats-Unis d'Amérique et le président de la République de Salvador ou, si les proclamations ne sont pas promulguées le même jour, le trentième jour après la date de la proclamation la plus tardive, et il demeurera en vigueur pendant trois ans, à moins qu'il ne soit dénoncé conformément aux dispositions des articles VI, IX et XII. Le gouvernement de chacun des deux pays avisera le gouvernement de l'autre pays de la date à laquelle il aura promulgué le présent accord.

Si le gouvernement de l'un ou l'autre pays n'a pas notifié à l'autre gouvernement, six mois au moins avant l'expiration du délai susmentionné de trois ans, son intention de dénoncer cet accord à l'expiration dudit délai, cet accord restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé conformément aux dispositions des articles VI, IX ou XII, ou moyennant préavis de six mois donné par l'un ou l'autre gouvernement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en quadruple exemplaire : deux en anglais et deux en espagnol, les quatre textes faisant également foi, dans la ville de San-Salvador, ce dix-neuf février mil neuf cent trente-sept.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

(*Sceau*) Frank P. CORRIGAN.

Pour le Président de la République de Salvador :

(*Sceau*) Miguel Angel ARAUJO.

LISTE I

Numéros du tarif douanier du Salvador	Désignation des articles	Droits maximums en dollars des Etats-Unis
<i>Note</i> : Les dispositions de la présente liste seront interprétées comme si elles avaient été insérées dans la loi douanière du Salvador par un amendement à cette loi. Abréviations : G. K. = Kilos brut M. Bd. Ft. = 1.000 « Board Feet »		
211-1-03-003	Jambon, sauf le jambon en boîte	100 G. K. 12,00
Ex 211-1-04-002	Porc, en conserve ou préparé avec ou sans légumes dans des récipients hermétiquement clos	100 G. K. 29,29
Ex 211-4-03-001	Maquereau en boîtes	100 G. K. 5,00
211-4-03-004	Saumon en boîtes	100 G. K. 5,00
212-1-07-001	Froment, à l'état naturel : Jusqu'au 31 décembre 1937 inclus	100 G. K. 5,00
	Après le 31 décembre 1937	100 G. K. 5,20
Ex 212-3-01-001	Farine d'avoine, avoine roulée et produits comestibles fabriqués avec de l'avoine	100 G. K. 4,40
Ex 212-5-01-001	Fruits frais : pommes, poires et raisins	100 G. K. 2,50
Ex 212-5-02-001	Fruits secs et étuvés : pruneaux et raisins secs	100 G. K. 5,00
Ex 214-1-04-001	Légumes en boîtes : asperges, pois, maïs, tomates et jus de tomates	100 G. K. 6,00
Ex 214-1-10-001	Fruits en boîtes : pêches, poires, fruits en salade ou mélangés, dans de l'eau ou dans le jus du fruit, avec ou sans sucre, cuits ou non	100 G. K. 7,50
Ex 214-1-03-001	Biscuits secs (<i>soda crackers</i>) et autres biscuits analogues, de froment ou non	100 G. K. 8,80
214-2-03-001	Bois scié débité, comprenant : planches, madriers et poutres, rabotés ou non, pour tous usages	M. Bd. Ft. 6,00
331-1-02-001	Cuir non spécifié, tanné par un procédé quelconque, séché, apprêté ou lustré (y compris les cuirs de veau)	100 G. K. 35,00
441-1-01-001	Cuir verni	100 G. K. 35,00
441-1-02-001	Chamois, cuir préparé comme le chamois, le daim ou le renne	100 G. K. 35,00
441-1-03-001	Peaux de chèvres tannées, marocain et chevreau	100 G. K. 35,00
471-1-04-001	Pneumatiques non spécifiés	100 G. K. 10,40
471-1-03-002	Pneumatiques pour automobiles (y compris les autocars, camions et autobus) et avions	100 G. K. 10,40
471-1-03-003	Pneumatiques pour motocyclettes et bicyclettes	100 G. K. 10,40
471-1-03-004	Chambres à air de toutes sortes et pour tous usages	100 G. K. 10,40
471-1-03-005	Lances en caoutchouc et gros tuyaux de caoutchouc, simples ou renforcés de toile ou de métal, avec ou sans accessoires métalliques	100 G. K. 10,40
471-1-04-001	Disques de phonographes	100 G. K. 18,60
494-1-04-004		

Note : Les spécialités pharmaceutiques ou remèdes brevetés produits aux Etats-Unis d'Amérique seront accompagnés, à leur importation dans la République de Salvador, d'un certificat sanitaire, dûment légalisé par un consul du Salvador, délivré par une Chambre de commerce ou quelque institution semblable, ou par un office d'hygiène, ou quelque organisation semblable de l'Etat ou de la ville des Etats-Unis d'Amérique où le fabricant a son domicile commercial.

LISTE II

Paragraphe de la loi douanière des Etats-Unis de 1930	Désignation des articles	Taux maximum des droits. Droits spécifiques en dollars des Etats-Unis
10	Baume du Pérou naturel et non composé, et ne contenant pas d'alcool	5% <i>ad valorem</i>
716	Miel	0,02 par livre
752	Goyaves préparées ou conservées et ne faisant pas l'objet de dispositions spéciales	17 1/2% <i>ad valorem</i>
752	Pâtes et pulpes de mangue et pâtes et pulpes de goyave . .	28% <i>ad valorem</i>
1653	Cacao, ou fèves et coques de cacao	Exempts
1654	Café, à l'exception du café importé à Porto-Rico et sur lequel un droit est perçu en vertu de l'article 313	Exempt
1738	Carapace de tortue, qui n'a pas été sciée, coupée, écaillée, polie ou ouvrée de quelque façon, et dont on n'aura pas accru la valeur brute	Exempte
1765	Peaux de daim, brutes	Exemptes
1765	Peaux de reptiles, brutes	Exemptes

Note : Les dispositions de la présente liste seront interprétées et prendront effet, et l'application des dispositions complémentaires des lois douanières des Etats-Unis aux dispositions énoncées dans la présente liste sera déterminée, autant que faire se pourra, comme si chacune des dispositions de la présente liste figurait respectivement dans le paragraphe de la loi douanière de 1930 indiqué dans la colonne qui se trouve à gauche de la désignation des articles.

N° 4151.

NORVÈGE ET SUÈDE

Accord relatif aux principes de la répartition du revenu de la Société anonyme Luossavaara-Kiirunavaara aux fins de l'imposition. Signé à Oslo, le 14 juin 1937.

NORWAY AND SWEDEN

Agreement concerning the Basis for the Division of the Revenues of the Luossavaara-Kiirunavaara Joint Stock Company for the Purposes of Taxation. Signed at Oslo, June 14th, 1937.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 4151. — AVTALE¹ MILLOM NOREG OG SVERIGE OM GRUNNSETNINGANE FOR DELING AV INNTEKTENE TIL LUOSSAVAARA-KIIRUNAVAARASELSKAPET VED SKATTLEGGING. UNDERTEGNET I OSLO, DEN 14 JUNI 1937.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 juillet 1937.

RIKSSTYRET ÅT HANS MAJESTET NOREGS KONGE og RIKSSTYRET ÅT HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE er komne til semje om at retten til å skattleggja inntektene åt Luossavaara-Kiirunavaara-selskapet skal vera skift millom dei to statane, både når det gjeld skatt til stat og skatt til kommune, soleis at ein tiandepart av heile inntekta åt selskapet skal bli skattlagd i Noreg og ni tiandepartar i Sverige.

Denne avtalen skal bli fylgd fyrste gongen ved likninga i året 1937 og stå ved lag til fyrste årsskiftet etter seks månader frå den tida ein av partane segjer han upp. Dessutan skal den deklarasjonen om skattlegging på selskapet som bae partane gav den 18 januar 1913, og som inneheld fyresegner for den kommunale skattlegginga svarande til dei det no er semje om, reknast for å ha vore gjeldande for kommunal skattlegging for tida til likninga i 1937.

Til stadfesting på dette har underskrivne, som har turvande fullmakt, skrive under og sett segla sine på denne avtalen.

Utferda i to eksemplar, eitt på norsk og eitt på svensk, i Oslo den 14 juni 1937.

(L. S.) (u) Halvdan KOHT.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 21 juin 1937.

*Le Directeur des Affaires de la
Société des Nations,*
R. B. Skylstad.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 28 juillet 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

¹ Entré en vigueur le 14 juin 1937.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

Nº 4151. — AVTAL¹ MELLAN SVERIGE OCH NORGE ANGÅENDE GRUNDERNA FÖR FÖRDELNING I BESKATTNINGSHÄNSEENDE AV LUOSSAVAARA-KIIRUNAVAARA AKTIEBOLAGS INKOMSTER. UNDERTECKNAT I OSLO, DEN 14 JUNI 1937.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 30th, 1937.

HANS MAJESTÄT KONUNGENS AV SVERIGE REGERING OCH HANS MAJESTÄT KONUNGENS AV NORGE regering hava överenskommit, att beträffande inkomst, åtnjuten av Luossavaara-Kiiruna-vaara Aktiebolag, en fördelning av beskattningsrätten mellan de båda staterna skall i avseende å såväl den statliga som den kommunala beskattningen ske på det sätt, att nio tiondelar av bolagets samlade inkomst beskattas i Sverige och en tiondel beskattas i Norge.

Detta avtal skall tillämpas första gången vid 1937 års taxering och skall förbliva gällande intill det årsskifte, som infaller närmast efter det sex månader förflutit, sedan avtalet uppsagts av endera parten. Därjämte skall den av de båda parterna den 18 januari 1913 avgivna deklarationen rörande bolagets beskattning, som i avseende å den kommunala beskattningen innehåller bestämmelser motsvarande de nu överenskomna, anses hava haft fortsatt giltighet i avseende å sistnämnda beskattning under tiden intill 1937 års taxering.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, därtill behörigen bemyndigade, underskrivit detta avtal och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i två exemplar, på svenska och norska språken, i Oslo den 14 juni 1937.

(L. S.) (u) Nils S. STÅHLE.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 21 juin 1937.

*Le Directeur des Affaires de la
Société des Nations,
R. B. Skylstad.*

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 28 juillet 1937.

*Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.*

¹ Came into force June 14th, 1937.

¹ TRADUCTION.

N^o 4151. — ACCORD ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUÈDE RELATIF AUX PRINCIPES DE LA RÉPARTITION DU REVENU DE LA SOCIÉTÉ ANONYME LUOSSAVAARA-KIIRUNAVAARA AUX FINS DE L'IMPOSITION. SIGNÉ A OSLO, LE 14 JUIN 1937.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE sont convenus qu'à l'égard du revenu dont jouit la Société anonyme Luossavaara-Kiirunavaara, le droit de percevoir des impôts tant pour le compte de l'Etat que pour le compte des communes, sera partagé entre les deux Etats de la façon suivante : les neuf dixièmes du revenu total de la société seront imposés en Suède et un dixième sera imposé en Norvège.

Le présent accord sera appliqué pour la première fois lors de la taxation de l'année 1937 et demeurera en vigueur jusqu'à la fin de l'année qui suivra l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'accord aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties. En outre, la déclaration relative à l'imposition de la société, formulée par les deux Parties le 18 janvier 1913 et contenant, au sujet de l'impôt communal, des dispositions analogues à celles qui viennent d'être arrêtées, sera considérée, en ce qui concerne ledit impôt, comme continuant à être applicable à la période qui reste à courir jusqu'à la taxation de l'année 1937.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, en langue suédoise et en langue norvégienne, à Oslo, le 14 juin 1937.

(L. S.) (Signé) Halvdan KOHT.

(L. S.) (Signé) Nils S. STÄHLE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4151. — AGREEMENT BETWEEN NORWAY AND SWEDEN
CONCERNING THE BASIS FOR THE DIVISION OF THE
REVENUES OF THE LUOSSAVAARA-KIIRUNAVAARA JOINT
STOCK COMPANY FOR THE PURPOSES OF TAXATION. SIGNED
AT OSLO, JUNE 14TH, 1937.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY are agreed that the income of the Luossavaara-Kiirunavaara Joint Stock Company shall be taxable by the two countries, whether for account of the State or for account of the communes, in the following proportions, that is to say, nine-tenths of the total income of the Company shall be taxable in Sweden and one-tenth in Norway.

The present Agreement shall apply for the first time to the 1937 assessment, and shall remain in force until the end of the year following the expiry of six months from the date on which the Agreement is denounced by either Party. Furthermore, the Declaration of the two Parties of January 18th, 1913, concerning the taxation of the Company, the provisions of which in respect of communal taxation are similar to those herein agreed, shall be deemed to remain applicable in respect of communal taxation for such period as has still to run until the 1937 assessment.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Oslo, in the Swedish and Norwegian languages, this 14th day of June, 1937.

(L. S.) (Signed) Halvdan KOHT.

(L. S.) (Signed) Nils S. STÄHLE.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4152.

LITHUANIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance réciproque des certificats d'origine. Stockholm, le 1^{er} juillet 1937.

LITHUANIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Certificates of Origin. Stockholm, July 1st, 1937.

N^o 4152. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS LITHUANIEN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT¹ RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS D'ORIGINE. STOCKHOLM, LE 1^{er} JUILLET 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1^{er} août 1937.

LIETUVOS PASIUNTINYBĖ.
Légation de Lithuanie.

I.

STOCKHOLM, le 1^{er} juillet 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement suédois la conclusion d'un arrangement concernant la reconnaissance réciproque, sur les bases suivantes, des certificats d'origine.

Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises suédoises destinées à la Lithuanie seront, s'ils sont délivrés par un bureau de douane suédois ou une chambre de commerce suédoise reconnue par l'Etat, acceptés par les autorités douanières en Lithuanie sans qu'il soit nécessaire de les faire légaliser par une autorité lithuanienne, consulaire ou autre.

Il en sera de même pour les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises lithuanienues destinées à la Suède. En conséquence, ces certificats seront, s'ils sont délivrés par un bureau de douane lithuanien ou une chambre de commerce ou d'agriculture lithuanienne reconnue par l'Etat, acceptés par les autorités douanières en Suède sans qu'il soit nécessaire de les faire légaliser par une autorité suédoise, consulaire ou autre.

Les certificats d'origine devront être libellés en langue anglaise, française ou allemande, ou bien contenir, en un texte parallèle, qui en fasse partie intégrante, la traduction dans l'une de ces langues.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} août 1937.

Si le Gouvernement suédois donne son adhésion à la présente proposition, je vous serais obligé de vouloir bien m'en informer, et les lettres ainsi échangées consacreront l'accord intervenu.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Monsieur K. G. Westman,
Ministre p. i. des Affaires étrangères,
Stockholm.

(Signé) Jonas JABLONSKIS.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 2 juillet 1937.
Le Chef des Archives p. i.,
C^{te} Lewenhaupt.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4152. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE LITHUANIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT² REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF CERTIFICATES OF ORIGIN. STOCKHOLM, JULY 1ST, 1937.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 1st, 1937.

LIETUVOS PASIUNTINYBĖ.
Legation of Lithuania.

I.

STOCKHOLM, July 1st, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Acting on instructions from my Government, I have the honour to propose to the Swedish Government the conclusion of an Agreement concerning the reciprocal recognition of certificates of origin on the following bases.

Certificates of origin accompanying Swedish goods intended for Lithuania shall, if issued by a Swedish Customs office or a Swedish Chamber of Commerce recognised by the State, be accepted by the Customs authorities in Lithuania, without its being necessary to have them legalised by a Lithuanian consular or other authority.

The same shall apply to certificates of origin accompanying Lithuanian goods intended for Sweden. In consequence, such certificates shall, if issued by a Lithuanian Customs office or a Lithuanian Chamber of Commerce or Agriculture recognised by the State, be accepted by the Customs authorities in Sweden, without its being necessary to have them legalised by a Swedish consular or other authority.

Certificates of origin shall be drawn up in English, French or German, or shall contain, in a parallel text forming an integral part of the certificate, a translation into one of those languages.

The present Agreement shall come into force on August 1st, 1937.

If the Swedish Government accepts the present proposal, I should be grateful if you would be so good as to inform me accordingly, and the letters thus exchanged will serve to place on record the Agreement concluded.

I have the honour to be, etc.

Monsieur K. G. Westman,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Stockholm.

(Signed) JONAS JABLONSKIS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force August 1st, 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 1^{er} juillet 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Vous avez bien voulu, en date de ce jour, m'adresser une lettre ainsi conçue :

« Conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement suédois la conclusion d'un arrangement concernant la reconnaissance réciproque, sur les bases suivantes, des certificats d'origine.

Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises suédoises destinées à la Lithuanie seront, s'ils sont délivrés par un bureau de douane suédois ou une chambre de commerce suédoise reconnue par l'Etat, acceptés par les autorités douanières en Lithuanie sans qu'il soit nécessaire de les faire légaliser par une autorité lithuanienne, consulaire ou autre.

Il en sera de même pour les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises lithuaniennes destinées à la Suède. En conséquence, ces certificats seront, s'ils sont délivrés par un bureau de douane lithuanien ou une chambre de commerce ou d'agriculture lithuanienne reconnue par l'Etat, acceptés par les autorités douanières en Suède sans qu'il soit nécessaire de les faire légaliser par une autorité suédoise, consulaire ou autre.

Les certificats d'origine devront être libellés en langue anglaise, française ou allemande, ou bien contenir, en un texte parallèle, qui en fasse partie intégrante, la traduction dans l'une de ces langues.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} août 1937.

Si le Gouvernement suédois donne son adhésion à la présente proposition, je vous serais obligé de vouloir bien m'en informer, et les lettres ainsi échangées consacreront l'accord intervenu. »

En réponse à cette lettre, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement suédois accepte la proposition y contenue et que les lettres ainsi échangées peuvent être considérées, dès lors, comme consacrant l'accord intervenu.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) K. G. WESTMAN.

Monsieur J. Jablonskis,
Chargé d'Affaires p. i. de la République de Lithuanie,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 2 juillet 1937.

Le Chef des Archives p. i.,
C^{te} Lewenhaupt.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *July 1st*, 1937.

SIR,

You were good enough to send me a letter, dated this day, as follows :

“ Acting on instructions from my Government, I have the honour to propose to the Swedish Government the conclusion of an Agreement concerning the reciprocal recognition of certificates of origin on the following bases.

“ Certificates of origin accompanying Swedish goods intended for Lithuania shall, if issued by a Swedish Customs office or a Swedish Chamber of Commerce recognised by the State, be accepted by the Customs authorities in Lithuania, without its being necessary to have them legalised by a Lithuanian consular or other authority.

“ The same shall apply to certificates of origin accompanying Lithuanian goods intended for Sweden. In consequence, such certificates shall, if issued by a Lithuanian Customs office or a Lithuanian Chamber of Commerce or Agriculture recognised by the State, be accepted by the Customs authorities in Sweden, without its being necessary to have them legalised by a Swedish consular or other authority.

“ Certificates of origin shall be drawn up in English, French or German, or shall contain, in a parallel text forming an integral part of the certificate, a translation into one of those languages.

“ The present Agreement shall come into force on August 1st, 1937.

“ If the Swedish Government accepts the present proposal, I should be grateful if you would be so good as to inform me accordingly, and the letters thus exchanged will serve to place on record the agreement concluded.”

In reply to this letter, I have the honour to inform you that the Swedish Government accepts the proposal contained therein and that the letters thus exchanged may therefore be regarded as placing on record the Agreement concluded.

I have the honour to be, etc.

(Signed) K. G. WESTMAN.

Monsieur J. Jablonskis,
Acting Chargé d’Affaires of the Lithuanian Republic,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N° 4153.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
INDE ET SIAM**

Echange de notes comportant un accord relatif à la nationalité des personnes affectées par la nouvelle délimitation de la frontière entre la Birmanie (Tenasserim) et le Siam. Bangkok, le 31 mars 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
INDIA AND SIAM**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Nationality of Persons affected by the Redelimitation of the Boundary between Burma (Tenasserim) and Siam. Bangkok, March 31st, 1937.

No. 4153. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE GOVERNMENT OF SIAM CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE NATIONALITY OF PERSONS AFFECTED BY THE REDELIMITATION OF THE BOUNDARY BETWEEN BURMA (TENASSERIM) AND SIAM. BANGKOK, MARCH 31ST, 1937.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Permanent Representative of Siam to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 2nd, 1937.

I.

SIR J. CROSBY TO LUANG PRADIST MANUDHARM.

BRITISH LEGATION.

BANGKOK, *March 31st, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, upon instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and with reference to Mr. Coultas's Note of the 1st June, 1934, to inform you that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India desire to conclude an Agreement with the Siamese Government concerning the national status of persons resident in territory which has been, or may in the future be, transferred from British to Siamese sovereignty or *vice versa*, as the result of the redelimitation of the boundary between Burma (Tenasserim) and Siam in accordance with the Agreement embodied in the Notes² exchanged at Bangkok on the 1st June, 1934.

2. The Government of the United Kingdom and the Government of India would propose the adoption of the following arrangements :

(i) British subjects habitually resident in the territory which has been transferred from British to Siamese sovereignty shall cease to be British subjects, and shall acquire Siamese nationality unless they make application to retain British nationality to the appropriate British authority within 6 months from this day's date.

(ii) The same rule, *mutatis mutandis*, shall apply as regards territory which has been transferred from Siamese to British sovereignty.

¹ Came into force March 31st, 1937.

² Vol. CLIV, page 373, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4153. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE ET LE GOUVERNEMENT DU SIAM COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA NATIONALITÉ DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LA NOUVELLE DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA BIRMANIE (TENASSERIM) ET LE SIAM. BANGKOK, LE 31 MARS 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le représentant permanent du Siam près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 août 1937.

I.

SIR J. CROSBY A LUANG PRADIST MANUDHARM.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

BANGKOK, le 31 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, et me référant à la note de M. Coultas du 1^{er} juin 1934, de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Inde désirent conclure un accord avec le Gouvernement siamois concernant le statut national des personnes résidant sur le territoire qui a été ou pourra être, à l'avenir, transféré de la souveraineté britannique à la souveraineté siamoise, ou *vice versa*, à la suite de la délimitation nouvelle de la frontière entre la Birmanie (Tenasserim) et le Siam, conformément à l'Accord formulé dans les notes ³ échangées à Bangkok le 1^{er} juin 1934.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde proposent l'adoption des dispositions suivantes :

i) Les sujets britanniques résidant habituellement dans le territoire qui aura été transféré de la souveraineté britannique à la souveraineté siamoise cesseront d'être sujets britanniques et acquerront la nationalité siamoise, à moins qu'ils n'adressent à l'autorité britannique compétente, dans un délai de six mois à compter de ce jour, une demande en vue de conserver la nationalité britannique.

ii) La même règle, *mutatis mutandis*, s'appliquera en ce qui concerne le territoire qui aura été transféré de la souveraineté siamoise à la souveraineté britannique.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 31 mars 1937.

³ Vol. CLIV, page 373, de ce recueil.

(iii) His Majesty's Representative at Bangkok will notify the Siamese Government as soon as possible of all applications made in accordance with sub-paragraph (i) above, and the Siamese Government will similarly notify His Majesty's Representative at Bangkok of all applications made in accordance with sub-paragraph (ii).

(iv) Nothing in the foregoing provisions shall affect the national status of persons who were not British subjects at the time of the transfer of territory from British to Siamese sovereignty, or of persons who were not Siamese subjects at the time of the transfer of territory from Siamese to British sovereignty.

(v) In view of the fact that, in the Agreement referred to in the opening paragraph of the present Note, the deep water channel (wherever that may be) in that part of the river Pakchan covered by the said Agreement is adopted as part of the boundary between Burma (Tenasserim) and Siam, the rules above specified shall apply in the case of any future transfer of territory from British to Siamese sovereignty or *vice versa*, resulting from changes in the course of the said river, as contemplated in the Agreement of the 1st June, 1934, it being understood, however, that the period of 6 months within which application to retain nationality may be made, shall run from the date of the agreement establishing the transfer of territory in question, the actual transfer of administration being effected after the expiration of the aforesaid period.

3. If the Siamese Government agree to this proposal, I have the honour to suggest that the present Note, together with your Excellency's reply in similar terms, shall constitute an Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of India on the one hand, and the Siamese Government on the other, such Agreement to be regarded as supplementary to the Agreement embodied in the Notes exchanged at Bangkok on the 1st June, 1934.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

His Excellency
Luang Pradist Manudharm,
etc., etc., etc.

(Signed) J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

Certified true copy :

Phya Rajawangsan,
The Siamese Minister.

II.

LUANG PRADIST MANUDHARM TO SIR J. CROSBY.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

SARANROMYA PALACE, *March 31st, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date, which reads as follows :

" I have the honour, upon instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and with reference to Mr. Coultas's Note of the 1st June, 1934, to inform you that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India desire to conclude an Agreement with the Siamese Government concerning the national status of persons resident in territory which has been, or may in the future be, transferred from British to Siamese sovereignty or *vice versa*, as the result of the redelimitation of the boundary between Burma (Tenasserim) and Siam in accordance with the Agreement embodied in the Notes exchanged at Bangkok on the 1st June, 1934.

iii) Le représentant de Sa Majesté à Bangkok notifiera au Gouvernement siamois, aussitôt que possible, toutes les demandes faites conformément à l'alinéa i) ci-dessus, et le Gouvernement siamois notifiera de même au représentant de Sa Majesté à Bangkok toutes les demandes faites conformément à l'alinéa ii).

iv) Aucune des dispositions précédentes ne modifiera le statut national des personnes qui n'étaient pas sujets britanniques au moment du transfert du territoire de la souveraineté britannique à la souveraineté siamoise, ou des personnes qui n'étaient pas sujets siamois au moment du transfert du territoire de la souveraineté siamoise à la souveraineté britannique.

v) Etant donné que, dans l'accord visé au premier paragraphe de la présente note, le chenal d'eau profonde (où qu'il se trouve) de la partie de la rivière Pakchan couverte par ledit accord, est adopté comme section de la frontière entre la Birmanie (Tenasserim) et le Siam, les règles formulées ci-dessus s'appliqueront dans le cas de tout nouveau transfert de territoire de la souveraineté britannique à la souveraineté siamoise, ou *vice versa*, résultant de modifications du cours de la rivière précitée, ainsi qu'il est prévu dans l'Accord du 1^{er} juin 1934, sous cette réserve, cependant, que la période de six mois au cours de laquelle les intéressés pourront adresser des demandes pour conserver leur nationalité, courra à compter de la date de l'accord établissant le transfert du territoire en question, le transfert effectif des services administratifs s'effectuant après l'expiration de la période précitée.

3. Si le Gouvernement siamois accepte cette proposition, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note, accompagnée de la réponse de Votre Excellence en termes similaires, constitue l'accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, d'une part, et le Gouvernement siamois, d'autre part, cet accord devant être considéré comme complémentaire de l'Accord formulé dans les notes échangées à Bangkok le 1^{er} juin 1934.

Je saisis cette occasion, etc.

Son Excellence
Luang Pradist Manudharm,
etc., etc., etc.

(Signé) J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

II.

LUANG PRADIST MANUDHARM A SIR J. CROSBY.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PALAIS SARANROMYA, le 31 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, qui est rédigée comme suit :

« J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, et me référant à la note de M. Coultas du 1^{er} juin 1934, de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Inde désirent conclure un accord avec le Gouvernement siamois concernant le statut national des personnes résidant sur le territoire qui a été ou pourra être, à l'avenir, transféré de la souveraineté britannique à la souveraineté siamoise, ou *vice versa*, à la suite de la délimitation nouvelle de la frontière entre la Birmanie (Tenasserim) et le Siam, conformément à l'Accord formulé dans les notes échangées à Bangkok le 1^{er} juin 1934.

2. The Government of the United Kingdom and the Government of India would propose the adoption of the following arrangements :

(i) British subjects habitually resident in the territory which has been transferred from British to Siamese sovereignty shall cease to be British subjects, and shall acquire Siamese nationality unless they make application to retain British nationality to the appropriate British authority within 6 months from this day's date.

(ii) The same rule, *mutatis mutandis*, shall apply as regards territory which has been transferred from Siamese to British sovereignty.

(iii) His Majesty's Representative at Bangkok will notify the Siamese Government as soon as possible of all applications made in accordance with sub-paragraph (i) above, and the Siamese Government will similarly notify His Majesty's Representative at Bangkok of all applications made in accordance with sub-paragraph (ii).

(iv) Nothing in the foregoing provisions shall affect the national status of persons who were not British subjects at the time of the transfer of territory from British to Siamese sovereignty, or of persons who were not Siamese subjects at the time of the transfer of territory from Siamese to British sovereignty.

(v) In view of the fact that, in the Agreement referred to in the opening paragraph of the present Note, the deep water channel (wherever that may be) in that part of the river Pakchan covered by the said Agreement is adopted as part of the boundary between Burma (Tenasserim) and Siam, the rules above specified shall apply in the case of any future transfer of territory from British to Siamese sovereignty or *vice versa*, resulting from changes in the course of the said river, as contemplated in the Agreement of the 1st June, 1934, it being understood, however, that the period of 6 months within which application to retain nationality may be made, shall run from the date of the agreement establishing the transfer of territory in question, the actual transfer of administration being effected after the expiration of the aforesaid period.

3. If the Siamese Government agree to this proposal, I have the honour to suggest that the present Note, together with your Excellency's reply in similar terms, shall constitute an Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of India on the one hand, and the Siamese Government on the other, such Agreement to be regarded as supplementary to the Agreement embodied in the Notes exchanged at Bangkok on the 1st June, 1934."

In reply, I have the honour to state that His Majesty's Government are likewise desirous of concluding an Agreement for this purpose and that they concur in the proposal contained in paragraph 2 of your Note quoted above.

His Majesty's Government also agree to the suggestion that your Note of to-day's date and my present Note be regarded as constituting an Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of India on the one hand, and the Siamese Government on the other, such Agreement to be regarded as supplementary to the Agreement embodied in the Notes exchanged at Bangkok on the 1st June, 1934.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Luang Pradist MANUDHARM,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

Certified true copy :
Phya Rajawangsan,
The Siamese Minister.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde proposent l'adoption des dispositions suivantes :

i) Les sujets britanniques résidant habituellement dans le territoire qui aura été transféré de la souveraineté britannique à la souveraineté siamoise cesseront d'être sujets britanniques et acquerront la nationalité siamoise, à moins qu'ils n'adressent à l'autorité britannique compétente, dans un délai de six mois à compter de ce jour, une demande en vue de conserver la nationalité britannique.

ii) La même règle, *mutatis mutandis*, s'appliquera en ce qui concerne le territoire qui aura été transféré de la souveraineté siamoise à la souveraineté britannique.

iii) Le représentant de Sa Majesté à Bangkok notifiera au Gouvernement siamois, aussitôt que possible, toutes les demandes faites conformément à l'alinéa i) ci-dessus, et le Gouvernement siamois notifiera de même au représentant de Sa Majesté à Bangkok toutes les demandes faites conformément à l'alinéa ii).

iv) Aucune des dispositions précédentes ne modifiera le statut national des personnes qui n'étaient pas sujets britanniques au moment du transfert du territoire de la souveraineté britannique à la souveraineté siamoise, ou des personnes qui n'étaient pas sujets siamois au moment du transfert du territoire de la souveraineté siamoise à la souveraineté britannique.

v) Etant donné que, dans l'accord visé au premier paragraphe de la présente note, le chenal d'eau profonde (où qu'il se trouve) de la partie de la rivière Pakchan couverte par ledit accord est adopté comme section de la frontière entre la Birmanie (Tenasserim) et le Siam, les règles formulées ci-dessus s'appliqueront dans le cas de tout nouveau transfert de territoire de la souveraineté britannique à la souveraineté siamoise, ou *vice versa*, résultant de modifications du cours de la rivière précitée, ainsi qu'il est prévu dans l'Accord du 1^{er} juin 1934, sous cette réserve, cependant, que la période de six mois au cours de laquelle les intéressés pourront adresser des demandes pour conserver leur nationalité, courra à compter de la date de l'accord établissant le transfert du territoire en question, le transfert effectif des services administratifs s'effectuant après l'expiration de la période précitée.

3. Si le Gouvernement siamois accepte cette proposition, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note, accompagnée de la réponse de Votre Excellence en termes similaires, constitue l'accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, d'une part, et le Gouvernement siamois, d'autre part, cet accord devant être considéré comme complémentaire de l'Accord formulé dans les notes échangées à Bangkok le 1^{er} juin 1934. »

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté est également désireux de conclure un accord à cet effet et qu'il accepte la proposition contenue dans le deuxième paragraphe de votre note reproduite ci-dessus.

Le Gouvernement de Sa Majesté se range également à la suggestion tendant à ce que votre note en date de ce jour et ma présente note soient considérées comme constituant l'accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, d'une part, et le Gouvernement siamois, de l'autre, cet accord devant être considéré comme complémentaire de l'Accord formulé dans les notes échangées à Bangkok le 1^{er} juin 1934.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Luang Pradist MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence

Sir Josiah Crosby, K. B. E., C. I. E.,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté en Grande-Bretagne,
Bangkok.

N° 4154.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Accord en vue de faciliter l'authentification, sans légalisation, de certains documents officiels, avec annexes. Signé à Paris, le 3 avril 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Agreement to facilitate the Proof without Legalisation of Certain Official Documents, with Annexes. Signed at Paris, April 3rd, 1937.

N^o 4154. — ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS EN VUE DE FACILITER L'AUTHENTIFICATION, SANS LÉGALISATION, DE CERTAINS DOCUMENTS OFFICIELS. SIGNÉ A PARIS, LE 3 AVRIL 1937.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 août 1937.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD (appelé « Royaume-Uni » dans les dispositions suivantes du présent accord) et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, animés du désir de faciliter l'authentification sans légalisation de certains documents officiels délivrés en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord ou en France et destinés à être utilisés en France ou dans le Royaume-Uni respectivement, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

(1) Les documents suivants, c'est-à-dire :

a) Les copies officielles d'actes de l'état civil (tels qu'ils sont définis à l'article 2 (1) du présent accord), contenus dans les registres tenus dans le Royaume-Uni par les « registrars-general », par les « local superintendent registrars » et les « registrars » chargés des naissances et des décès ou chargés des mariages ;

b) Les certificats officiels délivrés par l'Office des Brevets (« Patent Office ») à Londres et attestant l'authenticité des copies de brevets, dessins et marques de fabrique britanniques et autres documents publics déposés au « Patent Office » ;

c) Les copies officielles de jugements, arrêts, ordonnances, décisions, et autres actes judiciaires de tout tribunal du Royaume-Uni (y compris les actes inscrits dans les registres du « Council and Session » et de tout « Sheriff Court » en Ecosse), ainsi que les copies officielles d'affidavits, de déclarations écrites ou d'autres documents judiciaires enregistrés ou déposés dans chacun de ces tribunaux,

seront, sans légalisation, admis comme preuves en France dans les conditions et dans la mesure indiquées à l'article 4 (1) et (3).

(2) Les documents suivants, c'est-à-dire :

a) Les copies officielles d'actes de l'état civil (tels qu'ils sont définis à l'article 2 (2) du présent accord), dressés en France ;

b) Les certificats officiels attestant l'authenticité de copies de brevets d'invention, de cessions de brevets d'invention, de marques de fabrique et de dessins ou modèles industriels français et d'autres documents déposés à l'Office national de la Propriété industrielle ;

¹ Entré en vigueur le 3 juin 1937.

No. 4154. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE FRENCH GOVERNMENT TO FACILITATE THE PROOF WITHOUT LEGALISATION OF CERTAIN OFFICIAL DOCUMENTS. SIGNED AT PARIS, APRIL 3RD, 1937.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place August 2nd, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (hereafter in this Agreement referred to as "the United Kingdom") and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, desiring to facilitate the proof without legalisation of certain official documents issued in the United Kingdom or in France and intended for use in France or in the United Kingdom respectively, have agreed as follows :

Article 1.

(1) The following documents, that is to say :

(a) Official copies of "actes de l'état civil" (as defined in Article 2 (1) of this Agreement) contained in registers kept in the United Kingdom by registrars-general or by local superintendent registrars and registrars of births and deaths, or of marriages ;

(b) Official certificates issued by the Patent Office in London verifying copies of British patents, designs and trade-marks, and of other public documents deposited in the Patent Office ; and

(c) Official copies of judgments, decrees, orders and other judicial proceedings of any court in the United Kingdom (including entries in the Books of Council and session or in the books of any Sheriff Court in Scotland), and of affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited in any such courts ;

shall, without legalisation, be admissible as evidence in France in the circumstances and to the extent indicated in Article 4 (1) and (3).

(2) The following documents, that is to say :

(a) Official copies of "actes de l'état civil" (as defined in Article 2 (2) of this Agreement) drawn up in France ;

(b) Official certificates verifying copies of French patents and assignments thereof, trade-marks, designs and industrial models, and of other documents deposited in the National Office of Industrial Property ("Office national de la Propriété industrielle") ; and

¹ Came into force June 3rd, 1937.

c) Les copies officielles de jugements, arrêts, ordonnances, décisions ou autres actes judiciaires de tout tribunal français, ainsi que d'affidavits, de déclarations écrites ou d'autres documents judiciaires enregistrés ou déposés dans chacun de ces tribunaux, seront, sans légalisation, admis comme preuves dans le Royaume-Uni dans les conditions et dans la mesure indiquées à l'article 4 (2) et (3).

(3) Pour l'application du présent accord, le mot « France » inclura l'Algérie, et les mots « Royaume-Uni » n'incluront pas les îles de la Manche et l'île de Man.

Article 2.

(1) L'expression « actes de l'état civil contenus dans les registres tenus dans le Royaume-Uni » sera considérée, pour l'application du présent accord, comme comprenant les actes suivants inscrits dans les registres publics :

- a) Actes de naissance.
- b) Actes de naissance d'enfants mort-nés (Angleterre seulement).
- c) Actes de mariage.
- d) Actes de décès.
- e) Actes inscrits au registre des enfants adoptés.

(2) L'expression « actes de l'état civil dressés en France » sera considérée, pour l'application du présent accord, comme comprenant les actes suivants :

- a) Actes de naissance.
- b) Actes de déclaration d'un enfant sans vie.
- c) Actes de publication de mariage.
- d) Certificats de publication de mariage et de non-opposition.
- e) Actes de mariage.
- f) Actes de décès.
- g) Actes de reconnaissance d'enfants naturels.
- h) Transcriptions de jugements et d'arrêts de divorce et de tous autres jugements, arrêts et ordonnances en matière d'état civil.

(3) Les listes d'« actes de l'état civil » contenues dans les paragraphes (1) et (2) du présent article pourront, à tout moment, être modifiées ou étendues par accord des Parties contractantes réalisé sous la forme d'un échange de notes.

Article 3.

(1) Dans le Royaume-Uni :

a) Les copies des actes de l'état civil (tels qu'ils sont définis à l'article 2 (1) du présent accord) seront certifiées conformes à l'original et porteront le sceau du « registrar-general » pour les naissances, les décès et les mariages en Angleterre, en Ecosse ou en Irlande du Nord, ou la signature du « local superintendent registrar » ou du « registrar » des naissances et des décès, ou chargés des mariages, suivant le cas ;

b) Les certificats émanant de l'Office des Brevets (« Patent Office ») à Londres porteront le sceau de cet Office ;

c) Les copies de jugements, arrêts, ordonnances, décisions, ou autres actes judiciaires d'un tribunal du Royaume-Uni ou bien d'affidavits, de déclarations écrites ou d'autres documents judiciaires enregistrés ou déposés audit tribunal, porteront le sceau du tribunal auquel appartient le document original et seront certifiées conformes à l'original par le greffier de ce tribunal ou par son délégué.

(2) En France :

a) Les copies d'actes de l'état civil dressés en France seront certifiées conformes à l'original et signées par l'officier de l'état civil ou le greffier en chef du tribunal chargé des

(c) Official copies of judgments, decrees, orders or other judicial proceedings of French tribunals and of affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited with any such tribunals;

shall, without legalisation, be admissible as evidence in the United Kingdom in the circumstances and to the extent indicated in Article 4 (2) and (3).

(3) For the purposes of this Agreement, the word "France" includes Algeria, and the words "the United Kingdom" do not include the Channel Islands or the Isle of Man.

Article 2.

(1) The expression " ' actes de l'état civil ' contained in registers kept in the United Kingdom " shall be understood for the purposes of the present Agreement to include the following entries in Public Registers :

- (a) Entries of births ;
- (b) Entries of still births (England only) ;
- (c) Entries of marriages ;
- (d) Entries of deaths ;
- (e) Entries in the Adopted Children Register.

(2) The expression " ' actes de l'état civil ' drawn up in France " shall be understood for the purposes of the present Agreement to include the following :

- (a) Entries of births ;
- (b) Entries of a declaration of a lifeless child ;
- (c) Entries of notice of marriage ;
- (d) Certificates of notice of marriage and of no caveat being entered ;
- (e) Entries of marriages ;
- (f) Entries of deaths ;
- (g) Entries of recognition of illegitimate children ;
- (h) Registrations of judgments or decrees of divorce or of any other judgments, decrees or orders in the matter of civil status (" état civil ").

(3) The lists of " actes de l'état civil " contained in paragraphs (1) and (2) of this Article may be at any time varied or extended by agreement of the Contracting Parties expressed in the form of an exchange of notes.

Article 3.

(1) In the United Kingdom :

(a) Copies of " actes de l'état civil " (as defined in Article 2 (1) of this Agreement) will be certified as in conformity with the original and bear the seal of the registrar-general of births, deaths and marriages in England, Scotland or Northern Ireland, or the signature of the local superintendent registrar or registrar of births and deaths, or of marriages, as the case may be ;

(b) Certificates proceeding from the Patent Office in London will bear the seal of that Department ;

(c) Copies of judgments, decrees, orders or other judicial proceedings of a court in the United Kingdom or of affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited in any such court, will bear the seal of the court to which the original document belongs, and be certified as in conformity with the original by the clerk of that court or his deputy.

(2) In France :

(a) Copies of " actes de l'état civil " drawn up in France will be certified as in conformity with the original and signed by the " officier de l'état civil " or by the " greffier "

registres contenant ces actes de l'état civil ou par son délégué et il y sera apposé le sceau de la mairie ou du greffe ayant délivré ces copies ;

b) Les certificats émanant de l'Office national de la Propriété industrielle (Ministère du Commerce et de l'Industrie) seront munis du sceau de l'Office national de la Propriété industrielle (Ministère du Commerce et de l'Industrie) et de la signature d'un fonctionnaire du Ministère du Commerce et de l'Industrie ayant qualité pour signer de telles attestations ;

c) Les copies de jugements, arrêts, ordonnances, décisions et autres actes judiciaires de tout tribunal français ou bien d'affidavits, de déclarations écrites ou d'autres documents judiciaires enregistrés ou déposés audit tribunal, porteront le sceau du greffe du tribunal duquel émane l'acte judiciaire ou du tribunal où les documents ont été enregistrés ou déposés et elles seront certifiées conformes à l'original par le greffier du tribunal ou par son délégué.

Article 4.

(1) Toute copie ou tout certificat officiels auxquels s'appliquent les dispositions ci-dessus du présent accord concernant les copies ou certificats délivrés dans le Royaume-Uni pourront, si à cet égard ils apparaissent authentiques et s'ils sont authentifiés conformément à l'article 3 (1) du présent accord, être admis comme preuves en France dans les conditions et dans la mesure indiquées ci-après :

a) La copie d'un acte de l'état civil (y compris les mentions s'il y en a), délivrée au cours des douze mois antérieurs en réponse à une demande tendant à l'octroi d'une copie intégrale, sera admise comme preuve de chacune des indications dûment portées dans l'acte original conformément à la loi de la partie du Royaume-Uni dans laquelle l'acte a été dressé ;

b) Le certificat attestant l'authenticité d'une copie de brevet, dessin ou marque de fabrique, ou autre document public déposé au « Patent Office », délivré au cours des trois années précédentes, sera admis comme preuve du dépôt et de la conservation de l'original, ainsi que de l'exactitude de la copie ;

c) La copie d'un jugement, d'un arrêt, d'une ordonnance, d'une décision ou d'un autre acte judiciaire ou bien d'un affidavit, d'une déclaration écrite ou d'un autre document judiciaire enregistré ou déposé à un tribunal, délivrée au cours des trois années précédentes, sera admise comme preuve d'un fait quelconque, si le document original peut être admis comme preuve du fait en question.

(2) Toute copie ou tout certificat officiels auxquels s'appliquent les dispositions ci-dessus du présent accord concernant les copies ou certificats délivrés en France pourront, si, à cet égard, ils apparaissent authentiques et s'ils sont authentifiés conformément à l'article 3 (2) du présent accord, être admis comme preuves dans le Royaume-Uni dans les conditions et dans la mesure indiquées ci-après :

a) La copie d'un acte de l'état civil (y compris les mentions s'il y en a) délivrée au cours des douze mois antérieurs en réponse à une demande tendant à l'octroi d'une copie intégrale sera admise comme preuve de chacune des indications dûment portées dans l'acte original conformément à la loi française ;

b) Le certificat attestant l'authenticité d'une copie de brevet, cession du brevet d'invention, dessin ou marque de fabrique, délivré au cours des trois années précédentes, sera admis comme preuve du dépôt et de la conservation de l'original ainsi que de l'exactitude de la copie ;

c) La copie d'un jugement, d'un arrêt, d'une ordonnance, d'une décision ou d'un acte judiciaire ou bien d'un affidavit, d'une déclaration écrite ou d'un autre document judiciaire enregistré ou déposé à un tribunal, délivrée au cours des trois années précédentes, sera admise comme preuve d'un fait quelconque, si le document original peut être admis comme preuve du fait en question.

en chef " of the tribunal in charge of the registers containing those " actes de l'état civil " or by his deputy and furnished with the seal of the " mairie " or of the " greffe " delivering such copies ;

(b) Certificates issued by the National Office of Industrial Property (" Office national de la Propriété industrielle ") will bear the seal of the " Office national de la Propriété industrielle " (Ministry of Commerce and Industry), and the signature of an officer of the Ministry of Commerce and Industry authorised to sign such certificates ;

(c) Copies of judgments, decrees, orders or other judicial proceedings of a French Tribunal, or of affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited in any such Tribunal, will bear the seal of the " greffe " of the Tribunal responsible for the judicial proceedings in question or of the Tribunal in which the documents have been filed or deposited, and will be certified as in conformity with the original by the " greffier " of the Tribunal or by his deputy.

Article 4.

(1) Any official copy or certificate, to which the foregoing provisions of this Agreement as to copies or certificates issued in the United Kingdom are applicable, shall, if it appears on the face of it to be genuine, and purports to be authenticated in accordance with Article 3 (1) of this Agreement, be admissible as evidence in France in the circumstances and to the extent hereinafter mentioned.

(a) A copy of an " acte de l'état civil " (including the marginal notes, if any) which has been issued within the preceding twelve months in response to a request for a complete copy shall be admissible as evidence of any of the matters regularly recorded in the original entry in accordance with the law of that part of the United Kingdom in which the entry was made ;

(b) A certificate verifying a copy of a patent, design or trade-mark or other public document deposited in the Patent Office issued within the preceding three years shall be admissible as evidence of the deposit and custody of the original and of the correctness of the copy ;

(c) A copy of a judgment, decree, order or other judicial proceeding, or of an affidavit, pleading or other legal document filed or deposited in a court, issued within the preceding three years shall be admissible as evidence of any matter if the original document could be received as evidence of that matter.

(2) Any official copy or certificate to which the foregoing provisions of this Agreement as to copies or certificates issued in France are applicable shall, if it appears on the face of it to be genuine and purports to be authenticated in accordance with Article 3 (2), be admissible as evidence in the United Kingdom in the circumstances and to the extent hereinafter mentioned.

(a) A copy of an " acte de l'état civil " (including the marginal notes, if any) which has been issued within the preceding twelve months in response to a request for a complete copy shall be admissible as evidence of any of the matters regularly recorded in the original entry in accordance with the law of France ;

(b) A certificate verifying a copy of a patent or an assignment thereof, a trade-mark, design or industrial model issued within the preceding three years shall be admissible as evidence of the deposit and custody of the original and of the correctness of the copy ;

(c) A copy of a judgment, decree, order or other judicial proceeding, or of an affidavit, pleading or other legal document filed or deposited in a court, issued within the preceding three years shall be admissible as evidence of any matter, if the original document could be received as evidence of that matter.

(3) *a*) Dans le présent accord, l'expression « admis comme preuve d'un indication ou d'un fait » signifie que le document en question sera admis comme preuve de cette indication ou de ce fait jusqu'à preuve du contraire ;

b) En ce qui concerne les « indications dûment portées », dans les actes de l'état civil, les indications qui doivent être portées dans chaque acte en vertu de la loi du Royaume-Uni ou de la France, suivant le cas, sont celles qui sont indiquées dans les annexes I et II du présent accord.

Les dispositions des annexes I et II pourront, à tout moment, être modifiées ou étendues par un accord des Parties contractantes qui sera réalisé sous la forme d'un échange de notes ;

c) En Ecosse, une copie d'un acte de l'état civil est appelée « extract » ; il est par conséquent entendu qu'un document écossais n'est pas à considérer comme une copie incomplète parce qu'il est intitulé « extract » ;

d) En France, une copie d'acte de l'état civil est parfois appelée « extrait » ; il est par conséquent entendu que, sous réserve des exceptions ci-dessous, un document français n'est pas à considérer comme incomplet parce qu'il est appelé « extrait » :

(i) Toutefois, en vertu de la loi française du 22 juillet 1922, article 2, les copies, même intégrales, de tous les actes de l'état civil, quels qu'ils soient, ne doivent en aucun cas reproduire les mots de « mère inconnue », de « père non dénommé » et autres énonciations analogues.

(ii) Il est rappelé également qu'en vertu des dispositions de l'article 57 du Code civil français, « nul, à l'exception du procureur de la République, de l'enfant, de ses ascendants en ligne directe, de son conjoint, de son tuteur ou de son représentant légal, s'il est mineur ou en état d'incapacité, ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le juge de paix du canton où l'acte a été reçu et sur la demande écrite de l'intéressé.

» Si cette personne ne sait ou ne peut signer, cette impossibilité est constatée par le maire ou le commissaire de police, qui atteste, en même temps, que la demande est faite sur l'initiative de l'intéressé.

» En cas de refus, la demande sera portée devant le président du tribunal civil de première instance, qui statuera sur ordonnance de référé.

» Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant, sans autres renseignements, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui ont été donnés, les noms, prénoms, professions et domiciles des père et mère, tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge de cet acte et reproduisant la mention prévue au dernier alinéa de l'article 76 du Code civil. »

Le dernier alinéa de l'article 76 du Code civil est ainsi conçu : « Il sera fait mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux ».

(iii) Il est entendu également qu'il appartient aux tribunaux du Royaume-Uni de décider si, et, dans l'affirmative, dans quelles conditions, un extrait abrégé d'acte de naissance français délivré suivant les prescriptions du dernier alinéa de l'article 57 du Code civil français peut être accepté comme preuve selon les dispositions de l'article 4 (2) *a*) du présent accord.

Article 5.

Le présent accord ne sera considéré en aucune manière comme constituant une dérogation aux dispositions de tout traité d'extradition en vigueur relatives à l'authentification de documents fournis en matière de procédure d'extradition, ni aux dispositions de tout autre traité contenant des clauses relatives à l'authentification d'une catégorie quelconque de documents.

Article 6.

(1) Le Gouvernement du Royaume-Uni pourra, en tout temps, tant que le présent accord sera en vigueur en vertu de l'article 8 et à condition qu'un accord ait été préalablement conclu

(3) (a) In this Agreement, the expression "admissible as evidence of any matter" means that the document in question shall be accepted as *prima facie* evidence of that matter;

(b) As regards "matters regularly recorded" in "actes de l'état civil", the matters which, in the case of each "acte", are by the law of the United Kingdom or France, as the case may be, regularly recorded, are those set out in Annexes I and II of the present Agreement.

The provisions of Annexes I and II may at any time be varied or extended by agreement of the Contracting Parties expressed in the form of an exchange of notes.

(c) In Scotland, a copy of an "acte de l'état civil" is described as an "extract"; it is consequently understood that a Scottish document is not to be considered to be an incomplete copy because it is entitled "extract".

(d) In France, a copy of an "acte de l'état civil" is sometimes called "extrait"; it is consequently understood that subject to the undermentioned exceptions, a French document is not to be considered to be an incomplete copy because it is entitled "extrait".

(i) It is provided by Article 2 of the French law of the 22nd July, 1922, that the words "of a mother unknown", "of a father unknown", and other similar statements must in no case be included in copies, even though issued as complete copies, of any "acte de l'état civil" of any kind whatsoever.

(ii) Further, it is provided by Article 57 of the French Civil Code that "no person, other than the 'Procureur of the Republic', the person whose birth is recorded in the entry, the direct ascendants or the spouse of that person or his guardian or legal representative, if he is a minor or otherwise under legal disability, may obtain a certified copy of any entry of a birth other than his own, except in virtue of an authorisation given, without charge, by the 'juge de paix' of the district where the entry has been made, or upon the request in writing of the person whose birth is in question.

"If the last-mentioned person is unable to sign his name, this inability must be attested by a 'maire', or 'commissaire de police', who must, at the same time, certify that the request is made at the instance of that person.

"If the authorisation is refused, an application for a certified copy may be made to the President of the 'Tribunal civil de première instance', who shall decide the matter 'sur ordonnance de référé' (in chambers).

"The custodians of registers shall deliver to any applicant extracts showing, without any other information, the year, day, hour and place of birth, the sex of the child, the name given to him, and the names and surnames, and the occupation and domicile of the father and of the mother as they appear in the entry of the birth or in the marginal notes thereon and reproducing any note entered in accordance with the last paragraph of Article 76 of the Civil Code."

(This paragraph provides that a marginal note of their marriage shall be entered on the entries of birth of persons who are married.)

(iii) It is understood that it is left to the discretion of the courts of the United Kingdom to decide whether, and if so in what circumstances, an "extrait abrégé" (abridged extract) of an entry of birth delivered in accordance with the provisions of the last paragraph of Article 57 of the French Civil Code can be accepted as evidence under the provisions of Article 4 (2) (a) of this Agreement.

Article 5.

This Agreement shall not be held in any way to derogate from the requirements of any extradition treaty in force relating to proof of documents submitted in connexion with extradition proceedings, nor of any other treaty containing provisions relating to the proof of any classes of documents.

Article 6.

(1) The Government of the United Kingdom may, by a notification given through His Majesty's Ambassador at Paris, at any time while the present Agreement is in force under Article 8, and

par un échange de notes au sujet des points mentionnés au paragraphe (2) du présent article, étendre, par une notification donnée par l'entremise de l'ambassadeur de Sa Majesté à Paris, l'application du présent accord aux îles de la Manche, à l'île de Man, aux colonies, territoires d'outre-mer, protectorats ou territoires sous suzeraineté britannique ou territoires sous mandat dont le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni.

(2) Avant qu'il soit procédé à la notification de l'extension à un territoire en vertu du paragraphe précédent, les Parties contractantes concluront un arrangement par échange de notes indiquant les documents officiels du territoire aux fins des dispositions des articles 1 (1) et 2 (1), la manière d'authentification de ces documents aux fins de l'article 3 (1) et les indications dûment portées dans ces documents aux fins de l'article 4 (3) b).

(3) L'extension entrera en vigueur trois mois après la date de la notification indiquée au paragraphe (1) du présent article.

(4) Chacune des Parties contractantes pourra, à tout moment, mettre fin à une extension à l'un quelconque des territoires visés au paragraphe (1) du présent article, en donnant par la voie diplomatique un préavis de dénonciation de six mois.

(5) Sauf convention contraire et expresse entre les deux Parties contractantes, la dénonciation de la convention, conformément à l'article 8, y mettra fin *ipso facto*, en ce qui concerne tous territoires auxquels son application aura été étendue conformément au paragraphe (1) du présent article.

Article 7.

(1) Le Gouvernement français peut, à tout moment, tant que le présent accord sera en vigueur en vertu de l'article 8, et à condition qu'un accord ait été préalablement conclu par un échange de notes au sujet des points mentionnés au paragraphe (2) du présent article, étendre, par une notification donnée par l'entremise de l'ambassadeur de la République française à Londres, l'application du présent accord aux colonies françaises, aux pays sous protectorat français ou sous mandat administré par le Gouvernement français.

(2) Avant qu'il soit procédé à la notification de l'extension à un des territoires désignés au paragraphe précédent, les Parties contractantes devront conclure un arrangement par échange de notes indiquant les documents officiels du territoire aux fins des dispositions des articles 1 (2) et 2 (2), la manière d'authentification de ces documents aux fins de l'article 3 (2) et les indications dûment portées dans ces documents aux fins de l'article 4 (3) b).

(3) Les dispositions des paragraphes (3), (4) et (5) de l'article 6 s'appliquent aux territoires auxquels la présente convention a été étendue en vertu du paragraphe (1) du présent article.

Article 8.

Le présent accord, dont les deux textes anglais et français font foi, entrera en vigueur deux mois après la date de la signature et il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé au moyen d'un préavis donné six mois à l'avance par l'un ou l'autre des gouvernements contractants.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent accord sur les textes français et anglais qui sont également authentiques et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Paris le trois avril mil neuf cent trente-sept.

(L. S.) Yvon DELBOS.

(L. S.) George R. CLERK.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,

P. de Fouquières.

provided that an agreement has been concluded by an exchange of notes on the points mentioned in paragraph (2) of this Article, extend the operation of this Agreement to the Channel Islands, the Isle of Man, any British colony, overseas territory or protectorate, or any territory under British suzerainty, or any mandated territory in respect of which the Government in the United Kingdom exercise the mandate.

(2) Prior to any notification of extension in respect of any territory under the preceding paragraph, an agreement shall be concluded between the Contracting Parties by an exchange of notes as to the official documents of the territory concerned which shall be deemed to be covered by the provisions of Articles 1 (1) and 2 (1), the manner in which such documents shall be authenticated for the purposes of Article 3 (1) and the matters which are regularly recorded in such documents for the purposes of Article 4 (3) (b).

(3) The date of the coming into force of any extension shall be three months from the date of the notification given under the first paragraph of this Article.

(4) Either of the Contracting Parties may at any time terminate an extension to any of the territories referred to in paragraph (1) of this Article on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(5) The termination of the Agreement under Article 8 shall, unless otherwise expressly agreed to by both Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (1) of this Article.

Article 7.

(1) The Government of the French Republic may, by a notification given through the French Ambassador in London, at any time while the Agreement is in force under Article 8, and provided that an agreement has been concluded by an exchange of notes on the points mentioned in paragraph (2) of this Article, extend the operation of this Agreement to any French colony or protectorate or any mandated territory administered by the French Government.

(2) Prior to any notification of extension in respect of any territory under the preceding paragraph, an agreement shall be concluded between the Contracting Parties by an exchange of notes as to the official documents of the territory concerned which shall be deemed to be covered by the provisions of Articles 1 (2) and 2 (2), the manner in which such documents shall be authenticated for the purposes of Article 3 (2) and the matters which are regularly recorded in such documents for the purposes of Article 4 (3) (b).

(3) The provisions of paragraphs (3), (4) and (5) of Article 6 apply to territories to which the present Agreement has been extended under paragraph (1) of this Article.

Article 8.

This Agreement, of which both the English and French texts are authoritative, shall enter into operation two months after the date of signature, and shall remain in force until terminated by a notice given six months in advance by either of the contracting Governments to the other.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement in English and French texts, of which both are equally authentic, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Paris, the third day of April, nineteen hundred and thirty-seven.

(L. S.) Yvon DELBOS.

(L. S.) George R. CLERK.

ANNEXE I

INDICATIONS QUI, EN VERTU DES LOIS DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, DOIVENT FIGURER RESPECTIVEMENT DANS LES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL SPÉCIFIÉS A L'ARTICLE 2 (I) DU PRÉSENT ACCORD.

NOTE. — En ce qui concerne les actes de l'état civil inscrits sur les registres conservés en Angleterre ou dans l'Irlande du Nord, les lois de l'Angleterre et de l'Irlande du Nord exigent que toute rectification apportée à l'acte soit obligatoirement, si elle est faite après l'établissement de l'acte, décrite ou attestée par une note en marge de l'acte, note constatant la date de la rectification et signée par le fonctionnaire qui opère la rectification.

a) *Indications devant figurer dans un acte de naissance.*

(1) Le jour, l'heure¹ et le lieu de la naissance, ou, dans le cas d'un enfant trouvé, la date et le lieu de la trouvaille de l'enfant.

(2) Le prénom et le sexe et, dans le cas d'une naissance en Ecosse, le nom patronymique de l'enfant.

(3) Le ou les prénoms, le nom, le rang, la profession ou le métier et le domicile du père².

(4) Le ou les prénoms de la mère, son nom à la date de la naissance, son ou ses noms précédents en tant que femme mariée, son nom patronymique de jeune fille, et le ou les prénoms, le nom, le rang, la profession ou métier de toute personne dont elle est l'épouse ou la veuve à la date de la naissance.

(5) Le métier et le domicile de la mère².

(6) Dans le cas d'une naissance en Ecosse, la date et le lieu du mariage des parents².

(7) La signature (ou le signe apposé par une personne ne sachant pas signer), le domicile, et l'identité du ou des déclarants.

(8) La date et, dans le cas d'une naissance en Ecosse, le lieu où l'acte a été dressé.

(9) La signature et la désignation de l'officier de l'état civil (registrar) ou de toute autre personne ayant dressé l'acte.

(10) Le fait que l'enfant a été adopté ou que la naissance a été réenregistrée. Dans le cas d'un acte de naissance d'une personne en Ecosse, la date et le sens de toute décision judiciaire concernant la filiation ou l'état de cette personne et la légitimation de cette personne par mariage subséquent.

(11) Dans le cas d'une naissance en Angleterre ou dans l'Irlande du Nord, la signature et la désignation du « local superintendent registrar », et (ou) le fait que l'acte a été dressé par ordre du « registrar-general » des naissances, décès et mariages, ou du « registrar-general » de l'Irlande du Nord, suivant le cas. Dans le cas d'une naissance en Ecosse, la signature et la désignation du « district examiner » des registres par qui l'acte a été certifié³.

¹ L'heure de la naissance peut n'être pas indiquée dans l'acte.

² Tout ou partie des indications mentionnées aux paragraphes (3) à (6) et au paragraphe (10) ci-dessus, peuvent manquer dans l'acte.

³ Tout ou partie des indications mentionnées au paragraphe (11) ci-dessus peuvent manquer.

ANNEX I.

MATTERS WHICH, BY THE LAW OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, ARE REGULARLY RECORDED RESPECTIVELY IN THE "ACTES DE L'ÉTAT CIVIL" SPECIFIED IN ARTICLE 2 (1) OF THIS AGREEMENT.

NOTE. — With regard to any of the above-mentioned "actes de l'état civil" (entries) contained in registers kept in England or Northern Ireland, the law of England and of Northern Ireland requires that every correction of the "acte" (entry) must, if made after the completion of the "acte" (entry), be described or attested by a note in the margin of the "acte" (entry), stating the date of the correction and signed by the registration officer who makes it.

(a) *Matters which are Regularly Recorded in the Entry of a Birth.*

(1) The date, time¹ and place of the birth, or in the case of a new-born child found exposed, the date and place of the finding of the child.

(2) The name and sex, and, in the case of a birth in Scotland, the surname, of the child.

(3) The name or names and surname, the rank, profession or occupation, and the residence of the father.²

(4) The name or names of the mother, her surname at the date of the birth, her prior married surname or surnames (if any), and her maiden surname, and the name or names and surname, and the rank, profession or occupation, of any person of whom she is the wife or widow at the date of the entry.³

(5) The occupation and residence of the mother.²

(6) In the case of a birth in Scotland, the date and place of the parents' marriage.²

(7) The signature or mark, and the residence and description of the person or each of the persons, as the case may be, upon whose information the entry was made.

(8) The date on which, and, in the case of a birth in Scotland, the place at which, the entry was made.

(9) The signature and official description of the registrar or other person by whom the entry was made.

(10) The fact that the child has been adopted or that the birth has been re-registered. In the case of an entry of the birth of a person in Scotland, the date and import of any decree of a competent court with regard to the paternity or status of that person and the legitimization of that person *per subsequens matrimonium*.

(11) In the case of a birth in England or Northern Ireland, the signature and official description of the local superintendent registrar, and (or) the fact that the entry was made on the authority of the Registrar-General of Births, Deaths and Marriages or the Registrar-General for Northern Ireland, as the case may be. In the case of a birth in Scotland, the signature and official description of the District Examiner of Registers by whom the entry was attested.³

¹ The time of the birth may not be recorded in the entry.

² All or some of the matters mentioned in paragraphs (3) to (6) and paragraph (10) above may not be recorded in the entry.

³ All or some of the matters mentioned in paragraph (11) above may not be recorded in the entry.

b) *Indications qui doivent figurer dans une déclaration d'enfant sans vie (Angleterre seulement).*

- (1) La date et le lieu de l'accouchement, ou la date et le lieu de la trouvaille du corps de l'enfant.
- (2) Le sexe de l'enfant.
- (3) Le ou les prénoms, le nom, le rang, la profession ou le métier, et le domicile du père¹.
- (4) Le ou les prénoms de la mère, son nom à la date de la naissance, son ou ses noms précédents (en tant que femme mariée), s'il y a lieu, son nom de jeune fille, et le ou les prénoms, le nom, le rang, la profession ou le métier de toute personne dont elle est l'épouse ou la veuve à la date où l'acte est dressé¹.
- (5) Le métier et le domicile de la mère¹.
- (6) La signature ou le signe (apposé par les personnes ne sachant pas signer), le domicile et l'identité de la personne ou des personnes, suivant le cas, ayant déclaré l'enfant sans vie, et la nature des déclarations en vertu desquelles l'enfant est enregistré comme mort-né.
- (7) La date à laquelle l'acte a été dressé.
- (8) La signature et la désignation de l'officier de l'état civil ou de toute autre personne ayant dressé l'acte.

c) *Indications qui doivent figurer dans un acte de mariage.*

- (1) La date et le lieu du mariage.
- (2) Le ou les prénoms et le nom de chacun des conjoints, et tout nom différent porté précédemment par l'un ou l'autre.
- (3) L'âge des conjoints, ou, en ce qui concerne l'un ou l'autre, le fait qu'il ou elle n'a pas atteint l'âge légal, suivant le cas.
- (4) La situation matrimoniale de chacun des conjoints : au cas où le mari ou la femme a été précédemment marié ou divorcé, le ou les prénoms, le nom de femme mariée, le nom de jeune fille de la précédente femme, ou le ou les prénoms et le nom du précédent mari, suivant le cas, et, dans le cas où les conjoints ont été précédemment mariés entre eux, la date et le lieu de leur précédent mariage².
- (5) Le rang, la profession ou le métier, et le domicile de chacun des conjoints.
- (6) Le ou les prénoms, le nom, le rang, la profession ou le métier du père, et, dans le cas d'un mariage en Ecosse, le ou les prénoms et le nom de jeune fille de la mère de chacun des conjoints.
- (7) La forme du mariage.
- (8) La signature ou le signe (apposé par les personnes ne sachant pas signer) des deux conjoints, les signatures ou signes (apposés par les personnes ne sachant pas signer), et, en Ecosse, les domiciles des témoins du mariage.
- (9) Dans le cas d'un mariage célébré suivant les rites de l'Eglise d'Angleterre, la signature et la désignation de l'ecclésiastique qui célèbre le mariage et, dans le cas d'un mariage célébré en Angleterre suivant les rites des Juifs ou des Quakers, la signature et la désignation du secrétaire de la Synagogue ou de la personne chargée d'enregistrer l'acte, suivant le cas.

¹ Tout ou partie des indications portées aux paragraphes (3) à (5) ci-dessus peuvent manquer dans l'acte.

² Les prénoms et nom de la précédente femme ou du précédent mari ne sont pas indiqués dans l'acte de mariage en Ecosse et en Irlande du Nord. En Ecosse, le premier mariage des conjoints entre eux n'est pas indiqué.

(b) *Matters which are Regularly Recorded in the Entry of a Still-Birth (England only).*

(1) The date and place of the still-birth, or the date and place of the finding of the body of the child.

(2) The sex of the child.

(3) The name or names and surname, the rank, profession or occupation, and the residence of the father.¹

(4) The name or names of the mother, her surname at the date of the birth, her prior married surname or surnames (if any) and her maiden surname, and the name or names and surname, and the rank, profession or occupation of any person of whom she is the wife or widow at the date of the entry.¹

(5) The occupation and residence of the mother.¹

(6) The signature or mark, and the residence and description of the person or each of the persons, as the case may be, upon whose information the entry was made, and the nature of the evidence upon which the child was registered as still-born.

(7) The date on which the entry was made.

(8) The signature and official description of the registrar or other person by whom the entry was made.

(c) *Matters which are Regularly Recorded in the Entry of a Marriage.*

(1) The date and place of the marriage.

(2) The name or names and surname of each of the parties to the marriage, and any different surname previously borne by either of the parties.

(3) The age of each of the parties to the marriage, or, in relation to either of the parties, the fact that he or she was or was not of age, as the case may be.

(4) The marital condition of each of the parties to the marriage : in a case where the man or the woman has been previously married and divorced, the name or names and married and maiden surnames of the former wife, or the name or names and surname of the former husband, as the case may be²; and in a case where the parties have been previously married to each other, the date and place of the previous marriage.²

(5) The rank, profession or occupation, and the residence of each of the parties to the marriage.

(6) The name or names and surname, and the rank, profession or occupation of the father, and, in the case of a marriage in Scotland, the name or names and maiden surname of the mother, of each of the parties to the marriage.

(7) The form of the marriage.

(8) The signature or mark of each of the parties to the marriage, and the signatures or marks, and, in the case of a marriage in Scotland, the residences, of the persons by whom the marriage was attested.

(9) In the case of a marriage solemnised according to the rites of the Church of England, the signature and official description of the minister by or before whom the marriage was solemnised, and in the case of a marriage solemnised in England according to the rites of the Jews or Quakers, the signature and official description of the secretary of the synagogue or the registering officer, as the case may be.

¹ All or some of the matters mentioned in paragraphs (3) to (5) above may not be recorded in the entry.

² The name and surname of the former wife or husband are not recorded in the entry of a marriage in Scotland or Northern Ireland. The previous marriage of the parties to each other is not recorded in the entry of a marriage in Scotland.

(10) Dans le cas d'un mariage en Angleterre ou dans l'Irlande du Nord, autre qu'un mariage célébré dans les formes décrites au précédent paragraphe (9), les signatures¹ et désignations officielles du « registrar » et du « superintendent registrar » ou, suivant le cas, la signature et la désignation de la personne autorisée ou du « registrar » par-devant qui le mariage a eu lieu. Dans le cas d'un mariage en Ecosse, la signature et la désignation officielle du « registrar » ou de « l'assistant registrar » et, si le mariage n'a pas été célébré par un ecclésiastique, le dispositif de l'autorisation ou de la décision judiciaire en vertu de laquelle le mariage a été enregistré.

(11) Dans le cas d'un mariage en Ecosse, la date et le lieu où l'acte a été dressé et, dans le cas d'un mariage célébré dans l'Irlande du Nord suivant les rites de l'Eglise catholique romaine, ou par licence spéciale, la date à laquelle l'acte a été dressé.

(12) Dans le cas d'un mariage en Ecosse, et s'il y a lieu, la condamnation de l'un ou l'autre des conjoints pour bigamie, et le divorce des conjoints.

d) Indications qui doivent figurer dans un acte de décès.

(1) La date et le lieu et, en Ecosse, l'heure du décès et, dans le cas de la trouvaille d'un cadavre, la date et le lieu de la trouvaille.

(2) Le ou les prénoms, le nom, le sexe, l'âge du défunt et le domicile du défunt, s'il n'y est pas décédé.

(3) Le rang, la profession ou métier, la situation matrimoniale du défunt et, si le défunt était au moment de sa mort marié, veuf ou divorcé, le nom du conjoint ou ancien conjoint².

(4) Dans le cas d'un décès en Angleterre, le ou les prénoms, le nom, le rang, la profession ou métier et le domicile du père du défunt ; le ou les prénoms de la mère du défunt, son nom à la date du décès, son ou ses noms précédents en tant que femme mariée (s'il y a lieu), son nom de jeune fille, le ou les prénoms, le nom, le rang, la profession ou métier de toute personne dont elle est, à la date de l'acte, l'épouse ou la veuve, son métier et son domicile³.

(5) Dans le cas d'un décès en Ecosse, le ou les prénoms, le nom, le rang, la profession ou métier du père, le ou les prénoms, le nom de jeune fille et le métier de la mère du défunt³.

(6) La cause du décès, et, dans le cas d'un décès par maladie en Ecosse et dans l'Irlande du Nord, la durée de la maladie. Dans le cas d'un décès en Angleterre et en Ecosse, le nom du médecin (s'il y a lieu) qui a certifié le décès ; dans le cas d'un décès en Angleterre, le fait qu'il y a eu ou non autopsie, ce fait pouvant n'être pas indiqué dans l'acte ; l'autopsie est parfois indiquée dans l'acte par les lettres « P.M. » (*post mortem*) et le fait (s'il en est ainsi) que la cause de la mort ait été certifiée par un « coroner », « deputy-coroner » ou « assistant deputy-coroner », dénommé et désigné dans l'acte et cela après autopsie et sans enquête.

(7) La signature ou le signe (apposé par une personne ne sachant pas signer), la résidence et la désignation de la personne ayant déclaré le décès ; si l'acte de décès est dressé en vertu d'un certificat du « coroner », « deputy-coroner » ou « assistant deputy-coroner », le nom et la désignation de la personne qui a fourni le certificat, ou, dans le cas d'un décès en Ecosse, le fait que l'information a été donnée par le « procurator fiscal ».

¹ Dans l'Irlande du Nord, l'acte est parfois paraphé par l'officier de l'état civil.

² La situation matrimoniale du défunt, et le nom du conjoint ou ancien conjoint, peut n'être pas indiqué dans l'acte de décès en Angleterre. Le nom du conjoint ou ancien conjoint n'est pas indiqué dans l'acte de décès dans l'Irlande du Nord.

³ Tout ou partie des indications mentionnées aux paragraphes (4) et (5) ci-dessus pouvant manquer dans l'acte.

(10) In the case of a marriage in England or Northern Ireland other than such a marriage as is mentioned in paragraph (9) above, the signatures¹ and official descriptions of the registrar and the superintendent registrar, or, as the case may be, the signature and official description of the authorised person or registrar before whom the marriage took place. In the case of a marriage in Scotland, the signature and official description of the registrar or assistant registrar, and, if the marriage was not solemnised by a minister of religion, particulars of the warrant or decree of the court upon the authority of which the marriage was registered.

(11) In the case of a marriage in Scotland, the date on which, and the place at which the entry was made, and in the case of a marriage celebrated in Northern Ireland according to the rites of the Roman Catholic Church, or by special licence, the date on which the entry was made.

(12) In the case of a marriage in Scotland, the conviction of either of the parties to the marriage for bigamy, and the divorce of the parties.

(d) *Matters which are Regularly Recorded in the Entry of a Death.*

(1) The date and place, and in Scotland the time, of the death or, in the case of a body found dead, the date and place of the finding of the body.

(2) The name or names and surname, and the sex and age of the deceased person, and the residence of the deceased person if it was not the place where that person died.

(3) The rank, profession or occupation, and the marital condition, of the deceased person, and, if that person was at the time of the death married, widowed or divorced, the name of the spouse or former spouse.²

(4) In the case of a death in England, the name or names and surname, the rank, profession or occupation, and the residence of the father of the deceased person, and the name or names of the mother of the deceased person, her surname at the date of the death, her prior married surname or surnames (if any) and her maiden surname, the name or names and surname, and the rank, profession or occupation of any person of whom she is, at the date of entry, the wife or widow, and her occupation and residence.³

(5) In the case of a death in Scotland, the name or names and surname, and the rank, profession or occupation, of the father, and the name or names and maiden surname, and the occupation of the mother of the deceased person.³

(6) The cause of death, and in the case of a death in Scotland or Northern Ireland caused by a disease, the duration of the disease ; in the case of a death in England or Scotland, the name of the medical practitioner (if any) who certified the death ; and in the case of a death in England, the fact that there has or has not been a post-mortem examination,⁴ and the fact (if it be so) that the cause of death has been certified by a coroner, deputy-coroner, or assistant deputy-coroner named and described in the entry, after post-mortem without inquest.

(7) The signature or mark, and the residence and description of the person upon whose information the entry was made ; or where the information upon which the entry is made is contained in a certificate of a coroner, deputy-coroner or assistant deputy-coroner, the name and official description of the person from whom the certificate was received ; or, in the case of a death in Scotland, the fact that the information was given by the Procurator Fiscal.

¹ In Northern Ireland the entry is sometimes initialled by the registrar.

² The marital condition of the deceased and the name of the spouse or former spouse may not be recorded in the entry of a death in England. The name of the spouse or former spouse is not recorded in the entry of a death in Northern Ireland.

³ All or some of the matters mentioned in paragraphs (4) and (5) above may not be recorded in the entry.

⁴ This fact may not be recorded in the entry. A post-mortem examination is sometimes indicated in the entry by the letters " P.M. ".

(8) Dans le cas d'un décès en Angleterre ou dans l'Irlande du Nord, qui a été l'objet d'une enquête du « coroner », la date de l'enquête ou le fait qu'elle a été ajournée et non reprise, suivant le cas, et, si l'enquête a été ajournée et non reprise, le résultat de toute procédure criminelle relative au décès ; si le décès a eu lieu dans l'Irlande du Nord, le fait que la cause du décès a été certifiée par la personne faisant l'enquête. Dans le cas d'un décès en Ecosse, ayant été l'objet d'une enquête par le « procurator fiscal », le résultat de l'enquête.

(9) La date et, dans le cas d'un décès en Ecosse, le lieu où l'acte a été dressé.

(10) La signature et la désignation du « registrar » ou de toute autre personne ayant dressé l'acte et si, dans le cas d'un décès en Angleterre ou dans l'Irlande du Nord, l'acte est fait plus de douze mois après la date du décès ou de la découverte du cadavre, suivant le cas ; le fait que l'acte a été dressé sur l'ordre du « registrar-general » des naissances, décès et mariages ou du « registrar-general » de l'Irlande du Nord ; la signature et la désignation du « local superintendent registrar »¹.

e) Indications qui doivent figurer dans un acte du Registre des enfants adoptés.

(1) Le ou les prénoms, le sexe et, dans le cas de l'adoption d'un enfant en Ecosse, le nom de l'enfant adopté.

(2) La date de la naissance de l'enfant adopté (indication pouvant manquer).

(3) Le ou les prénoms, le nom, le rang, la profession ou le métier, et le domicile de l'adoptant ou de chacun des deux adoptants, suivant le cas.

(4) La date du jugement d'adoption et la désignation du tribunal qui l'a rendu.

(5) La date à laquelle l'acte a été dressé.

(6) La signature du « registrar-general » des naissances, décès et mariages, du « registrar-general » pour l'Ecosse et du « registrar-general » pour l'Irlande du Nord, suivant le cas, ou du fonctionnaire délégué par lui pour attester l'acte.

ANNEXE II

INDICATIONS QUI, EN VERTU DE LA LOI FRANÇAISE, DOIVENT FIGURER RESPECTIVEMENT DANS LES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL SPÉCIFIÉS A L'ARTICLE 2 (2) DU PRÉSENT ACCORD.

(Voir article 4 (3) b.).

a) Indications à porter dans un acte de naissance.

(1) La date, l'heure et le lieu de la naissance ou, dans le cas d'un enfant trouvé, la date à laquelle il a été trouvé, le lieu où il a été trouvé et son âge apparent.

(2) Le ou les prénoms et, dans le cas d'un enfant trouvé, le nom et le sexe de l'enfant.

(3) Le ou les prénoms, le nom, la profession, le domicile, ainsi que la date et le lieu de naissance ou l'âge du père et de la mère et, s'il y a lieu, la reconnaissance de l'enfant par le père et (ou) la mère. (Tout ou partie de ces dernières indications peuvent manquer.)

¹ Dans ce cas, la signature et la désignation du « local superintendent registrar » n'est pas indiquée dans l'acte de décès dans l'Irlande du Nord.

(8) In the case of a death in England or Northern Ireland which has been the subject of a coroner's inquest, the date of the inquest or the fact that it was adjourned and not resumed, as the case may be, and, if the inquest has been adjourned and not resumed, the result of any criminal proceedings relating to the death ; and, if the death occurred in Northern Ireland, the fact that the cause of death has been certified by the person holding the inquest. In the case of a death in Scotland which has been the subject of an enquiry made by the Procurator Fiscal, the result of the enquiry.

(9) The date on which and, in the case of a death in Scotland, the place at which the entry was made.

(10) The signature and official description of the registrar or other person by whom the entry was made, and if, in the case of a death in England or Northern Ireland, the entry is made more than twelve months after the date of the death or of the finding of the dead body, as the case may be, the fact that the entry was made on the authority of the Registrar-General of Births, Deaths and Marriages or the Registrar-General for Northern Ireland, and the signature and official description of the local superintendent registrar.¹

(e) Matters which are Regularly Recorded in an Entry in the Adopted Children Register.

(1) The name or names and sex and, in the case of the adoption of a child in Scotland, the surname of the adopted child.

(2) The date of the birth of the adopted child. (The date of the birth of the adopted child may not be recorded in the entry.)

(3) The name or names and surname, the rank, profession or occupation, and the residence of the adopter or of each of the adopters, as the case may be.

(4) The date of the adoption order and the description of the court by which it was made.

(5) The date on which the entry was made.

(6) The signature of the Registrar-General of Births, Deaths and Marriages, the Registrar-General for Scotland or the Registrar-General for Northern Ireland, as the case may be, or of the officer deputed by him to attest the entry.

ANNEX II.

MATTERS WHICH, UNDER THE LAW OF FRANCE, ARE REGULARLY RECORDED RESPECTIVELY IN THE "ACTES DE L'ÉTAT CIVIL" SPECIFIED IN ARTICLE 2 (2) OF THIS AGREEMENT.

(See Article 4 (3) (b).)

(a) Matters which are Regularly Recorded in an Entry of a Birth.
(Acte de naissance.)

(1) The date, time and place of the birth, or, in the case of a foundling, the date and place of the finding of the child and the apparent age of the child.

(2) The name or names, and in the case of a foundling, the surname, and the sex of the child.

(3) The name or names and surname, the profession and domicile, and the date and place of birth or the age of the father and of the mother ; and, if it occurs, the acknowledgment of the child by the father and (or) mother. (All or some of the matters mentioned in this paragraph may not be recorded in the entry.)

¹ In this case, the signature and official description of the local superintendent registrar is not recorded in the entry of a death in Northern Ireland.

(4) Le ou les prénoms, le nom, la profession, le domicile et l'âge de la personne ou de chacune des personnes sur les déclarations desquelles l'acte a été dressé.

(5) La date et l'heure auxquelles l'acte a été dressé.

(6) Le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil ayant signé l'acte.

(7) En cas de reconnaissance, de légitimation, d'adoption ou de mariage subséquents, mention en est faite à la fin de l'acte (la reconnaissance peut manquer).

b) Indications à porter dans un acte de déclaration d'enfant sans vie.

(1) La date, l'heure et le lieu de la mise au monde de l'enfant.

(2) Le fait que, au moment où l'acte a été dressé, l'enfant était sans vie.

(3) Le ou les prénoms, le nom, la profession, le domicile, ainsi que la date et le lieu de naissance ou l'âge du père et de la mère. (Tout ou partie de ces dernières indications pouvant manquer.)

(4) Le ou les prénoms, le nom, la profession, le domicile et l'âge de la personne ou de chacune des personnes sur les déclarations desquelles l'acte a été dressé et leur degré de parenté avec l'enfant (s'il y a lieu).

(5) La date et l'heure auxquelles l'acte a été dressé.

(6) Le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil ayant signé l'acte.

c) Indications à porter dans un acte de publication de mariage.

(1) Les prénoms, noms, professions, domiciles et, s'il y a lieu, résidences des futurs époux et le lieu où le mariage doit être célébré.

(2) La date et l'heure auxquelles l'acte a été dressé ou la publication affichée, le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil ayant signé l'acte.

d) Indications à porter dans un certificat de publication de mariage et de non-opposition.

(1) Les prénoms, noms, professions, domiciles et, s'il y a lieu, résidences des futurs époux et le lieu où le mariage doit être célébré.

(2) Le fait qu'il n'y a pas d'opposition au mariage.

(3) La date à laquelle le certificat a été délivré, ainsi que le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil par qui le certificat a été délivré.

e) Indications à porter dans un acte de mariage.

(1) La date, l'heure et le lieu de la célébration du mariage.

(2) Le ou les prénoms, noms, professions, âges, dates et lieux de naissance, domiciles et, s'il y a lieu, résidences des époux.

(3) Les prénoms, noms, professions et domiciles des pères et mères (s'il y a lieu).

(4) The name or names and surname, and the profession, domicile and age of the person, or each of the persons, upon whose information the entry was drawn up.

(5) The date on which, and the time at which, the entry was drawn up.

(6) The name or names and surname and official description of the " officier de l'état civil " by whom the entry was signed.

(7) The subsequent acknowledgment, legitimation, adoption or marriage of the person concerned, if it occurs, is noted at the end of the entry. (The acknowledgment may not be recorded.)

(b) *Matters which are Regularly Recorded in an Entry of the Declaration of a Lifeless Child.*
(Acte de déclaration d'enfant sans vie.)

(1) The date, time and place of the delivery of the child.

(2) The fact that, at the time when the entry was drawn up, the child was not alive.

(3) The name or names and surname, the profession and domicile, and the date and place of birth or the age of the father and of the mother. (All or some of the matters mentioned in this paragraph may not be recorded in the entry.)

(4) The name or names and surname, and the profession, domicile and age of the person, or each of the persons, upon whose information the entry was drawn up, and the degree of his, her or their relationship, if any, to the child.

(5) The date on which, and the time at which, the entry was drawn up.

(6) The name or names and surname and official description of the " officier de l'état civil " by whom the entry was signed.

(c) *Matters which are Regularly Recorded in an Entry of Notice of a Marriage.*
(Acte de publication de mariage.)

(1) The name or names and surname, and the profession and domicile and the residence, if any, of each of the future spouses and the place where the marriage is to be celebrated.

(2) The date and time at which the entry was drawn up or the notice posted, and the name or names and surname and official description of the " officier de l'état civil " by whom the entry was signed.

(d) *Matters which are Regularly Recorded in a Certificate of Notice of a Marriage and of no Caveat being Entered.*
(Certificat de publication de mariage et de non-opposition.)

(1) The names, surnames, professions and domiciles, and the residences, if any, of the future spouses and the place where the marriage is to be celebrated.

(2) The fact that there is no caveat (opposition) to the marriage.

(3) The date on which the certificate was given, and the name or names and surname and official description of the " officier de l'état civil " by whom the certificate was given.

(e) *Matters which are Regularly Recorded in an Entry of a Marriage.*
(Acte de mariage.)

(1) The date, time and place at which the marriage was celebrated.

(2) The names, surnames, professions, ages, dates and places of birth, and domiciles and the residences (if any) of the spouses.

(3) The names, surnames, professions and domiciles of the fathers and mothers, if known, of the spouses.

(4) Dans le cas où les époux ou l'un d'eux est mineur, le consentement de son père ou de sa mère ou de ses aïeuls ou de ses aïeules ou du conseil de famille, suivant le cas.

(5) Le ou les prénoms et nom des précédents conjoints de chacun des époux (s'il y a lieu).

(6) La déclaration des contractants de se prendre pour époux.

(7) Les prénoms, noms, professions, domiciles des témoins et leur qualité de majeurs.

(8) La déclaration qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage et, autant que possible, la date du contrat s'il existe, ainsi que le nom et le lieu de résidence du notaire qui l'aura reçu.

(9) Le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil ayant signé l'acte.

(10) En cas de divorce subséquent, mention en est faite à la fin de l'acte.

f) Indications à porter dans un acte de décès.

(1) Le jour, l'heure et le lieu du décès.

(2) Le ou les prénoms, nom, date et lieu de naissance (ou âge), profession et domicile de la personne décédée.

(3) Les prénoms, noms, professions et domiciles de ses père et mère.

(4) Le ou les prénoms et nom de l'autre (ou des autres) époux, si la personne décédée était mariée, veuve ou divorcée.

(5) Le ou les prénoms, nom, âge, profession et domicile du déclarant et, s'il y a lieu, son degré de parenté avec la personne décédée.

(Le tout, autant qu'on pourra le savoir.)

(6) La date et l'heure auxquelles l'acte a été dressé.

(7) Le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil ayant signé l'acte.

g) Indications à porter dans un acte de reconnaissance d'enfant naturel.

(1) La date, le lieu de naissance, le sexe et le nom de l'enfant.

(2) Le ou les prénoms, le nom, la profession, le domicile et, s'il y a lieu, la résidence, ainsi que la date et le lieu de naissance ou l'âge du père et (ou) de la mère.

(3) La reconnaissance de paternité et (ou) de maternité.

(4) La date et l'heure auxquelles l'acte a été dressé.

(5) Le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil ayant signé l'acte.

h) Indications à porter dans une transcription de jugement ou d'arrêt de divorce et tous autres jugements, arrêts ou ordonnances en matière d'état civil.

(1) Seul est transcrit le dispositif du jugement, de l'arrêt ou de l'ordonnance.

(2) A ce dispositif sont ajoutés la date de la transcription, le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil par lequel l'acte a été dressé.

(4) In cases where either of the spouses is a minor, the consent of his or her father or mother, grandparents or family council (conseil de famille), as the case may be.

(5) The name or names and surname of any previous husband or wife of either of the spouses.

(6) The declaration of the parties to the marriage that they take one another for husband and wife.

(7) The names, surnames, professions and domiciles of the witnesses, and the fact that they are of age, respectively.

(8) The declaration that there has been, or that there has not been, made a contract of marriage, and, as far as possible, the date of the contract, if there is one, and the name and place of residence of the notary who recorded it.

(9) The name or names and surname and official description of the " officier de l'état civil " by whom the entry was signed.

(10) In the case of a subsequent divorce, a note of the fact is made at the end of the entry.

(f) *Matters which are Regularly Recorded in an Entry of a Death.*
(Acte de décès.)

(1) The day, hour and place of the death.

(2) The name or names and surname, the date and place of birth or age, and the profession and domicile of the deceased.

(3) The names, surnames, professions and domiciles of the father and mother of the deceased.

(4) The name or names and surnames of the other spouse or spouses if the deceased was married, widowed or divorced.

(5) The name or names and surname, and the age, profession and domicile of the informant, and his or her degree of relationship, if any, to the deceased.

(All the above matters will be recorded so far as they can be ascertained.)

(6) The date and time at which the entry was drawn up.

(7) The name or names and surname and official description of the " officier de l'état civil " by whom the entry was signed.

(g) *Matters which are Regularly Recorded in an Entry of the Acknowledgment of an Illegitimate Child.*
(Actes de Reconnaissance d'enfant naturel.)

(1) The date and place of birth, the sex and the surname of the child.

(2) The name or names and surname, the profession and domicile and the residence (if any), and the date and place of birth or the age of the father and (or) of the mother.

(3) The acknowledgment of paternity and (or) maternity.

(4) The date on which, and the time at which, the entry was drawn up.

(5) The name or names and surname and official description of the " officier de l'état civil " by whom the entry was signed.

(h) *Matters which are Regularly Recorded in an Entry of a Judgment or Decree of Divorce, or any other Judgment, Decree or Order relating to a matter of Civil Status.*
(Transcription de jugement ou d'arrêt de divorce et tous autres jugements, arrêts ou ordonnances en matière d'état civil.)

(1) Only the operative part of the judgment, decree or order is entered.

(2) To this are added the date of the entry and the name or names and surname and official description of the " officier de l'état civil " by whom the entry was drawn up.

N° 4155.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FINLANDE**

Echange de notes comportant un
accord relatif à l'importation de
farine de froment en Finlande.
Londres, le 14 avril 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FINLAND**

Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding the Import-
ation of Wheaten Flour into Fin-
land. London, April 14th, 1937.

No. 4155. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF FINLAND CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE IMPORTATION OF WHEATEN FLOUR INTO FINLAND. LONDON, APRIL 14TH, 1937.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Chargé d'Affaires a.i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 2nd, 1937.

I.

M. GRIPENBERG TO MR. EDEN.

FINNISH LEGATION.

LONDON, April 14th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the Government of Finland, having regard to the discussions which have taken place on the subject of the importations of United Kingdom wheat flour into Finland, submit the following proposals :

(a) The duties and charges imposed on importations into Finland of wheat flour (tariff No. 44), produced or manufactured in the United Kingdom, shall not be other or higher than those specified below :

Rate of Duty.

(1) On importations up to an annual total of 19,850 metric tons (being equivalent to the average of the quantities imported from the United Kingdom during the years 1935 and 1936).

The rate in force from time to time as the general duty on wheat in grain increased by 0.60 Finnish mark per kilogram.

(2) On importations in excess of an annual total of 19,850 metric tons.

The rate in force from time to time as the general duty on wheat in grain increased by 1.00 Finnish mark per kilogram.

(b) For the future, paragraph 2 (a) shall be regarded as deleted from Part I of the Protocol to the Commercial Agreement¹ between Finland and the United Kingdom signed at Helsinki on the 29th September, 1933.

¹ Vol. CXLIX, page 167 ; Vol. CLVI, page 319 ; and Vol. CLXXVII, page 448, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4155. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'IMPORTATION DE FARINE DE FROMENT EN FINLANDE. LONDRES, LE 14 AVRIL 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le chargé d'Affaires a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 août 1937.

I.

M. GRIPENBERG A M. EDEN.

LÉGATION DE FINLANDE.

LONDRES, le 14 avril 1937.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais, à la suite des discussions qui ont eu lieu au sujet des importations en Finlande de farine de froment en provenance du Royaume-Uni, soumet les propositions suivantes :

a) Les taxes et droits prélevés sur les importations en Finlande de farine de froment (N^o du tarif 44) produite ou travaillée dans le Royaume-Uni, ne seront ni autres ni plus élevés que ceux qui sont spécifiés ci-dessous :

Droit applicable.

1. Sur les importations jusqu'à concurrence d'un chiffre total annuel de 19.850 tonnes métriques (égal à la moyenne des quantités importées du Royaume-Uni au cours des années 1935 et 1936).

Taux en vigueur à l'époque ; droit du tarif général sur le froment en grain, augmenté de 0,60 mark finlandais par kilogramme.

2. Sur les importations excédant le total annuel de 19.850 tonnes métriques.

Taux en vigueur à l'époque ; droit du tarif général sur le froment en grain, augmenté de 1,00 mark finlandais par kilogramme.

b) Pour l'avenir, le paragraphe 2 a) de la première partie du protocole annexé à l'Accord² commercial entre la Finlande et le Royaume-Uni signé à Helsinki le 29 septembre 1933, sera considéré comme abrogé.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. CXLIX, page 167 ; vol. CLVI, page 319 ; et vol. CLXXVII, page 448, de ce recueil.

If the Government of the United Kingdom agree to the proposal set out above, I would suggest that the present Note and your reply thereto should be regarded as constituting a formal Agreement between the two Governments, which shall come into force on the 10th May, 1937, and shall remain in force so long as the Commercial Agreement of 1933 is in operation.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's most obedient humble Servant.

G. A. GRIPENBERG.

II.

MR. EDEN TO M. GRIPENBERG.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, *April 14th*, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date on the subject of the importation of United Kingdom wheat flour into Finland, and to inform you that the Government of the United Kingdom are in accord with the proposal set out therein.

The Government of the United Kingdom agree that your Note and this reply should be regarded as constituting a formal Agreement between the two Governments which shall come into force on the 10th May, 1937, and shall remain in force so long as the Commercial Agreement of 1933 is in operation.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

Anthony EDEN.

Pour la copie conforme :

J. Nyyssönen,
Conseiller de Légation.

Si le Gouvernement du Royaume-Uni accepte la proposition formulée ci-dessus, je me permets de suggérer que la présente note et la réponse que vous lui donnerez soient considérées comme constituant un accord officiel entre les deux gouvernements, accord qui entrera en vigueur le 10 mai 1937 et demeurera en vigueur aussi longtemps que s'appliquera l'Accord commercial de 1933.

Veuillez agréer, etc.

G. A. GRIPENBERG.

II.

M. EDEN A M. GRIPENBERG.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, le 14 avril 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour au sujet de l'importation en Finlande de farine de froment en provenance du Royaume-Uni et de vous faire savoir que le Gouvernement du Royaume-Uni accepte la proposition formulée dans cette note.

Le Gouvernement du Royaume-Uni convient que votre note et la présente réponse seront considérées comme constituant un accord officiel entre les deux gouvernements, accord qui entrera en vigueur le 10 mai 1937 et demeurera en vigueur aussi longtemps que s'appliquera l'Accord commercial de 1933.

Veuillez agréer, etc.

Anthony EDEN.

N° 4156.

**FINLANDE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord pour la répression de l'importation illicite de boissons alcooliques en Finlande. Signé à Praha, le 21 mars 1936.

**FINLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement for the Suppression of the Illicit Importation of Alcoholic Liquors into Finland. Signed at Prague, March 21st, 1936.

N° 4156. — ACCORD ¹ ENTRE LA FINLANDE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE
POUR LA RÉPRESSION DE L'IMPORTATION ILLICITE DE
BOISSONS ALCOOLIQUES EN FINLANDE. SIGNÉ A PRAHA, LE
21 MARS 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 août 1937.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désireux de collaborer pour réprimer l'importation illicite de boissons alcooliques en Finlande,

Ont décidé de conclure un accord à ce sujet et ont désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur Armas YÖNTILÄ, chargé d'Affaires de Finlande ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Kamil KROFTA, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Le Gouvernement tchécoslovaque déclare ne pas s'opposer à ce que les autorités finlandaises, au dehors des eaux territoriales finlandaises, dans une zone spécifiée ci-dessous :

a) Montent à bord des bateaux déterminés ci-après et battant pavillon tchécoslovaque, pour interroger les personnes qui s'y trouvent et examiner les papiers de bord afin de savoir si le bateau ou lesdites personnes cherchent à importer ou ont importé des boissons alcooliques en Finlande, contrairement aux lois finlandaises en vigueur ;

b) Procèdent à la perquisition du bateau si l'interrogatoire et l'examen ont donné raisonnablement lieu de supposer qu'une telle importation est visée ou a déjà eu lieu ;
ou

c) Saisissent le bateau et l'escortent à un port finlandais pour que le cas soit jugé par les tribunaux conformément aux lois finlandaises concernant l'importation des

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 18 février 1937.
Entré en vigueur le 5 mars 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4156. — AGREEMENT² BETWEEN FINLAND AND CZECHOSLOVAKIA FOR THE SUPPRESSION OF THE ILLICIT IMPORTATION OF ALCOHOLIC LIQUORS INTO FINLAND. SIGNED AT PRAGUE, MARCH 21ST, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place August 3rd, 1937.*

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of co-operating in the suppression of the illicit importation of alcoholic liquors into Finland,

Have decided to conclude an Agreement for that purpose and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Monsieur Armas YÖNTILÄ, Finnish Chargé d'Affaires ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Monsieur Kamil KROFTA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

I. The Czechoslovak Government agrees that it will raise no objection if the Finnish authorities, outside the territorial waters of Finland, but within the zone specified below :

(a) Board the vessels hereinafter defined, flying the Czechoslovak flag, in order that enquiries may be addressed to those on board and examination made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavouring to import or have imported alcoholic liquors into Finland in violation of the laws there in force ;

(b) Search the vessel, if the enquiries and examination have shown a reasonable ground for suspicion that such import is being attempted or has taken place ; or

(c) Seize the vessel and escort it into a port of Finland for adjudication by the courts in accordance with the laws of Finland relating to the import of alcoholic liquors,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place February 18th, 1937.
Came into force March 5th, 1937.

boissons alcooliques, si l'interrogatoire, l'examen et la perquisition ont fait raisonnablement supposer qu'on a, par l'usage du bateau, enfreint ou tenté d'enfreindre lesdites lois ; pourvu toutefois qu'aucune des mesures visées au présent paragraphe ne soit prise contre aucun bateau, à moins que le Conseil des ministres de Finlande n'ait, aux termes de la loi finlandaise du 9 mai 1932, tendant à empêcher la contrebande des boissons alcooliques venant de la haute mer, préalablement pris une décision à ce sujet, concernant chaque bateau impliqué, et que le nom d'un tel bateau n'ait été notifié au représentant diplomatique de Tchécoslovaquie à Helsinki, comme étant celui d'un bateau suspect.

2. Les bateaux auxquels s'appliquent les dispositions du paragraphe précédent sont les bateaux privés, *a*) jaugeant 500 tonneaux de registre net au plus, *b*) dont le gouvernement n'est ni propriétaire, ni affréteur, et dont il ne fait pas usage, et *c*) qui sont enregistrés dans la République tchécoslovaque.

3. La zone mentionnée au premier paragraphe du présent article s'étend, dans le golfe de Bothnie, dans la Baltique et dans le golfe de Finlande, jusqu'à douze milles marins de la côte finlandaise (y compris les îles d'Aland et les autres îles finlandaises).

Article 2.

1. D'après le présent accord, aucune mesure ne pourra être prise contre un bateau ou une personne, et aucun bateau ne pourra être déclaré confisqué, ni aucune personne être condamnée suivant les lois finlandaises pour avoir détenu dans le bateau des boissons alcooliques qui *a*) sont portées au registre comme faisant partie des provisions de bord ou appartiennent à des voyageurs ou à des membres de l'équipage et n'excèdent pas les quantités raisonnables requises pour le voyage et dont déclaration a été faite selon les lois douanières finlandaises, ou qui *b*) constituent une cargaison à destination d'un port au dehors de la Finlande et sont dûment recouverts de scellés pour le temps que le bateau séjourne dans les eaux territoriales ou ports finlandais, ou bien qui *c*) constituent une cargaison destinée à l'importation en Finlande suivant les lois et prescriptions en vigueur.

2. Les pénalités attribuées en Finlande aux bateaux ou aux personnes impliquées dans l'importation illicite de boissons alcooliques doivent l'être de façon à ne frapper que les personnes vraiment coupables. Nul bateau ne pourra, en aucun cas — directement ou indirectement —, servir de caution pour les amendes ni pour les frais de justice si des boissons alcooliques ont été importées en quantités insignifiantes par quelqu'une ou quelques-unes des personnes employées ou se trouvant à bord, à condition cependant que l'armateur ou le capitaine ne soient pas eux-mêmes inculpés d'importation illégale, et, en outre, qu'ils ne puissent pas — compte tenu de la quantité des marchandises ou des autres circonstances — être considérés comme ayant négligé la surveillance nécessaire à cet égard.

Article 3.

1. Le Gouvernement de la République de Finlande versera une pleine indemnité pour toutes pertes ou dommages causés à un bateau enregistré en Tchécoslovaquie par suite des mesures prises par les autorités finlandaises pour réprimer l'importation illicite de boissons alcooliques en Finlande si ces mesures ne sont pas conformes aux stipulations du présent accord, ou si elles sont contraires aux prescriptions susmentionnées, ou bien si elles outrepassent les stipulations du présent accord, y compris tous les cas où il aura été établi que le bateau n'a pas importé ni cherché à importer, d'une manière illicite, des boissons alcooliques en Finlande.

2. Toute réclamation faite en vertu du précédent paragraphe devra être, si le Gouvernement tchécoslovaque en exprime le souhait, subordonnée à la décision d'un arbitre désigné d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes ou, faute d'accord, nommé par le président de la Cour permanente de Justice internationale.

if the enquiries, examination and search afford a reasonable cause for belief that the vessel has been employed to commit or in an attempt to commit an offence against the said laws, provided none of the measures referred to in this paragraph shall be taken against any vessel unless a decision to that effect has, in conformity with the Finnish law of May 9th, 1932, regarding the prevention of liquor smuggling from the open sea, been previously taken by the Finnish Council of Ministers in respect of any such vessel and unless the name of that vessel has been notified to the Czechoslovak Diplomatic Representative at Helsinki as being that of a suspected vessel.

2. The vessels to which the provisions of the preceding paragraph apply are private vessels (a) whose net register tonnage does not exceed 500 tons, (b) not owned, chartered or employed by the Government, and (c) registered in the Czechoslovak Republic.

3. The zone referred to in paragraph 1 of the present Article extends, in the Gulf of Bothnia, in the Baltic and in the Gulf of Finland, to twelve marine miles from the Finnish coast (including the Åland and other Finnish islands).

Article 2.

1. No action shall be taken under the present Agreement against any vessel or any person, nor shall any such vessel or any person be liable to any penalty or forfeiture under the laws of Finland in respect of alcoholic liquors carried in vessels which are (a) listed as ship's stores or belong to persons travelling or employed on such vessels and do not exceed the quantities reasonably required for the voyage, and are duly declared in conformity with the Customs laws of Finland, or (b) are cargo destined for a port situated outside Finland and are kept under seal continuously while the vessel is within Finnish territorial waters or ports, or (c) are cargo destined for importation into Finland in accordance with the laws and regulations in force.

2. The penalties in respect of the illicit importation of alcoholic liquors imposed in Finland on vessels or on persons connected therewith shall be inflicted in such a manner as only to affect the actual persons guilty. No vessel shall — directly or indirectly — be made security for the payment of any fines or judicial expenses on account of alcoholic liquors unlawfully imported by one or more of the crew or other persons on board which are of an insignificant quantity, whatever the circumstances of the case, provided that the owner or master of the vessel are themselves not guilty of illicit importation and cannot be regarded as having been negligent in exercising the necessary supervision in this matter, having regard to the quantity of cargo and other circumstances.

Article 3.

1. The Government of the Republic of Finland will pay full compensation for any loss or damage caused by an interference by the Finnish authorities, in connection with the suppression of illicit imports of alcoholic liquors into Finland, with any vessel registered in Czechoslovakia which is not justified by or is contrary to the preceding provisions of this Agreement or goes beyond the provisions of this Agreement, including all cases where it is established that the vessel in fact had not imported and had not engaged in an attempt to import alcoholic liquors illegally into Finland.

2. Any claim under the preceding paragraph shall, if the Czechoslovak Government so requests, be referred for decision to an arbitrator to be selected by agreement between the High Contracting Parties or, in default of agreement, to be nominated by the President of the Permanent Court of International Justice.

3. Les personnes en cause ne seront pas tenues d'avoir eu recours aux moyens de justice à leur disposition devant les tribunaux finlandais, avant que le Gouvernement tchécoslovaque fasse quelque réclamation conformément au paragraphe précédent.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra l'échange des ratifications. Chacune des Hautes Parties contractantes peut le dénoncer à volonté, en informant l'autre de sa décision par voie diplomatique. La dénonciation aura effet six mois après la date de la réception de l'information.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont apposé leurs signatures à cet accord et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Praha, en deux exemplaires de langue française, le 21 mars 1936.

(L. S.) Armas YÖNTILÄ.

(L. S.) D. K. KROFTA.

Pour la copie conforme :

J. Nyyssönen,
Conseiller de Légation.

3. It shall not be necessary that the individuals concerned shall have had recourse to any remedies open to them in the courts of Finland before the Czechoslovak Government presents any claim under the preceding paragraph.

Article 4.

The present Agreement shall come into force on the fifteenth day following the exchange of ratifications. It may be denounced by either High Contracting Party at any time by notification to the other through the diplomatic channel. The denunciation shall take effect six months after the date of the receipt of the notification.

In witness whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Prague in duplicate in the French language, this 21st day of March, 1936.

(L. S.) Armas YÖNTILÄ.

(L. S.) D. K. KROFTA.

N° 4157.

**FINLANDE ET
ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE**

**Traité d'amitié. Signé à Washington,
le 2 octobre 1936.**

**FINLAND AND
UNITED STATES OF MEXICO**

**Treaty of Friendship. Signed at
Washington, October 2nd, 1936.**

N^o 4157. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE
ET LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE
2 OCTOBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 août 1937.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS, également animés du désir d'établir des liens d'amitié entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité d'amitié et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Son Excellence Monsieur Eero JÄRNEFELT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande aux États-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS :

Son Excellence Monsieur le Docteur Francisco CASTILLO NÁJERA, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Mexique aux États-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la République de Finlande et la République des États-Unis Mexicains, ainsi qu'entre les citoyens des deux pays.

Article 2.

Les États contractants sont d'accord pour établir leurs relations diplomatiques conformément aux principes et à la pratique du droit commun international. Ils auront le droit d'envoyer mutuellement des représentants diplomatiques dûment accrédités, qui jouiront à charge de réciprocité, dans le pays de leur résidence, des privilèges et immunités consacrés par les principes et la pratique du droit commun international.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 12 mai 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4157. — TREATY ² OF FRIENDSHIP BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE UNITED STATES OF MEXICO. SIGNED AT WASHINGTON, OCTOBER 2ND, 1936.

French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 3rd, 1937.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO, being equally desirous of establishing friendly relations between the two countries, have resolved to conclude a Treaty of Friendship and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

His Excellency Monsieur Eero JÄRNEFELT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland to the United States of America ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

His Excellency Dr. Francisco CASTILLO NÁJERA, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Mexico to the United States of America ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Republic of Finland and the Republic of the United States of Mexico and between the citizens of the two countries.

Article 2.

The contracting States agree to establish diplomatic relations with each other in accordance with the established principles and practice of international law. They shall have the right to send to each other duly accredited diplomatic representatives, who, subject to reciprocity, shall enjoy in the country in which they reside the privileges and immunities sanctioned by the established principles and practice of international law.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, May 12th, 1937.

Article 3.

Les Etats contractants s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre Etat où les représentants consulaires d'un tiers pays quelconque sont admis.

Après avoir reçu l'exequatur du gouvernement du pays de leur résidence, les représentants consulaires de chacun des Etats contractants jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement consacré par les principes et la pratique du droit commun international et qui, en tout cas et sous condition de réciprocité, ne pourra être moins favorable que le traitement accordé aux représentants consulaires de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les Etats contractants sont d'accord pour conclure, aussitôt que possible, une convention de commerce entre les deux Etats.

Article 5.

Le présent traité sera ratifié selon les lois constitutionnelles de chacun des Etats contractants et les ratifications seront échangées à Washington, D. C., le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur aussitôt que l'échange des ratifications aura pu avoir lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, rédigé en deux exemplaires, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington le 2 octobre 1936.

(L. S.) F. CASTILLO NÁJERA.

(L. S.) Eero JÄRNEFELT.

Pour la copie conforme :

J. Nyysönen,
Conseiller de Légation.

Article 3.

The contracting States reciprocally grant to each other the right to appoint consular representatives in all ports, towns and localities in the other State in which any third country may maintain such representatives.

After receiving the exequatur of the Government of the country in which they reside, the consular representatives of each of the contracting States shall enjoy in the territory of that country the treatment sanctioned by the established principles and practice of international law, which, subject to reciprocity, shall not in any case be less favourable than the treatment accorded to the consular representatives of the most-favoured nation.

Article 4.

The contracting States agree to conclude a commercial convention at the earliest possible date.

Article 5.

The present Treaty shall be ratified according to the constitutional laws of each of the contracting States and the ratifications shall be exchanged at Washington, D. C., as soon as possible. The Treaty shall come into force as soon as the exchange of ratifications has taken place.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, drawn up in duplicate, and have thereto affixed their seals.

Done at Washington, this 2nd day of October, 1936.

(L. S.) F. CASTILLO NÁJERA.

(L. S.) Eero JÄRNEFELT.

N° 4158.

BULGARIE ET FINLANDE

Accord commercial, et protocole
additionnel. Signés à Sofia, le
27 octobre 1936.

BULGARIA AND FINLAND

Commercial Agreement, and Addi-
tional Protocol. Signed at Sofia,
October 27th, 1936.

N^o 4158. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LA BULGARIE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A SOFIA, LE 27 OCTOBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 août 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure un accord commercial et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur Onni TALAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande à Sofia ; et

Monsieur Tauno JALANTI, chef de Bureau au Ministère des Affaires étrangères de Finlande ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Monsieur Georges KIOSSEIVANOV, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

Article 2.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 3 mars 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4158. — COMMERCIAL AGREEMENT ² BETWEEN BULGARIA AND FINLAND. SIGNED AT SOFIA, OCTOBER 27TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place August 3rd, 1937.*

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS, being desirous of still further improving commercial relations between the two States, have resolved to conclude a Commercial Agreement and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries:

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Monsieur Onni TALAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland at Sofia; and

Monsieur Tauno JALANTI, Head of Department in the Finnish Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

Monsieur Georges KIOSSEIVANOV, President of the Council and Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties agree reciprocally to grant each other unconditional and complete most-favoured-nation treatment in all matters relating to Customs duties and all subsidiary duties, the method of levying such duties and the regulations, formalities and charges in respect of the clearance of goods through the Customs.

Article 2.

In consequence, the natural or manufactured products originating in the territory of either of the High Contracting Parties shall in no case be subject, in the respects mentioned above, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more burdensome, than those to which the products of the same nature originating in any third country are or may be subject.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, March 3rd, 1937.

Article 3.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie contractante ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent également le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les prohibitions ou les restrictions quant à l'importation ou à l'exportation des marchandises.

Article 5.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Hautes Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Haute Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 6.

Sont exceptés, toutefois, des engagements formulés au présent accord :

1. Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière.
2. Les faveurs résultant d'une union douanière qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes.

Article 7.

En outre, il est convenu que la Finlande se réserve le droit d'accorder un traitement spécial à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lithuanie pour la conservation du commerce traditionnel avec ces pays.

Article 8.

Le présent accord qui remplacera l'Accord¹ commercial entre la Finlande et la Bulgarie du 22 mars 1935 sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Budapest aussitôt que faire se pourra. Toutefois, les Hautes Parties contractantes conviennent de l'appliquer à partir du 15 novembre 1936.

Sa durée sera d'un an. Il pourra être dénoncé trois mois avant son échéance. Il sera prorogé par tacite reconduction, le délai de dénonciation étant de trois mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 27 octobre 1936.

(L. S.) G. KIOSSEIVANOV.

(L. S.) Onni TALAS.

(L. S.) Tauno JALANTI.

¹ Vol. CLIX, page 123, de ce recueil.

Article 3.

Similarly, the natural or manufactured products exported from the territory of either of the High Contracting Parties to the territory of the other Contracting Party shall in no case be subject, in such respects, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities more burdensome, than those to which the same products are or may be subject when exported to the territory of any other country.

Article 4.

The High Contracting Parties also undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in the matter of import or export prohibitions or restrictions.

Article 5.

All the advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be granted, in the above connection, by either of the High Contracting Parties, in respect of the natural or manufactured products originating in or exported to the territory of any other country, shall immediately and without compensation be applied to products of the same nature originating in or exported to the territory of the other High Contracting Party.

Article 6.

The obligations laid down in the present Agreement shall not, however, apply in relation to:

1. The favours which are at present, or may hereafter be, granted to contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic ;
2. The favours resulting from any Customs union which may hereafter be entered into by either of the High Contracting Parties.

Article 7.

It is further agreed that Finland reserves the right to grant special treatment to Estonia, Latvia and Lithuania for the maintenance of its traditional trade with those countries.

Article 8.

The present Agreement, which shall take the place of the Commercial Agreement¹ between Finland and Bulgaria of March 22nd, 1935, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible. Nevertheless, the High Contracting Parties agree to apply it as from November 15th, 1936.

The duration of the Agreement shall be one year. It shall be subject to denunciation three months before its expiry. It shall be prolonged by tacit consent, the period of notice required for its denunciation being three months.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Sofia in duplicate, this 27th day of October, 1936.

(L. S.) G. KIOSSEIVANOV.

(L. S.) Onni TALAS.

(L. S.) Tauno JALANTI.

¹ Vol. CLIX, page 123, of this Series.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de signer l'Accord commercial conclu en date d'aujourd'hui entre la Finlande et la Bulgarie, les plénipotentiaires des deux Etats, dûment autorisés, sont convenus de la disposition suivante, faisant partie intégrante dudit accord.

Il est entendu que l'article 227 du tarif bulgare :

Articles en bois de toute sorte pesant $\frac{1}{2}$ kg. et moins par pièce non spécialement dénommés :

- a) Combinés ou non avec des matières ordinaires.
- 2) Autres.

ex. Bobines en bois pour les fils à coudre 100 kg. 30 leva.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 27 octobre 1936.

G. KIOSSEIVANOV.
Onni TALAS.
Tauno JALANTI.

Pour la copie conforme :

J. Nyysönen,
Conseiller de Légation.

ADDITIONAL PROTOCOL.

At the time of signing the Commercial Agreement concluded this day between Finland and Bulgaria, the Plenipotentiaries of the two States, being duly authorised for the purpose, have agreed on the following provision, which shall form an integral part of the said Agreement :

It is understood that Article 227 of the Bulgarian Customs tariff, which reads :

“ Wooden articles of all kinds, each weighing not more than $\frac{1}{2}$ kilogramme, not specially mentioned :

“ (a) Combined or not with ordinary materials,

“ 2. Other ”,

shall be amended so as to include the following item :

“ Wooden reels for sewing thread, 30 levas per 100 kg. ”

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Sofia in duplicate, this 27th day of October, 1936.

G. KIOSSEIVANOV.

Onni TALAS.

Tauno JALANTI.

N° 4159.

**FINLANDE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Troisième protocole additionnel à la
Convention de commerce et de
navigation du 2 mars 1927 entre
les deux pays, et protocole final.
Signés à Praha, le 17 avril 1937.

**FINLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Third Additional Protocol to the
Convention of Commerce and
Navigation of March 2nd, 1927,
between the Two Countries, and
Final Protocol. Signed at Prague,
April 17th, 1937.

N^o 4159. — TROISIÈME PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 2 MARS 1927 ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A PRAHA, LE 17 AVRIL 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole additionnel a eu lieu le 3 août 1937.

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'ils sont convenus d'apporter à la Convention² de commerce et de navigation, en date du 2 mars 1927, les modifications et additions ci-après :

I. La liste B annexée à la Convention de commerce et de navigation entre la Finlande et la Tchécoslovaquie, signée le 2 mars 1927, sera complétée comme suit :

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč par 100 kg.
ex 37	Fruits non spécialement dénommés, frais : ex b) Autres sans emballage ou simplement en sacs : ex 3. Prunes et autres fruits non dénommés sub 1 et 2 : Airelles rouges	12,—
	ex c) Autres fruits autrement emballés : ex 2. Autres : Airelles rouges	20,—
ex 62	Plantes non spécialement dénommées et leurs parties : ex b) Séchées ou préparées (en poudre ou autrement réduites en morceaux, ou colorées) : ex 2. Autres : Lichen polaire, non préparé	exempt
ex 97	Dégras et acide oléique : ex a) Acide oléique (oléine) : Mélanges des acides gras et résineux obtenus des résidus de la fabrication de cellulose sulphatée : Distillés liquides Semi-solides	25,— 12,50
ex 312	Articles en caoutchouc mou, non spécialement dénommés, même combinés avec des matières ordinaires ou fines : Couverture de plancher	500,—

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mai 1937.

² Vol. LXVI, page 385, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4159. — THIRD ADDITIONAL PROTOCOL² TO THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 2ND, 1927, BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT PRAGUE, APRIL 17TH, 1937.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Additional Protocol took place August 3rd, 1937.*

The undersigned Plenipotentiaries, having been duly authorised for the purpose, hereby declare that they have agreed to introduce into the Convention³ of Commerce and Navigation dated March 2nd, 1927, the following modifications and additions :

I. List B annexed to the Convention of Commerce and Navigation between Finland and Czechoslovakia, signed on March 2nd, 1927, shall be supplemented as follows :

Number in the Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duties in Kronen per 100 kg.
ex 37	Fruits not specially mentioned, fresh : ex (b) Other fruit in bulk or sacks : ex 3 Plums and other fruits not enumerated under paragraphs 1 and 2 : Red whortleberries	12.—
	ex (c) Other fruits otherwise packed : ex 2 Others : Red whortleberries	20.—
ex 62	Plants and parts of plants not specially mentioned : ex (b) Dried or prepared (powdered or otherwise reduced, or coloured) : ex 2 Others : Reindeer moss, unprepared	Free
ex 97	Degras and oleic acid : ex (a) Oleic acid (oleine) : Mixtures of fatty and resinous acids obtained from the residues of sulphurated cellulose manufacture : Liquid distillates	25.— 12.50
ex 312	Semi-solids Wares of soft india-rubber not specially mentioned, combined or not with fine or common materials : Floor cloths	500.—

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force May 1st, 1937.

³ Vol. LXVI, page 385, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč par 100 kg.
ex 356	Articles non spécialement dénommés, en bois ordinaire, même rabotés (unis ou profilés), grossièrement tournés ou grossièrement sculptés, même collés, assemblés par rainage ou autrement : ex a) Bruts, non combinés avec d'autres matières : ex 1. En bois tendre : Bobines jusqu'à 70 mm. de longueur	100,— du poids brut
	ex c) Passés aux mordants, teints, vernis, laqués, polis, ainsi que tous les articles combinés avec du cuir ou des matières ordinaires, excepté ceux rangés sous la position b) : ex 1. En bois tendre : Skis	280,—
ex 479	Articles de coutellerie et leurs parties : ex e) Tous autres articles de coutellerie, même très finement travaillés : Couteaux à la façon des poignards selon la nature des échantillons déposés auprès des bureaux de douanes y spécialement autorisés	2.100,—
ex 530	Machines et appareils agricoles, non spécialement dénommés : ex c) Autres : ex 2. En fer : Barattes, pesant jusqu'à 100 kg.	300,—

II. A. Les marchandises d'origine et en provenance de Tchécoslovaquie rentrant dans les positions du tarif finlandais énumérées ci-après seront dédouanées, à leur importation en Finlande, aux droits de douane pas plus élevés que ci-dessous :

Position du tarif finlandais	Droit de douane en markkas par kg.	Position du tarif finlandais	Droit de douane en markkas par kg.
177	8,—	244 b)	84,—
178	9,60	246 b)	48,—
181	10,40	795 a)	4,—
194	12,80	b)	4,80
237	60,—	c)	6,40
241 b)	38,—		

Toutefois, le Gouvernement de Finlande consent à ce qu'une quantité minimum de 3.000 q. de verres à vitres et de 50 q. de velours à côtes par an sera dédouanée aux droits de douane les plus inférieurs qui s'appliquent ou s'appliqueront aux marchandises analogues d'un pays tiers quelconque.

B. Les marchandises d'origine et en provenance de Finlande rentrant dans les positions du tarif tchécoslovaque énumérées ci-après seront dédouanées, à leur importation en Tchécoslovaquie, aux droits de douane pas plus élevés que ci-dessous :

Position du tarif tchécoslovaque	Droit de douane en Kč par 100 kg.	Position du tarif tchécoslovaque	Droit de douane en Kč par 100 kg.
183 a)	182,—	186 b)	594,—
b)	247,—	c)	900,—
c)	429,—	191 b) 1 α	4.130,—
184 b)	312,—	193	4.600,—
c)	494,—	375 b) 1	200,— du poids brut
185 b)	522,—	2	176,— "
c)	774,—	3	208,— "

Number in the Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duties in Kronen per 100 kg.
ex 356	Wares not specially mentioned, of common wood, whether or not planed (flat or in profile), roughly turned or roughly carved, also glued, rabbeted, or otherwise joined together : ex (a) In the rough, not combined with other materials : ex 1 Of soft wood : Bobbins up to 70 mm. in length	100.— of the gross weight
ex 479	ex (c) Stained, dyed, varnished, lacquered, polished, and all articles in combination with leather or common materials, except those tariffed under (b) : ex 1 Of soft wood : Skis	280.—
ex 530	Cutlery and parts thereof : ex (e) All other cutlery, very finely worked or not : Dagger-shaped knives of the same kind as the samples deposited in specially authorised Customs offices Agricultural machinery and apparatus, not specially mentioned : ex (c) Other : ex 2 Of iron : Churns weighing up to 100 kg.	2,100.— 300.—

II. A. Goods included under the items of the Finnish Customs Tariff listed below, originating in and coming from Czechoslovakia shall not pay Customs duties higher than are set out below, on importation into Finland :

Item of the Finnish Tariff	Customs duties in Marks per kg.	Item of the Finnish Tariff	Customs duties in Marks per kg.
177	8.—	244 (b)	84.—
178	9.60	246 (b)	48.—
181	10.40	795 (a)	4.—
194	12.80	(b)	4.80
237	60.—	(c)	6.40
241 (b)	38.—		

Nevertheless, the Government of Finland agrees that a minimum quantity of 3,000 quintals of window glass and 50 quintals of corduroy velvet per year shall pay the lowest Customs duties which now apply, or may in future apply, to similar goods from any third country.

B. Goods included under the items of the Czechoslovak Tariff listed below, originating in and coming from Finland, shall not pay Customs duties higher than are set out below, on importation into Czechoslovakia.

Item of the Czechoslovak Tariff	Customs duties in Kronen per 100 kg.	Item of the Czechoslovak Tariff	Customs duties in Kronen per 100 kg.
183 (a)	182.—	186 (b)	594.—
(b)	247.—	(c)	900.—
(c)	429.—	191 (b) I (α)	4,130.—
184 (b)	312.—	193	4,600.—
(c)	494.—	375 (b) I	200.— of the gross weight
185 (b)	522.—	2	176.— „
(c)	774.—	3	208.— „

Le présent protocole sera ratifié et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification. Toutefois, les deux gouvernements pourront s'entendre pour sa mise anticipée en application provisoire, si leurs législations respectives les y autorisent.

Il restera valable une année à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé trois mois avant son expiration il sera réputé prorogé par voie de tacite reconduction, le délai de dénonciation étant de trois mois.

Fait en double exemplaire et en langue française à Praha le 17 avril mil neuf cent trente-sept.

Armas YÖNTILÄ.

Dr Jul. FRIEDMANN.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Troisième Protocole additionnel en date d'aujourd'hui, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I.

Ad pos. 97 a) : Sont considérés comme produits liquides mentionnés dans cette position les produits obtenus par le traitement de résidus de la fabrication de cellulose sulphatée, consistant essentiellement en un mélange d'acides gras et résineux, distillés, de couleur jaunâtre ou ocre.

Est considéré comme produit semi-solide le résidu très épais (semi-solide) de distillation dudit liquide produit à l'état brut de couleur brune sombre ou noirâtre, consistant essentiellement en un mélange d'acides gras et résineux et contenant en outre un peu de matière grasse.

Les taux conventionnels de cette position ne seront appliqués qu'aux cas où les envois de ces deux sortes de marchandises seront accompagnés d'un certificat délivré par le producteur, légalisé par la Légation de la République tchécoslovaque à Helsinki et contenant les indications suivantes :

- a)* Maison du producteur,
- b)* Désignation de marchandise,
- c)* Sa dénomination commerciale,
- d)* Déclaration du producteur que les produits consistent en un mélange d'acides gras et résineux, résultant des résidus de la fabrication de cellulose sulphatée et qu'il s'agit de produits distillés ou des résidus de distillation.

L'Administration des Finances tchécoslovaque se réserve le droit de s'assurer de la composition du produit par l'analyse des échantillons, prélevés des envois de ces produits importés.

2.

Ad pos. 312 : Sont considérés comme couverture de plancher rentrant sous la position N° 312 en dehors de celles en rouleaux aussi les tapis de corridors, tapis de pieds et parquets fabriqués avec du caoutchouc mou vulcanisé, même combinés avec des tissus.

3.

Ad pos 479 e) : Sont considérés comme couteaux-poignards les couteaux dont les lames, d'une longueur ne dépassant 12 cm., sont affilées d'un seul côté et qui d'habitude sont portés dans un fourreau partiellement ferré (couteaux de chasse, de scouts, etc.).

Seuls les bureaux de douane de Praha et de Brno sont autorisés pour dédouaner ces couteaux au droit conventionnel.

The present Protocol shall be ratified and shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification. Nevertheless, the two Governments may jointly arrange for its provisional application in advance of that date, if the laws of their respective countries permit of such a course.

It shall remain valid for one year from the date of its entry into force. If it is not denounced three months before its expiry, it shall be deemed to be prolonged by tacit agreement, the period for denunciation being three months.

Done in duplicate at Prague, in the French language, this 17th day of April, one thousand nine hundred and thirty-seven.

Armas YÖNTILÄ.

Dr. Jul. FRIEDMANN.

FINAL PROTOCOL.

When about to sign the Third Additional Protocol, of to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

1.

Ad Item 97 (*a*) : Liquid products mentioned under this item are understood to mean the products obtained by the treatment of residues from the manufacture of sulphurated cellulose, consisting essentially of a mixture of fatty and resinous acids, distilled, yellowish or ochre in colour.

A semi-solid product is understood to mean the very thick (semi-solid) residue from distillation of the said liquid, unrefined, dark brown or blackish in colour, consisting essentially of a mixture of fatty and resinous acids and further containing a little fatty substance.

The conventional rates for this item shall apply only in cases in which consignments of these two kinds of goods are accompanied by a certificate delivered by the producer and legalised by the Czechoslovak Legation at Helsinki, containing the following particulars :

(*a*) Producing firm,

(*b*) Description of goods,

(*c*) Their commercial appellation,

(*d*) Declaration by the producer that the products consist of a mixture of fatty and resinous acids obtained from residues from the manufacture of sulphurated cellulose and that the products are distillates or distillation residues.

The Czechoslovak Finance Administration reserves the right to test the composition of the product by an analysis of samples taken from consignments of these imported goods.

2.

Ad Item 312 : Floor cloths included under Item 312 are understood to mean floor cloths in rolls, corridor carpets, mats, flooring manufactured from soft vulcanised india-rubber combined or not with cloth.

3.

Ad Item 479 (*e*) : Dagger-shaped knives are understood to mean knives, the blades of which, not exceeding 12 cm. in length, have only one sharpened edge and which are usually carried in a sheath made partly of iron (hunting knives, scout knives, etc.).

Only the Customs offices at Prague and Brno are authorised to clear such knives at the conventional rates.

4.

Les taux conventionnels accordés aux produits tchécoslovaques rentrant dans les positions 237 et 795 du tarif douanier finlandais ne seront appliqués qu'aux envois entrant par les ports de Helsinki, de Viipuri, de Turku ou de Hanko et accompagnés d'un certificat d'origine contenant :

- a) Indication de la quantité de la marchandise,
- b) Déclaration que la marchandise fait partie du contingent accordé par la Finlande à la Tchécoslovaquie dans le troisième protocole additionnel.

Les certificats seront délivrés par les autorités tchécoslovaques compétentes et légalisés par la Légation de Finlande à Praha.

5.

Le présent protocole final constitue une partie intégrante du troisième protocole additionnel d'aujourd'hui. Il sera ratifié et aura la même durée que ce dernier protocole additionnel.

Fait en double exemplaire et en langue française à Praha le 17 avril 1937.

Armas YÖNTILÄ.

D^r Jul. FRIEDMANN.

Pour la copie conforme :

J. Nyysönen,
Conseiller de Légation.

4.

The conventional rates granted to Czechoslovak products coming under Items 237 and 795 of the Finnish Customs Tariff shall apply only to consignments entering through the ports of Helsinki, Viipuri, Turku or Hanko, accompanied by a certificate of origin containing :

(a) A statement of the quantity of goods,

(b) A declaration that the goods form part of the quota granted by Finland to Czechoslovakia under the Third Additional Protocol.

Certificates shall be delivered by the competent Czechoslovak authorities and shall be legalised by the Finnish Legation at Prague.

5.

The present Final Protocol constitutes an integral part of the Third Additional Protocol of to-day's date. It shall be ratified and shall be valid for the same length of time as this last Additional Protocol.

Done in duplicate at Prague, in the French language, this 17th day of April, 1937.

Armas YÖNTILÄ.

Dr. Jul. FRIEDMANN.

N° 4160.

FINLANDE ET FRANCE

Arrangement dans le but de faciliter
l'admission des stagiaires dans les
deux pays. Signé à Paris, le
26 mai 1937.

FINLAND AND FRANCE

Agreement for facilitating the Admis-
sion of Student Employees in the
Two Countries. Signed at Paris,
May 26th, 1937.

N^o 4160. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA FINLANDE ET LA FRANCE
DANS LE BUT DE FACILITER L'ADMISSION DES STAGIAIRES
DANS LES DEUX PAYS. SIGNÉ A PARIS, LE 26 MAI 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 3 août 1937.

Article premier.

Le présent arrangement s'applique aux « stagiaires », c'est-à-dire aux ressortissants de l'un des deux pays qui se rendent dans l'autre pays pour une période délimitée, afin de s'y perfectionner dans la langue et dans les usages commerciaux ou professionnels de ce pays, tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial.

Les stagiaires seront autorisés à occuper un emploi dans les conditions fixées par les articles ci-après, sans que la situation du marché du travail dans la profession dont il s'agit puisse être prise en considération.

Article 2.

Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe. En principe, ils [doivent ne pas avoir dépassés l'âge de 30 ans.

Article 3.

L'autorisation est donnée en principe pour une année. Elle pourra exceptionnellement être prolongée pour six mois.

Article 4.

Le nombre des autorisations qui seront accordées aux stagiaires de chacun des deux Etats, en vertu du présent arrangement, ne devra pas dépasser 25 par an.

Cette limite sera indépendante du nombre de stagiaires de l'un des deux Etats résidant déjà sur le territoire de l'autre Etat avant le présent arrangement. Elle s'appliquera, quelle que soit la durée pour laquelle les autorisations délivrées au cours d'une année auront été accordées et pendant laquelle elles auront été utilisées.

Si ce contingent de 25 autorisations n'était pas atteint au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourrait pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre Etat, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de son contingent.

Ce maximum de 25 joue, pour l'année 1937 jusqu'au 31 décembre 1937 et pour chacune des années suivantes du 1^{er} janvier au 31 décembre. Il pourra être toutefois modifié ultérieurement en vertu d'un accord qui devra intervenir sur la proposition de l'un des deux Etats, le 1^{er} décembre au plus tard pour l'année suivante.

¹ Entré en vigueur le 26 mai 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4160. — AGREEMENT² BETWEEN FINLAND AND FRANCE FOR FACILITATING THE ADMISSION OF STUDENT EMPLOYEES IN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT PARIS, MAY 26TH, 1937.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place August 3rd, 1937.*

Article 1.

The present Agreement shall apply to " student employees ", that is, to nationals of one of the two countries going to the other country for a specific period to perfect themselves in the language and the customs of commercial or professional callings in that country, at the same time holding employment in industrial or commercial undertakings therein.

Student employees shall be authorised to hold employment on the conditions laid down in the following Articles, notwithstanding the situation of the labour market in the professional calling in question.

Article 2.

Student employees may be of either sex. As a general rule, they shall not be over thirty years of age.

Article 3.

Permits shall be granted as a general rule for one year. They may exceptionally be prolonged for six months.

Article 4.

The number of permits to be granted to student employees of either State in virtue of the present Agreement shall not exceed twenty-five per year.

This limit shall be independent of the number of student employees of each of the two States already residing in the territory of the other State previous to the present Agreement. It shall apply irrespective of the period for which the permits delivered in the course of the year have been granted and during which they have been utilised.

If this quota of twenty-five permits is not reached in the course of a year by the student employees of one of the two States, that State shall not be entitled to reduce the number of permits granted to student employees of the other State or to carry over to the following year the unused balance of its own quota.

The maximum of twenty-five shall apply for the year 1937 until December 31st, 1937, and for every following year from January 1st to December 31st. It may, however, be subsequently modified in virtue of an Agreement to be concluded on the proposal of one of the two States by December 1st at the latest in respect of the following year.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force May 26th, 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Les stagiaires ne pourront être admis par les autorités compétentes que si les employeurs qui les occuperont s'engagent, envers ces autorités, dès que ces stagiaires rendront des services normaux, à les rémunérer là où il existe des conventions collectives, d'après les tarifs fixés par ces conventions, là où il n'en existe point, d'après les taux normaux et courants de la profession et de la région.

Dans les autres cas, les employeurs devront s'engager à leur donner une rémunération correspondant à la valeur de leurs services.

Article 6.

Les stagiaires qui désireront bénéficier des dispositions du présent arrangement devront en faire la demande à l'autorité chargée, dans leur Etat, de centraliser les demandes des stagiaires pour leur profession. Ils devront donner, dans leur demande, toutes les indications nécessaires et faire connaître notamment l'établissement industriel ou commercial dans lequel ils devront être employés. Il appartiendra à ladite autorité d'examiner s'il y a lieu de transmettre ladite demande à l'autorité correspondante de l'autre Etat, en tenant compte du contingent annuel auquel elle a droit et de la répartition de ce contingent qu'elle aura arrêtée elle-même entre les diverses professions et de la transmettre, le cas échéant, aux autorités compétentes de l'autre Etat.

Les autorités compétentes des deux Etats feront tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans le plus court délai.

Article 7.

Les autorités compétentes feront tous leurs efforts pour que les décisions des autorités administratives concernant l'entrée et le séjour des stagiaires admis, interviennent d'urgence. Elles s'efforceront également d'aplanir avec la plus grande rapidité les difficultés qui pourraient surgir à propos de l'entrée ou du séjour des stagiaires.

Article 8.

Chacun des deux gouvernements communiquera à l'autre gouvernement, dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent arrangement la ou les autorités qu'il aura chargées de centraliser les demandes des ressortissants de son Etat et de donner suite aux demandes des ressortissants de l'autre Etat.

Article 9.

Le présent arrangement restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937 ; il sera prorogé ensuite par tacite reconduction et chaque fois pour une nouvelle année, à moins qu'il ne soit dénoncé par une des deux Parties avant le 1^{er} octobre pour la fin de l'année.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent arrangement resteront valables, pour la durée pour laquelle elles ont été accordées.

Fait à Paris, le 26 mai 1937.

Pour la Finlande :
(L. S.) Harri HOLMA.

Pour la France :
(L. S.) Yvon DELBOS.
(L. S.) J. LEBAS.

Pour la copie conforme :

J. Nyysönen,
Conseiller de Légation.

Article 5.

Student employees shall not be admitted by the competent authorities unless the persons who are to employ them give the latter an undertaking that, as soon as such student employees perform normal duties, they will pay them wages according to the scale fixed by collective agreements where these exist, and, failing such agreements, at the normal current rate for the professional calling and for the district in question.

In other cases, employers shall undertake to pay them remuneration corresponding to the value of their services.

Article 6.

Student employees desiring to benefit by the provisions of the present Agreement shall make application to the authority appointed in their own State to centralise applications from student employees of their particular professional calling. Their applications must contain all necessary information and mention in particular the commercial or industrial undertakings in which they are to be employed. The said authority shall consider whether an application shall be forwarded to the corresponding authority of the other State, having regard to the annual quota to which it is entitled and to the distribution made by it of such quota among the various professional callings, and shall, if the case arise, forward the application to the competent authorities of the other State.

The competent authorities of both States shall do all in their power to ensure that applications received are dealt with expeditiously.

Article 7.

The competent authorities shall make every effort to secure prompt decisions by the administrative authorities in regard to the admission and stay of such student employees as are admitted. They shall also endeavour to overcome as expeditiously as possible any difficulties which may arise with regard to the admission or stay of student employees.

Article 8.

Each of the two Governments shall inform the other, within one month of the coming into force of the present Agreement, of the authority or authorities appointed to centralise applications from its own nationals and to deal with applications from nationals of the other State.

Article 9.

The present Agreement shall remain in force until December 31st, 1937 ; it shall thereafter be tacitly renewed from year to year, unless denounced by one of the two Parties before October 1st, with effect as from the end of the year.

Nevertheless, in case of denunciation, permits granted under the present Agreement shall remain valid for the period for which they were granted.

Done at Paris, this 26th day of May, 1937.

For Finland :

(L. S.) Harri HOLMA.

For France :

(L. S.) Yvon DELBOS.

(L. S.) J. LEBAS.

N° 4161.

FINLANDE ET LETTONIE

Convention concernant les relations
postales entre les deux pays.
Signée à Helsinki, le 12 mai
1937, et à Riga, le 28 mai 1937.

FINLAND AND LATVIA

Convention concerning Postal Rela-
tions between the Two Countries.
Signed at Helsinki, May 12th, 1937,
and at Riga, May 28th, 1937.

N^o 4161. — CONVENTION ¹ ENTRE LA FINLANDE ET LA LETTONIE
CONCERNANT LES RELATIONS POSTALES ENTRE LES DEUX
PAYS. SIGNÉE A HELSINKI, LE 12 MAI 1937, ET A RIGA, LE
28 MAI 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 août 1937.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, pour conclure une convention postale entre la Finlande et la Lettonie, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

TAXES DES LETTRES ET DES CARTES POSTALES.

1. Les lettres ne dépassant pas le poids de 500 grammes et les cartes postales déposées dans l'un des pays contractants à destination de l'autre pays sont soumises aux taxes suivantes, savoir :

En Finlande.

a) Lettres :

Jusqu'au poids de 20 grammes 2 mark ;
Au-dessus de 20 grammes jusqu'à 125 gr. 4 mark ;
Au-dessus de 125 grammes jusqu'à 250 gr. 6 mark ;
Au-dessus de 250 grammes jusqu'à 500 gr. 8 mark.

b) Cartes postales :

1^o Simples 1 mark 25 penni ;
2^o Avec réponse payée 2 mark 50 penni.

En Lettonie.

a) Lettres :

Jusqu'au poids de 20 grammes 20 santims ;
Au-dessus de 20 jusqu'à 50 grammes 30 santims ;
Au-dessus de 50 jusqu'à 100 grammes 50 santims ;
Au-dessus de 100 jusqu'à 250 grammes 75 santims ;
Au-dessus de 250 jusqu'à 500 grammes 100 santims.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4161. — CONVENTION ² BETWEEN FINLAND AND LATVIA
CONCERNING POSTAL RELATIONS BETWEEN THE TWO
COUNTRIES. SIGNED AT HELSINKI, MAY 12TH, 1937, AND AT
RIGA, MAY 28TH, 1937.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a.i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Convention took place August 3rd, 1937.*

The undersigned, duly authorised by their respective Governments to conclude a Postal Convention between Finland and Latvia, have agreed as follows :

Article I.

RATES OF POSTAGE FOR LETTERS AND POSTCARDS.

1. The rates for letters weighing not more than 500 grammes and for postcards sent from one to another of the contracting countries shall be as follows :

In Finland.

(a) Letters :

Weight not exceeding 20 grammes, 2 marks ;
Weight exceeding 20 grammes but not exceeding 125 grammes, 4 marks ;
Weight exceeding 125 grammes but not exceeding 250 grammes, 6 marks ;
Weight exceeding 250 grammes but not exceeding 500 grammes, 8 marks.

(b) Postcards :

(1) Single postcards, 1 mark 25 penni ;
(2) With reply paid, 2 mark 50 penni.

In Latvia.

(a) Letters :

Weight not exceeding 20 grammes, 20 santims ;
Weight exceeding 20 grammes but not exceeding 50 grammes, 30 santims ;
Weight exceeding 50 grammes but not exceeding 100 grammes, 50 santims ;
Weight exceeding 100 grammes but not exceeding 250 grammes, 75 santims ;
Weight exceeding 250 grammes but not exceeding 500 grammes, 100 santims.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force July 1st, 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

b) Cartes postales :

1° Simples 10 santims ;

2° Avec réponse payée 20 santims.

2. Les lettres dépassant le poids de 500 grammes sont taxées d'après la Convention postale universelle.

Article 2.

TAXE MINIMUM DES PAPIERS D'AFFAIRES.

Pour les papiers d'affaires le minimum de perception correspond à la taxe prévue à l'article premier pour une lettre de la première unité de poids.

Article 3.

DROIT DE RECOMMANDATION.

Le droit de recommandation dans les relations entre les pays contractants est fixé, en Finlande, à 2 mark et, en Lettonie, à 20 santims.

Article 4.

TAXES DES LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Dans les relations entre les pays contractants la taxe des lettres avec valeur déclarée se compose du port et du droit de recommandation applicables à une lettre recommandée du même poids suivant les articles premier et 3 de la présente convention et d'un droit d'assurance qui est fixé, en Finlande, à 30 penni par 1.000 mark ou fraction de 1.000 mark déclarés et, en Lettonie, à 1 % du montant de la déclaration de valeur avec minimum de 15 santims.

Article 5.

AUTRES DROITS.

Le droit d'un avis de réception demandé au moment du dépôt correspond à la taxe prévue à l'article premier pour une lettre de la première unité de poids. Le double de cette taxe est perçu, si l'avis est demandé postérieurement au dépôt.

Le droit de réclamation correspond également à la taxe double d'une lettre de la première unité de poids.

La taxe spéciale pour les envois autres que les colis postaux, à remettre par exprès est fixée, en Finlande, à 4 mark, et, en Lettonie, à 60 santims.

Article 6.

REVISION DES TAXES ET DES DROITS.

Si la monnaie de l'un des pays contractants subissait un changement considérable par rapport à la monnaie de l'autre pays ou que les taxes ou droits perçus dans le service international ou intérieur de l'un des pays pour les envois qui font l'objet de la présente convention seraient sensiblement modifiés, les administrations postales des pays contractants se mettent d'accord sur la revision des taxes et des droits qui s'impose.

Article 7.

MESURES DE DÉTAIL ET D'ORDRE.

Les administrations des postes et des télégraphes des pays contractants régleront, d'un commun accord, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

(b) Postcards :

- (1) Single postcards, 10 santims ;
- (2) With reply paid, 20 santims.

2. Letters weighing more than 500 grammes shall be charged for in accordance with the Universal Postal Convention.

Article 2.

MINIMUM RATE OF POSTAGE FOR COMMERCIAL PAPERS.

The minimum rate of postage for commercial papers shall be the same as that fixed in Article 1 for a letter of the lowest weight.

Article 3.

REGISTRATION FEE.

The registration fee between the contracting countries shall be fixed at 2 marks in Finland and at 20 santims in Latvia.

Article 4.

RATES OF POSTAGE FOR LETTERS OF DECLARED VALUE.

For letters of declared value sent from one to another of the contracting countries, there shall be charged, in addition to the rate of postage and the registration fee payable in respect of a registered letter of the same weight in accordance with Articles 1 and 3 of the present Convention, an insurance fee fixed at 30 penni per 1,000 marks or fraction of 1,000 marks declared in Finland, and at 1 per cent of the declared value, with a minimum of 15 santims, in Latvia.

Article 5.

OTHER FEES.

The fee for an advice of delivery applied for at the time of posting shall be equivalent to the rate of postage prescribed in Article 1 for a letter of the lowest weight. Twice this fee shall be payable if the advice of delivery is applied for after the article is posted.

The fee for an enquiry shall also be equivalent to twice the rate of postage for a letter of the lowest weight.

The special fee for express postage, excluding postal parcels, shall be fixed at 4 marks in Finland and at 60 santims in Latvia.

Article 6.

REVISION OF FEES AND CHARGES.

Should the currency of one of the contracting countries undergo an appreciable change in relation to that of the other country, or should the fees or charges payable in the international or internal services of one of the countries in respect of the mails covered by the present Convention be considerably modified, the Postal Administrations of the contracting countries shall agree as to the revision of fees and charges thus rendered necessary.

Article 7.

DETAILED AND ADMINISTRATIVE MEASURES.

The postal and telegraphic administrations of the contracting countries shall agree as to the detailed and administrative measures necessary to ensure the execution of the present Convention.

Article 8.

APPLICATION DES TRAITÉS DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE.

Dans tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, les Traités de l'Union postale universelle sont applicables.

Article 9.

LANGUE.

La langue utilisée pour la correspondance entre les Administrations des postes et des télégraphes de Finlande et de Lettonie, ainsi qu'entre les bureaux d'échange, sera le français.

Article 10.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION.

La présente convention sera confirmée selon les lois et règlements intérieurs de chaque pays.

Elle entrera en vigueur à partir d'une date fixée d'un commun accord entre les administrations intéressées.

Elle cessera, toutefois, ses effets à toute date dont les Parties contractantes peuvent convenir ou à l'expiration de six mois après sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Fait et signé en double expédition :

A Helsinki, le 12 mai 1937, à Riga, le 28 mai 1937.

Pour la Finlande :

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

*Directeur général
des Postes et des Télégraphes de Finlande.*

T. KOUVO.

Pour la Lettonie :

(L. S.) H. RESNAIS,

*Directeur des Postes et des Télégraphes
de Lettonie.*

Pour la copie conforme :

J. Nyysönen,
Conseiller de Légation.

Article 8.

APPLICATION OF THE TREATIES OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION.

In all matters not covered by the present Convention, the Treaties of the Universal Postal Union shall apply.

Article 9.

LANGUAGE.

The language used in correspondence between the postal and telegraphic administrations of Finland and Latvia, and between the exchange offices, shall be French.

Article 10.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE CONVENTION.

The present Convention shall be confirmed in accordance with the national laws and regulations of each country.

It shall come into force on a date fixed by agreement between the Administrations concerned.

It shall lapse, however, at any date agreed upon by the Contracting Parties, or six months after its denunciation by one of the Contracting Parties.

Done and signed in duplicate at Helsinki, the 12th day of May, 1937, and at Riga, the 28th day of May, 1937.

For Finland :

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT,
Director-General
of Posts and Telegraphs in Finland.

T. KOUVO.

For Latvia :

(L. S.) H. RESNAIS,
Director of Posts and Telegraphs in Latvia.

AUTRICHE ET SUISSE

Accord concernant la circulation automobile, y compris le transport en commun des personnes par les services publics, et protocole final, signés à Vienne, le 21 novembre 1936; et échange de notes relatif à l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à cet accord, Vienne, le 1^{er} mars 1937.

AUSTRIA AND SWITZERLAND

Agreement regarding Motor Traffic, including the Conveyance of Passengers by Public Services, and Final Protocol, signed at Vienna, November 21st, 1936; and Exchange of Notes relating to the Accession of the Principality of Liechtenstein to this Agreement, Vienna, March 1st, 1937.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4162. — ÜBEREINKOMMEN¹ ZWISCHEN ÖSTERREICH UND DER SCHWEIZ BETREFFEND DEN VERKEHR MIT KRAFTFAHRZEUGEN EINSCHLIESSLICH DER ALLGEMEINEN BENÜTZUNG ZUGÄNGLICHEN BETRIEBE ZUR GEMEINSAMEN PERSONENBEFÖRDERUNG. GEZEICHNET IN WIEN, AM 21. NOVEMBER 1936.

Texte officiel allemand communiqué par le Conseil fédéral suisse et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'Autriche. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 août 1937.

German official text communicated by the Swiss Federal Council and by the Secretary of State for Foreign Affairs of Austria. The registration of this Agreement took place August 9th, 1937.

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT
und

DER BUNDESPRÄSIDENT VON ÖSTERREICH,

von dem gleichen Wunsche geleitet, die Entwicklung des Kraftwagenverkehrs zwischen den beiden Staaten zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Behufe ein Übereinkommen über den Verkehr mit Kraftfahrzeugen einschliesslich der allgemeinen Benützung zugänglichen Betriebe zur gemeinsamen Personenbeförderung abzuschliessen, und zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT :

Herrn Samuel HÄUSERMANN, Oberzollinspektor der schweizerischen Oberzolldirektion,
Herrn Dr. Jakob BUSER, Abteilungschef der schweizerischen Post- und Telegraphenverwaltung ;

DER BUNDESPRÄSIDENT VON ÖSTERREICH :

Herrn Alfred FUCHS, Sektionschef im österreichischen Bundesministerium für Handel und Verkehr.

Die Bevollmächtigten haben nach Mitteilung ihrer richtig befundenen Vollmachten folgendes vereinbart :

I. ABSCHNITT.

(1) Unbeschadet der Bestimmungen internationaler Verträge, an denen die beiden Vertrags-
teile beteiligt sind, unterliegen alle Kraftfahrzeuge, und zwar auch hinsichtlich ihrer Verwendung

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 19 juillet 1937.

¹ The exchange of ratifications took place at Berne, July 19th, 1937.

sowie ihrer Führer, Fahrgäste und Ladungen, den Gesetzen und sonstigen Vorschriften des Vertragsteiles, auf dessen Gebiet sie sich befinden, soweit das gegenwärtige Übereinkommen nichts anderes bestimmt.

(2) Insolange Gegenrecht gewährt wird, werden zulässig sein :

a) vorher von Personen im Gebiete des einen Vertragsteiles bestellte Personenfahrten durch einen im Gebiete des anderen Vertragsteiles ansässigen Unternehmer, sofern nicht mit dem nämlichen Kraftfahrzeug die Rückfahrt derselben Personen an den Ausgangspunkt erfolgt ;

b) unbeschadet der Bestimmungen im V. Abschnitt solche Fahrten, bei denen Personen aus dem Gebiete des einen Vertragsteiles durch einen in dessen Gebiet ansässigen Unternehmer in das Gebiet des anderen Vertragsteiles befördert und gegebenenfalls rückbefördert werden, sofern nicht im Gebiete des anderen Vertragsteiles Personen zur Beförderung lediglich innerhalb dieses Gebietes übernommen werden.

II. ABSCHNITT.

(1) Die Vertragsteile werden mit den nachstehend angeführten Einschränkungen für Kraftfahrzeuge, die im Gebiete des einen Vertragsteiles eingetragen sind und vorübergehend im Touristenverkehr oder nach Massgabe des gegenwärtigen Übereinkommens im erwerbsmässigen Personenverkehr in das Gebiet des anderen Vertragsteiles eingebracht werden, keine Zoll- oder anderen Eingangsabgaben erheben. Derartige Kraftfahrzeuge werden nach Massgabe der inländischen Vorschriften im Zollvormerkverfahren, mit Triptyk oder internationalem Grenz-(Passier-)scheinheft, (carnet de passage en douane) abgefertigt.

(2) Unter der Bedingung der Gewährung des Gegenrechtes können innerhalb der in der Zusatzbestimmung § 1, zu Artikel 12, des Handelsvertrages¹ zwischen der Schweiz und Österreich vom 6. Jänner 1926 festgesetzten Grenzzonen Lastkraftfahrzeuge aller Art, die von einem Angehörigen des einen Vertragsteiles in das Gebiet des anderen Vertragsteiles beladen oder unbeladen eingeführt werden, mit besonderem Triptyk abgefertigt werden, sofern der Eigentümer oder Halter des Kraftfahrzeuges nicht im Gebiete des anderen Vertragsteiles auch einen Wohnsitz oder eine Betriebsstätte besitzt. Dieses Triptyk muss einen auffälligen Aufdruck « Nur giltig für die schweizerisch-österreichischen Grenzzonen » tragen.

Durch die Aufnahme von Waren zur Beförderung zwischen Orten des anderen Vertragsteiles wird diese Begünstigung verwirkt.

(3) Die Vertragsteile werden auch den Treibstoff und das Öl, die sich im Zeitpunkt des Grenzübertrittes in den Fahrzeugbehältern befinden, ausser im Falle von Missbräuchen, mit keiner Zoll- oder anderen Eingangsabgabe belegen.

(4) Von der Abfertigung im Zollvormerkverfahren, mit Triptyk oder internationalem Grenz-(Passier-)scheinheft usw. sind Kraftfahrzeuge der Post- und Eisenbahnverwaltungen sowie alle Kraftfahrzeuge, die eine konzessionierte, über die Grenze führende ständige Kraftfahrlinie bedienen, befreit.

Die zollamtliche Revision dieser Kraftfahrzeuge bleibt vorbehalten.

(5) An Zollabgaben dürfen für die nach Absatz (1) und (2) abgefertigten Kraftfahrzeuge keine anderen Gebühren erhoben werden als :

a) die statistischen Gebühren ;

b) die Zollabfertigungsgebühren für Amtshandlungen ausserhalb der Zollstunden (Amtsstunden).

(6) Kraftfahrzeuge, deren Eigentümer oder Halter in den Gebieten beider Vertragsteile zugleich ihren Wohnsitz oder zugleich eine Betriebsstätte oder in dem Gebiete des einen Vertragsteiles einen Wohnsitz und in jenem des anderen Vertragsteiles eine Betriebsstätte haben, kommen für die in den Absätzen (1) und (2) vorgesehenen Erleichterungen nicht in Betracht.

Ausnahmen können unter Vorbehalt des jederzeitigen Widerrufs bewilligt werden.

¹ Vol. XLVI, page 299, de ce recueil.

¹ Vol. XLVI, page 299, of this Series.

III. ABSCHNITT.

(1) Kraftfahrzeuge, die im Gebiete des einen Vertragsteiles ihren Standort haben, können bei vorübergehendem Verkehr im Gebiete des anderen Vertragsteiles in diesem erst nach einem Aufenthalt von mindestens 90 aufeinanderfolgenden Tagen — gerechnet vom jedesmaligen Überschreiten der Grenze — einer Gebühr oder Steuer unterworfen werden. Die Gebühr oder Steuer kann alsdann für die ganze Aufenthaltsdauer erhoben werden.

(2) Vorbehalten bleiben :

- a) die Konzessionsgebühren und Verwaltungs- und Stempelabgaben. Brückenmauten werden von Kraftfahrzeugen nicht erhoben ;
- b) die gesetzlich zulässigen Mauten für die Benützung von Bergstrassen ;
- c) die Abgaben vom Verkehr, die unter Zugrundelegung der Sitzzahl oder des Ladegewichtes des Fahrzeuges, der Länge des Beförderungsweges, der Höhe des Beförderungspreises oder auf anderer Grundlage erhoben werden.

(3) Die zu erhebenden Steuern, Abgaben und sonstigen Gebühren dürfen jene nicht übersteigen, denen die im Gebiete des Vertragsteiles, der derartige Leistungen erhebt, eingetragenen Fahrzeuge unterliegen.

IV. ABSCHNITT.

Bei Kraftfahrzeugen, die in dem Gebiete des einen Vertragsteiles eingetragen sind und zeitweilig im Gebiete des anderen Vertragsteiles verkehren, wird in diesem von der Vorweisung des internationalen Zulassungsscheines (Artikel 4 des Internationalen Übereinkommens¹ über den Verkehr von Kraftfahrzeugen vom 24. April 1926) und des internationalen Führerscheines (Artikel 7 des erwähnten Übereinkommens) abgesehen, wenn die heimischen Ausweise für Fahrzeuge und Führer vorliegen und die Fahrzeuge neben den heimischen Polizeischildern (Kennzeichen) mit dem internationalen Unterscheidungszeichen (Artikel 5 des erwähnten Übereinkommens) ausgestattet sind. Die Anerkennung der heimischen Ausweise kann unter den gleichen Bedingungen versagt werden wie die der internationalen Zulassungs- und Führerscheine. Die heimischen Führerscheine berechtigen nur zur Lenkung jener Kraftfahrzeuge, für die sie nach der heimischen Gesetzgebung gültig sind. Diese Erleichterung bezieht sich auch auf die der allgemeinen Benützung zugänglichen Betriebe zur gemeinsamen Personenbeförderung (V. Abschnitt).

V. ABSCHNITT.

(1) Wenn ein der allgemeinen Benützung zugänglicher Betrieb zur gemeinsamen Personenbeförderung, der sich auf das Gebiet des anderen Vertragsteiles erstreckt, in diesem nur auf Grund einer besonderen Konzession zugelassen wird, steht es jedem der Vertragsteile frei, die Konzession zu erteilen oder zu versagen.

Die Einrichtung und der Betrieb konzessionspflichtiger Fahrten unterliegen gemäss der Bestimmung im I. Abschnitt, Absatz (1), in jedem der beiden Vertragsteile den dort geltenden Gesetzen und Vorschriften.

(2) Die sachlich zuständigen Behörden der beiden Vertragsteile werden fallweise über die Einrichtung von Kraftfahrlinien für den öffentlichen Personenverkehr aus dem Gebiete des einen Vertragsteiles in das Gebiet des anderen Vertragsteiles oder darüber hinaus und über die Unternehmen, die diese Kraftfahrlinien betreiben sollen, übereinkommen. Die einzurichtenden Kraftfahrlinien sollen, soweit es die Verhältnisse gestatten, von je einem Kraftfahrunternehmen der beiden Vertragsteile betrieben werden ; soweit ein solcher gemeinschaftlicher Betrieb nicht zweckmässig ist, wird bei Einrichtung anderer Kraftfahrlinien ein Ausgleich geschaffen werden.

Den Unternehmen, hinsichtlich deren die beiden Behörden übereinkommen, werden die nach der innerstaatlichen Gesetzgebung erforderlichen Genehmigungen ohne Rücksicht auf etwa bestehende Vorzugsrechte Dritter erteilt werden.

¹ Vol. CVIII, page 123 ; vol. CLVI, page 221 ; vol. CLX, page 376 ; vol. CLXIV, page 387 ; et vol. CLXXVII, page 406, de ce recueil.

¹ Vol. CVIII, page 123 ; Vol. CLVI, page 221 ; Vol. CLX, page 376 ; Vol. CLXIV, page 387 ; and Vol. CLXXVII, page 406, of this Series.

(3) Bei Erteilung der Konzession wird keine neuerliche Prüfung der Kraftfahrzeuge, für die ein ordnungsmässiger Zulassungsschein im anderen Vertragsteil bereits ausgestellt wurde, noch eine neuerliche Prüfung der Führer, die bereits den Führerschein im anderen Vertragsteil besitzen, verlangt werden. Vorbehalten bleibt das Recht, die Vorweisung eines Zeugnisses darüber zu verlangen, dass der Führer zur Lenkung von Kraftfahrzeugen zur gemeinsamen Personenbeförderung erfahren und geeignet ist. Dieses Zeugnis ist von der zuständigen Behörde des Vertragsteiles, in dem der Führer seinen Wohnsitz hat, auszustellen. Im übrigen bleibt das Recht vorbehalten, Angaben zwecks Feststellung zu verlangen, ob das Kraftfahrzeug den gesetzlichen Bestimmungen und den Konzessionsbedingungen des die Konzession gewährenden Vertragsteiles entspricht, soweit diese Angaben nicht bereits im Zulassungsschein enthalten sind.

(4) Bei der Konzessionserteilung sind keine höheren Gebühren zu beanspruchen als jene, die unter gleichen Bedingungen von den eigenen Staatsangehörigen erhoben werden.

(5) Jeder Vertragsteil behält sich das Recht vor, vom Eigentümer oder Halter von Kraftfahrzeugen, die in einem auf sein Gebiet sich erstreckenden Betrieb verwendet werden, den Abschluss einer Haftpflichtversicherung mit einer im Heimatstaate des Eigentümers oder Halters zugelassenen Versicherungsgesellschaft zu beanspruchen. Die Vertragsteile werden sich innerhalb zweier Monate nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Übereinkommens das Verzeichnis der in ihren Gebieten zum Abschluss von obligatorischen Haftpflichtversicherungsverträgen zugelassenen Gesellschaften und in der Folge die jeweiligen Änderungen daran mitteilen. Die Versicherungspolice müssen die Bestimmung enthalten, dass die Haftung des Versicherers sich auch auf Fahrten im Gebiete des anderen Vertragsteiles erstreckt und dass der Versicherer auch dann haftet, wenn der Eigentümer oder Halter auf Grund der zur Zeit des Abschlusses des Versicherungsvertrages geltenden gesetzlichen Haftpflichtbestimmungen des anderen Vertragsteiles als schadenersatzpflichtig in Anspruch genommen wird. Im Falle einer Änderung dieser Haftpflichtbestimmung ist der Eigentümer oder Halter verpflichtet, innerhalb von vier Monaten nach Inkrafttreten der gesetzlichen Neuregelung seinen Versicherungsvertrag dahingehend zu ergänzen, dass der Versicherer die nach der neuen gesetzlichen Bestimmung sich ergebende Schadenersatzpflicht deckt.

(6) Die Post sowie die der allgemeinen Benützung zugänglichen Betriebe zur gemeinsamen Personenbeförderung, die diese Beförderung unter der Verantwortung eines der Vertragsteile im Sinne der Bestimmungen in Artikel 2, § 1, des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahn-, Personen- und Gepäckverkehr ausführen, sind von der obenerwähnten Verpflichtung befreit.

(7) Vorbehalten bleiben besondere Vereinbarungen über den Postdienst.

VI. ABSCHNITT.

Dieses Übereinkommen wird für unbestimmte Zeit geschlossen. Es kann jederzeit von jedem der beiden Vertragsteile mit einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

Dieses Übereinkommen wird ratifiziert, und die Ratifikationsurkunden werden in Bern ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Es besteht jedoch Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Übereinkommens schon zu einem früheren Zeitpunkt vorläufig in Anwendung gebracht werden können. Dieser Zeitpunkt wird durch Notenaustausch festgelegt werden.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Übereinkommen unterschrieben.

Geschehen in Wien, den einundzwanzigsten November tausendneunhundertsechunddreissig in doppelter Ausfertigung.

Für die Schweiz :

(gez.) HÄUSERMANN *m. p.*

(gez.) Dr. J. BUSER *m. p.*

Für Österreich :

(gez.) FUCHS *m. p.*

SCHLUSSPROTOKOLL.

Anlässlich der Unterzeichnung des gegenwärtigen Übereinkommens sind die Bevollmächtigten übereingekommen wie folgt :

Es besteht Einverständnis darüber, dass zwischen den beiden Vertragsteilen unverzüglich Verhandlungen eingeleitet werden, um den Vertrag¹ zwischen der Schweiz und Österreich vom 15. März 1927 über die Anerkennung und Vollstreckung gerichtlicher Entscheidungen in dem Sinne abzuändern, dass in Rechtssachen wegen Ersatzes von Schäden, die durch den Betrieb eines Kraftfahrzeuges verursacht sind, die Entscheidungen der Gerichte des einen der Vertragsteile im Gebiete des anderen Vertragsteiles auch dann anerkannt und vollstreckt werden, wenn der Schuldner zur Zeit der Erhebung der Klage seinen Wohnsitz in dem Gebiete des Vertragsteiles hatte, wo die Entscheidung geltend gemacht wird.

Zum I. Abschnitt, Absatz 1.

Es besteht Einverständnis darüber, dass für den Fall der Änderung der Gesetze eines der Vertragsteile auf den einschlägigen Gebieten des Bahn- und Postverkehrs, des Kraftfahrwesens, des Zolldienstes und des erwerbsmässigen Transportes von Personen, Gütern und Tieren sowie der obligatorischen Haftpflichtversicherung für Kraftfahrzeuge Verhandlungen zwecks Revision des Übereinkommens über Antrag eines Vertragsteiles erfolgen können.

Zum II. Abschnitt, Absatz 2.

Insolange der Eintritt von Lastkraftfahrzeugen und Anhängern in das Gebiet eines der Vertragsteile im Zollvormerkverfahren, mit Triptyk usw. nicht allgemein zugelassen ist, sind Lastkraftfahrzeuge und Anhänger, die ausschliesslich der Beförderung des Reisegepäckes von Reisenden dienen, bei der Zollabfertigung gleich wie die diese Reisenden befördernden Kraftfahrzeuge zu behandeln.

Zum III. Abschnitt, Absatz 2c.

Ein Ausgleich in bezug auf die Entrichtung der gegenständlichen Abgaben vom Verkehr bleibt besonderen Vereinbarungen der beiden Postverwaltungen vorbehalten.

Zum V. Abschnitt, Absatz 3.

Es besteht Einverständnis darüber, dass es im Interesse des beiderseitigen Fremdenverkehrs wünschenswert ist, die Durchführung von geschlossenen Gesellschaftsfahrten, die von Unternehmen des anderen Vertragsteiles durch das eigene Gebiet bewerkstelligt werden, der Konzessionspflicht nicht zu unterwerfen.

Zum V. Abschnitt, Absatz 5.

Es besteht Einverständnis darüber, dass, wenn im Gebiete eines der Vertragsteile gesetzlicher Haftpflichtversicherungszwang für Kraftfahrzeuge besteht, für die hier in Frage kommenden Eigentümer oder Halter ein den bezüglich Bestimmungen ihres Heimatstaates entsprechender Haftpflichtversicherungsvertrag genügt.

Dieses doppelt ausgefertigte Schlussprotokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des Übereinkommens und tritt gleichzeitig mit diesem in Kraft.

Geschehen in Wien, den einundzwanzigsten November eintausendneunhundertsechunddreissig.

	(gez.) HÄUSERMANN <i>m. p.</i>	(gez.) FUCHS <i>m. p.</i>
Für getreue Abschrift :	(gez.) Dr. J. BUSER <i>m. p.</i>	
Bern, den 23. Juli 1937.		
Der Bundeskanzler :		
Leimgruber.		

¹ Vol. LXXXVII, page 351, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXVII, page 351, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.² TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4162. — ACCORD ENTRE L'AUTRICHE ET LA SUISSE CONCERNANT LA CIRCULATION AUTOMOBILE, Y COMPRIS LE TRANSPORT EN COMMUN DES PERSONNES PAR LES SERVICES PUBLICS. SIGNÉ A VIENNE, LE 21 NOVEMBRE 1936.

No. 4162. — AGREEMENT BETWEEN AUSTRIA AND SWITZERLAND REGARDING MOTOR TRAFFIC, INCLUDING THE CONVEYANCE OF PASSENGERS BY PUBLIC SERVICES. SIGNED AT VIENNA, NOVEMBER 21ST, 1936.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

Animés du même désir de développer la circulation automobile entre les deux Etats contractants, ont résolu de conclure à cet effet un accord sur la circulation automobile, y compris le transport en commun des personnes par les services publics, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

Monsieur Samuel HÄUSERMANN, inspecteur général à la Direction générale des douanes suisses,

Monsieur le Dr Jacob BUSER, chef de division à la Direction générale des postes et des télégraphes suisses ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monsieur Alfred FUCHS, chef de section au Ministère fédéral autrichien du Commerce et des Communications.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL

and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA,

Being equally desirous of facilitating motor traffic between the two contracting States, have resolved to conclude for that purpose an Agreement concerning motor traffic, including the conveyance of passengers by public services, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Samuel HÄUSERMANN, Inspector-General of the Swiss Customs Administration ;

Dr. Jakob BUSER, Head of Division in the Swiss Postal and Telegraph Administration ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Monsieur Alfred FUCHS, Chief of Section in the Austrian Federal Ministry of Commerce and Communications.

¹ Traduction du Gouvernement fédéral suisse.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of the Swiss Federal Government.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, les plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

Having communicated their full powers, found in good and due form, the Plenipotentiaries have agreed as follows :

CHAPITRE PREMIER.

CHAPTER I.

(1) Sans préjudice des stipulations des traités internationaux auxquels les Etats contractants sont parties, et sauf disposition contraire du présent accord, tous les automobiles sont soumis, tant pour leur emploi que pour leurs conducteurs, les voyageurs transportés ou leur chargement, aux lois et autres prescriptions de l'Etat contractant sur le territoire duquel ils se trouvent.

(1) Without prejudice to the provisions of any international treaties to which the two contracting States are parties, and in the absence of any stipulation to the contrary in the present Agreement, all motor vehicles shall be subject, both as regards their employment and as regards their drivers and the passengers and freight transported by them, to the laws and other regulations of the contracting State in whose territory they are.

(2) Tant qu'il sera usé de réciprocité, seront admis :

(2) Subject to reciprocity, the following shall be permitted :

a) Les transports de personnes commandés à l'avance par des personnes établies sur le territoire de l'un des Etats contractants et effectués par un entrepreneur résidant sur le territoire de l'autre, si les mêmes personnes ne sont pas reconduites à leur point de départ avec le même automobile ;

(a) The conveyance of passengers, arranged for in advance by persons established in the territory of one of the contracting States, by a contractor resident in the territory of the other, provided that the said passengers are not brought back to their point of departure in the same motor vehicle ;

b) Sans préjudice de ce qui est stipulé au chapitre V, les transports qui sont effectués par un entrepreneur établi sur le territoire de l'un des Etats contractants, pour conduire des personnes de ce territoire sur celui de l'autre et, le cas échéant, pour les en ramener, en tant que, sur ce dernier territoire, il n'est pas pris charge de personnes en vue de les transporter seulement à l'intérieur de celui-ci.

(b) Without prejudice to the provisions of Chapter V, the conveyance of passengers by a contractor resident in the territory of one of the contracting States from that territory to the territory of the other and, if necessary, back again, provided that no passengers are taken up in the latter territory for conveyance solely within such territory.

CHAPITRE II.

CHAPTER II.

(1) Sous réserve des restrictions indiquées ci-après, les Parties contractantes ne percevront pas de droits de douane ou d'autres droits d'entrée pour les automobiles immatriculés sur le territoire de l'un des Etats contractants et importés sur celui de l'autre, soit temporairement en trafic touristique, soit pour des transports professionnels de personnes effectués dans les limites du présent accord. Les automobiles de ce genre seront dédouanées par simple inscription en conformité des prescriptions internes, avec triptyque ou carnet international de passage en douane.

(1) Subject to the restrictions hereinafter mentioned, the Contracting Parties shall not impose Customs duties or other entry fees in respect of motor vehicles registered in the territory of one of the contracting States and brought into the territory of the other either temporarily for purposes of tourist traffic or for the transport of passengers for profit in accordance with the provisions of the present Agreement. The Customs clearance of motor vehicles of this description shall be effected by entry in a register in accordance with the internal regulations, on production of a triptych or international Customs booklet.

(2) Sous réserve de réciprocité, les camions automobiles de tout genre, chargés ou vides, qui sont importés par un ressortissant de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre peuvent être dédouanés avec triptyque spécial à l'intérieur des zones frontières spécifiées par la clause additionnelle § 1 à l'article 12 du Traité de commerce entre la Suisse et l'Autriche du 6 janvier 1926, en tant que le propriétaire ou le détenteur du véhicule ne possède pas aussi de domicile ou d'exploitation sur le territoire de l'autre pays. Ce triptyque devra porter en évidence la mention imprimée « Valable seulement pour les zones frontières austro-suissees ».

Celui qui prend en charge des marchandises en vue de leur transport entre des localités de l'autre Etat contractant est déchu du droit à la facilité précitée.

(3) Les Parties contractantes s'abstiendront également, sauf en cas d'abus, de frapper de droits de douane ou autres droits d'entrée le carburant et l'huile qui se trouvent dans les réservoirs du véhicule au moment où celui-ci franchit la frontière.

(4) Les automobiles des administrations des postes et des chemins de fer, ainsi que tous les automobiles qui desservent une ligne prolongée à titre permanent au delà de la frontière en vertu d'une concession, sont libérés du dédouanement par simple inscription, avec triptyque, carnet international de passage en douane, etc.

La revision douanière de ces automobiles demeure réservée.

(5) Pour les automobiles dédouanés suivant les 1^{er} et 2^e alinéas, il ne doit pas être perçu d'autres taxes douanières que :

- a) Les droits de statistique ;
- b) Les taxes pour opérations douanières en dehors des heures réglementaires (heures officielles).

(6) Les automobiles dont le propriétaire ou le détenteur sont domiciliés ou ont une exploitation sur le territoire des deux Etats contractants, ou possèdent un domicile sur le territoire de l'un d'entre eux et une exploitation sur celui de l'autre, n'entrent pas en ligne de compte pour les facilités prévues aux 1^{er} et 2^e alinéas.

Des exceptions peuvent être autorisées à titre précaire.

(2) Subject to reciprocity, the Customs clearance of motor lorries of all kinds which are brought, loaded or empty, by a national of one of the contracting States into the territory of the other may be effected on the basis of a special triptych within the frontier zones specified in additional clause § 1 to Article 12 of the Treaty of Commerce between Switzerland and Austria of January 6th, 1926, provided that the owner or the person in charge of the vehicle does not also possess a residence or place of business in the territory of the other country. This triptych must bear in bold type the note "Valid only for the Austro-Swiss frontier zones".

The acceptance of goods for conveyance between places in the territory of the other contracting State shall entail the withdrawal of this favour.

(3) The Contracting Parties shall also refrain, except in the event of some malpractice, from imposing Customs duties or other entry fees on the petrol and oil which are in the tanks of the vehicle at the moment when it crosses the frontier.

(4) Motor vehicles of the postal and railway administrations, and all motor vehicles plying under concession on a permanent line crossing the frontier, shall be exempt from the formality of Customs clearance by entry in a register with production of a triptych, or international Customs booklet, etc.

The right to subject these motor vehicles to Customs examination is reserved.

(5) Motor vehicles cleared in accordance with the provisions of Sections 1 and 2 shall not be liable to any Customs charges except :

- (a) Statistical fees ;
- (b) Fees for the carrying-out of Customs formalities outside the regulation hours (office hours).

(6) The facilities provided for in Sections 1 and 2 shall not apply to motor vehicles of which the owner or the person in charge possesses residences or places of business in the territory of both contracting States, or possesses a residence in the territory of one and a place of business in that of the other.

Exceptions may be authorised, subject to cancellation without notice.

CHAPITRE III.

(1) Les automobiles immatriculés sur le territoire de l'un des Etats contractants et qui circulent temporairement sur celui de l'autre ne peuvent être assujettis à une taxe ou à un impôt qu'après y avoir séjourné au moins quatre-vingt-dix jours consécutifs à compter de chaque passage de la frontière. La taxe ou l'impôt peut alors être perçu pour toute la durée du séjour.

(2) Demeurent réservés :

a) Les droits de concession, d'administration et de timbre. Les automobiles sont francs de pontonage ;

b) Les droits prévus par la loi pour l'usage des routes de montagne ;

c) Les droits de circulation qui se perçoivent d'après le nombre de sièges ou la capacité de charge du véhicule, ou d'après la longueur du trajet, le prix du transport ou sur une autre base.

(3) Les impôts, droits et autres taxes ne doivent pas dépasser ceux auxquels sont soumis les véhicules immatriculés sur le territoire de l'Etat contractant qui exige de telles prestations.

CHAPITRE IV.

Pour les automobiles immatriculés sur le territoire de l'un des Etats contractants et qui circulent temporairement sur celui de l'autre, le certificat international pour automobiles (article 4 de la Convention internationale du 24 avril 1926 relative à la circulation automobile) et le permis international de conduire (article 7 de la convention susdite) ne sont pas exigés si les permis nationaux pour les véhicules et les conducteurs sont présentés et si les véhicules portent, outre les plaques de police nationales (signes de reconnaissance), le signe distinctif international (article 5 de la convention susdite). La reconnaissance des permis nationaux peut être refusée dans les mêmes conditions que pour les certificats d'immatriculation et les permis de conduire internationaux. Les permis nationaux de conduire donnent seulement le droit de conduire les automobiles pour lesquels ils sont valables d'après la législation nationale. Cette facilité vise également les services publics de transport en commun des personnes (chapitre V).

CHAPTER III.

(1) Motor vehicles registered in the territory of one of the contracting States and travelling temporarily in the territory of the other cannot be subjected to any charge or tax until they have been in that territory for at least ninety consecutive days since the last crossing of the frontier. The charge or tax may then be levied in respect of the whole period.

(2) The right is reserved of levying :

(a) Concession dues and administrative and stamp fees. Motor vehicles are not liable to bridge tolls ;

(b) The tolls imposed by law for the use of mountain roads ;

(c) Traffic dues, calculated on the seating or loading capacity of the vehicle, the length of the route, the fares or freights charged, or any other basis.

(3) The taxes, fees, and other charges imposed must not exceed those to which vehicles registered in the territory of the contracting State which requires such payments are subject.

CHAPTER IV.

In the case of motor vehicles registered in the territory of one of the contracting States and temporarily travelling in the territory of the other, the production of an international motor vehicle certificate (Article 4 of the International Convention of April 24th, 1926, relative to Motor Traffic) and of an international driving permit (Article 7 of the said Convention) is not required if the national vehicle and driving licences are produced and if the vehicles bear, in addition to the national number plates (identification marks), the international distinguishing mark (Article 5 of the said Convention). Recognition of the national licences may be refused on the same conditions as in the case of international certificates for motor vehicles and international driving permits. National driving licences are valid only for the driving of those motor vehicles for which they are valid under the national legislation. This facility also applies to public passenger transport services (Chapter V).

CHAPITRE V.

CHAPTER V.

(1) Lorsqu'un service public de transport en commun des personnes dont l'activité s'exerce également sur le territoire de l'autre Etat contractant n'y est admis qu'en vertu d'une concession spéciale, chacune des Parties contractantes est libre d'accorder ou de refuser celle-ci.

L'organisation et l'exécution de courses assujetties à une concession sont régies, conformément à ce qui est stipulé au chapitre premier, 1^{er} alinéa, dans chacun des Etats contractants par les lois et prescriptions qui y sont en vigueur.

(2) Les autorités compétentes des Parties contractantes s'entendront dans chaque cas sur la création de lignes de circulation automobile pour le transport public des personnes du territoire de l'un des Etats contractants sur celui de l'autre ou au delà, ainsi que sur les entreprises appelées à exploiter ces lignes. Les lignes de circulation automobile à organiser devront, autant que faire se pourra, être exploitées par une entreprise de transports automobiles de chacun des Etats contractants ; s'il n'est pas indiqué d'instituer un service commun, une compensation sera donnée lors de l'organisation d'autres lignes de circulation automobile.

Les entreprises au sujet desquelles les deux autorités s'entendent recevront les autorisations requises par la législation nationale, sans égard aux privilèges qui pourraient exister en faveur de tiers.

(3) Lors de l'octroi de la concession, il ne sera pas exigé de nouvelle vérification des automobiles pour lesquels l'autre Etat contractant aura déjà délivré régulièrement un certificat d'immatriculation, ni un nouvel examen des conducteurs qui possèdent déjà le permis de conduire délivré par l'autre Partie contractante. Demeure réservé le droit d'exiger la présentation d'un certificat attestant que le conducteur est expérimenté et apte à conduire des automobiles pour le transport en commun des personnes. Ce certificat sera délivré par l'autorité compétente de l'Etat contractant dans lequel le conducteur est domicilié. Demeure réservé également le droit de demander, si elles ne figurent déjà sur le certificat d'immatriculation, des indications permettant de se rendre compte si l'automobile satisfait aux dispositions légales et aux conditions édictées par la Partie contractante qui accorde la concession.

(1) If a public passenger transport service whose activities extend to the territory of the other contracting State is only permitted to be carried on in that territory under special concession, each of the Contracting Parties shall be free to grant or refuse such concession.

The organisation and maintenance of services for which a concession is required shall, in accordance with the provisions of Chapter I, Section 1, be governed in each of the contracting States by the laws and regulations in force in that State.

(2) The competent authorities of the Contracting Parties shall enter into an agreement in each case with regard to the establishment of motor services for the conveyance of passengers from the territory of one of the contracting States to the territory of the other or beyond, and with regard to the undertakings which are to carry on such services. The motor services to be organised shall, as far as possible, be carried on by one motor transport undertaking in each of the contracting States ; if it is not practicable to establish such a common service, compensation shall be arranged when other motor services are organised.

The undertakings approved by the two authorities shall receive the authorisation required by the national legislation, without reference to any privileges which may exist in favour of third parties.

(3) When a concession is granted, motor vehicles in respect of which the other contracting State has already issued a certificate in the ordinary way shall not be required to undergo a further test, nor shall drivers who already possess a driving licence issued by the other Contracting Party be required to undergo any further examination. The right to require the production of a certificate to the effect that the driver has had experience in the work and is qualified to drive public passenger transport motor vehicles is reserved. This certificate shall be issued by the competent authority of the contracting State in which the driver resides. The right to require evidence, if this is not already supplied in the certificate, that the motor vehicle complies with the legal requirements of and the conditions laid down by the Contracting Party which grants the concession, is also reserved.

(4) Les taxes perçues pour l'octroi de la concession ne devront pas être supérieures à celles qui sont exigées dans les mêmes conditions des propres ressortissants.

(5) Chacune des Parties contractantes se réserve le droit d'exiger que le propriétaire ou le détenteur d'automobiles employés dans un service fonctionnant aussi sur son territoire soient assurés contre les risques de responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurance autorisée à pratiquer dans le pays d'origine dudit propriétaire ou détenteur. Les Parties contractantes se communiqueront, dans les deux mois dès l'entrée en vigueur du présent accord, la liste des compagnies habilitées à conclure des contrats d'assurance obligatoires contre les risques de responsabilité civile, ainsi que les modifications qui y seraient apportées par la suite. Les polices d'assurance devront stipuler que la responsabilité de l'assureur s'étend également aux courses effectuées sur le territoire de l'autre Etat contractant et qu'elle est engagée aussi lorsque le propriétaire ou le détenteur du véhicule est actionné en dommages-intérêts en vertu des dispositions légales sur la responsabilité civile édictées par l'autre Partie contractante et qui sont en vigueur au moment où le contrat d'assurance est conclu. Lorsque ces dispositions sont modifiées, le propriétaire ou le détenteur du véhicule est tenu de compléter son contrat d'assurance, dans les quatre mois à dater de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation légale, en ce sens que l'assureur assume l'obligation d'indemniser découlant de la nouvelle disposition légale.

(6) Sont libérés de l'obligation précitée la poste, ainsi que les services publics de transport en commun des personnes qui exécutent ces transports sous la responsabilité de l'une des Parties contractantes au sens de l'article 2, § 1, de la Convention internationale sur le trafic ferroviaire, le mouvement des voyageurs et les bagages.

(7) Demeurent réservés les accords spéciaux sur le service des postes.

CHAPITRE VI.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé en tout temps par chacune des Parties contractantes à six mois de date.

(4) The fees charged for the grant of the concession shall not be higher than those which are imposed in the same circumstances on the nationals of the country concerned.

(5) Each of the Contracting Parties reserves the right to require the owner or the person in charge of motor vehicles employed in a service extending to its territory to be insured against third-party risks with an insurance company authorised to do business in the country of origin of the said owner or person in charge. The Contracting Parties will communicate to each other, within two months from the coming into force of the present Agreement, a list of the companies qualified to issue compulsory insurance policies in respect of third-party risks, and will similarly communicate any alterations which may subsequently be made in such list. The insurance policies must stipulate that the insurer's liability also applies to journeys in the territory of the other contracting State and that it is also involved if the owner or the person in charge of the vehicle is sued for damages by virtue of legal stipulations concerning third-party risks enacted by the other Contracting Party which are in force at the time when the insurance policy is issued. In the event of these stipulations being modified, the owner or the person in charge of the vehicle is required to have his insurance policy amended within four months from the coming into force of the new regulations in such a manner that the insurer shall assume the obligation to pay compensation in the circumstances provided for in the new legal enactment.

(6) The above-mentioned obligation shall not apply to the postal administration or to public passenger transport services carrying such traffic under the responsibility of one of the Contracting Parties within the terms of Article 2, § 1, of the International Convention concerning the Transport of Passengers and Baggage by Rail.

(7) The right to conclude special agreements with regard to the postal service is reserved.

CHAPTER VI.

The present Agreement shall be valid for an indefinite period. It may be denounced at any time by either of the Contracting Parties on giving six months' notice.

L'accord sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés à Berne. Il entrera en vigueur au moment de cet échange.

Toutefois, il est entendu que les dispositions de l'accord pourront être mises provisoirement en vigueur à une date antérieure. Celle-ci sera fixée par échange de notes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait, en double exemplaire, à Vienne, le vingt et un novembre mil neuf cent trente-six.

Pour la Suisse : Pour l'Autriche :
(Signé) HÄUSERMANN, *m. p.* (Signé) FUCHS, *m. p.*
(Signé) Dr J. BUSER, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature du présent accord, les plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

Il est entendu que les Parties contractantes engageront sans délai des pourparlers aux fins de modifier la Convention entre la Suisse et l'Autriche du 15 mars 1927 relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires. Celle-ci serait modifiée en ce sens que, dans les contestations concernant la réparation de dommages occasionnés par l'emploi d'un automobile, les décisions rendues par les tribunaux de l'un des Etats contractants seront reconnues et exécutoires sur le territoire de l'autre, même lorsque le débiteur avait, au moment où il a été intenté action, son domicile sur le territoire de l'Etat où la décision produit ses effets.

Ad chapitre premier, 1^{er} alinéa.

Il est entendu que, pour le cas où la législation en vigueur dans l'un des Etats contractants serait modifiée en ce qui concerne les trafics ferroviaire et postal, la circulation automobile, le service des douanes, le transport professionnel des personnes, marchandises et animaux et l'assurance obligatoire contre les risques de responsabilité civile en matière d'automobile,

The Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berne. It shall come into force on the date of such exchange.

It is, however, understood that the stipulations of the Agreement may be provisionally brought into force at an earlier date, such date to be determined by an exchange of notes.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in duplicate at Vienna, this twenty-first day of November, one thousand nine hundred and thirty-six.

For Switzerland : For Austria :
(Sig.) HÄUSERMANN, *m. p.* (Sig.) FUCHS, *m. p.*
(Sig.) Dr. J. BUSER, *m. p.*

FINAL PROTOCOL.

On the occasion of the signing of the present Agreement, the Plenipotentiaries have agreed as follows :

It is understood that the Contracting Parties shall engage in negotiations without delay with a view to modifying the Convention between Switzerland and Austria of March 15th, 1927, regarding the recognition and enforcement of judicial decisions. This Convention is to be modified in the sense that, in cases concerning compensation for damage caused by the use of a motor vehicle, decisions rendered by the courts of one of the contracting States shall be recognised and enforced in the territory of the other, even if, at the time when the proceedings were instituted, the debtor was domiciled in the territory of the State in which the decision is sought to be relied on.

Ad Chapter I, Section 1.

It is understood that, in the event of a change in the legislation of one of the contracting States regarding railway and postal traffic, motor traffic, the Customs service, the commercial transport of passengers, goods, and animals, or compulsory insurance against third-party risks in respect of motor vehicles, negotiations may take place at the suggestion of either of the

biles, des tractations pourront avoir lieu, sur la proposition d'une des Parties contractantes, en vue de la revision du présent accord.

Ad chapitre II, 2^e alinéa.

Tant que l'admission par simple inscription, avec triptyque, etc., de camions automobiles et de remorques sur le territoire de l'un des Etats contractants ne sera pas reconnue d'une manière générale, les véhicules de ces espèces qui servent exclusivement à transporter le bagage des voyageurs seront dédouanés dans les mêmes conditions que les automobiles transportant ces voyageurs.

Ad chapitre III, 2^e alinéa, lettre c.

Est réservée la conclusion, par les deux administrations postales, d'accords spéciaux sur la compensation des droits de circulation intéressant leur trafic.

Ad chapitre V, 3^e alinéa.

Il est entendu que, dans l'intérêt des relations touristiques réciproques, il est désirable de ne pas soumettre à la concession les courses réservées aux membres d'une société particulière, qui sont exécutées par des entreprises de l'autre Etat contractant à travers le territoire national.

Ad chapitre V, 5^e alinéa.

Il est entendu que, lorsque les automobiles doivent, de par la loi, être assurés contre les risques de responsabilité civile dans le territoire de l'un des Etats contractants, il suffit aux propriétaires ou détenteurs entrant en ligne de compte d'avoir conclu une telle assurance conformément aux dispositions édictées sur la matière par leur pays d'origine.

Le présent protocole, établi en double exemplaire, constitue une partie intégrante de l'accord et entre en vigueur en même temps que celui-ci.

Fait à Vienne, le vingt et un novembre mil neuf cent trente-six.

(Signé) HÄUSERMANN, *m. p.* (Signé) FUCHS, *m. p.*
(Signé) Dr J. BUSER, *m. p.*

Contracting Parties with a view to the revision of the present Agreement.

Ad Chapter II, Section 2.

As long as it shall not be the regular practice to admit motor lorries and trailers to the territory of one of the contracting States by entry in a register on production of a triptych, etc., vehicles of these descriptions which are employed exclusively for the transport of passengers' baggage shall be treated in respect of Customs clearance on the same footing as the motor vehicles transporting such passengers.

Ad Chapter III, Section 2(c).

The two postal administrations may conclude special compensatory agreements regarding the striking of a balance in respect of the payment of traffic dues.

Ad Chapter V, Section 3.

It is understood that, in the interests of reciprocal tourist traffic, it is desirable not to require a concession to be obtained for excursions by private associations carried by undertakings of the other contracting State across the territory of the State concerned.

Ad Chapter V, Section 5.

It is understood that, if motor vehicles are required by law to be insured against third-party risks in the territory of one of the contracting States, such requirement will be satisfied so far as the owners or persons in charge of such vehicles are concerned if such a policy has been issued in accordance with the regulations in force on the subject in their country of origin.

The present Protocol, which has been drawn up in duplicate, constitutes an integral part of the Agreement, and comes into force at the same time as the latter.

Done at Vienna, this twenty-first day of November, one thousand nine hundred and thirty-six.

(Sig.) HÄUSERMANN, *m. p.* (Sig.) FUCHS, *m. p.*
(Sig.) Dr. J. BUSER, *m. p.*

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

NOTENWECHSEL

ÜBER DEN BEITRITT DES FÜRSTENTUMS LIECHTENSTEIN ZUM ÜBEREINKOMMEN ÜBER DEN VERKEHR
MIT KRAFTFAHRZEUGEN. WIEN, DEN 1. MÄRZ 1937.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères d'Autriche et le Conseil fédéral
suisse, le 23 août 1937.*

*Communicated by the Secretary of State for
Foreign Affairs of Austria and by the Swiss
Federal Council, August 23rd, 1937.*

I.

WIEN, am 1. März 1937.

HERR BUNDESKANZLER !

In Vertretung der Liechtensteinschen Angelegenheiten beehre ich mich, Eurer Exzellenz den Wunsch der Regierung des Fürstentums Liechtenstein zum Beitritt zu dem am 21. November 1936 in Wien unterzeichneten Übereinkommen zwischen Österreich und der Schweiz, betreffend den Verkehr mit Kraftfahrzeugen einschliesslich der der allgemeinen Benützung zugänglichen Betriebe zur gemeinsamen Personenbeförderung, bekanntzugeben und gleichzeitig mitzuteilen, dass die Eidgenössische Regierung damit einverstanden ist.

Indem ich Eure Exzellenz bitten darf, mich wissen zu lassen, ob auch die österreichische Bundesregierung dem Beitritte des Fürstentums Liechtenstein zu dem in Rede stehenden Übereinkommen zustimmt, benütze ich den Anlass, um Ihnen, Herr Bundeskanzler, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) JAEGER m. p.

Seiner Exzellenz

Herrn Bundeskanzler Dr. Kurt Schuschnigg,
Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten,
Wien.

II.

WIEN, am 1. März 1937.

HERR GESANDTER !

Mit Note vom heutigen Tage haben mir Eure Exzellenz folgendes zur Kenntnis gebracht :

« In Vertretung der Liechtensteinschen Angelegenheiten beehre ich mich, Eurer Exzellenz den Wunsch der Regierung des Fürstentums Liechtenstein zum Beitritt zu dem am 21. November 1936 in Wien unterzeichneten Übereinkommen zwischen Österreich und der Schweiz, betreffend den Verkehr mit Kraftfahrzeugen einschliesslich der der allgemeinen Benützung zugänglichen Betriebe zur gemeinsamen Personenbeförderung, bekanntzugeben und gleichzeitig mitzuteilen, dass die Eidgenössische Regierung damit einverstanden ist. »

Indem ich Eurer Exzellenz für diese Mitteilung danke, beehre ich mich bekanntzugeben, dass die österreichische Bundesregierung dem Beitritte des Fürstentums Liechtenstein zu dem in Rede stehenden Übereinkommen zustimmt.

Genehmigen Sie, Herr Gesandter, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Seiner Exzellenz

(gez.) SCHUSCHNIGG m. p.

Herrn Dr. Maximilian Jaeger,
schweizerischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,
Wien.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.² TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ADHÉSION DE LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN A L'ACCORD CONCERNANT LA CIRCULATION AUTOMOBILE. VIENNE, LE 1^{er} MARS 1937.

I.

VIENNE, le 1^{er} mars 1937.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Agissant pour le compte du Liechtenstein, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence le désir du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein d'adhérer à l'Accord entre la Suisse et l'Autriche concernant la circulation automobile, y compris le transport en commun des personnes par les services publics, et protocole final, signés à Vienne, le 21 novembre 1936, et de faire connaître en même temps que le Gouvernement fédéral se rallie à cette adhésion.

Je me permets d'exprimer à Votre Excellence le désir de me faire connaître si l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord dont il s'agit appelle des observations de la part du Gouvernement fédéral autrichien et saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur le Chancelier fédéral, l'expression de ma considération très distinguée.

(*sig.*) JAEGER, *m. p.*

A Son Excellence

Monsieur le D^r Kurt Schuschnigg,
Chancelier fédéral,
Ministre fédéral des Affaires étrangères,
Vienne.

EXCHANGE OF NOTES

RELATING TO THE ACCESSION OF THE PRINCIPALITY OF LIECHTENSTEIN TO THE AGREEMENT REGARDING MOTOR TRAFFIC. VIENNA, MARCH 1ST, 1937.

I.

VIENNA, March 1st, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

In the capacity of Representative of Liechtenstein, I have the honour to inform Your Excellency of the desire of the Government of the Principality of Liechtenstein to accede to the Agreement between Switzerland and Austria regarding motor traffic, including the conveyance of passengers by public services, and Final Protocol, signed at Vienna, November 21st, 1936, and to state at the same time that the Swiss Government consents to such accession.

I venture to request Your Excellency to inform me whether the Austrian Federal Government likewise consents to the accession of the Principality of Liechtenstein to the Agreement in question, and avail myself of this opportunity, etc.

(*Signed*) JAEGER, *m. p.*

His Excellency

Dr. Kurt Schuschnigg, Federal Chancellor,
Federal Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

¹ Traduction du Gouvernement fédéral suisse.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of the Swiss Federal Government.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

VIENNE, le 1^{er} mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note datée de ce jour, Votre Excellence m'a informé de ce qui suit :

« Agissant pour le compte du Liechtenstein, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence le désir du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein d'adhérer à l'Accord entre la Suisse et l'Autriche concernant la circulation automobile, y compris le transport en commun des personnes par les services publics, et protocole final, signés à Vienne, le 21 novembre 1936, et de faire connaître en même temps que le Gouvernement fédéral se rallie à cette adhésion. »

En remerciant Votre Excellence de cette communication, j'ai l'honneur de lui faire savoir que l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord dont il s'agit n'appelle pas d'objection de la part du Gouvernement fédéral autrichien.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

(sig.) SCHUSCHNIGG, *m. p.*

A Son Excellence

Monsieur le Dr Maximilian Jaeger,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse,
Vienne.

II.

VIENNA, March 1st, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a note dated this day, Your Excellency has informed me as follows :

“ In the capacity of Representative of Liechtenstein, I have the honour to inform Your Excellency of the desire of the Government of the Principality of Liechtenstein to accede to the Agreement between Switzerland and Austria regarding motor traffic, including the conveyance of passengers by public services, and Final Protocol, signed at Vienna, November 21st, 1936, and to state at the same time that the Swiss Government consents to such accession. ”

While thanking Your Excellency for this communication, I have the honour to state that the Austrian Federal Government consents to the accession of the Principality of Liechtenstein to the Agreement in question.

I have the honour to be, etc.

(Signed) SCHUSCHNIGG, *m. p.*

His Excellency

Dr. Maximilian Jaeger,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Switzerland,
Vienna.

N° 4163.

ALLEMAGNE ET PAYS-BAS

Traité concernant le régime des paiements entre les deux pays, signé à La Haye, le 23 décembre 1936, et échange de notes de la même date relatif à l'application provisoire de ce traité.

GERMANY AND THE NETHERLANDS

Treaty concerning Clearing Transactions between the Two Countries, signed at The Hague, December 23rd, 1936, and Exchange of Notes of the same Date relating to the Provisional Application of this Treaty.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 4163. — VERDRAG ¹ TUSSCHEN DUITSCHLAND EN NEDERLAND
OVER HET NEDERLANDSCH-DUITSCHE BETALINGSVERKEER.
GETEEKEND TE 'S-GRAVENHAGE, DEN 23 DECEMBER 1936.

*Textes officiels allemand et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des
Pays-Bas. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 août 1937.*

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN
en

DE DUITSCHE RIJKSKANSLIER

hebben, geleid door den wensch het betalingsverkeer tusschen het Koninkrijk der Nederlanden
en Duitschland te vergemakkelijken, tot Hunne gevolmachtigden benoemd :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Den Directeur-Generaal van Handel en Nijverheid bij het Departement van Handel,
Nijverheid en Scheepvaart, Dr. Hans Max HIRSCHFELD ;

DE DUITSCHE RIJSKANSLIER :

Den « Vortragenden Legationsrat » aan het Departement van Buitenlandsche Zaken,
Felix BENZLER ;

Die, na onderzoek hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten het volgende
overeengekomen zijn :

Artikel I.

De bepalingen van het Verdrag ² over het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer van
5 December 1934 blijven met de volgende veranderingen en aanvullingen tot en met 31 December
1937 van kracht en vormen een wezenlijk bestanddeel van dit verdrag.

I. Art. 2 wordt als volgt veranderd :

a) Aan alinea 1 cijfer 2 wordt aan het eind toegevoegd : « (zonder de
kosten der bunkerkolen) ; onder de bepalingen van dit verdrag vallen niet betalingen
voor transportverzekeringspremies aan verzekeringsondernemingen » ;

b) In alinea 1 cijfer 9 wordt het woord « handelsverkeer » vervangen door
« goederenverkeer » ;

c) Er wordt een alinea 4 toegevoegd, luidende als volgt :

Onder binnenscheepvaart in den zin van alinea 1, cijfer 2 en 4 is ook de
Rijnscheepvaart begrepen. Als binnenscheepvaart worden beschouwd directe
transporten van Rijnhavens over zee naar Deutsche zee- en binnenhavens en
omgekeerd.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 9 juillet 1937.

Entré en vigueur le 29 juillet 1937.

² Vol. CLX, page 109, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4163. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DEN NIEDERLANDEN ÜBER DEN DEUTSCH-NIEDERLÄNDISCHEN VERRECHNUNGSVERKEHR. GEZEICHNET IM HAAG, AM 23. DEZEMBER 1936.

*German and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Treaty took place August 10th, 1937.*

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER
und

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE
haben, von dem Wunsche geleitet, die Zahlungen zwischen Deutschland und dem Königreich der Niederlande zu erleichtern, zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

Den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Felix BENZLER ;

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE :

Den Generaldirektor für Handel und Gewerbe im Ministerium für Handel, Gewerbe und Schifffahrt Dr. Hans Max HIRSCHFELD ;

die nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel I.

Die Bestimmungen des Vertrages² über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr vom 5. Dezember 1934 bleiben mit folgenden Änderungen und Ergänzungen bis zum 31. Dezember 1937 in Geltung und bilden einen wesentlichen Bestandteil dieses Vertrages.

1. Artikel 2 wird wie folgt geändert :

a) In Absatz 1 Ziffer 2 ist am Ende zu setzen : „ (ohne die Kosten der Bunkerkohle) ; nicht unter die Bestimmungen dieses Vertrages fallen Zahlungen für Transportversicherungsprämien an Versicherungsunternehmen ”.

b) In Absatz 1 Ziffer 9 ist anstelle des Wortes „ Handelsverkehr ” zu setzen „ Warenverkehr ”.

c) Es ist folgender Absatz 4 anzufügen :

Unter Binnenschifffahrt im Sinne von Absatz 1 Ziffer 2 und 4 ist auch die Rheinschifffahrt zu verstehen. Der Binnenschifffahrt stehen gleich direkte Transporte von Rheinhäfen über See nach deutschen See- und Binnenhäfen und umgekehrt.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, July 9th, 1937.
Came into force July 29th, 1937.

² Vol. CLX, page 109, of this Series.

2. Artikel 4 luidt voortaan als volgt :

Artikel 4.

Duitsche schuldenaren, die jegens Nederlandsche schuldeischers in Reichsmark luidende verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan het Reichsmarkbedrag op de rekening van het Nederlandsche Clearinginstituut bij de Deutsche Verrechnungskasse storten. De Deutsche Verrechnungskasse zal doorlopend aan het Nederlandsche Clearinginstituut de op deze rekening gestorte Reichsmarkbedragen opgeven ; het Nederlandsche Clearinginstituut zal voor de opgegeven bedragen de Nederlandsche begunstigen in guldens crediteeren. Duitse schuldenaren, die jegens Nederlandsche schuldeischers in guldens luidende verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan het guldensbedrag bij de Deutsche Verrechnungskasse aanvragen met betaling van de tegenwaarde in Reichsmark berekend naar de door de Deutsche Verrechnungskasse vast te stellen koers. De Deutsche Verrechnungskasse zal doorlopend aan het Nederlandsch Clearinginstituut de guldensbedragen, welke tegenwaarde op deze wijze is gestort, opgeven.

Nederlandsche schuldenaren, die jegens Duitse schuldeischers in guldens luidende verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan het guldensbedrag op de rekening van de Deutsche Verrechnungskasse bij het Nederlandsch Clearinginstituut storten. Het Nederlandsch Clearinginstituut zal doorlopend aan de Deutsche Verrechnungskasse de op deze rekening gestorte bedragen opgeven. Nederlandsche schuldenaren, die jegens Duitse schuldeischers in Reichsmark luidende verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan het verschuldigde Reichsmarkbedrag bij het Nederlandsch Clearinginstituut aanvragen met betaling van de tegenwaarde in guldens, berekend naar de door het Nederlandsch Clearinginstituut vast te stellen koers. Het Nederlandsch Clearinginstituut zal doorlopend aan de Deutsche Verrechnungskasse de Reichsmarkbedragen, welke tegenwaarde op deze wijze is gestort, opgeven.

Luidt de verplichting van den Duitschen schuldenaar in een andere valuta dan Reichsmark of guldens, dan moet de tegenwaarde van het verschuldigde bedrag worden betaald in Reichsmark, berekend naar den gemiddelden koers van de betrokken geldsoort, die aan de Berlijnsche Beurs genoteerd wordt op den beursdag aan den dag der betaling voorafgaande.

Luidt de verplichting van den Nederlandschen schuldenaar in een andere valuta dan guldens of Reichsmark, dan moet de tegenwaarde van het verschuldigde bedrag worden betaald in guldens, berekend naar de officiële Nederlandsche notering van de betrokken geldsoort op den beursdag aan den dag der betaling voorafgaande.

3. Artikel 9 luidt voortaan als volgt :

Artikel 9.

Particuliere compensatietransacties en clearingcompensaties zijn slechts toegestaan met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten.

De opening van nieuwe « Ausländersonderkontos für Inlandszahlungen » ten gunste van Nederlandsche firma's bij een Duitse deviezenbank is slechts met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten toegestaan.

4. In artikel 11, alinea 1, worden de woorden « artikel 2, cijfer 5 » vervangen door « artikel 2, alinea 1, cijfer 5 en alinea 4 ».
5. Artikel 13 en 14 luiden voortaan als volgt :

Artikel 13.

Van de op grond van dit verdrag op de rekening bij het Nederlandsch Clearinginstituut gestorte bedragen wordt een bepaald overeengekomen aandeel op een vrije rekening van de Reichsbank bij de Nederlandsche Bank N. V. overgeschreven.

2. Artikel 4 erhält folgende Fassung :

Artikel 4.

Deutsche Schuldner, die gegenüber niederländischen Gläubigern Reichsmarkverpflichtungen der in Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit den Reichsmarkbetrag auf das Konto des Nederlandsch Clearinginstituut bei der Deutschen Verrechnungskasse einzuzahlen. Die Deutsche Verrechnungskasse wird dem Nederlandsch Clearinginstituut die Reichsmarkgutschriften auf diesem Konto laufend aufgeben; das Nederlandsch Clearinginstituut wird die aufgegebenen Beträge den niederländischen Begünstigten in Gulden gutschreiben. Deutsche Schuldner, die gegenüber niederländischen Gläubigern Guldenverpflichtungen der in Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit den Guldenbetrag bei der Deutschen Verrechnungskasse anzufordern unter Einzahlung des Reichsmarkgegenwerts, berechnet nach dem von der Deutschen Verrechnungskasse festzustellenden Kurs. Die Deutsche Verrechnungskasse wird dem Nederlandsch Clearinginstituut die Guldenbeträge, deren Gegenwert auf diese Weise eingezahlt worden ist, laufend aufgeben.

Niederländische Schuldner, die gegenüber deutschen Gläubigern Guldenverpflichtungen der in Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit den Guldenbetrag auf das Konto der Deutschen Verrechnungskasse bei dem Nederlandsch Clearinginstituut einzuzahlen. Das Nederlandsch Clearinginstituut wird der Deutschen Verrechnungskasse die Gutschriften auf diesem Konto laufend aufgeben. Niederländische Schuldner, die gegenüber deutschen Gläubigern Reichsmarkverpflichtungen der in Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit den geschuldeten Reichsmarkbetrag beim Nederlandsch Clearinginstituut anzufordern unter Einzahlung des Guldengegenwerts, berechnet nach dem vom Nederlandsch Clearinginstituut festzustellenden Kurs. Das Nederlandsch Clearinginstituut wird der Deutschen Verrechnungskasse die Reichsmarkbeträge, deren Gegenwert auf diese Weise eingezahlt worden ist, laufend aufgeben.

Lautet die Verpflichtung des deutschen Schuldners auf eine andere Währung als Reichsmark oder Gulden, so ist der Gegenwert des geschuldeten Betrages in Reichsmark zu zahlen unter Umrechnung zum Mittelkurs der betreffenden Währung, der an der Berliner Börse an dem der Zahlung vorangehenden Börsentag notiert wird.

Lautet die Verpflichtung des niederländischen Schuldners auf eine andere Währung als Gulden oder Reichsmark, so ist der Gegenwert des geschuldeten Betrages in Gulden zu zahlen unter Umrechnung nach den amtlichen niederländischen Notierungen der betreffenden Währungen an dem der Zahlung vorangehenden Börsentag.

3. Artikel 9 erhält folgende Fassung :

Artikel 9.

Private Verrechnungsgeschäfte und Gegenseitigkeitsgeschäfte sind nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig.

Die Errichtung neuer Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen zugunsten niederländischer Firmen bei einer deutschen Devisenbank ist nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig.

4. In Artikel 11 Absatz 1 ist anstelle der Worte „ Artikel 2 Ziffer 5 “ zu setzen „ Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 5 und Absatz 4 “.

5. Artikel 13 und 14 erhalten folgende Fassung :

Artikel 13.

Von den auf Grund dieses Vertrages auf dem Konto bei dem Nederlandsch Clearinginstituut eingezahlten Beträgen wird ein besonders vereinbarter Anteil auf ein freies Konto bei De Nederlandsche Bank N. V. übertragen.

Artikel 14.

De bepalingen van artikel 13, alinea 2 en artikel 14 van het clearingverdrag van 5 December 1934 betreffende de afwikkeling van oude Nederlandsche vorderingen wegens goederenleveringen en dienstprestaties blijven van kracht, totdat de op het oude Sonderkonto en het Sonderkonto II van de Nederlandsche Bank N. V. evenals op het Treuhänderkonto « Niederlande » bij de Deutsche Verrechnungskasse uitstaande bedragen afgewikkeld zijn. Daarna zullen de beide Regeeringscommissies overleg plegen over het verdere gebruik van de in artikel 13, alinea 2 van het clearingverdrag van 5 December 1934 voor dit doel vermelde 18 pct.

6. Artikel 18 luidt voortaan als volgt :

Artikel 18.

Dit verdrag blijft tot en met 31 December 1937 van kracht.

Het kan nochtans reeds voor dien datum met inachtneming van een termijn van 3 maanden, en voor het geval ingrijpende wijzigingen intreden in de verhoudingen, op grondslag waarvan het gesloten is, met inachtneming van een termijn van 14 dagen, aan het eind van iedere kalendermaand worden opgezegd.

Treedt het verdrag door opzegging of door afloop buiten werking, dan zullen de vóór de opzegging of afloop tot stand gekomen onder het verrekeningsverkeer vallende verplichtingen ook na de buitenwerkingtreding nog door strotningen ingevolge de bepalingen van het verdrag afgewikkeld worden.

Blijft na de buitenwerkingtreding van het verdrag uit de stortingen bij een der beide vereffeningsinstituten nog een overschot uitstaan, dan zullen de in artikel 2 van het verdrag vermelde verplichtingen nog zoo lang in het verrekeningsverkeer overeenkomstig de bepalingen van het verdrag worden afgewikkeld, tot het overschot verdwenen is.

Artikel II.

Dit verdrag moet bekrachtigd worden. Het treedt den twintigsten dag na de uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden, welke zoo spoedig mogelijk te Berlijn zal plaats vinden, in werking.

Geschied in tweevoud in de Nederlandsche en de Deutsche taal te 's-Gravenhage, den 23sten December 1936.

Felix BENZLER.

H. M. HIRSCHFELD.

UITWISSELING VAN NOTA'S

I.

DE VOORZITTER VAN DE
NEDERLANDSCHE DELEGATIE.

'S-GRAVENHAGE, 23 December 1936.

MIJNHEER DE VOORZITTER !

Ik heb de eer U te bevestigen dat, in verband met de heden plaats gevonden hebbende onderteekening van het verdrag inzake het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer, tusschen de Nederlandsche en de Deutsche Regeering overeenstemming is bereikt omtrent het volgende :

De verdragsluitende Regeeringen zullen het verdrag inzake het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer vanaf 1 Januari 1937 voorloopig toepassen met uitzondering van de

Artikel 14.

Die Bestimmungen in Artikel 13 Abs. 2 und Artikel 14 des Verrechnungsvertrages vom 5. Dezember 1934 über die Abdeckung alter niederländischer Waren- und Dienstleistungsforderungen gelten so lange, bis die auf dem alten Sonderkonto und dem Sonderkonto II der Nederlandsche Bank N. V. sowie auf dem Treuhänderkonto „Niederlande“ bei der Deutschen Verrechnungskasse stehenden Guthaben abgedeckt sind. Alsdann werden sich die beiden Regierungsausschüsse über die weitere Verwendung der in Artikel 13 Abs. 2 des Verrechnungsvertrages vom 5. Dezember 1934 für diesen Zweck vorgesehenen 18 % verständigen.

6. Artikel 18 erhält folgende Fassung :

Artikel 18.

Dieser Vertrag bleibt bis zum 31. Dezember 1937 in Geltung. Er kann jedoch schon vorher mit einer Frist von drei Monaten und, falls wesentliche Änderungen in den Verhältnissen eintreten, auf deren Grundlage er geschlossen ist, mit einer Frist von 14 Tagen zum Ende eines Kalendermonats gekündigt werden.

Tritt der Vertrag durch Kündigung oder Zeitablauf ausser Kraft, so werden die vor der Kündigung oder dem Ablauf entstandenen, unter den Verrechnungsverkehr fallenden Verbindlichkeiten auch nach seinem Ausserkrafttreten noch durch Einzahlungen gemäss den Bestimmungen des Vertrages abgewickelt werden.

Bleibt nach dem Ausserkrafttreten des Vertrages aus den Einzahlungen bei einer der beiden Verrechnungsanstalten noch ein Saldo stehen, so werden die in Artikel 2 des Vertrages vorgesehenen Verbindlichkeiten noch so lange im Verrechnungsverkehr gemäss den Bestimmungen des Vertrages abgewickelt werden, bis der Saldo aufgelöst ist.

Artikel II.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Er tritt am zwanzigsten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der sobald als möglich in Berlin erfolgen soll, in Kraft.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und niederländischer Sprache im Haag am 23. Dezember 1936.

Felix BENZLER.

H. M. HIRSCHFELD.

NOTENWECHSEL

I.

DER VORSITZENDE DER
NIEDERLÄNDISCHEN DELEGATION.

HAAG, den 23. Dezember 1936.

HERR VORSITZENDER !

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung des Vertrages über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr zwischen der Deutschen und der Königlich Niederländischen Regierung folgende Vereinbarung getroffen worden ist :

Die vertragschliessenden Regierungen werden den Vertrag über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr vom 1. Januar 1937 ab vorläufig anwenden

bepaling van artikel I, cijfer 2, die eerst vanaf 15 Januari 1937 voorloopig wordt toegepast.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om U, Mijnheer de Voorzitter, mijn bijzondere hoogachting te betuigen.

H. M. HIRSCHFELD.

Aan den Voorzitter
van de Duitsche Delegatie.
den Heer F. Benzler,
's-Gravenhage.

II.

DE VOORZITTER VAN DE
DUITSCH E DELEGATIE.

'S-GRAVENHAGE, 23 December 1936.

MIJNHEER DE VOORZITTER !

Ik heb de eer U te bevestigen dat, in verband met de heden plaats gevonden hebbende onderteekening van het verdrag inzake het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer, tusschen de Nederlandsche en de Duitsche Regeering overeenstemming is bereikt omtrent het volgende :

De verdragsluitende Regeeringen zullen het verdrag inzake het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer vanaf 1 Januari 1937 voorloopig toepassen met uitzondering van de bepaling van artikel I, cijfer 2, die eerst vanaf 15 Januari 1937 voorloopig wordt toegepast.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om U, Mijnheer de Voorzitter, mijn bijzondere hoogachting te betuigen.

BENZLER.

Aan den
Voorzitter van de Nederlandsche Delegatie,
den Heer Dr. Hirschfeld,
's-Gravenhage.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

mit Ausnahme der Bestimmung des Artikels I, Ziffer 2, die erst vom 15. Januar 1937 ab vorläufig angewendet werden wird.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

H. M. HIRSCHFELD.

An den Vorsitzenden der Deutschen Delegation
Herrn Benzler,
Haag.

II.

DER VORSITZENDE
DER DEUTSCHEN DELEGATION.

HAAG, den 23. Dezember 1936.

HERR VORSITZENDER !

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung des Vertrages über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr zwischen der Deutschen und der Königlich Niederländischen Regierung folgende Vereinbarung getroffen worden ist :

Die vertragschliessenden Regierungen werden den Vertrag über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr vom 1. Januar 1937 ab vorläufig anwenden mit Ausnahme der Bestimmung des Artikels I, Ziffer 2, die erst vom 15. Januar 1937 ab vorläufig angewendet werden wird.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

BENZLER.

An den Vorsitzenden der Niederländischen Delegation,
Herrn Dr. Hirschfeld,
Haag.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION.

N^o 4163. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS
CONCERNANT LE RÉGIME DES PAIEMENTS ENTRE LES DEUX
PAYS. SIGNÉ A LA HAYE, LE 23 DÉCEMBRE 1936.

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND
et

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,
Animés du désir de faciliter les paiements entre l'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas,
ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

M. Felix BENZLER, conseiller référendaire de Légation au Ministère des Affaires
étrangères ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le D^r Hans Max HIRSCHFELD, directeur général du Commerce et de l'Industrie au
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Navigation ;

Lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont
convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité du 5 décembre 1934 concernant le régime des paiements entre
l'Allemagne et les Pays-Bas resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937, sous réserve des
modifications et additions ci-après, et constitueront partie intégrante du présent traité.

1. L'article 2 est modifié comme suit :

a) La fin du numéro 2 de l'alinéa premier sera libellée comme suit : «
(à l'exclusion du coût du charbon de soute) ; ne tombent pas sous le coup des dispositions
du présent traité les paiements effectués à des entreprises d'assurance au titre des
primes d'assurance de transport » ;

b) Au numéro 9 de l'alinéa premier, le mot « commerce » est remplacé par les mots
« échanges de marchandises » ;

c) Il est ajouté l'alinéa 4 ci-après :

Le terme « navigation intérieure », au sens des numéros 2 et 4 de l'alinéa
premier, vise également la navigation sur le Rhin. Sont assimilés à la navigation
intérieure les transports directs des ports du Rhin, par la voie maritime, à destination
des ports maritimes et fluviaux allemands, et inversement.

2. L'article 4 sera libellé comme suit :

Article 4.

Les débiteurs allemands qui ont envers des créanciers néerlandais des engagements
en reichsmarks de la catégorie visée à l'article 2 devront, à l'échéance, verser le montant

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4163. — TREATY BETWEEN GERMANY AND THE NETHERLANDS CONCERNING CLEARING TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 23RD, 1936.

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH
and

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS,
Desirous of facilitating payments between Germany and the Kingdom of the Netherlands,
have appointed as their Plenipotentiaries :

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

M. Felix BENZLER, Counsellor of Legation in the Ministry of Foreign Affairs ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. Hans Max HIRSCHFELD, Director-General of Trade and Manufactures in the
Ministry of Trade, Manufactures and Shipping ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The provisions of the Treaty concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands of December 5th, 1934, shall remain in force until December 31st, 1937, and shall form an integral part of the present Treaty, subject to the following amendments and additions :

1. Article 2 to be amended as follows :

(a) At the end of paragraph 1 (2), after the words "other than the cost of bunker coal", add : " Payments of transport insurance premiums to insurance undertakings shall not come under the provisions of this Agreement ".

(b) In paragraph 1 (9), for the word " trade " read " goods transactions ".

(c) A new paragraph 4 to be added as follows :

" Inland navigation " within the meaning of paragraph 1 (2) and (4) shall be deemed to include Rhine navigation. Direct transport by sea from Rhine ports to German maritime and inland ports and *vice versa* shall rank as inland navigation.

2. Article 4 to read as follows :

Article 4.

German debtors who have obligations in reichsmarks to Netherlands creditors of the kind to which Article 2 relates shall make payment on maturity of the amount in

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

en reichsmarks au compte de l'Institut néerlandais de Clearing auprès de la Caisse allemande de Compensation. Cette dernière avisera au fur et à mesure l'Institut néerlandais de Clearing des montants en reichsmarks versés à ce compte ; l'Institut néerlandais de Clearing créditera des montants avisés les bénéficiaires néerlandais en florins. Les débiteurs allemands qui ont envers des créanciers néerlandais des dettes en florins de la catégorie visée à l'article 2 devront, à l'échéance, demander le montant en florins à la Caisse allemande de Compensation, en versant la contre-partie en reichsmarks, calculée au cours établi par la Caisse allemande de Compensation. Cette dernière avisera au fur et à mesure l'Institut néerlandais de Clearing des montants en florins dont la contre-partie aura été versée selon ces modalités.

Les débiteurs néerlandais qui ont envers des créanciers allemands des engagements en florins de la catégorie visée à l'article 2 devront, à l'échéance, verser le montant en florins au compte de la Caisse allemande de Compensation auprès de l'Institut néerlandais de Clearing. Ce dernier avisera au fur et à mesure la Caisse allemande de Compensation des montants versés à ce compte. Les débiteurs néerlandais qui ont envers des créanciers allemands des engagements en reichsmarks de la catégorie visée à l'article 2 devront, à l'échéance, demander le montant dû en reichsmarks à l'Institut néerlandais de Clearing, en versant la contre-valeur en florins, calculée au cours établi par l'Institut néerlandais de Clearing. Ce dernier avisera au fur et à mesure la Caisse allemande de Compensation des montants en reichsmarks dont la contre-partie aura été versée selon ces modalités.

Si l'obligation du débiteur allemand est libellée dans une monnaie autre que le reichsmark ou le florin, l'intéressé devra verser la contre-valeur en reichsmarks de la somme due ; la conversion se fera au cours moyen de la monnaie en question coté à la Bourse de Berlin le dernier jour d'ouverture ayant précédé le jour du paiement.

Si l'obligation du débiteur néerlandais est libellée dans une monnaie autre que le florin ou le reichsmark, l'intéressé devra verser la contre-valeur en florins de la somme due ; la conversion se fera aux cours néerlandais officiels des monnaies en question cotés le dernier jour d'ouverture de la Bourse ayant précédé le jour du paiement.

3. L'article 9 sera libellé comme suit :

Article 9.

Les opérations privées de compensation et de clearing ne peuvent être effectuées qu'avec l'assentiment des services compétents des deux pays.

De nouveaux comptes spéciaux d'étrangers pour paiements à effectuer à l'intérieur (*Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen*) ne pourront être ouverts auprès d'une « Devisenbank » allemande, en faveur de maisons de commerce néerlandaises, qu'avec l'assentiment des services compétents des deux pays.

4. A l'alinéa premier de l'article 11, les mots « numéro 5 de l'article 2 » sont remplacés par les mots « numéro 5 de l'alinéa premier et alinéa 4 de l'article 2 ».

5. Les articles 13 et 14 seront libellés comme suit :

Article 13.

Sur les montants versés en vertu du présent traité au compte ouvert auprès de l'Institut néerlandais de Clearing il sera prélevé une fraction dont l'importance sera fixée par un accord spécial ; cette fraction sera virée à un compte libre de la Reichsbank auprès de la « Nederlandsche Bank N. V. ».

Article 14.

Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 13 et de l'article 14 du Traité du 5 décembre 1934 concernant le régime des paiements, qui visent le règlement d'anciennes créances

reichsmarks into the account of the Nederlandsch Clearinginstituut with the Deutsche Verrechnungskasse. The Deutsche Verrechnungskasse shall regularly advise the Nederlandsch Clearinginstituut of the payments in reichsmarks received for credit of this account, and the Nederlandsch Clearinginstituut shall credit the same to the Netherlands creditors in guilders. German debtors who have obligations in guilders to Netherlands creditors of the kind to which Article 2 relates must apply on maturity to the Deutsche Verrechnungskasse for the amounts due in guilders, at the same time paying in the equivalent in reichsmarks converted at a rate to be determined by the Deutsche Verrechnungskasse. The Deutsche Verrechnungskasse shall regularly advise the Nederlandsch Clearinginstituut of the amounts in guilders, the reichsmark equivalent of which has been so paid in.

Netherlands debtors who have obligations in guilders to German creditors of the kind to which Article 2 relates shall make payment on maturity of the amount in guilders into the account of the Deutsche Verrechnungskasse with the Nederlandsch Clearinginstituut. The Nederlandsch Clearinginstituut shall regularly advise the Deutsche Verrechnungskasse of the payments received for credit of this account. Netherlands debtors who have obligations in reichsmarks to German creditors of the kind to which Article 2 relates must apply on maturity to the Nederlandsch Clearinginstituut for the amounts due in reichsmarks, at the same time paying in the equivalent in guilders converted at a rate to be determined by the Nederlandsch Clearinginstituut. The Nederlandsch Clearinginstituut shall regularly advise the Deutsche Verrechnungskasse of the amounts in reichsmarks, the guilder equivalent of which has been so paid in.

Where the obligation of the German debtor is expressed in a currency other than reichsmarks or guilders, the equivalent of the sum due shall be paid in reichsmarks, converted at the average rate of exchange of the currency in question quoted on the Berlin Stock Exchange on the last Stock Exchange day preceding the date of payment.

Where the obligation of the Netherlands debtor is expressed in a currency other than guilders or reichsmarks, the equivalent of the sum due shall be paid in guilders, converted at the official Netherlands quotations of the currency in question on the last Stock Exchange day preceding the date of payment.

3. Article 9 to read as follows :

Article 9.

Private clearing and compensation transactions shall be permissible only with the assent of the competent authorities in both countries.

The opening of new "Aski" accounts (*Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen*) in favour of Netherlands firms with a German Devisenbank (bank authorised to deal in foreign exchange) shall be permissible only with the assent of the competent authorities in the two countries.

4. In Article 11, paragraph 1, the words "Article 2 (5)" to be replaced by the words "Article 2, paragraph 1 (5) and paragraph 4".

5. Articles 13 and 14 to read as follows :

Article 13.

A proportion to be determined by a separate agreement of all payments made into the account at the Nederlandsch Clearinginstituut under the present Treaty shall be transferred to a free account of the Reichsbank at the Nederlandsche Bank Limited.

Article 14.

The provisions of Article 13, paragraph 2, and Article 14 of the Treaty concerning Clearing Transactions of December 5th, 1934, concerning the liquidation of old Netherlands

néerlandaises au titre des marchandises et des services, seront applicables jusqu'à ce que les avoirs figurant à l'ancien compte spécial et au compte spécial II de la Nederlandsche Bank N. V., ainsi qu'au Treuhänderkonto « Niederlande » auprès de la Caisse allemande de Compensation, soient complètement réglés. Les deux comités gouvernementaux s'entendront ensuite au sujet de l'utilisation ultérieure des 18 pour cent prévus à cet effet par l'alinéa 2 de l'article 13 du Traité du 5 décembre 1934 concernant le régime des paiements.

6. L'article 18 sera libellé comme suit :

Article 18.

Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937. Toutefois, il pourra être dénoncé antérieurement, pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de trois mois et, si les circonstances sur la base desquelles il a été conclu se modifient profondément, moyennant un préavis de quatorze jours.

Si le traité cesse d'être applicable par suite de sa dénonciation ou de son expiration, les engagements ayant pris naissance avant la dénonciation ou l'expiration et soumis au présent régime des paiements seront liquidés, par des versements effectués selon les dispositions du traité, même après la date à laquelle celui-ci aura cessé d'être applicable.

Si, après que le traité a cessé d'être applicable, le compte des versements reçus par l'un des deux offices de compensation fait apparaître un solde, les engagements visés à l'article 2 du traité seront encore liquidés par voie de compensation, selon les dispositions du traité, jusqu'au moment où ce solde aura disparu.

Article II.

Le présent traité sera ratifié. Il entrera en vigueur le vingtième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berlin aussitôt que possible.

Fait en double exemplaire, à La Haye, en langues allemande et néerlandaise, le 23 décembre 1936.

Felix BENZLER.

H. M. HIRSCHFELD.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

LA HAYE, le 23 décembre 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, ce jour, du Traité sur le régime des paiements entre les Pays-Bas et l'Allemagne, le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement allemand sont convenus de ce qui suit :

Les gouvernements contractants appliqueront à titre provisoire le Traité sur le régime des paiements entre les Pays-Bas et l'Allemagne à dater du 1^{er} janvier 1937, à l'exception de la disposition du numéro 2 de l'article premier, qui ne sera appliquée à titre provisoire qu'à dater du 15 janvier 1937.

Je saisis cette occasion, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Monsieur F. Benzler,
Président de la Délégation allemande,
La Haye.

claims in respect of goods and services shall remain in force until such time as the amounts outstanding in the old Special Account and Special Account II of the Nederlandsche Bank and in the "Netherlands" Trustee Account at the Deutsche Verrechnungskasse are liquidated. The two Government Commissions shall thereafter come to an agreement as to the further disposition of the 18 per cent for which Article 13, paragraph 2, of the Treaty concerning Clearing Transactions of December 5th, 1934, provides in this connection.

6. Article 18 to read as follows :

Article 18.

The present Treaty shall remain in force until December 31st, 1937, but may be denounced before that date at three months' notice or, in the event of substantial changes in the conditions on the basis of which it was concluded, at fourteen days' notice as from the end of any calendar month.

Should the Treaty lapse as a result of denunciation or expiry of the period for which it is concluded, obligations which have arisen thereunder before such denunciation or expiry in connection with clearing transactions shall continue after the lapse of the Treaty to be met by payments into the clearing in accordance with the provisions of the Treaty.

Should a balance remain on the lapse of the Treaty on the payments into either of the two clearing institutions, the liquidation through the clearing in the manner provided by the Treaty of the obligations to which Article 2 of the Treaty relates shall continue until the whole of the balance is cleared.

Article II.

The present Treaty shall be ratified. It shall come into force twenty days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at the earliest possible date in Berlin.

Done at The Hague, in duplicate, in the German and Dutch languages, this 23rd day of December, 1936.

Felix BENZLER.

H. M. HIRSCHFELD.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

THE PRESIDENT
OF THE NETHERLANDS DELEGATION.

THE HAGUE, *December 23rd, 1936.*

SIR,

I have the honour to confirm, in connection with to-day's signature of the Treaty concerning Clearing Transactions between the Netherlands and Germany, that the Netherlands and German Governments are agreed as follows :

The contracting Governments shall provisionally apply the Treaty concerning Clearing Transactions between the Netherlands and Germany as from January 1st, 1937, with the exception of Article I, Section 2, which shall provisionally apply as from January 15th, 1937.

I avail myself of this opportunity, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Monsieur F. Benzler,
President of the German Delegation,
The Hague.

II.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE.

LA HAYE, le 23 décembre 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, ce jour, du Traité sur le régime des paiements entre l'Allemagne et les Pays-Bas, le Gouvernement allemand et le Gouvernement néerlandais sont convenus de ce qui suit :

Les gouvernements contractants appliqueront à titre provisoire le Traité sur le régime des paiements entre l'Allemagne et les Pays-Bas à dater du 1^{er} janvier 1937, à l'exception de la disposition du numéro 2 de l'article premier, qui ne sera appliquée à titre provisoire qu'à dater du 15 janvier 1937.

Je saisis cette occasion, etc.

BENZLER.

Monsieur le D^r Hirschfeld,
Président de la Délégation néerlandaise,
La Haye.

II.

THE PRESIDENT
OF THE GERMAN DELEGATION.

THE HAGUE, *December 23rd*, 1936.

SIR,

I have the honour to confirm, in connection with to-day's signature of the Treaty concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands, that the German and Netherlands Governments are agreed as follows :

The contracting Governments shall provisionally apply the Treaty concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands as from January 1st, 1937, with the exception of Article I, No. 2, which shall be provisionally applied as from January 15th, 1937.

I avail myself of this opportunity, etc.

BENZLER.

Dr. Hirschfeld,
President of the Netherlands Delegation,
The Hague.

N° 4164.

FINLANDE ET ROUMANIE

Echange de notes comportant un
accord relatif à l'abolition des visas
sur les passeports diplomatiques.
Helsinki, le 16 novembre 1936.

FINLAND AND ROUMANIA

Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding the Aboli-
tion of Visas on Diplomatic Pass-
ports. Helsinki, November 16th,
1936.

N^o 4164. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
FINLANDAIS ET ROUMAIN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF
A L'ABOLITION DES VISAS SUR LES PASSEPORTS DIPLOMA-
TIQUES. HELSINKI, LE 16 NOVEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 août 1937.

I.

LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE.

N^o 853.

HELSINKI, le 16 novembre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, sous réserve de réciprocité, celui-ci dispensera de l'obligation du visa de passeport pour l'entrée en Roumanie, la sortie de Roumanie et le transit par la Roumanie les ressortissants finlandais qui sont en possession d'un passeport diplomatique finlandais valable.

La présente lettre et celle que Votre Excellence voudra bien m'adresser en réponse constitueront l'accord formel des deux gouvernements en la matière, accord qui entrera en application le 1^{er} janvier 1937.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

Le Ministre de Roumanie,
Raoul Bossy.

Son Excellence
Monsieur R. Holsti,
Ministre des Affaires étrangères de Finlande,
etc., etc., etc.,
Helsinki.

Pour la copie conforme :

J. Nyyssönen,
Conseiller de Légation.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4164. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FINNISH AND ROUMANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF VISAS ON DIPLOMATIC PASSPORTS. HELSINKI, NOVEMBER 16TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Exchange of Notes took place August 17th, 1937.*

I.

ROYAL ROUMANIAN LEGATION.

No. 853.

HELSINKI, November 16th, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

Acting on instructions from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that the Roumanian Government is prepared, on condition of reciprocity, to exempt from the obligation concerning the passport visa, for the purpose of entering, leaving or passing through Roumania, Finnish subjects in possession of a valid Finnish diplomatic passport.

The present letter and the letter which I would ask Your Excellency to be good enough to send me in reply will constitute a formal Agreement between the two Governments in the matter ; this Agreement will come into force on January 1st, 1937.

I avail myself of this opportunity, etc.

Raoul Bossy,
Roumanian Minister.

His Excellency
Monsieur R. Holsti,
Finnish Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Helsinki.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force January 1st, 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

HELSINKI, le 16 novembre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, sous réserve de réciprocité, le Gouvernement de Finlande dispensera de l'obligation du visa de passeport pour l'entrée en Finlande, la sortie de Finlande et le transit par la Finlande les ressortissants roumains qui sont en possession d'un passeport diplomatique roumain valable.

La présente lettre et celle que vous avez bien voulu m'adresser ce jour, pour le même objet, constitueront l'accord formel des deux gouvernements en la matière, accord qui entrera en application le 1^{er} janvier 1937.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

Rudolf HOLSTI.

Son Excellence

Monsieur Raoul Bossy,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Roumanie,
Helsinki.

Pour la copie conforme :

J. Nyyssönen,

Conseiller de Légation.

II.

HELSINKI, *November 16th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Finnish Government is prepared, on condition of reciprocity, to exempt from the obligation concerning the passport visa, for the purpose of entering, leaving or passing through Finland, Roumanian subjects in possession of a valid Roumanian diplomatic passport.

The present letter and the letter which you have been good enough to send me this day on the same subject will constitute a formal Agreement between the two Governments in the matter ; this Agreement will come into force on January 1st, 1937.

I avail myself of this opportunity, etc.

Rudolf HOLSTI.

His Excellency
Monsieur Raoul Bossy,
Roumanian Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Helsinki.

N° 4165.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un arrangement concernant les autorisations pour l'obtention de change officiel destiné au paiement de coupons de titres (d'actions et d'obligations) en possession néerlandaise et investis dans des entreprises non néerlandaises en Argentine. Buenos-Ayres, les 3 et 5 février 1937.

**ARGENTINE REPUBLIC
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Authorisations for obtaining Official Exchange for the Payment of Coupons on Securities (Shares and Debentures) in Netherlands Possession and invested in Non-Netherlands Undertakings in the Argentine. Buenos Aires, February 3rd and 5th, 1937.

Nº 4165 — ÉCHANGE DE NOTES¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET DES PAYS-BAS
COMPORTANT UN ARRANGEMENT
CONCERNANT LES
AUTORISATIONS POUR L'OBTENTION
DE CHANGE OFFICIEL DESTINÉ AU
PAIEMENT DE COUPONS DE TITRES
(D' ACTIONS ET D'OBLIGATIONS) EN
POSSESSION NÉERLANDAISE
ET INVESTIS DANS DES ENTREPRISES
NON NÉERLANDAISES EN ARGENTINE.
BUENOS-AIRES, LES 3 ET 5 FÉVRIER
1937.

Nº 4165. — CANJE DE NOTAS¹
ENTRE EL GOBIERNO DE LA
REPUBLICA ARGENTINA Y EL
GOBIERNO NEERLANDES
ESTABLECIENDO UN ACUERDO
RELATIVO A LOS AUTORIZACIONES
PARA LA OBTENCION DE CAMBIO
OFICIAL DESTINADO AL PAGO DE
CUPONES DE TITULOS (ACCIONES Y
OBLIGACIONES) EN PODER DE
NEERLANDESES Y COLOCADOS EN
EMPRESAS NO NEERLANDESAS EN
LA ARGENTINA. BUENOS AIRES,
3 Y 5 DE FEBRERO DE 1937.

*Textes officiels français et espagnol communiqués
par le ministre des Affaires étrangères des
Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de
notes a eu lieu le 19 août 1937.*

*French and Spanish official texts communicated
by the Netherlands Minister for Foreign
Affairs. The registration of this Exchange
of Notes took place August 19th, 1937.*

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

Nº 265.

BUENOS-AIRES, le 3 février 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que j'ai été autorisé par le Gouvernement néerlandais de conclure avec le Gouvernement de la République Argentine l'arrangement suivant :

Autorisations pour l'obtention de change officiel, destiné au paiement de coupons de titres (d'actions et d'obligations) en possession néerlandaise et investis dans des entreprises non néerlandaises en Argentine.

Ces transfèrements auront lieu en proportion de la participation des capitaux néerlandais dans lesdites entreprises ; ils seront sujets des dispositions suivantes :

Les entreprises débitrices des dividendes ou coupons visés ne doivent pas avoir effectué antérieurement au change officiel le transfert à l'étranger des montants destinés au paiement desdits dividendes ou coupons.

¹ Entré en vigueur le 5 février 1937.
Cet arrangement s'applique également aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao.

¹ Came into force February 5th, 1937.
This Agreement applies also to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

Il doit être établi officiellement aux Pays-Bas :

A. Que les intéressés sont soit de nationalité néerlandaise, soit des résidents étrangers dans le Royaume des Pays-Bas.

B. Qu'ils étaient en possession des titres au moins six mois avant la signature de l'Accord¹ argentin-neerlandais du 31 janvier 1934, c'est-à-dire avant le 31 juillet 1933, ou — s'il s'agit de titres émis après le 31 juillet 1933 — que les intéressés, ayant souscrit ces effets, en sont, en conséquence les propriétaires dès l'émission.

C. En outre pourront bénéficier du présent arrangement les titres qui n'étaient pas en possession des intéressés visés au paragraphe A avant le 31 juillet 1933 pourvu que ces effets aient appartenu sans interruption aucune à des entreprises ou à des personnes néerlandaises susvisées qui les possédaient déjà à la date mentionnée, ou, dans le cas de titres émis après le 31 juillet 1933, que ceux-ci ont été à partir de la date d'émission dans la possession continue d'intéressés visés au paragraphe A.

Afin de pouvoir établir les vérifications susmentionnées, il sera nécessaire d'observer la procédure suivante :

1. Les entreprises ou les personnes qui se considèrent en droit d'obtenir du change officiel en vertu de cet arrangement, devront adresser leurs demandes, accompagnées (chaque fois que l'institution nommée ci-après le jugerait utile ou nécessaire) de documents prouvant qu'elles sont les véritables possesseurs des crédits en question à la Vereeniging voor den Effectenhandel à Amsterdam, institution désignée à cette fin par le Gouvernement du Royaume, qui s'est déclarée disposée à assumer la charge en question ; en outre lesdites entreprises ou personnes devront prouver :

A. 1. Soit leur nationalité néerlandaise, soit leur qualité de résidents étrangers dans le Royaume des Pays-Bas ;

B. 1. Qu'elles possédaient les titres au moins six mois avant la signature de l'Accord du 31 janvier 1934, c'est-à-dire avant le 31 juillet 1933, ou — s'il s'agit de titres émis après le 31 juillet 1933 — que les intéressés, ayant souscrit ces effets, en sont, en conséquence les propriétaires dès l'émission.

C. 1. Dans les cas visés au paragraphe C les intéressés devront également prouver de manière concluante à la Vereeniging voor den Effectenhandel à Amsterdam, institution désignée à cette fin par le Gouvernement néerlandais, que les titres en question aient appartenu sans interruption aucune à des entreprises ou à des personnes néerlandaises visées au paragraphe A à partir du 31 juillet 1933, ou à partir de la date d'émission.

Dans le cas où les titres seraient déposés dans des Banques établies dans la République Argentine, il suffira de présenter, au lieu des titres, un certificat, délivré par l'institution bancaire depositrice desdits effets, indiquant d'une manière détaillée les numéros, classes, valeur et autres données nécessaires, des titres déposés.

2. Les entreprises ou les personnes en question devront présenter à chaque échéance les coupons — ou, dans le cas mentionné au paragraphe 5, un récépissé — des titres ici visés à la Vereeniging voor den Effectenhandel à Amsterdam ; cette institution exercera ensuite un contrôle sévère pour assurer que les stipulations de cet arrangement soient scrupuleusement exécutées.

3. Ensuite la Vereeniging voor den Effectenhandel fera parvenir lesdits coupons, accompagnés d'un bordereau sur lequel paraîtront les coupons, répondant aux stipulations de cet arrangement, à la Banco de la Nación Argentina qui les examinera.

¹ Vol. CXLVIII, page 361, de ce recueil.

¹ Vol. CXLVIII, page 361, of this Series.

4. Après que la Banco de la Nación Argentina aura établi les vérifications nécessaires, elle procédera au transfert des fonds ; ceux-ci seront remis à la Nederlandsche Bank à Amsterdam au crédit de la Vereeniging voor den Effectenhandel à Amsterdam. Cette dernière institution fera le nécessaire pour que les intéressés puissent recevoir le montant représenté par les coupons.

5. S'il s'agissait d'actions non pourvues de coupons, où le paiement des dividendes est inscrit sur le verso des titres, le propriétaire des actions délivrera un récépissé pour le montant des dividendes à recevoir. Ce document indiquera les numéros des actions, la période à laquelle correspondent les dividendes à recevoir, et d'autres détails concernant ces dividendes.

Ce récépissé aura pour but de remplacer les coupons dans la mesure du possible ; le document en question serait envoyé, le cas échéant, à la Vereeniging voor den Effectenhandel à Amsterdam qui certifiera l'authenticité de la signature qu'il porte et le fera parvenir à la Banco de la Nación Argentina ; ensuite la même procédure sera suivie pour le transfert que celle établie dans le présent arrangement pour le paiement des coupons.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

P. E. TEPPEMA.

Son Excellence

Monsieur le Dr Carlos Saavedra Lamas,
Ministre des Affaires étrangères et
du Culte de la République Argentine,
Buenos-Aires.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES
Y CULTO.

BUENOS AIRES, 5 de febrero de 1937.

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el agrado de dirigirme a V.E., acusando recibo de su nota número 265, de fecha 3 del corriente, por la que me manifiesta que ha sido autorizado por el Gobierno Neerlandés para concluir con el Gobierno de la República Argentina el siguiente arreglo :

« Autorizaciones para la obtención de cambio oficial destinado al pago de Cupones de Títulos (Acciones y Obligaciones) en poder de neerlandeses y colocados en empresas no neerlandesas en la Argentina.

» Estas transferencias tendrán lugar en proporción de la participación de los

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU CULTE.

BUENOS-AYRES, le 5 février 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note numéro 265, en date du 3 courant, par laquelle vous me faites savoir que vous avez été autorisé par le Gouvernement néerlandais à conclure avec le Gouvernement de la République Argentine l'arrangement suivant :

Autorisations pour l'obtention de change officiel, destiné au paiement de coupons de titres (d'actions et d'obligations) en possession néerlandaise et investis dans des entreprises non néerlandaises en Argentine.

Ces transfèvements auront lieu en proportion de la participation des capitaux

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

capitales neerlandeses en dichas empresas ; estarán sujetos a las disposiciones siguientes :

» Las empresas deudoras de los dividendos o cupones de referencia no deben haber efectuado anteriormente al cambio oficial la transferencia al exterior de las sumas destinadas al pago de dichos dividendos o cupones.

» Debe quedar establecido oficialmente en los Países Bajos :

A. « Que los interesados son, ya sea de nacionalidad neerlandesa o residentes extranjeros en el Reino de los Países Bajos.

B. « Que estaban en posesión de los títulos por lo menos seis meses antes de la firma del Convenio argentino-neerlandés del 31 de enero de 1934, es decir, antes del 31 de julio de 1933, o, — si se trata de títulos emitidos después del 31 de julio de 1933 — que los interesados que han suscripto esos títulos, son, en consecuencia, sus propietarios desde su emisión.

C. « Además podrán beneficiar del presente Convenio los títulos que no estaban en poder de los interesados a que se refiere el parágrafo A. antes del 31 de julio de 1933 con tal de que esos documentos hayan pertenecido sin ninguna interrupción a empresas o a personas neerlandesas antedichas que los poseían ya en la fecha mencionada, o, en el caso de títulos emitidos después del 31 de julio de 1933, que éstos han estado, a partir de la fecha de emisión, en posesión continua de interesados previstos en el parágrafo 1.

« A fin de poder establecer las verificaciones precitadas, será necesario observar el procedimiento siguiente :

1. « Las empresas o las personas que se consideren con derecho a obtener cambio oficial en virtud de este Convenio, deberán dirigir sus pedidos, acompañados (cada vez que la institución nombrada más adelante lo juzgare útil o necesario) de documentos que prueben que ellas son las verdaderas poseedoras de los créditos en cuestión en el *Vereeniging voor den Effectenhandel* en Amsterdam, institución designada a este fin por el

néerlandais dans lesdites entreprises ; ils seront soumis aux dispositions suivantes :

Les entreprises débitrices des dividendes ou coupons visés ne doivent pas avoir effectué antérieurement au change officiel le transfert à l'étranger des montants destinés au paiement desdits dividendes ou coupons.

Il doit être établi officiellement aux Pays-Bas :

A. Que les intéressés sont, soit de nationalité néerlandaise, soit des résidents étrangers dans le Royaume des Pays-Bas.

B. Qu'ils étaient en possession des titres au moins six mois avant la signature de l'Accord argentino-néerlandais du 31 janvier 1934, c'est-à-dire avant le 31 juillet 1933, ou — s'il s'agit de titres émis après le 31 juillet 1933 — que les intéressés, ayant souscrit ces effets, en sont, en conséquence, les propriétaires dès l'émission.

C. En outre pourront bénéficier du présent arrangement les titres qui n'étaient pas en possession des intéressés visés au paragrafe A avant le 31 juillet 1933, pourvu que ces effets aient appartenu sans interruption aucune à des entreprises ou à des personnes néerlandaises susvisées qui les possédaient déjà à la date mentionnée, ou, dans le cas de titres émis après le 31 juillet 1933, que ceux-ci aient été à partir de la date d'émission dans la possession continue d'intéressés visés au paragrafe A.

Afin de pouvoir établir les vérifications susmentionnées, il sera nécessaire d'observer la procédure suivante :

1. Les entreprises ou les personnes qui se considèrent en droit d'obtenir du change officiel en vertu de cet arrangement, devront adresser leurs demandes, accompagnées (chaque fois que l'institution nommée ci-après le jugerait utile ou nécessaire) de documents prouvant qu'elles sont les véritables possesseurs des crédits en question, à la *Vereeniging voor den Effectenhandel* à Amsterdam, institution désignée à cette fin par le

Gobierno del Reino, que se ha declarado dispuesta a asumir el cargo en cuestión ; además, dichas empresas o personas deberán probar :

A. 1. Ya sea su nacionalidad neerlandesa, ya sea su calidad de residentes extranjeros en el Reino de los Países Bajos.

B. 1. Que poseían los títulos por lo menos seis meses antes de la firma del Convenio del 31 de enero de 1934, o — si se tratara de títulos emitidos después del 31 de julio de 1933 — que los interesados, que hayan suscripto esos títulos son, en consecuencia, los propietarios desde la emisión.

C. 1. En los casos contemplados en el párrafo C. los interesados deberán igualmente probar de manera concluyente al *Vereeniging voor den Effectenhandel* en Amsterdam, institución designada a este fin por el Gobierno Neerlandés, que los títulos en cuestión hayan pertenecido sin interrupción alguna a empresas o a personas neerlandesas consideradas en el párrafo A. a partir del 31 de julio de 1933 o a partir de la fecha de emisión.

« En el caso en que los títulos se depositaran en bancos establecidos en la República Argentina, bastara presentar, en vez de los títulos, un certificado expedido por la institución bancaria depositaria de dichos valores, indicando de manera detallada los números, clases, valor y otros datos necesarios, de los títulos depositados.

2. « Las empresas o las personas en cuestión deberán presentar, en cada vencimiento los cupones — o en el caso mencionado en el párrafo 5., un recibo — de los títulos aquí contemplados en el *Vereeniging voor den Effectenhandel* en Amsterdam ; esta institución ejercerá enseguida un control severo para asegurar que las estipulaciones de este Convenio sean ejecutadas escrupulosamente.

3. « Luego el *Vereeniging voor den Effectenhandel* hará llegar dichos cupones, acompañados de una factura en la que aparecerán los cupones, respondiendo a las estipulaciones de este Convenio, al

Gouvernement du Royaume, qui s'est déclarée disposée à assumer la charge en question ; en outre lesdites entreprises ou personnes devront prouver :

A. 1. Soit leur nationalité néerlandaise, soit leur qualité de résidents étrangers dans le Royaume des Pays-Bas ;

B. 1. Qu'elles possédaient les titres au moins six mois avant la signature de l'Accord du 31 janvier 1934, c'est-à-dire avant le 31 juillet 1933, ou — s'il s'agit de titres émis après le 31 juillet 1933 — que les intéressés, ayant souscrit ces effets, en sont, en conséquence, les propriétaires dès l'émission.

C. 1. Dans les cas visés au paragraphe C les intéressés devront également prouver de manière concluante à la *Vereeniging voor den Effectenhandel* à Amsterdam, institution désignée à cette fin par le Gouvernement néerlandais, que les titres en question ont appartenu sans interruption aucune à des entreprises ou à des personnes néerlandaises visées au paragraphe A à partir du 31 juillet 1933, ou à partir de la date d'émission.

Dans le cas où les titres seraient déposés dans des Banques établies dans la République Argentine, il suffira de présenter, au lieu des titres, un certificat, délivré par l'institution bancaire depositrice desdits effets, indiquant d'une manière détaillée les numéros, classes, valeur et autres données nécessaires, des titres déposés.

2. Les entreprises ou les personnes en question devront présenter à chaque échéance les coupons — ou, dans le cas mentionné au paragraphe 5, un récépissé — des titres ici visés à la *Vereeniging voor den Effectenhandel* à Amsterdam ; cette institution exercera ensuite un contrôle sévère pour assurer que les stipulations de cet arrangement soient scrupuleusement exécutées.

3. Ensuite la *Vereeniging voor den Effectenhandel* fera parvenir lesdits coupons, accompagnés d'un bordereau sur lequel paraîtront les coupons, répondant aux stipulations de cet arrangement, à la

Banco de la Nación Argentina que los examinará.

4. « Después de que el Banco de la Nación Argentina haya efectuado las verificaciones necesarias, procederá a la transferencia de los fondos ; estos se entregarán al *Nederlandsche Bank* en Amsterdam al crédito del *Vereeniging voor den Effectenhandel* en Amsterdam.

» Esta última institución hará lo necesario para que los interesados puedan recibir el importe representado por los cupones.

5. « Si se tratara de acciones no provistas de cupones, en las que el pago de los dividendos está inscripto en el anverso de los títulos, el propietario de las acciones extenderá un recibo por el importe de los dividendos a recibir. Este documento indicará los números de las acciones, el período al que corresponden los dividendos a recibir, y otros detalles concernientes a esos dividendos.

» Dicho recibo tendrá por objeto reemplazar los cupones en la medida de lo posible ; el documento en cuestión sería enviado, llegado el caso, al *Vereeniging voor den Effectenhandel* de Amsterdam que certificará la autenticidad de la firma que lleva y lo hará llegar al Banco de la Nación Argentina ; luego se seguirá el mismo procedimiento para la transferencia que el establecido en el presente Convenio para el pago de cupones. »

Al manifestar a V. E. que el Gobierno Argentino está de acuerdo con los términos del arreglo propuesto, por su digno intermedio, por el Gobierno Neerlandés, me es grato saludarlo con mi mayor consideración.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

A S. E.

el señor Enviado Extraordinario y Ministro
Plenipotenciario de los Países Bajos,
D. P. E. Teppema.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

No. 4165

Banco de la Nación Argentina, qui les examinera.

4. Après que la Banco de la Nación Argentina aura établi les vérifications nécessaires, elle procédera au transfert des fonds ; ceux-ci seront remis à la *Nederlandsche Bank* à Amsterdam au crédit de la *Vereeniging voor den Effectenhandel* à Amsterdam.

Cette dernière institution fera le nécessaire pour que les intéressés puissent recevoir le montant représenté par les coupons.

5. S'il s'agissait d'actions non pourvues de coupons, où le paiement des dividendes est inscrit sur le verso des titres, le propriétaire des actions délivrera un récépissé pour le montant des dividendes à recevoir. Ce document indiquera les numéros des actions, la période à laquelle correspondent les dividendes à recevoir, et d'autres détails concernant ces dividendes.

Ce récépissé aura pour but de remplacer les coupons dans la mesure du possible ; le document en question serait envoyé, le cas échéant, à la *Vereeniging voor den Effectenhandel* à Amsterdam, qui certifiera l'authenticité de la signature qu'il porte et le fera parvenir à la Banco de la Nación Argentina ; ensuite la même procédure sera suivie pour le transfert que celle établie dans le présent arrangement pour le paiement des coupons.

J'informe Votre Excellence que le Gouvernement de la République Argentine accepte les termes de l'arrangement proposé par vous au nom du Gouvernement néerlandais.

Veuillez agréer, etc.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Son Excellence

Monsieur P. E. Teppema,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4165. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE ARGENTINE REPUBLIC AND OF THE NETHERLANDS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING AUTHORISATIONS FOR OBTAINING OFFICIAL EXCHANGE FOR THE PAYMENT OF COUPONS ON SECURITIES (SHARES AND DEBENTURES) IN NETHERLANDS POSSESSION AND INVESTED IN NON-NETHERLANDS UNDERTAKINGS IN THE ARGENTINE. BUENOS AIRES, FEBRUARY 3RD AND 5TH, 1937.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 265.

BUENOS AIRES, *February 3rd, 1937.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that I am authorised by the Netherlands Government to conclude with the Government of the Argentine Republic the following Agreement :

Authorisations for obtaining official exchange for the payment of coupons on securities (shares and debentures) in Netherlands possession and invested in non-Netherlands undertakings in the Argentine.

Transfers of funds shall be made in proportion to the amount of Netherlands capital invested in the said undertakings ; they shall be subject to the following provisions :

Undertakings from which the said dividends or coupons are due must not, prior to the official exchange, have transferred abroad sums in payment of the said dividends or coupons.

It must be officially established in the Netherlands :

A. That the parties concerned are either of Netherlands nationality or foreigners resident in the Kingdom of the Netherlands.

B. That they were in possession of the securities at least six months before the signature of the Argentine-Netherlands Agreement of January 31st, 1934, *i. e.*, before July 31st, 1933, or — in the case of securities issued after July 31st, 1933 — that, having subscribed for the said securities, the parties concerned have owned them since the date of issue.

C. Securities not in the possession of the parties concerned as defined in paragraph A before July 31st, 1933, may also benefit from the present Agreement, provided that these securities have belonged uninterruptedly to the above-mentioned Netherlands undertakings or persons and were already in their possession on the date mentioned, or in the case of securities issued after July

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

31st, 1933, that they have been in the continuous possession, since the date of issue, of the parties concerned as defined in paragraph A.

The above-mentioned facts shall be checked in accordance with the following procedure :

I. Undertakings or persons considering themselves to be entitled to obtain official exchange in virtue of this Agreement shall send in their applications, accompanied (whenever the institution designated hereafter shall deem it advisable or necessary) by documents proving that they are the real owners of the credits in question, to the Vereeniging voor den Effectenhandel at Amsterdam, the institution designated for the purpose by the Netherlands Government, which has signified its willingness to assume the duties in question ; the said undertakings or persons shall also be required to prove :

A. I. Either that they are of Netherlands nationality or that they are foreigners resident in the Kingdom of the Netherlands.

B. I. That they possessed the securities at least six months before the signature of the Agreement of January 31st, 1934, *i. e.*, before July 31st, 1933, or — in the case of securities issued after July 31st, 1933 — that, having subscribed for the said securities, the parties concerned have owned them since the date of issue.

C. I. In the cases referred to in paragraph C the parties concerned shall also be required to prove conclusively to the Vereeniging voor den Effectenhandel at Amsterdam, the institution designated for the purpose by the Netherlands Government, that the securities in question have belonged uninterruptedly to the Netherlands undertakings or persons referred to in paragraph A since July 31st, 1933, or the date of issue.

Should the securities be deposited with banks established in the Argentine Republic, it shall suffice to produce, in place of the said securities, a certificate issued by the banking institution in which they are deposited giving full particulars as to the numbers, categories and value of the said securities and such other data as may be necessary.

2. The undertakings or persons in question shall be required on each due date to submit the coupons in respect of the securities herein referred to — or in the case mentioned in paragraph 5 a receipt — to the Vereeniging voor den Effectenhandel at Amsterdam ; that institution shall then carefully examine them with a view to ensuring that the provisions of the Agreement are scrupulously carried out.

3. The Vereeniging voor den Effectenhandel shall then forward the said coupons, accompanied by a list of the coupons, complying with the stipulations of this Agreement, to the Banco de la Nación Argentina, which shall examine them.

4. After the Banco de la Nación Argentina has made the necessary investigations, it shall proceed to transfer the funds ; they shall be remitted to the Nederlandsche Bank at Amsterdam, for the credit of the Vereeniging voor den Effectenhandel at Amsterdam. The latter institution shall take the necessary steps to enable the parties concerned to obtain the sums represented by the coupons.

5. In the case of shares not provided with coupons, the dividends to be paid being entered on the back of the security, the owner of the shares shall give a receipt for the amount of the dividends to be received. Such document shall state the numbers of the shares, the period for which dividends are due and other particulars concerning the said dividends.

This receipt shall take the place of the coupons as far as possible ; the document in question shall, if necessary, be forwarded to the Vereeniging voor den Effecten-

handel at Amsterdam, which shall certify that the signature thereon is authentic and shall forward it to the Banco de la Nación Argentina ; the transfer shall subsequently be made in accordance with the procedure for the payment of coupons laid down in the present Agreement.

I have the honour to be, etc.

P. E. TERPEMA.

His Excellency Dr. Carlos Saavedra Lamas,
Minister for Foreign and Ecclesiastical Affairs
of the Argentine Republic,
Buenos Aires.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AND
ECCLESIASTICAL AFFAIRS.

BUENOS AIRES, *February 5th, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. 265 dated February 3rd, informing me that you are authorised by the Netherlands Government to conclude with the Government of the Argentine Republic the following Agreement :

Authorisations for obtaining official exchange for the payment of coupons on securities (shares and debentures) in Netherlands possession and invested in non-Netherlands undertakings in the Argentine.

Transfers of funds shall be made in proportion to the amount of Netherlands capital invested in the said undertakings ; they shall be subject to the following provisions :

Undertakings from which the said dividends or coupons are due must not, prior to the official exchange, have transferred abroad sums in payment of the said dividends or coupons.

It must be officially established in the Netherlands :

A. That the parties concerned are either of Netherlands nationality or foreigners resident in the Kingdom of the Netherlands.

B. That they were in possession of the securities at least six months before the signature of the Argentine-Netherlands Agreement of January 31st, 1934, *i. e.*, before July 31st, 1933, or — in the case of securities issued after July 31st, 1933 — that, having subscribed for the said securities, the parties concerned have owned them since the date of issue.

C. Securities not in the possession of the parties concerned as defined in paragraph A before July 31st, 1933, may also benefit from the present Agreement, provided that these securities have belonged uninterruptedly to the above-mentioned Netherlands undertakings or persons and were already in their possession on the date mentioned, or in the case of securities issued after July 31st, 1933, that they have been in the continuous possession, since the date of issue, of the parties concerned as defined in paragraph A.

The above-mentioned facts shall be checked in accordance with the following procedure :

1. Undertakings or persons considering themselves to be entitled to obtain official exchange in virtue of this Agreement shall send in their applications, accompanied (whenever the institution designated hereafter shall deem it advisable or necessary) by documents proving that they are the real owners of the credits in question, to the Vereeniging voor den Effectenhandel at Amsterdam, the institution designated for the purpose by the Netherlands Government, which has

signified its willingness to assume the duties in question ; the said undertakings or persons shall also be required to prove :

A. 1. Either that they are of Netherlands nationality or that they are foreigners resident in the Kingdom of the Netherlands.

B. 1. That they possessed the securities at least six months before the signature of the Agreement of January 31st, 1934, *i. e.*, before July 31st, 1933, or — in the case of securities issued after July 31st, 1933 — that, having subscribed for the said securities, the parties concerned have owned them since the date of issue.

C. 1. In the cases referred to in paragraph C the parties concerned shall also be required to prove conclusively to the Vereeniging voor den Effectenhandel at Amsterdam, the institution designated for the purpose by the Netherlands Government, that the securities in question have belonged uninterruptedly to the Netherlands undertakings or persons referred to in paragraph A since July 31st, 1933, or the date of issue.

Should the securities be deposited with banks established in the Argentine Republic it shall suffice to produce, in place of the said securities, a certificate issued by the banking institution in which they are deposited giving full particulars as to the numbers, categories and value of the said securities and such other data as may be necessary.

2. The undertakings or persons in question shall be required on each due date to submit the coupons in respect of the securities herein referred to — or in the case mentioned in paragraph 5 a receipt — to the Vereeniging voor den Effectenhandel at Amsterdam ; that institution shall then carefully examine them with a view to ensuring that the provisions of the Agreement are scrupulously carried out.

3. The Vereeniging voor den Effectenhandel shall then forward the said coupons, accompanied by a list of the coupons complying with the stipulations of this Agreement, to the Banco de la Nación Argentina, which shall examine them.

4. After the Banco de la Nación Argentina has made the necessary investigations, it shall proceed to transfer the funds ; they shall be remitted to the Nederlandsche Bank at Amsterdam, for the credit of the Vereeniging voor den Effectenhandel at Amsterdam.

The latter institution shall take the necessary steps to enable the parties concerned to obtain the sums represented by the coupons.

5. In the case of shares not provided with coupons, the dividends to be paid being entered on the back of the security, the owner of the shares shall give a receipt for the amount of the dividends to be received. Such document shall state the numbers of the shares, the period for which dividends are due and other particulars concerning the said dividends.

This receipt shall take the place of the coupons as far as possible ; the document in question shall, if necessary, be forwarded to the Vereeniging voor den Effectenhandel at Amsterdam, which shall certify that the signature thereon is authentic and shall forward it to the Banco de la Nación Argentina ; the transfer shall subsequently be made in accordance with the procedure for the payment of coupons laid down in the present Agreement.

I beg to inform you that the Argentine Government accepts the provisions proposed by you on behalf of the Netherlands Government.

I have the honour to be, etc.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

His Excellency Monsieur P. E. Teppema,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Netherlands.

N° 4166.

**ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un
accord commercial provisoire. Rio
de Janeiro, le 15 mars 1937.

**UNITED STATES OF BRAZIL
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Rio de Janeiro, March
15th, 1937.

N^o 4166. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. RIO DE JANEIRO, LE 15 MARS 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 août 1937.

I.

RIO DE JANEIRO, le 15 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement brésilien, désireux de faciliter et développer les relations commerciales entre les Etats-Unis du Brésil et le Royaume des Pays-Bas, propose que, jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre les deux pays, lesdites relations soient réglées par les clauses ci-après :

1^o Les produits naturels ou manufacturés du Royaume des Pays-Bas importés au Brésil (pour la consommation ou la réexportation, ou en transit) ne seront passibles de droits d'entrée, impôts, taxes ou charges douanières quelconques autres ni plus élevés que ceux appliqués aux produits similaires importés de la nation la plus favorisée, à la condition que les produits naturels ou manufacturés du Brésil, importés dans le Royaume des Pays-Bas (pour la consommation, la réexportation ou en transit) ne soient passibles de droits d'entrée, impôts, taxes ou charges douanières quelconques, autres ni plus élevés que ceux appliqués aux produits similaires importés de la nation la plus favorisée. De même, à la condition de réciprocité, les produits naturels ou manufacturés du Royaume des Pays-Bas importés au Brésil ne seront soumis à des formalités douanières autres que celles applicables aux produits similaires importés de la nation la plus favorisée.

2^o Les produits naturels ou manufacturés du Royaume des Pays-Bas importés au Brésil ne seront grevés d'impôts ni de taxes, perçus après le dédouanement, autres ni plus élevés que ceux qui grèveront les produits similaires importés de la nation la plus favorisée, à la condition que les produits naturels ou manufacturés du Brésil importés dans le Royaume des Pays-Bas ne soient grevés d'impôts ou de taxes, perçus après le dédouanement, autres ni plus élevés que ceux auxquels sont soumis les produits similaires importés de la nation la plus favorisée.

3^o Si l'un des deux pays établit une restriction quelconque sur l'importation d'un article intéressant essentiellement l'autre pays, celui qui aura établi une telle restriction donnera suite à la demande de l'autre pays, d'entrer immédiatement en négociations

¹ Entré en vigueur le 15 mars 1937.

Cet accord s'applique également aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NO. 4166. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE BRAZILIAN AND THE NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENTS. RIO DE JANEIRO, MARCH 15TH, 1937.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 19th, 1937.

I.

RIO DE JANEIRO, March 15th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Brazilian Government, desirous of facilitating and developing commercial relations between the United States of Brazil and the Kingdom of the Netherlands, suggests that, pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between the two countries, the said relations should be governed by the following clauses :

(1) Natural or manufactured products of the Kingdom of the Netherlands shall not be liable, on importation into Brazil (for consumption or re-export or in transit), to import duties, taxes, charges or Customs fees other or higher than those imposed on similar products imported from the most-favoured nation, provided that natural or manufactured products of Brazil shall not be liable, on importation into the Kingdom of the Netherlands (for consumption or re-export or in transit) to import duties, taxes, charges or Customs fees other or higher than those imposed on similar products imported from the most-favoured nation. Similarly, subject to reciprocity, natural or manufactured products of the Kingdom of the Netherlands shall not be subject, on importation into Brazil, to Customs formalities other than those applicable to similar products on importation from the most-favoured nation.

(2) Natural or manufactured products of the Kingdom of the Netherlands imported into Brazil shall not be liable, after clearance through the Customs, to taxes or charges other or higher than those imposed on similar products imported from the most-favoured nation, provided that natural or manufactured products of Brazil imported into the Kingdom of the Netherlands shall not be liable, after clearance through the Customs, to taxes or charges other or higher than those imposed on similar products imported from the most-favoured nation.

(3) Should either of the two countries impose any restriction whatsoever on the importation of an article of vital importance to the other country, the country imposing the said restriction shall, on receipt of a request to this effect from the other country,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force March 15th, 1937.

This Agreement applies also to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

pour arriver à une solution satisfaisante. Si un accord ne peut être réalisé dans le délai de trente jours à partir de la réception de la demande d'ouverture de négociations, le pays qui les aura demandées aura le droit de dénoncer le présent accord, soit en observant le délai de soixante jours stipulé ci-dessous, soit avec un préavis de trente jours.

4° Si le Gouvernement brésilien faisait dépendre l'importation de marchandises de la concession de permis d'achat de devises étrangères, il s'engage, d'ores et déjà, à accorder les permis nécessaires à l'importation de produits néerlandais selon le même critère qui serait adopté pour la concession des permis d'achat de devises nécessaires à l'importation de produits de la nation la plus favorisée, pourvu que le Gouvernement des Pays-Bas s'engage de son côté à adopter une pratique identique en ce qui concerne la concession éventuelle des permis d'achat de devises nécessaires à l'importation de produits brésiliens dans le Royaume des Pays-Bas.

5° Si le Gouvernement brésilien établissait une réglementation du transfert de fonds aux pays étrangers, soit pour les besoins du commerce, soit pour toute autre fin, il s'engage, d'ores et déjà, à accorder aux personnes, naturelles ou juridiques, domiciliées dans le Royaume des Pays-Bas, le même traitement qu'il accorderait aux personnes naturelles ou juridiques, domiciliées sur le territoire de la nation la plus favorisée, pourvu que le Gouvernement néerlandais s'engage de son côté à accorder un traitement identique aux personnes, naturelles ou juridiques, domiciliées au Brésil.

6° Le Gouvernement brésilien s'engage à accorder aux navires marchands néerlandais le traitement auquel auront droit les navires marchands appartenant à la nation la plus favorisée, à la condition que les navires marchands brésiliens jouissent des mêmes avantages dans le Royaume des Pays-Bas. Il est entendu que le traitement stipulé au présent alinéa ne s'applique pas au cabotage.

7° Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée prévu dans le présent échange de notes ne s'applique pas aux faveurs spéciales que chacun des deux pays a accordées ou pourrait accorder aux pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier, ni aux faveurs spéciales découlant d'une union douanière.

8° Il est entendu que le Royaume des Pays-Bas comprend le territoire en Europe, les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao.

Si le Gouvernement néerlandais agréait les clauses ci-dessus, je prierais Votre Excellence de vouloir bien me le confirmer en les reproduisant dans sa note de réponse, laquelle, ensemble avec la présente, constituerait un accord commercial provisoire entre les Etats-Unis du Brésil et le Royaume des Pays-Bas, en remplacement de l'accord conclu par l'Echange de notes¹ du 16 septembre 1931 qui a cessé de produire ses effets.

En outre, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que cet accord soit mis en vigueur immédiatement et qu'il reste en vigueur jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre nos pays, pouvant, toutefois, être dénoncé par l'un quelconque des deux gouvernements avec un préavis de soixante jours.

J'ai l'honneur de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO.

A Son Excellence

Monsieur le Docteur C. H. J. Schuller tot Peursum,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

¹ Vol. CXXV, page 197, de ce recueil.

immediately enter into negotiations for the purpose of reaching a satisfactory settlement. Should agreement not be reached within a period of thirty days from the receipt of the request for the opening of negotiations, the country making the request shall be entitled to denounce the present Agreement, either in virtue of the sixty days' notice stipulated hereunder, or at thirty days' notice.

(4) The Brazilian Government undertakes here and now that, in the event of its making the importation of goods contingent upon the granting of permits to purchase foreign exchange, it will grant the necessary permits for the importation of Netherlands products on the same conditions as may be adopted for the granting of permits to purchase the foreign exchange necessary for the importation of products of the most-favoured nation, provided that the Government of the Netherlands undertakes for its part to adopt the same practice in so far as concerns the granting of any permits to purchase the foreign exchange necessary for the importation of Brazilian products into the Kingdom of the Netherlands.

(5) The Brazilian Government undertakes here and now that, should it decide to regulate the transfer of funds to foreign countries, either for trade requirements or for any other purpose, it will extend the same treatment to persons or corporations domiciled in the Kingdom of the Netherlands as to persons or corporations domiciled in the territory of the most-favoured nation, provided that the Netherlands Government undertakes for its part to extend the same treatment to persons or corporations domiciled in Brazil.

(6) The Brazilian Government undertakes to extend to Netherlands merchant vessels the treatment to which merchant vessels of the most-favoured nation are entitled, provided that Brazilian merchant vessels enjoy the same advantages in the Kingdom of the Netherlands. It is understood that the treatment stipulated in the present paragraph shall not apply to the coasting trade.

(7) It is understood that the most-favoured-nation treatment provided for in the present exchange of notes shall not apply to such special favours as are or may hereafter be granted by either of the two countries to neighbouring countries to facilitate frontier traffic or to special favours arising out of a Customs union.

(8) The Kingdom of the Netherlands shall be understood to include the territory in Europe, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

If the Government of the Netherlands approves the above clauses, I would ask Your Excellency to be good enough to confirm the fact by reproducing them in your reply. That reply, together with the present note, would constitute a Provisional Commercial Agreement between the United States of Brazil and the Kingdom of the Netherlands in place of the Agreement concluded by the Exchange of Notes¹ of September 16th, 1931, which has ceased to have effect.

I have the honour also to suggest to Your Excellency that this Agreement should come into force immediately and that it should remain in force pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between our countries, subject, however, to denunciation by either of the two Governments at sixty days' notice.

I have the honour to be, etc.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO.

His Excellency

Dr. C. H. J. Schuller tot Peursum,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Her Majesty the Queen of the Netherlands.

¹ Vol. CXXV, page 197, of this Series.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

RIO DE JANEIRO, le 15 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date d'aujourd'hui par laquelle elle a bien voulu me faire connaître les dispositions que le Gouvernement brésilien, désireux de faciliter et développer les relations commerciales entre le Brésil et les Pays-Bas, se propose d'appliquer pour régler lesdites relations, jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre les deux pays.

Je suis autorisé à déclarer que mon gouvernement, animé du même désir que le Gouvernement brésilien, accepte la proposition de régler, en attendant la conclusion du traité de commerce et de navigation, les relations commerciales entre nos deux pays conformément aux clauses suivantes :

1^o Les produits naturels ou manufacturés du Brésil importés au Royaume des Pays-Bas (pour la consommation ou la réexportation, ou en transit) ne seront passibles de droits d'entrée, impôts, taxes ou charges douanières quelconques autres ni plus élevés que ceux appliqués aux produits similaires importés de la nation la plus favorisée, à la condition que les produits naturels ou manufacturés du Royaume des Pays-Bas, importés au Brésil (pour la consommation, la réexportation ou en transit) ne soient passibles de droits d'entrée, impôts, taxes ou charges douanières quelconques, autres ni plus élevés que ceux appliqués aux produits similaires importés de la nation la plus favorisée. De même, à la condition de réciprocité, les produits naturels ou manufacturés du Brésil importés au Royaume des Pays-Bas ne seront soumis à des formalités douanières autres que celles applicables aux produits similaires importés de la nation la plus favorisée.

2^o Les produits naturels ou manufacturés du Brésil importés au Royaume des Pays-Bas ne seront grevés d'impôts ni de taxes, perçus après le dédouanement, autres ni plus élevés que ceux qui grèveront les produits similaires importés de la nation la plus favorisée, à la condition que les produits naturels ou manufacturés du Royaume des Pays-Bas importés au Brésil ne soient grevés d'impôts ou de taxes, perçus après le dédouanement, autres ni plus élevés que ceux auxquels sont soumis les produits similaires importés de la nation la plus favorisée.

3^o Si l'un des deux pays établit une restriction quelconque sur l'importation d'un article intéressant essentiellement l'autre pays, celui qui aura établi une telle restriction donnera suite à la demande de l'autre pays, d'entrer immédiatement en négociations pour arriver à une solution satisfaisante. Si un accord ne peut être réalisé dans le délai de trente jours à partir de la réception de la demande d'ouverture de négociations, le pays qui les aura demandées aura le droit de dénoncer le présent accord, soit en observant le délai de soixante jours stipulé ci-dessous, soit avec un préavis de trente jours.

4^o Si le Gouvernement néerlandais faisait dépendre l'importation de marchandises de la concession de permis d'achat de devises étrangères, il s'engage, d'ores et déjà, à accorder les permis nécessaires à l'importation de produits brésiliens selon le même critère qui serait adopté pour la concession des permis d'achat de devises nécessaires à l'importation de produits de la nation la plus favorisée, pourvu que le Gouvernement du Brésil s'engage de son côté à adopter une pratique identique en ce qui concerne la concession éventuelle des permis d'achat de devises nécessaires à l'importation de produits néerlandais au Brésil.

5^o Si le Gouvernement néerlandais établissait une réglementation du transfert de fonds aux pays étrangers, soit pour les besoins du commerce, soit pour toute autre fin, il s'engage, d'ores et déjà, à accorder aux personnes, naturelles ou juridiques, domiciliées au Brésil, le même traitement qu'il accorderait aux personnes naturelles ou juridiques,

II.

NETHERLANDS LEGATION.

RIO DE JANEIRO, *March 15th*, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of to-day's date, informing me of the provisions by which the Brazilian Government, desirous of facilitating and developing commercial relations between Brazil and the Netherlands, suggests that the said relations should be governed, pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between the two countries.

I am intructed to state that my Government, inspired by the same desire as the Brazilian Government, accepts the proposal that, pending the conclusion of the Treaty of Commerce and Navigation, commercial relations between our two countries should be governed by the following clauses :

(1) Natural or manufactured products of Brazil shall not be liable, on importation into the Kingdom of the Netherlands (for consumption or re-export or in transit), to import duties, taxes, charges or Customs fees other or higher than those imposed on similar products imported from the most-favoured nation, provided that natural or manufactured products of the Kingdom of the Netherlands shall not be liable, on importation into Brazil (for consumption or re-export or in transit), to import duties, taxes, charges or Customs fees other or higher than those imposed on similar products imported from the most-favoured nation. Similarly, subject to reciprocity, natural or manufactured products of Brazil shall not be subject, on importation into the Kingdom of the Netherlands, to Customs formalities other than those applicable to similar products on importation from the most-favoured nation.

(2) Natural or manufactured products of Brazil imported into the Kingdom of the Netherlands shall not be liable, after clearance through the Customs, to taxes or charges other or higher than those imposed on similar products imported from the most-favoured nation, provided that natural or manufactured products of the Kingdom of the Netherlands imported into Brazil shall not be liable, after clearance through the Customs, to taxes or charges other or higher than those imposed on similar products imported from the most-favoured nation.

(3) Should either of the two countries impose any restriction whatsoever on the importation of an article of vital importance to the other country, the country imposing the said restriction shall, on receipt of a request to this effect from the other country, immediately enter into negotiations for the purpose of reaching a satisfactory settlement. Should agreement not be reached within a period of thirty days from the receipt of the request for the opening of negotiations, the country making the request shall be entitled to denounce the present Agreement, either in virtue of the sixty days' notice stipulated hereunder, or at thirty days' notice.

(4) The Netherlands Government undertakes here and now that, in the event of its making the importation of goods contingent upon the granting of permits to purchase foreign exchange, it will grant the necessary permits for the importation of Brazilian products on the same conditions as may be adopted for the granting of permits to purchase the foreign exchange necessary for the importation of products of the most-favoured nation, provided that the Government of Brazil undertakes for its part to adopt the same practice in so far as concerns the granting of any permits to purchase the foreign exchange necessary for the importation of Netherlands products into Brazil.

(5) The Netherlands Government undertakes here and now that, should it decide to regulate the transfer of funds to foreign countries, either for trade requirements or for any other purpose, it will extend the same treatment to persons or corporations domiciled in Brazil as to persons or corporations domiciled in the territory of the most-favoured

domiciliées sur le territoire de la nation la plus favorisée, pourvu que le Gouvernement brésilien s'engage de son côté à accorder un traitement identique aux personnes, naturelles ou juridiques, domiciliées dans le Royaume des Pays-Bas.

6° Le Gouvernement néerlandais s'engage à accorder aux navires marchands brésiliens le traitement auquel auront droit les navires marchands appartenant à la nation la plus favorisée, à la condition que les navires marchands néerlandais jouissent des mêmes avantages au Brésil. Il est entendu que le traitement stipulé au présent alinéa ne s'applique pas au cabotage.

7° Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée prévu dans le présent échange de notes ne s'applique pas aux faveurs spéciales que chacun des deux pays a accordées ou pourrait accorder aux pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier, ni aux faveurs spéciales découlant d'une union douanière.

8° Il est entendu que le Royaume des Pays-Bas comprend le territoire en Europe, les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao.

Je me rallie à la proposition de Votre Excellence que sa note en date d'aujourd'hui et la présente note constitueront un accord commercial provisoire entre le Royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis du Brésil, en remplacement de l'accord conclu par l'Echange de notes du 16 septembre 1931 qui a cessé de produire ses effets.

Je me déclare encore d'accord avec la proposition formulée par Votre Excellence que le présent accord sera mis en vigueur immédiatement et qu'il restera en vigueur jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre nos deux pays, pouvant, toutefois, être dénoncé par l'un quelconque des deux gouvernements avec un préavis de soixante jours.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma plus haute considération.

C. H. J. SCHULLER TOT PEURSUM.

A Son Excellence

Monsieur Mario de Pimentel Brandão,
Ministre des Affaires étrangères du Brésil.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

nation, provided that the Brazilian Government undertakes for its part to extend the same treatment to persons or corporations domiciled in the Kingdom of the Netherlands.

(6) The Netherlands Government undertakes to extend to Brazilian merchant vessels the treatment to which merchant vessels of the most-favoured nation are entitled, provided that Netherlands merchant vessels enjoy the same advantages in Brazil. It is understood that the treatment stipulated in the present paragraph shall not apply to the coasting trade.

(7) It is understood that the most-favoured-nation treatment provided for in the present exchange of notes shall not apply to such special favours as are or may hereafter be granted by either of the two countries to neighbouring countries to facilitate frontier traffic or to special favours arising out of a Customs union.

(8) The Kingdom of the Netherlands shall be understood to include the territory in Europe, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

I concur in Your Excellency's proposal that your note of to-day's date, together with the present note, should constitute a Provisional Commercial Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the United States of Brazil, in place of the Agreement concluded by the Exchange of Notes of September 16th, 1931, which has ceased to have effect.

I also accept Your Excellency's proposal that the present Agreement should come into force immediately and that it should remain in force pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between our two countries, subject, however, to denunciation by either of the two Governments at sixty days' notice.

I have the honour to be, etc.

C. H. J. SCHULLER TOT PEURSUM.

His Excellency

Monsieur Mario de Pimentel Brandão,
Minister for Foreign Affairs of Brazil.

N° 4167.

**ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un accord tendant à liquider les créances commerciales néerlandaises arriérées au Brésil. Rio de Janeiro, le 15 mars 1937.

**UNITED STATES OF BRAZIL
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Liquidation of Netherlands Commercial Credits in Arrear in Brazil. Rio de Janeiro, March 15th, 1937.

Nº 4167. — TROCA DE NOTAS¹ ENTRE OS GOVERNOS DO BRASIL E DOS PAIZES BAIXOS CONSTITUINDO UM ACCORDO PARA A LIQUIDAÇÃO DOS CRÉDITOS COMMERCIAES DOS PAIZES BAIXOS ATRAZADOS NO BRASIL. RIO DE JANEIRO, 15 DE MARÇO DE 1937.

Nº 4167. — UITWISSELING VAN NOTA'S¹ TUSSCHEN DE BRAZILIAANSCHEN EN DE NEDERLANDSCHE REGEERING TOT HET SLUITEN VAN EEN OVEREENKOMST BETREFFENDE DE LIQUIDATIE VAN DE IN BRAZILIE UITSTAANDE ACHTERSTALLIGE NEDERLANDSCHE HANDELSVORDERINGEN. RIO DE JANEIRO, 15 MAART 1937.

Textes officiels portugais et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 août 1937.

Portuguese and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 19th, 1937.

I.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES
RIO DE JANEIRO.

EC/10/821.2 (42) (86).

Em 15 de Março de 1937.

SENHOR MINISTRO,

Em seguida ás conversações que tiveram lugar entre o Governo Brasileiro e a Legação Real dos Paizes Baixos sobre um ajuste a ser concluido entre o Brazil e os Paizes Baixos para a liquidação dos creditos commerciaes dos Paizes Baixos e dos seus territorios d'além mar, atrasados neste paiz, tenho a honra de confirmar a Vossa Excellencia o pleno accordo do Governo Brasileiro com o seguinte :

Artigo 1º.

As quantias em mil réis, já regularmente depositadas nos bancos portadores de creditos commerciaes atrasados estipulados abaixo, no artigo 4º, em garantia de um pedido de cambio approved de accôrdo com as prescripções do contróle cambial no Brasil, deverão ser entregues ao Banco do Brasil, que as utilizará, assim como os depositos já existentes no proprio Banco, pela forma indicada a seguir.

¹ Entré en vigueur le 15 mars 1937.

Cet accord s'applique également aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao.

¹ Came into force March 15th, 1937.

This Agreement applies also to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

Artigo 2º.

a) — Afim de apressar as entregas referidas no artigo 1º, que deverão ser effectuadas no decorrer dos 30 dias seguintes á assignatura deste ajuste, o Banco do Brasil comunicará immediatamente aos demais bancos as taxas officiaes de cambio que servirão para a liquidação definitiva, pelos devedores brasileiros, dos creditos commerciaes atrasados e informará os mesmos bancos acerca das formalidades a serem preenchidas para ultimar as entregas.

b) — Nos termos do artigo 4º item a, os creditos que representem importações despachadas nas alfandegas brasileiras entre 1º de Abril de 1931 e 11 de Setembro de 1934, serão liquidados ás taxas officiaes fixadas pelo Banco do Brasil no dia 11 de Setembro de 1934; os creditos que representem importações despachadas entre 11 de Setembro de 1934 e 11 de Fevereiro de 1935 serão liquidados ás taxas officiaes do dia 11 de Fevereiro de 1935.

Artigo 3º.

Findo o prazo de trinta dias fixado no artigo 2º e logo que possivel, o Banco do Brasil encaminhará ao Banco Hollandez Unido, em Amsterdam, as relações contendo: os nomes das pessoas naturaes ou juridicas que tenham feito os depositos, o montante de cada credito e os nomes e endereços dos credores respectivos, relações essas que servirão de base ao pagamento referido no artigo 5º.

Artigo 4º.

a) — São considerados creditos commerciaes atrasados os creditos resultantes da venda de mercadorias importadas e despachadas nas alfandegas brasileiras no periodo comprehendido entre 1º de Abril de 1931 e 11 de Fevereiro de 1935, inclusive, que não foram ainda satisfeitos cambialmente aos credores domiciliados no Reino dos Paizos, exceptuando-se os indicados a seguir:

1º) A totalidade ou parte de quaesquer creditos que tenham sido objecto de um contracto de cambio com o Banco do Brasil;

2º) Os 40% do montante de cada credito relativo a uma importação despachada posteriormente a 10 de Setembro de 1934, visto essa percentagem poder ser liquidada por intermedio do mercado de cambio livre. Fica, pois, expressamente entendido que tal percentagem deverá ser dessa forma liquidada pelos devedores.

b) — Ficam especialmente comprehendidos nos creditos commerciaes atrasados estipulados na letra a do presente artigo, os creditos pagaveis por intermedio de letra de cambio ou de quaesquer effectos commerciaes ou por abertura de credito em conta.

Artigo 5º.

a) — O Banco Hollandez Unido será encarregado de receber do Banco do Brasil as remessas de cambio necessarias á liquidação dos creditos e de reparti-las com os respectivos credores.

b) — O Banco Hollandez Unido fará com que os interessados lhe entreguem um recibo em duas vias, uma das quaes deverá ser enviada ao Banco do Brasil.

Artigo 6º.

Como remuneração dos serviços que o Banco Hollandez Unido lhe prestará, nos termos do presente ajuste, o Banco do Brasil pagará ao mesmo uma comissão em florins equivalente a um oitavo por cento da importancia total das remessas convertidas.

Artigo 7º.

Todos os pagamentos relativos a capitaes, juros, remunerações e outros, effectuados pelo Banco do Brasil nos termos de presente ajuste, serão effectuados sem dedução alguma de taxas

ou impostos, os quaes, no caso de serem devidos, ficarão a cargo do Banco do Brasil; a este incumbirá também o pagamento de qualquer imposto de sello ou outros, no Brasil, que possam ser devidos sobre quaesquer documentos relativos ao presente ajuste.

Artigo 8º.

As cessões ou transferencias eventuaes de creditos visados pelo presente ajuste, serão notificadas o mais rapidamente possivel ao Banco do Brasil e ao Banco Hollandez Unido.

Artigo 9º.

O Banco Hollandez Unido e o Banco do Brasil regulamentarão, de commun accôrdo, as modalidades de organização e execução das disposições do presente ajuste, de forma a assegurar-lhe um bom funcionamento. As difficuldades que porventura surgirem da applicação do presente ajuste serão liquidadas por entendimento directos entre os dois Bancos.

2. Rogo a Vossa Excellencia o obsequio de confirmar o seu accôrdo com as clausulas acima.

Approveito a oportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO.

A Sua Excellencia

o Senhor Dountor C. H. J. Schuller tot Peursum,

Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario
de Sua Majestade a Rainha dos Paizes Baixos.

II.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

343/I2.

RIO DE JANEIRO, 15 *Maart* 1937.

MIJNHEER DE MINISTER,

Ik heb de eer Uwer Excellentie de ontvangst te erkennen van Haar schrijven van heden, waarbij Uwe Excellentie mij naar aanleiding van de gedachtenwisseling tusschen de Braziliaansche Regeering en Harer Majesteit's Gezantschap over een tusschen Nederland en Brazilië te sluiten Accoord betreffende de liquidatie van de in Brazilië uitstaande achterstallige handelsvorderingen van Nederland en de overzeesche gebiedsdeelen, bevestigt de volledige overeenstemming van de Braziliaansche Regeering met het navolgende :

Artikel 1.

De bedragen in milreis, die reeds volgens voorschrift gedeponoord zijn in de banken, welke de houdsters zijn van hieronder in artikel 4 omschreven achterstallige handelsvorderingen, als waarborg van een verzoek om deviezen goedgekeurd in overeenstemming met de voorschriften van de deviezen-contrôle in Brazilië, zullen moeten worden overgedragen aan de Banco do Brasil, die deze zoowel als de deposito's, die reeds in de Bank zelf bestaan, zal aanwenden op de hieronder aangegeven wijze.

Artikel 2.

a) — Ten einde de in art. 1 bedoelde overdracht, die zal moeten plaats vinden binnen de op de teekening van dit Accoord volgende 30 dagen, te bespoedigen, zal de Banco do Brasil onmiddellijk aan de overige banken de officieele wisselkoersen mededeelen, die zullen dienen voor de definitieve afwikkeling door de Braziliaansche debiteuren van de achterstallige handelsvorderingen en deze banken inlichten omtrent de formaliteiten, die voor het uitvoeren der overdrachten zullen moeten worden vervuld.

b) — Overeenkomstig het bepaalde in art. 4 letter a) zullen de vorderingen, die invoeren vertegenwoordigen, welke in de Braziliaansche douane tusschen 1 April 1931 en 11 September 1934 zijn ingeklaard, geliquideerd worden tegen de officieele koersen door de Banco do Brasil op 11 September 1934 vastgesteld; de vorderingen, welke invoeren vertegenwoordigen, ingeklaard tusschen 11 September 1934 en 11 Februari 1935 zullen worden geliquideerd tegen de officieele koersen van 11 Februari 1935.

Artikel 3.

Na afloop van den in artikel 2 vastgestelden termijn van dertig dagen zal de Banco do Brasil zoo spoedig mogelijk aan de Hollandsche Bank Unie N. V. in Amsterdam de opgaven doen toekomen, inhoudende de namen van de natuurlijke of rechtspersonen, die de overdrachten gemaakt hebben, het bedrag van iedere vordering en de namen en adressen van de respectieve crediteuren, welke opgaven als basis zullen dienen voor de in artikel 5 bedoelde betaling.

Artikel 4.

a) — Als achterstallige handelsvorderingen worden beschouwd de vorderingen, voortgesproten uit den verkoop van goederen, ingevoerd en in de Braziliaansche douane ingeklaard in de periode begrepen tusschen 1 April 1931 en 11 Februari 1935, met inbegrip van dezen datum, welke nog niet aan de in het Koninkrijk der Nederlanden gevestigde crediteuren in deviezen werden voldaan, met uitzondering van die, welke hieronder vermeld worden :

1) het totale bedrag of een gedeelte van elke vordering, die het onderwerp is geweest van een koerscontract met de Banco do Brasil ;

2) de 40% van het bedrag van elke vordering, die betrekking heeft op invoer, welke na 10 September 1934 is ingeklaard, aangezien dit percentage door middel van de vrije deviezenmarkt kan worden geliquideerd. Het is dus uitdrukkelijk verstaan, dat dit percentage op deze wijze door de debiteuren zal moeten worden geliquideerd.

b) — Speciaal worden onder de achterstallige handelsvorderingen omschreven in letter a) van dit artikel begrepen de vorderingen, welke betaalbaar zijn door middel van een wisselbrief of andere handelspapieren van welken aard ook of door credietopening in rekening.

Artikel 5.

a) — De Hollandsche Bank Unie N. V. zal worden belast om van de Banco do Brasil te ontvangen de noodige deviezen voor de liquidatie van de vorderingen en deze te verdeelen onder de respectieve crediteuren.

b) — De Hollandsche Bank Unie N. V. zal er voor zorg dragen, dat de belanghebbenden haar een kwitantie in duplo overhandigen, waarvan er een aan de Banco do Brasil zal moeten worden gezonden.

Artikel 6.

Ter vergoeding van de diensten, die de Hollandsche Bank Unie N. V. haar volgens de bepalingen van dit accoord zal bewijzen, zal de Banco do Brasil haar een commissie in guldens betalen overeenkomende met een achtste percent van het totale bedrag.

Artikel 7.

Alle betalingen betrekking hebbende op kapitalen, interest, vergoedingen en andere, door de Banco do Brasil uit te voeren volgens de bepalingen van dit Accoord, zullen plaats vinden zonder eenigen aftrek van rechten of belastingen, welke, indien zij verschuldigd zijn, ten laste van de Banco do Brasil zullen blijven; deze zal ook verplicht zijn tot de betaling van elk zegel- of ander recht in Brazilië, dat verschuldigd zou kunnen zijn op alle documenten die betrekking hebben op dit Accoord.

Artikel 8.

Eventueele cessies of overschrijvingen van vorderingen waarop dit Accoord betrekking heeft, zullen zoo spoedig mogelijk ter kennis gebracht worden van de Banco do Brasil en de Hollandsche Bank Unie N. V.

Artikel 9.

De Hollandsche Bank Unie N. V. en de Banco do Brasil zullen in gemeen overleg de onderdeelen van de organisatie en uitvoering van de bepalingen van dit Accoord regelen, op zoodanige wijze, dat een goede werking er van wordt verzekerd.

De moeilijkheden waartoe de uitvoering van dit Accoord aanleiding mocht geven, zullen door rechtstreeksch overleg tusschen beide banken worden geregeld.

Ik heb de eer Uwer Excellentie mede te deelen, dat mijn Regeering de in bovenstaande artikelen vervatte regeling aanvaardt en verzoek U, Mijnheer de Minister, de verzekering te willen aanvaarden van mijn hoogste achting.

C. H. J. SCHULLER TOT PEURSUM.

Zijner Excellentie
den Heere M. de Pimentel Brandão,
Minister van Buitenlandsche Zaken,
te Rio de Janeiro.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

Nº 4167. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD TENDANT A LIQUIDER LES CRÉANCES COMMERCIALES NÉERLANDAISES ARRIÉRÉES AU BRÉSIL. RIO DE JANEIRO, LE 15 MARS 1937.

No. 4167. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE LIQUIDATION OF NETHERLANDS COMMERCIAL CREDITS IN ARREAR IN BRAZIL. RIO DE JANEIRO, MARCH 15TH, 1937.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
RIO DE JANEIRO.
EC/10/821.2(42) (86).

Le 15 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux pourparlers qui ont eu lieu entre le Gouvernement brésilien et la Légation royale des Pays-Bas, concernant la conclusion d'un accord entre le Brésil et les Pays-Bas pour la liquidation des créances commerciales des Pays-Bas et de leurs territoires d'outre-mer arriérées au Brésil, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement brésilien donne sa pleine adhésion aux dispositions suivantes :

Article premier.

Les sommes en milreis déjà régulièrement déposées dans les banques détentrices de créances commerciales arriérées visées ci-dessous à l'article 4, en garantie d'une demande de devises approuvée conformément aux prescriptions du contrôle des changes au Brésil, devront être

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS,
RIO DE JANEIRO.
EC/10/821.2(42) (86).

March 15th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Following on the conversations which have taken place between the Brazilian Government and the Royal Netherlands Legation with regard to the conclusion of an Agreement between Brazil and the Netherlands for the liquidation of commercial credits of the Netherlands and of their oversea territories in arrear in this country, I have the honour to confirm the Brazilian Government's full agreement with the following provisions :

Article 1.

The sums in milreis which have already been deposited in accordance with the regular procedure in the banks which hold the commercial credits in arrear referred to in Article 4 below, as guarantee for an application for foreign exchange approved under the Brazilian regu-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

remises à la Banque du Brésil, qui les utilisera, ainsi que les dépôts déjà effectués dans cette banque, de la manière indiquée ci-dessous.

Article 2.

a) Afin de hâter les remises mentionnées à l'article premier, qui devront être effectuées dans un délai de trente jours à partir de la signature du présent accord, la Banque du Brésil portera immédiatement à la connaissance des autres banques les cours officiels des changes qui serviront pour la liquidation définitive des créances commerciales arriérées par les débiteurs brésiliens, ainsi que les formalités à remplir pour opérer ces remises.

b) Aux termes de l'article 4, alinéa a), les créances correspondant à des importations dédouanées au Brésil entre le 1^{er} avril 1931 et le 11 septembre 1934 seront liquidées aux cours officiels fixés par la Banque du Brésil le 11 septembre 1934 ; les créances correspondant à des importations dédouanées entre le 11 septembre 1934 et le 11 février 1935 seront liquidées aux cours officiels du 11 février 1935.

Article 3.

Après l'expiration du délai de trente jours fixé à l'article 2 et aussitôt que possible, la Banque du Brésil adressera à l'Union de Banque hollandaise S. A. (Hollandsche Bank Unie N. V.) à Amsterdam, des relevés contenant les noms des personnes physiques ou juridiques qui ont effectué les dépôts, le montant de chaque créance et les noms et adresses des créanciers respectifs, relevés qui serviront de base au paiement visé à l'article 5.

Article 4.

a) Sont considérées comme créances commerciales arriérées, les créances résultant de la vente de marchandises importées et dédouanées au Brésil au cours de la période comprise entre le 1^{er} avril 1931 et le 11 février 1935 inclusivement, qui n'auraient pas encore été réglées en devises aux créanciers domiciliés dans le Royaume des Pays-Bas, à l'exception de celles qui sont indiquées ci-après :

1^o Tout ou partie des créances ayant fait l'objet d'un contrat de change avec la Banque du Brésil ;

lations for exchange control, shall be handed over to the Bank of Brazil, which shall make use of them, and of deposits already made in that bank, in the manner laid down below.

Article 2.

(a) In order to expedite the transfers mentioned in Article 1, which should be made within thirty days from the date of signature of the present Agreement, the Bank of Brazil shall immediately notify the other banks of the official rates of exchange which shall be used for the final liquidation of commercial credits in arrear by Brazilian debtors, and of the formalities to be complied with for the carrying out of such transfers.

(b) Under Article 4, paragraph (a), credits arising out of imports cleared through the Brazilian Customs between April 1st, 1931, and September 11th, 1934, shall be liquidated at the official rates of exchange fixed by the Bank of Brazil on September 11th, 1934 ; credits arising out of imports cleared through the Customs between September 11th, 1934, and February 11th, 1935, shall be liquidated at the official rates on February 11th, 1935.

Article 3.

As soon as possible after the expiry of the period of thirty days fixed in Article 2, the Bank of Brazil shall forward to the Union Bank of the Netherlands (Hollandsche Bank Unie S. A.) at Amsterdam returns giving the names of the natural or legal persons who have made deposits, the amount of each credit, and the names and addresses of creditors, which returns shall be used as a basis for the payment referred to in Article 5.

Article 4.

(a) The following shall be regarded as commercial credits in arrear : credits arising out of the sale of goods imported and passed through the Brazilian Customs between April 1st, 1931, and February 11th, 1935, inclusive, if such credits have not yet been settled by payments in foreign exchange to creditors domiciled in the Kingdom of the Netherlands, with the following exceptions :

(1) All or part of credits which have been dealt with by an exchange contract with the Bank of Brazil ;

2° Les 40 % du montant de toute créance résultant d'une importation dédouanée postérieurement au 10 septembre 1934, ce pourcentage pouvant être liquidé par l'intermédiaire du marché libre des changes. Il est donc expressément entendu que ce pourcentage devra être liquidé de cette façon par le débiteur.

b) Sont notamment comprises dans les créances commerciales arriérées visées à l'alinéa a) du présent article les créances payables au moyen de lettres de change ou d'autres effets commerciaux de toute sorte ou par ouverture de crédit en compte.

Article 5.

a) L'Union de Banque hollandaise sera chargée de recevoir de la Banque du Brésil les remises de devises nécessaires à la liquidation des créances et de les répartir entre les créanciers respectifs.

b) L'Union de Banque hollandaise se fera remettre par les intéressés un reçu en deux exemplaires, dont l'un devra être envoyé à la Banque du Brésil.

Article 6.

En rémunération des services rendus par l'Union de Banque hollandaise aux termes du présent accord, la Banque du Brésil paiera à celle-ci une commission en florins représentant un huitième pour cent du montant total des transferts.

Article 7.

Tous les paiements au titre de capitaux, intérêts, rémunérations et autres, effectués par la Banque du Brésil aux termes du présent accord, se feront sans aucune déduction de taxes ou impôts, ces derniers, au cas où ils seraient dus, étant à la charge de la Banque du Brésil, à laquelle incombera également le paiement de tous impôts de timbre ou autres au Brésil, qui pourraient être dus sur toutes pièces ayant trait au présent accord.

Article 8.

Les cessions ou transferts éventuels de créances visées par le présent accord seront notifiés, le plus tôt possible, à la Banque du Brésil et à l'Union de Banque hollandaise.

(2) 40% of the amount of any credit arising out of imports passing through the Customs after September 10th, 1934, as such a percentage may be paid off through the free exchange market. It is therefore expressly understood that such a percentage shall be paid off by the debtor in the manner indicated.

(b) Credits payable by means of bills of exchange or any other commercial bills or by opening a credit account shall be expressly included among the commercial credits in arrear referred to in paragraph (a).

Article 5.

(a) The Union Bank of the Netherlands shall be responsible for receiving from the Bank of Brazil the remittances of currency required for the liquidation of the credits and for allocating them among the various creditors.

(b) The Union Bank of the Netherlands shall obtain from those concerned a receipt in duplicate, one copy of which shall be sent to the Bank of Brazil.

Article 6.

As remuneration for the services rendered by the Union Bank of the Netherlands under the present Agreement, the Bank of Brazil shall pay to the said bank a commission in florins equivalent to one-eighth per cent of the total amount of the sums transferred.

Article 7.

All payments connected with capital, interest, remuneration, etc., made by the Bank of Brazil under the present Agreement shall be made without any deduction of taxes or charges, which, if required to be paid, shall be chargeable to the Bank of Brazil; the latter shall also be responsible for the payment of all stamp duties or other charges in Brazil which may be due in respect of any documents connected with the present Agreement.

Article 8.

Any future cessions or transfers of the credits referred to in the present Agreement shall be notified as soon as possible to the Bank of Brazil and the Union Bank of the Netherlands.

Article 9.

L'Union de Banque hollandaise et la Banque du Brésil régleront, d'un commun accord, les modalités d'organisation et d'exécution des dispositions du présent accord, de façon à en assurer le bon fonctionnement. Les difficultés qui pourraient surgir au sujet de l'application du présent accord seront réglées par entente directe entre les deux banques.

2. Je prie Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement des Pays-Bas accepte les dispositions susmentionnées.

Je saisis cette occasion, etc.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO.

Son Excellence

le Dr C. H. J. Schuller tot Peursum,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS

343/12.

RIO DE JANEIRO, le 15 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la note en date de ce jour, par laquelle Votre Excellence, se référant aux pourparlers qui ont eu lieu entre le Gouvernement brésilien et la Légation de Sa Majesté au sujet d'un accord à conclure entre les Pays-Bas et le Brésil concernant la liquidation des créances commerciales néerlandaises — Pays-Bas et territoires d'outre-mer — arriérées au Brésil, confirme que le Gouvernement brésilien donne sa pleine adhésion aux dispositions suivantes :

Article premier.

Les sommes en milreis déjà régulièrement déposées dans les banques détentrices de créances commerciales arriérées, visées ci-dessous à

Article 9.

The Union Bank of the Netherlands and the Bank of Brazil shall settle by mutual agreement the procedure for the organisation and carrying out of the provisions of the present Agreement in such a way as to ensure its satisfactory operation. Any difficulties which may arise with regard to the application of the present Agreement shall be settled by direct agreement between the two banks.

2. I would request you to confirm that the Netherlands Government accepts the above-mentioned provisions.

I avail myself of this opportunity, etc.

M. DE PIMENTEL BRANDÃO.

His Excellency

Dr. C. H. J. Schuller tot Peursum,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Her Majesty the Queen
of the Netherlands.

II.

LEGATION OF THE NETHERLANDS

343/12.

RIO DE JANEIRO, March 15th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date, in which you refer to the negotiations which have taken place between the Brazilian Government and Her Majesty's Legation with regard to an Agreement to be concluded between the Netherlands and Brazil concerning the liquidation of commercial credits of the Netherlands and of their oversea territories in arrear in Brazil, and in which you confirm the Brazilian Government's full agreement with the following provisions :

Article 1.

The sums in milreis which have already been deposited in accordance with the regular procedure in the banks which hold the commercial

l'article 4, en garantie d'une demande de devises approuvée conformément aux prescriptions du contrôle des changes au Brésil, devront être remises à la Banque du Brésil, qui les utilisera, ainsi que les dépôts déjà effectués dans cette banque, de la manière indiquée ci-dessous.

Article 2.

a) Afin de hâter les remises mentionnées à l'article premier, qui devront être effectuées dans un délai de trente jours à partir de la signature du présent accord, la Banque du Brésil portera immédiatement à la connaissance des autres banques les cours officiels des changes qui serviront pour la liquidation définitive des créances commerciales arriérées par les débiteurs brésiliens, ainsi que les formalités à remplir pour opérer ces remises.

b) Aux termes de l'article 4, alinéa *a)*, les créances correspondant à des importations dédouanées au Brésil entre le 1^{er} avril 1931 et le 11 septembre 1934 seront liquidées aux cours officiels fixés par la Banque du Brésil le 11 septembre 1934 ; les créances correspondant à des importations dédouanées entre le 11 septembre 1934 et le 11 février 1935 seront liquidées aux cours officiels du 11 février 1935.

Article 3.

Après l'expiration du délai de trente jours fixé à l'article 2 et aussitôt que possible, la Banque du Brésil adressera à l'Union de Banque hollandaise S. A. (Hollandsche Bank Unie N. V.), à Amsterdam, des relevés contenant les noms des personnes physiques ou juridiques qui ont effectué les dépôts, le montant de chaque créance et les noms et adresses des créanciers respectifs, relevés qui serviront de base au paiement visé à l'article 5.

Article 4.

a) Sont considérées comme créances commerciales arriérées, les créances résultant de la vente de marchandises importées et dédouanées au Brésil au cours de la période comprise entre le 1^{er} avril 1931 et le 11 février 1935 inclusive, qui n'auraient pas encore été réglées en devises aux créanciers domiciliés dans le

credits in arrear referred to in Article 4 below, as guarantee for an application for foreign exchange approved under the Brazilian regulations for exchange control shall be handed over to the Bank of Brazil, which shall make use of them and of deposits already made in that bank in the manner laid down below.

Article 2.

(a) In order to expedite the transfers mentioned in Article 1, which should be made within thirty days from the date of signature of the present Agreement, the Bank of Brazil shall immediately notify the other banks of the official rates of exchange which shall be used for the final liquidation of commercial credits in arrear by Brazilian debtors, and of the formalities to be complied with for the carrying out of such transfers.

(b) Under Article 4, paragraph *(a)*, credits which arise out of imports cleared through the Brazilian Customs between April 1st, 1931, and September 11th, 1934, shall be liquidated at the official rates of exchange fixed by the Bank of Brazil on September 11th, 1934 ; credits arising out of imports cleared through the Customs between September 11th, 1934, and February 11th, 1935, shall be liquidated at the official rates on February 11th, 1935.

Article 3.

As soon as possible after the expiry of the period of thirty days fixed in Article 2, the Bank of Brazil shall forward to the Union Bank of the Netherlands (Hollandsche Bank Unie S. A.) at Amsterdam returns giving the names of the natural or legal persons who have made deposits, the amount of each credit, and the names and addresses of creditors, which returns shall be used as a basis for the payment referred to in Article 5.

Article 4.

(a) The following shall be regarded as commercial credits in arrear : credits arising out of the sale of goods imported and passed through the Brazilian Customs between April 1st, 1931, and February 11th, 1935, inclusive, if such credits have not yet been settled by payments in foreign exchange to creditors

Royaume des Pays-Bas, à l'exception de celles qui sont indiquées ci-après :

1^o Tout ou partie des créances ayant fait l'objet d'un contrat de change avec la Banque du Brésil ;

2^o Les 40 % du montant de toute créance résultant d'une importation dédouanée postérieurement au 10 septembre 1934, ce pourcentage pouvant être liquidé par l'intermédiaire du marché libre des changes. Il est donc expressément entendu que ce pourcentage devra être liquidé de cette façon par le débiteur.

b) Sont notamment comprises dans les créances commerciales arriérées visées à l'alinéa *a)* du présent article les créances payables au moyen de lettres de change ou d'autres effets commerciaux de toute sorte ou par ouverture de crédit en compte.

Article 5.

a) L'Union de Banque hollandaise sera chargée de recevoir de la Banque du Brésil les remises de devises nécessaires à la liquidation des créances et de les répartir entre les créanciers respectifs.

b) L'Union de Banque hollandaise se fera remettre par les intéressés un reçu en deux exemplaires, dont l'un devra être envoyé à la Banque du Brésil.

Article 6.

En rémunération des services rendus par l'Union de Banque hollandaise aux termes du présent accord, la Banque du Brésil paiera à celle-ci une commission en florins représentant un huitième pour cent du montant total des transferts.

Article 7.

Tous les paiements au titre de capitaux, intérêts, rémunérations et autres, effectués par la Banque du Brésil aux termes du présent accord, se feront sans aucune déduction de taxes ou impôts, ces derniers, au cas où ils seraient dus, étant à la charge de la Banque du Brésil, à laquelle incombera également le paiement de tous impôts de timbre ou autres au Brésil, qui pourraient être dus sur toutes pièces ayant trait au présent accord.

domiciled in the Kingdom of the Netherlands, with the following exceptions :

(1) All or part of credits which have been dealt with by an exchange contract with the Bank of Brazil ;

(2) 40% of the amount of any credit arising out of imports passing through the Customs after September 10th, 1934, as such a percentage may be paid off through the free exchange market. It is therefore expressly understood that such a percentage shall be paid off by the debtor in the manner indicated.

(b) Credits payable by means of bills of exchange or any other commercial bills or by opening a credit account shall be expressly included among the commercial credits in arrear referred to in paragraph *(a)*.

Article 5.

(a) The Union Bank of the Netherlands shall be responsible for receiving from the Bank of Brazil the remittances of currency required for the liquidation of the credits and for allocating them among the various creditors.

(b) The Union Bank of the Netherlands shall obtain from those concerned a receipt in duplicate, one copy of which shall be sent to the Bank of Brazil.

Article 6.

As remuneration for the services rendered by the Union Bank of the Netherlands under the present Agreement, the Bank of Brazil shall pay to the said bank a commission in florins equivalent to one-eighth per cent of the total amount of the sums transferred.

Article 7.

All payments connected with capital, interest, remuneration, etc., made by the Bank of Brazil under the present Agreement shall be made without any deduction of taxes or charges, which, if required to be paid, shall be chargeable to the Bank of Brazil ; the latter shall also be responsible for the payment of all stamp duties or other charges in Brazil which may be due in respect of any documents connected with the present Agreement.

Article 8.

Les cessions ou transferts éventuels de créances visées par le présent accord seront notifiés, le plus tôt possible, à la Banque du Brésil et à l'Union de Banque hollandaise.

Article 9.

L'Union de Banque hollandaise et la Banque du Brésil régleront, d'un commun accord, les modalités d'organisation et d'exécution des dispositions du présent accord, de façon à en assurer le bon fonctionnement.

Les difficultés qui pourraient surgir au sujet de l'application du présent accord seront réglées par entente directe entre les deux banques.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que mon gouvernement accepte la réglementation stipulée dans les articles ci-dessus, et vous prie d'agrée, etc.

C. H. J. SCHULLER TOT PEURSUM.

Son Excellence
Monsieur M. de Pimentel Brandão
Ministre des Affaires étrangères
à Rio de Janeiro.

Article 8.

Any future cessions or transfers of the credits referred to in the present Agreement shall be notified as soon as possible to the Bank of Brazil and the Union Bank of the Netherlands.

Article 9.

The Union Bank of the Netherlands and the Bank of Brazil shall settle by mutual agreement the procedure for the organisation and carrying out of the provisions of the present Agreement in such a way as to ensure its satisfactory operation.

Any difficulties which may arise with regard to the application of the present Agreement shall be settled by direct agreement between the two banks.

I have the honour to inform you that my Government accepts the settlement provided in the above Articles, and have the honour to be, etc.

C. H. J. SCHULLER TOT PEURSUM.

His Excellency
Monsieur M. de Pimentel Brandão,
Minister for Foreign Affairs,
Rio de Janeiro.

N° 4168.

BELGIQUE ET SIAM

Convention d'extradition. Signée à
Bangkok, le 14 janvier 1937.

BELGIUM AND SIAM

Extradition Convention. Signed at
Bangkok, January 14th, 1937.

N° 4168. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ENTRE LA BELGIQUE ET LE SIAM. SIGNÉE A BANGKOK, LE 14 JANVIER 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 août 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM, désirant, d'un commun accord, conclure une convention à l'effet de régler l'extradition des inculpés, prévenus, accusés ou condamnés, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Marcel POLAIN, chargé d'Affaires de Belgique, à Bangkok ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Excellence Luang Pradist MANUDHARM, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Gouvernements belge et siamois s'engagent à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, dans les circonstances et les conditions établies par la présente convention, les inculpés, prévenus, accusés ou condamnés pour un crime ou un délit commis sur le territoire de l'autre Partie.

En ce qui concerne les crimes ou délits commis hors du territoire de l'Etat requérant, ils pourront aussi donner lieu à une demande d'extradition si la législation de l'Etat requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Article II.

Les crimes et les délits pouvant donner lieu à extradition sont :

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre ;

2° Coups portés ou blessures faites volontairement, avec préméditation, ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bangkok, le 11 juin 1937.
Entrée en vigueur le 20 juillet 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4168. — EXTRADITION CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND SIAM. SIGNED AT BANGKOK, JANUARY 14TH, 1937.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 23rd, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS MAJESTY THE KING OF SIAM, having determined, by common consent, to conclude a Convention to regulate the extradition of accused or convicted persons, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Marcel POLAIN, Belgian Chargé d'Affaires at Bangkok ;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

His Excellency Luang Pradist MANUDHARM, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The Belgian and Siamese Governments undertake to deliver up to each other, in the circumstances and under the conditions stated in the present Convention, persons, other than their own nationals, accused or convicted of a crime or delict committed in the territory of the other Party.

Extradition may also be required in respect of crimes and delicts committed outside the territory of the country making the requisition, if the laws of the State applied to authorise prosecution for the offences concerned when committed outside its territory.

Article II.

The following crimes and delicts shall be subject to extradition :

1. Wilful murder with premeditation, poisoning, parricide, infanticide, intentional homicide without premeditation ;

2. Assault or malicious wounding, either premeditated or resulting in seemingly incurable infirmity, permanent incapacity for work, complete loss of the use of an organ, serious mutilation or death without there having been any intention to cause death ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Bangkok, June 11th, 1937.
Came into force July 20th, 1937.

3° Administration volontaire et coupable, mais sans intention de donner la mort, de substances pouvant la donner ou altérer gravement la santé ;

4° Avortement ;

5° Viol ; attentat à la pudeur commis avec violence ; attentat à la pudeur commis sans violence ni menaces, sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, n'ayant pas atteint l'âge de consentement tel qu'il est déterminé par les législations respectives de chaque pays ; attentat à la pudeur commis sans violence, ni menaces, par un ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur ayant atteint l'âge de consentement tel qu'il est déterminé par les législations respectives de chaque pays, mais non émancipé par le mariage ; traite ou procuration des femmes ou des enfants pour satisfaire les passions d'autrui ; rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche ou contrainte sur une personne majeure pour la débauche ;

6° Enlèvement de mineurs ;

7° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;

8° Exposition ou délaissement d'un enfant ;

9° Association de malfaiteurs ;

10° Vol, extorsion, escroquerie, abus de confiance, tromperie ;

11° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de la peine de mort, des travaux forcés ou de la réclusion ;

12° Offres ou propositions de commettre un crime ou d'y participer, ou acceptation desdites offres ou propositions ;

13° Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers ;

14° Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, ainsi que les fraudes dans le choix des échantillons destinés à la vérification du titre et du poids des monnaies ;

15° Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ;

16° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, marques, coupons pour le transport des personnes ou des choses, timbres-poste ou autres timbres adhésifs, usage de ces objets contrefaits ou falsifiés ; usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ; application méchante ou frauduleuse sur un objet d'art, un ouvrage de littérature ou de musique du nom d'un auteur ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son œuvre ; vente, exposition en vente, détention dans les magasins, introduction sur le territoire, pour être vendus, desdits objets ;

17° Faux témoignages et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes ; subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;

18° Faux serment ;

19° Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics, corruption de fonctionnaires publics ;

20° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites ;

21° Entraves volontaires à la circulation d'un convoi sur un chemin de fer par le dépôt d'objets quelconques, par le dérangement de rails ou de leurs supports, par l'enlèvement de chevilles ou clavettes ou par l'emploi de tout autre moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails ;

3. The deliberate or culpable administering of substances capable of causing death or of seriously injuring health, but without intent to cause death ;
4. Abortion ;
5. Rape ; indecent assault with violence ; indecent assault, without violence or threats, on the person, or with the help, of a minor of either sex not having attained the age of consent under the respective laws of each country ; indecent assault, without violence or threats, by a relative in the ascending line on the person, or with the help, of a minor having attained the age of consent under the respective laws of each country, but not emancipated by marriage ; traffic in, or procuring of, women or children to gratify the passions of another ; detention of a person in a disorderly house against his or her will ; constraint for immoral purposes of a person of full age ;
6. Abduction of minors ;
7. Abduction, receiving, concealment of the birth or substitution of a child ; attribution of a child to a woman not its mother ;
8. Exposure or abandonment of a child ;
9. Conspiring to commit crimes of violence ;
10. Theft, extortion, obtaining money or other things of value by false preferences, misappropriation, fraud ;
11. Threats of violence to persons or property, if punishable by death, penal servitude or imprisonment ;
12. Offers or proposals to commit a crime or take part therein, or acceptance of such offers or proposals ;
13. Violation, by private individuals, of personal liberty and domicile ;
14. Counterfeiting, including the counterfeiting and altering of money, the uttering and putting into circulation of counterfeit or altered money, and fraud in the choice of specimens intended for the assaying of coins ;
15. Counterfeiting or forgery of public bonds or banknotes and public or private securities ; the uttering or putting into circulation of such counterfeit or forged bonds, banknotes or securities ; falsification of documents or telegrams and the use of such counterfeit, forged or falsified telegrams, bonds, notes or securities ;
16. The counterfeiting or falsification of seals, stamps, dies, marks, tickets for the conveyance of persons or things, postage or other adhesive stamps ; use of such counterfeit or forged articles ; improper use of genuine seals, stamps, dies and marks ; placing, with malicious or fraudulent intent, upon a work of art or literary work or musical composition of the name of an author or of any distinctive sign adopted by him to indicate his work ; the sale, offering for sale, keeping in shops and introduction into the country for sale of the said objects ;
17. Perjury and false statements by experts or interpreters ; suborning of perjury on the part of witnesses, experts or interpreters ;
18. False swearing ;
19. Embezzlement or malversation by public officials ; bribery of public officials ;
20. Fraudulent bankruptcy and frauds committed in connection with bankruptcies ;
21. Wilful obstruction of railway traffic by placing objects of any kind on the line, by tampering with rails or their supports, by removing bolts or pins, or by the use of any other means calculated to stop the train or cause it to leave the rails ;

22° Incendie volontaire ;

23° Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques ; destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art, titres publics ou privés ; destruction ou détérioration de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces ; destruction ou détérioration méchante ou frauduleuse de marchandises ou de matières servant à la fabrication ;

24° Destruction et dévastation de récoltes, plantes, arbres ou greffes ;

25° Destruction d'instruments d'agriculture ; destruction ou empoisonnement de bestiaux ou autres animaux ;

26° Opposition à l'exécution de travaux publics ;

27° Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par la loi des deux pays, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche ;

28° Echouement, perte, destruction par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage, détournement par le capitaine d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche ; jet ou destruction sans nécessité de tout ou partie du chargement, des vivres ou des effets du bord ; fausse route ; emprunts sans nécessité sur le corps, avitaillement ou équipement du navire, ou mise en gage ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes d'avaries ou de dépenses supposées ; vente du navire sans pouvoir spécial, hors le cas d'innavigabilité ; vol commis à bord ; altération de vivres ou de marchandises commise à bord par le mélange de substances malfaisantes ; attaque ou résistance avec violences et voies de fait envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage ; refus d'obéir aux ordres du capitaine ou d'un officier du bord pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures ; complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine ; prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine ;

29° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, la complicité et la tentative, lorsqu'elles sont punies par les législations des deux pays.

Dans tous les cas, crimes et délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays auquel la demande est adressée.

Article III.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou de condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié, au moment où la remise pourrait avoir lieu ;

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été poursuivi et mis hors de cause ou est encore poursuivi, ou a déjà été jugé, dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article IV.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays requis, pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de la poursuite et, en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins.

22. Arson ;
23. Destruction of buildings, steam engines or telegraphic apparatus ; destruction or disfigurement of graves, monuments, works of art, and public or private records ; destruction of or damage to movable property with violence or threats ; destruction of or damage to goods or materials used in manufacture, with malicious or fraudulent intent ;
24. Destruction of or damage to crops, plants, trees or grafts ;
25. Destruction of agricultural implements ; destruction or poisoning of cattle or other animals ;
26. Resistance to the execution of public works ;
27. Abandonment of a merchant or fishing vessel by the master, in cases other than those authorised by the laws of the two States ;
28. Stranding, loss or destruction by the master or officers and crew ; misappropriation of any ship or merchant or fishing vessel by the master ; unnecessary jettisoning or destruction of all or part of the cargo, stores or gear ; taking a wrong course ; borrowing without cause on the ship, stores or gear, or pledging or sale of the cargo or stores, or entry in the accounts of fictitious damage or expenses ; sale of the ship without special authority except in the case of unseaworthiness ; theft on board ship ; adulteration on board ship of stores or cargo by the admixture of harmful substances ; attacks upon or resistance to the master, accompanied by violence and assault, by more than one-third of the crew ; refusal, accompanied by assault causing bodily harm, to obey orders given by the master or officer in charge to ensure the safety of the ship or cargo ; conspiracy against the safety, liberty or authority of the master ; seizure of the ship by the crew or passengers by means of fraud or violence directed against the master ;
29. Receiving articles obtained by means of one of the crimes or delicts specified in the present Convention.

The foregoing list of offences shall be deemed to include complicity in or attempts to commit the offences named, provided always that such acts are punishable under the laws of both States.

In the case of all crimes and delicts, extradition may not take place unless the offence is punishable under the laws of the country to which the requisition is addressed.

Article III.

Extradition shall not take place :

1. If, subsequently to the commission of the offence or to the completion of the preliminary proceedings, or to the sentence, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time under the laws of the country in which the accused person has taken refuge, at the time when his surrender might take place ;
2. When the request for extradition is based upon an offence in respect of which the person claimed has been cleared after preliminary proceedings, or is still being proceeded against, or has already been tried, in the country to which the requisition for his surrender is made.

Article IV.

If the person claimed is being proceeded against, or has been convicted, in the country applied to, for an offence other than that for which extradition is required, the extradition may be deferred until the conclusion of the proceedings and, in the event of his conviction, until he has served his sentence.

Should he be proceeded against or detained in the same country by reason of obligations contracted towards private persons, his extradition shall nevertheless take place.

Article V.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par l'Etat requis comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

L'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra être poursuivi contradictoirement ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef d'un Etat étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat ou d'empoisonnement.

L'individu extradé pourra toutefois être poursuivi ou puni dans les cas suivants, pour une infraction autre que celle qui a motivé l'extradition :

1^o S'il a demandé à être jugé ou à subir sa peine, auquel cas sa demande sera communiquée au gouvernement qui l'a livré ;

2^o S'il n'a pas quitté, à moins d'empêchement par force majeure, pendant le mois qui a suivi son élargissement définitif, le pays auquel il a été livré ;

3^o Si l'infraction est comprise dans la convention et si le gouvernement auquel il a été livré a obtenu préalablement l'adhésion du gouvernement qui a accordé l'extradition. Ce dernier pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article VII de la présente convention. La réextradition à un pays tiers est soumise aux mêmes règles.

Article VI.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique ou, à défaut d'agent diplomatique dans l'Etat requis, par le principal agent consulaire résidant dans cet Etat.

Article VII.

La demande d'extradition sera accompagnée des documents suivants, auxquels sera jointe, le cas échéant, une traduction en langue française ou anglaise :

a) Si la personne réclamée est un condamné : une copie authentique du jugement de condamnation ;

b) Si la personne réclamée est un inculpé, prévenu ou accusé : un mandat d'arrêt émanant de l'autorité compétente de l'Etat requérant ou une copie authentique de ce mandat et tous autres éléments de preuve exigés par la loi de l'Etat requis en matière d'extradition.

Ces documents seront certifiés conformes par M. le Ministre des Affaires étrangères de l'Etat requérant et, s'il y a lieu, par l'agent diplomatique ou consulaire de cet Etat. Il y sera joint, premièrement, une copie des dispositions de loi applicables en l'espèce et, si besoin en est, une traduction de ces dispositions en langue française ou anglaise ; deuxièmement, dans la mesure du possible, un signalement de la personne réclamée ou tous autres renseignements pouvant permettre d'établir son identité.

Les frais occasionnés par la traduction, dans la langue de l'autorité requise, des documents visés aux alinéas qui précèdent, seront à la charge de l'Etat requérant.

L'arrestation de la personne réclamée et la procédure d'extradition seront réglées par la loi de l'Etat requis, sauf dans les cas où une procédure spéciale est expressément prévue par la présente convention.

Article V.

Extradition shall not be granted if the offence for which it is demanded is regarded by the State applied to as a political offence or as an act connected with a political offence.

An alien whose extradition has been granted may not be tried, or punished for any political offence committed prior to his extradition, nor for any act connected with such an offence, nor for any crime or delict other than those enumerated in the present Convention.

An attempt upon the life of the head of a foreign State or of the members of his family shall not be deemed to be a political offence, or an act connected with a political offence, when it constitutes intentional homicide without premeditation, wilful murder with premeditation or poisoning.

Nevertheless, the surrendered person may, in the following cases, be proceeded against, or punished, for an offence other than that for which extradition was granted :

1. If he has asked to be brought to trial or to serve his sentence, in which case his request shall be communicated to the Government surrendering him ;
2. If he has failed, although not prevented by reason of *force majeure*, to leave the country to which he was surrendered within one month after his final discharge ;
3. If the offence is one of those enumerated in the Convention, and if the Government to which he has been surrendered has previously obtained the approval of the Government by which extradition was granted. The latter may, if it thinks fit, require the production of one of the documents mentioned in Article VII of the present Convention. The same rules shall govern re-extradition to a third country.

Article VI.

The requisition for extradition shall always be made through the diplomatic channel or, if there is no diplomatic agent in the State applied to, through the principal consular agent residing in that State.

Article VII.

The requisition for extradition shall be accompanied by the following documents, to which shall be attached, where appropriate, a translation into French or English :

- (a) If the requisition relates to a person already convicted, a certified copy of the sentence ;
- (b) If the requisition relates to an accused person, a warrant of arrest issued by the competent authority in the State requiring the extradition or an authenticated copy of such warrant, and any other evidence required, under the laws of the State applied to, for purposes of extradition.

These documents shall be authenticated by the Minister for Foreign Affairs of the State requiring the extradition and, when necessary, by the diplomatic or consular agent of the said State. They shall be accompanied, in the first place, by a copy of the legal provisions applicable to the case, together, where appropriate, with a translation of such provisions in French or English ; and, in the second place, whenever possible, by a description of the person claimed, or any other information which may assist in establishing his identity.

The costs of translating the documents enumerated in the preceding paragraphs into the language of the authority applied to shall be met by the State making the requisition.

The arrest of the person claimed and the extradition procedure shall be governed by the laws of the State applied to, except in so far as a special procedure is expressly laid down in the present Convention.

Article VIII.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou le télégraphe, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article VII, à la condition, toutefois, que cet avis sera régulièrement donné au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation de l'Etat requis.

Elle cessera d'être maintenue si, dans le délai de douze semaines à partir du moment où elle aura été effectuée, l'Etat requis n'a pas reçu communication des documents requis par l'article VII de la présente convention.

Article IX.

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit ou pouvant servir de pièces à conviction, qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en ordonne ainsi, saisis et remis à l'Etat requérant.

Cette remise pourra se faire même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés, les droits que les tiers auraient pu acquérir sur lesdits objets, qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

Article X.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport ou autres sur le territoire des Etats intermédiaires sont à la charge de l'Etat requérant.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port de l'Etat requis que désignera le gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué. Le prisonnier sera mis en liberté si, dans les deux mois à compter du jour où il aura été placé à la disposition du gouvernement requérant, il n'a pas été amené vers le pays requérant.

Article XI.

L'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants d'un individu n'appartenant pas au pays de transit sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article VII, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles III et V.

Les frais de transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Article XII.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire, le cas échéant, accompagnée d'une traduction en langue française ou anglaise, sera adressée à cet effet par la voie diplomatique ou par le principal agent consulaire et, à moins que le gouvernement requis ne constate l'impossibilité de la faire exécuter, il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Article VIII.

In urgent cases, provisional arrest shall be effected on notification by post or telegraph of the existence of one of the documents mentioned in Article VII, provided always that such notification is duly made to the Minister for Foreign Affairs of the State applied to.

Provisional arrest shall be effected in the manner and in accordance with the rules prescribed by the laws of the State applied to.

Any person so arrested shall nevertheless be discharged if, within twelve weeks of the arrest, the State applied to shall not have received the documents specified in Article VII of the present Convention.

Article IX.

In extradition cases, any articles obtained through the crime or delict, or which may serve as proof of guilt, found in the possession of the person claimed at the time of his arrest or discovered later, shall, if the competent authorities of the State applied to so decide, be impounded and handed over to the State making the requisition.

This may be done even if extradition cannot take place owing to the escape or death of the person claimed.

Nevertheless, the rights which third parties may have acquired over these articles shall be reserved, and such articles shall, if necessary, be returned to them free of charge after the trial.

Article X.

The expenses occasioned by the arrest, maintenance and conveyance of the person whose extradition has been granted, together with the cost of consigning and conveying objects to be returned or handed over under the preceding Article, shall be borne by each State within the limits of its own territory.

The cost of conveyance and other expenses incurred in the territory of intermediate States shall be borne by the State making the requisition.

Should conveyance by sea be deemed preferable, the person to be surrendered shall be escorted to the port of the State applied to specified by the Government making the requisition and be placed on board ship at the latter's expense. If not conveyed to the territory of the State making the requisition within two months from the date of his being placed at the disposal of the Government of that State, the prisoner shall be released.

Article XI.

The extradition by conveyance in transit through the respective territories of the contracting States of a person not belonging to the country of transit shall be granted on the production, either of the original or of an authenticated copy, of one of the documents mentioned in Article VII, provided that the act occasioning extradition is included in the present Convention and does not come under the provisions of Articles III and V.

The costs of transit shall be borne by the State making the requisition.

Article XII.

Should the proceedings in a criminal case of a non-political nature require the hearing of persons in either of the two countries, or should any other proceeding be deemed necessary for the purposes of the preliminary examination, rogatory commissions, accompanied if necessary by a French or English translation, shall be forwarded for this purpose through the diplomatic channel or chief consular agent and, unless the Government applied to finds their execution to be impossible, they shall be carried out in accordance with the laws of the country in which the witness is to be heard or the proceeding connected with the preliminary examination is to take place.

Toutefois, les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article II et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article IX ci-dessus.

Les frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale sont supportés par l'Etat requérant.

Article XIII.

En matière pénale non politique, lorsque le gouvernement de l'un des deux Etats jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise par la voie diplomatique ou par le principal agent consulaire et, le cas échéant, accompagnée d'une traduction en langue française ou anglaise, sera signifiée à personne à la requête du ministère public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent, et l'original constatant la notification sera renvoyé par la même voie au gouvernement requérant, le tout moyennant restitution des frais.

Article XIV.

Lorsque, dans une cause pénale non politique instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces à conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique ou par le principal agent consulaire, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Le gouvernement requérant remboursera au gouvernement requis les frais résultant de la communication des pièces à conviction et documents.

Article XV.

La présente convention entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Chacune des Parties contractantes pourra, en tout temps, la dénoncer en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, en langue française, à Bangkok, le 14^e jour du mois de janvier de la mil neuf cent trente-septième année de l'ère chrétienne, correspondant au 14^e jour du 10^e mois de la deux mille quatre cent soixante-dix-neuvième année de l'ère bouddhique.

• (L. S.) (S.) M. POLAIN.

(L. S.) (S.) Luang Pradist MANUDHARM.

Nevertheless, rogatory commissions for the purpose of effecting either a domiciliary search or the impounding of articles connected with or serving as proof of the crime may only be executed in respect of one of the acts mentioned in Article II, and subject to the reservation expressed in the last paragraph of Article IX above.

The cost of executing rogatory commissions in criminal cases shall be borne by the State making the requisition.

Article XIII.

If, in a criminal case of a non-political nature, the Government of either of the two States should deem it necessary to serve a procedural notice or notice of a judgment upon a person residing in the territory of the other State, the document shall be transmitted through the diplomatic channel or through the principal consular agent, together, where necessary, with a translation in French or English. Service shall be effected, at the instance of the public prosecutor at the place of residence, through the competent official, and the original recording such service shall be returned through the same channel to the Government making the requisition, subject to repayment by the latter of all the costs incurred.

Article XIV.

If, in a criminal case of a non-political nature which is under preliminary examination in one of the two countries, it is deemed necessary or expedient to obtain articles serving as proof of the crime or documents which are in the hands of the authorities of the other country, a request shall be made therefor through the diplomatic channel or chief consular agent; unless there are special objections thereto such request shall be granted, subject to the obligation to return the said articles and documents.

The Government making the requisition shall refund to the other the expenses occasioned by the transmission of articles serving as proof and of documents.

Article XV.

The present Convention shall come into force ten days after its publication in the manner prescribed by the laws of the respective countries.

Either of the Contracting Parties may denounce it at any time by giving to the other Party six months' notice of its intention to do so.

It shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible.

In faith whereof the undersigned have framed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the French language, at Bangkok, this fourteenth day of the month of January of the year nineteen hundred and thirty-seven of the Christian era, corresponding to the fourteenth day of the tenth month of the year two thousand four hundred and seventy-nine of the Buddhistic era.

(L. S.) (*Signed*) M. POLAIN.

(L. S.) (*Signed*) Luang Pradist MANUDHARM.

N° 4169.

CHILI ET NORVÈGE

Traité de conciliation. Signé à Oslo,
le 27 janvier 1936.

CHILE AND NORWAY

Treaty of Conciliation. Signed at
Oslo, January 27th, 1936.

N° 4169. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ENTRE LE CHILI ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A OSLO, LE 27 JANVIER 1936.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 août 1937.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux pays et s'inspirant des principes de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 26 septembre 1928 relative à la conclusion de conventions bilatérales en matière de conciliation, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Monsieur Halvdan KOHT, ministre des Affaires étrangères de Norvège ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

Monsieur H. L. WESSEL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Chili près Sa Majesté le Roi de Norvège ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation tous les différends qui viendraient à s'élever entre elles et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Toutefois, l'engagement précité ne s'appliquera ni aux questions que le droit international laisse à la compétence exclusive d'une Partie, ni aux différends pour la solution desquels une procédure spéciale est ou sera prescrite par d'autres conventions entre les Hautes Parties contractantes, ni aux différends concernant le statut territorial des Parties.

Au cas où le rapport élaboré par la commission permanente ou spéciale de conciliation prévue par le présent traité n'aurait pas été accepté par les deux Parties, l'article 15 du Pacte de la Société des Nations continuera à être applicable, s'il y a lieu.

Article 2.

Dans les questions qui, selon la législation interne de l'une des Parties, sont du ressort des autorités judiciaires nationales, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'elles soient soumises

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 17 février 1937.
Entré en vigueur le 19 mars 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4169. — TREATY OF CONCILIATION BETWEEN CHILE AND NORWAY. SIGNED AT OSLO, JANUARY 27TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.
The registration of this Treaty took place August 23rd, 1937.*

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE, being desirous of strengthening the friendly relations existing between the two countries and inspired by the principles of the resolution adopted by the Assembly of the League of Nations on September 26th, 1928, relating to the conclusion of bilateral conventions providing for conciliation, have resolved to conclude a Treaty for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Monsieur Halvdan KOHT, Norwegian Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

Monsieur H. L. WESSEL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Chile to His Majesty the King of Norway ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to submit to conciliation procedure all disputes which may arise between them and which it may not have been possible to settle, within a reasonable time, by the methods of diplomacy.

Nevertheless, this undertaking shall not apply to matters which by international law are solely within the domestic jurisdiction of one Party, or to disputes for the settlement of which a special procedure is or may hereafter be laid down in other conventions between the High Contracting Parties, or to disputes relating to the territorial status of the Parties.

Should the report drafted by the Permanent or special Conciliation Commission referred to in the present Treaty not be accepted by the two Parties, Article 15 of the Covenant of the League of Nations shall, if necessary, continue to apply.

Article 2.

In regard to questions which by the municipal law of one of the Parties are within the jurisdiction of the national judicial authorities, the defendant Party may oppose the submission

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Oslo, February 17th, 1937.
Came into force March 19th, 1937.

à une procédure de conciliation avant que la juridiction nationale compétente se soit prononcée définitivement, sauf le cas de déni de justice.

La demande de conciliation devra, dans ce cas, être présentée dans un délai d'un an, au plus tard, à compter de la date du jugement définitif.

Article 3.

Sur la demande adressée à cet effet par une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une commission permanente de conciliation.

Article 4.

Sauf accord contraire des Hautes Parties contractantes la commission de conciliation sera constituée comme suit :

1. La commission comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Parties désigneront le président de la commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un commissaire, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé être renouvelé pour une autre période de trois ans.

3. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chaque Partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours.

4. Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5.

Si, lorsqu'il viendrait à s'élever un différend entre les Hautes Parties contractantes, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par elles, une commission spéciale sera constituée, pour l'examen du différend, dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée à cet effet par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement d'un commun accord.

Article 6.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles précédents, le président de la Cour permanente de Justice internationale sera prié par les deux Parties conjointement, ou par l'une d'elles, de procéder aux nominations requises. Si le président est empêché, ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, le vice-président sera prié de procéder à ces nominations. Si celui-ci se trouve dans le même cas, le premier des autres juges selon l'ordre du tableau de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties, sera prié de procéder à ces nominations.

Article 7.

La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à l'autre Partie.

of such questions to a procedure of conciliation until a judgment with final effect has been pronounced by the competent national court, except in the case of a denial of justice.

In such a case, the application for conciliation must be made within a period of one year at latest from the date of the final judgment.

Article 3.

On a request to that effect being made by one of the High Contracting Parties to the other Party, a Permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

Article 4.

Unless the High Contracting Parties agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

1. The Commission shall be composed of five members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The three other members shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These last three members must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties. The Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

2. The members shall be appointed for three years. On the expiration of the term of office of a member, his term of office shall be deemed to be renewed for a further period of three years, provided no steps are taken to replace him.

3. The members of the Commission appointed jointly may be replaced during their term of office by agreement between the Parties. Either Party may, moreover, at any time replace the member whom it has appointed. Even if replaced, members shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

4. Vacancies occurring as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 5.

If, when a dispute arises between the High Contracting Parties, no Permanent Conciliation Commission appointed by them is in existence, a Special Commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date on which a request to that effect is made by one of the Parties to the other Party. The appointments shall be made in the manner laid down in the preceding Article, unless the Parties decide otherwise by agreement.

Article 6.

If the appointment of the members of the Commission to be designated jointly is not made within the periods provided for in the preceding Articles, the President of the Permanent Court of International Justice shall be requested by the two Parties jointly, or by either Party, to make the necessary appointments. Should he be prevented from doing so, or should he be a national of one of the Parties, the Vice-President shall be requested to make these appointments. Should the latter be in the same position, the first of the other judges on the list of the Court who is not a national of either of the Parties shall be requested to make these appointments.

Article 7.

Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or, in default thereof, by one or other of the Parties.

If the application emanates from only one of the Parties, the other Party shall without delay be notified by it.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où un différend aura été porté devant la commission de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le commissaire nommé par elle, par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui usera de ce droit, en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La commission de conciliation aura pour tâche de faciliter la solution du différend en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement du litige conformément à l'article 14 du présent traité.

Article 10.

La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au lieu désigné par son président.

Article 11.

Sauf accord contraire des Parties, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Les délibérations de la commission auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Les Parties seront représentées auprès de la commission par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 12.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix. Si tous les membres ne sont pas présents, la voix du président sera décisive en cas de partage.

La commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 14.

La Commission de conciliation présentera son rapport dans les six mois à compter du jour de sa première réunion, à moins que les Parties n'en conviennent autrement ou la Commission juge indispensable de prolonger ce délai.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought before the Conciliation Commission, either Party may, for the examination of such dispute, replace the member appointed by it by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately notify the other Party; the latter shall, in such case, be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 9.

The task of the Conciliation Commission shall be to facilitate the settlement of the dispute by elucidating, through an impartial and conscientious enquiry, the questions of fact, and by making proposals with a view to the settlement of the dispute in accordance with Article 14 of the present Treaty.

Article 10.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at the place selected by its President.

Article 11.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention¹ of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

The Commission's proceedings shall be conducted in private unless, in agreement with the Parties, the Commission decides otherwise.

The Parties shall be represented before the Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may further be assisted by counsel and experts appointed by them for the purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from any persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 12.

In the absence of any provisions to the contrary in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote. Each member shall have one vote. If all the members are not present, and if the number of votes cast is equally divided, the President shall have a casting vote.

The Commission may take decisions relating to the substance of the dispute only if all its members have been duly convened and if at least those members appointed jointly are present.

Article 13.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to secure for it the assistance of their competent authorities, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information and to take the necessary steps to allow the Commission to proceed in their territory to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 14.

The Conciliation Commission shall submit its report within six months from the date of its first meeting, unless the Parties decide otherwise or the Commission considers it indispensable to extend such period.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Le rapport comportera, s'il y a lieu, un projet de règlement adopté à l'unanimité ou à la majorité des voix. L'avis motivé des membres restés en minorité sera, le cas échéant, consigné dans le rapport.

Un exemplaire du rapport, signé par le président, sera remis à chacune des Parties.

Le rapport de la commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale ou judiciaire.

Article 15.

Les Parties porteront à la connaissance du président de la commission de conciliation, dans un délai raisonnable, n'excédant pas les trois mois, si elles acceptent les conclusions du rapport et les propositions de règlement qui y seraient contenues.

Il appartient aux Parties de décider, d'un commun accord, si le rapport de la commission doit être publié.

Article 16.

Dans tous les cas et, notamment, si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la commission de conciliation saisie du différend pourra recommander aux deux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable aux arrangements proposés par la commission de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 17.

Pendant la durée effective de la procédure de conciliation, les membres de la commission de conciliation, y compris le président, recevront une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la commission, y compris les indemnités prévues au premier alinéa.

Article 18.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que faire se pourra et les instruments de ratification en seront échangés à Oslo.

Il entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans.

S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation se trouvait pendante devant la commission de conciliation, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Oslo, en double expédition, le 27 janvier 1936.

Halvdan KOHT.

H. L. WESSEL.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 13 août 1937.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*

R. B. Skylstad.

The report shall, if necessary, contain a proposal for a settlement adopted unanimously or by a majority. It shall also contain, if necessary, the opinion of the minority, accompanied by a statement of the reasons on which the opinion is based.

A copy of the report, signed by the President, shall be transmitted to each of the Parties.

The Commission's report shall not be in the nature of an arbitral award or judicial decision, either as regards the statement of the facts or as regards the legal considerations.

Article 15.

The Parties shall inform the President of the Conciliation Commission, within a reasonable period, which shall not exceed three months, whether they accept the conclusions of the report and the proposals for a settlement contained therein.

The Parties shall jointly decide whether the Commission's report shall be published.

Article 16.

In all cases, particularly where the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Conciliation Commission before which the dispute is brought may recommend to the two Parties the adoption of such provisional measures as it deems necessary.

The Parties undertake to abstain from all measures likely to act prejudicially upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 17.

During the conciliation proceedings, the members of the Conciliation Commission, including the President, shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties.

Each Party shall bear its own costs and an equal share of the costs of the Commission, including the emoluments provided for in the preceding paragraph.

Article 18.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible and the instruments of ratification thereof shall be exchanged at Oslo.

It shall come into force on the thirtieth day after the exchange of ratifications and shall remain in force for ten years.

If it has not been denounced six months before the end of this period, it shall be deemed to be renewed for a further period of five years, and similarly thereafter.

If on the expiration of the present Treaty conciliation proceedings are pending before the Conciliation Commission, such proceedings shall be pursued until they are completed.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Oslo, in duplicate, this 27th day of January, 1936.

Halvdan KOHT.

H. L. WESSEL.

CORRIGENDUM

Volume CLXXIV, N° 4044.

Traité de fraternité arabe et d'alliance entre le Royaume de l'Arabie saoudienne et l'Irak, signé à Bagdad, le 2 avril 1936.

Le Gouvernement de l'Irak avait communiqué pour enregistrement le texte de ce traité en langue arabe, accompagné d'un texte certifié conforme en langue anglaise, traité qui a été enregistré par le Secrétariat le 29 janvier 1937. En date du 19 février 1938, le Gouvernement de l'Irak a informé le Secrétariat que le texte en langue anglaise était une traduction.

Volume CLXXIV, No. 4044.

Treaty of Arab Brotherhood and Alliance between the Kingdom of Saudi Arabia and 'Iraq. Signed at Bagdad, April 2nd, 1936.

The Government of 'Iraq communicated for registration the Arabic text of this Treaty, accompanied with an English text duly certified. The Treaty was registered with the Secretariat on January 29th, 1937.

By a communication dated February 19th, 1938, the Government of 'Iraq informed the Secretariat that the English text should be regarded as a translation.